



## Namibie, année zéro

Il ne manquait plus que lui à l'appel. Sam Nujoma, le chef de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), celui que ses adversaires qualifient non sans quelque excès de « démon communiste », est rentré en Namibie après trente ans d'exil, jeudi 14 septembre, à la veille de la clôture des listes électorales et au lendemain de l'assassinat à Windhoek, capitale du pays, d'un des rares responsables blancs du mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Nations unies en Namibie a immédiatement fait savoir que ce meurtre ne remettrait pas en question le processus qui doit conduire, l'an prochain, à l'indépendance de la dernière colonie d'Afrique et, partant, à l'élection, le 6 novembre, d'une Assemblée chargée de rédiger une Constitution. Si un climat de violence devait s'installer, il est pourtant clair que ce calendrier risquerait d'être modifié : ce qui ne déplairait pas à tous ceux qui inquiètent la probable arrivée au pouvoir de la SWAPO.

Celle-ci recrute l'essentiel de ses adhérents au sein de l'échelon ouest-africain, qui constitue près de la moitié de la population. Elle s'est donc fixée comme objectif d'obtenir les deux tiers des sièges, ce qui lui permettrait de rédiger la Constitution, sans avoir à en référer à d'autres formations. Au fur et à mesure qu'elle approche le jour de la consultation, cependant, il apparaît de moins en moins évident que cet espoir se réalise.

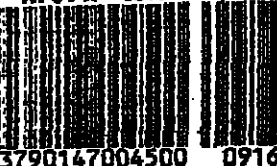
La SWAPO est loin en effet d'être seule en lice, et la campagne électorale sera âpre. L'Alliance démocratique de la Turnhalle (DTA), coalition multiraciale, est, à cet égard, la mieux placée pour mettre en échec les plans de M. Nujoma. Au deuxième tour, l'Afrique du Sud, ancienne puissance coloniale, qui a d'énormes intérêts économiques et stratégiques à préserver en Namibie, a tout avantage à s'arranger en sous-main pour que sortent des urnes des hommes avec lesquels le dialogue sera facile.

Il est vrai que la SWAPO a donné à ses adversaires des verges pour se faire battre. La malheureuse incursion en Namibie d'un bon millier de maquisards venus d'Angola alors que démarrait, début avril, le processus d'accession à l'indépendance et leur pitoyable retraite devant les troupes sud-africaines ont terni l'image de marque de ce mouvement nationaliste. Quel qu'en dise Sam Nujoma, le « combattant suprême », il n'a pas gagné ses galons de « libérateur » du pays à la pointe du fusil. Il a fallu que les grandes puissances s'en mêlent pour que l'Afrique du Sud se résigne, enfin, à quitter ce territoire.

D'aucuns ne manquent pas, en outre, de s'inquiéter du sort de plusieurs centaines de prisonniers de la SWAPO dont on est sans nouvelles. Ceux qui ont recouvré la liberté n'ont-ils pas fait état de « tortures » et de « mauvais traitements » dans les geôles du mouvement. Celui-ci maintient sur ce dossier un silence embarrassé. S'il se veut ouvrir un « nouveau chapitre » dans l'histoire de la Namibie, Sam Nujoma et les siens, si tant est qu'il n'y ait pas entre eux de divergences de stratégie, devront cesser d'utiliser la langue de bois, apprises dans la clandestinité.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 09160 - 4,50 F



3790147004500 09160

## Des interventions de MM. Dumas et Giscard d'Estaing

### L'Europe appelée à accroître son aide à la Pologne

Des personnalités occidentales, dont M. Dumas, ont réclamé, jeudi 14 septembre, une augmentation de l'aide à la Pologne. Le ministre français des affaires étrangères doit se rendre lundi à Varsovie. De son côté, M. Giscard d'Estaing est intervenu sur le même sujet devant le Parlement européen. M. Andriessen, commissaire européen, a critiqué indirectement les États-Unis pour la faiblesse de leur aide à la Pologne. Washington a annoncé une aide alimentaire de 50 millions de dollars, ce qui est infime par rapport aux demandes de Solidarité.

M. Lech Walesa, président de Solidarité, a annoncé jeudi 14 septembre à Gdansk qu'il allait entreprendre prochainement une tournée dans toute la Pologne afin de mobiliser le pays autour du nouveau gouvernement de M. Tadeusz Mazowiecki.

Selon le dirigeant syndical, « la société polonaise est intelligente et elle comprendra les besoins du pays si les problèmes lui sont expliqués clairement ». Résumant sa visite de quatre jours, la semaine dernière, en RFA, il a affirmé que seize projets concrets de coopération avec des entreprises polonaises avaient été exa-

minés. Soucieux de trouver des « alliés » et d'« internationaliser » l'économie, M. Walesa prévoit également des voyages dans d'autres pays occidentaux, en Scandinavie, en France et aux États-Unis, notamment.

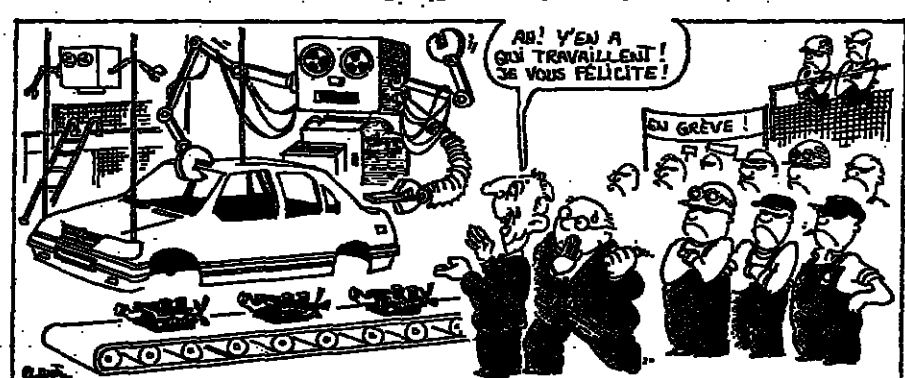
M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, qui était jeudi à Copenhague, a déclaré pour sa part : « Il faut faire (pour la Pologne et la Hongrie) plus et mieux que ce qui a été projeté ».

(Lire la suite page 6 ainsi que les articles de PHILIPPE LEMAITRE, JAN KRAUZE et SYLVIE KAUFFMANN.)

## Production paralysée à Sochaux et à Mulhouse

### La grève chez Peugeot s'étend après les déclarations de M. Calvet

La production des deux usines Peugeot de Sochaux et de Mulhouse était totalement paralysée par la grève, vendredi 15 septembre dans la matinée. A Sochaux, les grévistes sont sensiblement plus nombreux, alors que, à Mulhouse, l'occupation de la chaîne se poursuit. Cette aggravation du conflit est intervenue au lendemain de l'intervention sur Antenne 2 de M. Jacques Calvet, PDG de PSA, appelant les salariés à la « lucidité » et au « consensus ». M. Calvet avait affirmé qu'il n'y a pas de « malaise social » dans son groupe (lire page 28).



## Nomination des directeurs d'A 2 et de FR 3, crise à la Cinq

### Télévisions : la fièvre politique

M. Elkabbach a refusé le poste de directeur de FR 3. Les nominations des responsables de chaînes publiques, qui devaient être confirmées ce vendredi par M. Guillaume, suscitent les critiques de l'opposition et un certain mécontentement du pouvoir. De leur côté, MM. Seydoux et Berlusconi devraient tenter de remettre en question le rôle de M. Hersant dans la Cinq.

Comme il est de coutume dans l'audiovisuel français, ce nouvel imbroglio ne peut manquer de susciter le soupçon d'une intervention politique. Les deux directeurs généraux de la télévision publique, M. Jean-Michel Gailhard (sur A 2) et M. Dominique Alduy (sur FR 3) ont en effet fréquemment les allures du pouvoir socialiste, l'un à l'Élysée, l'autre à Matignon. RPR, Front national et Parti communiste s'emparent d'en conclure que les choix de M. Guillaume ont été manipulés

par le gouvernement. L'éventuelle restauration du tandem Seydoux-Berlusconi aux commandes de la Cinq ressemblerait fort, quant à elle, à une tentative de gommer l'intermédiaire de la cohabitation et de la CNCL. Dans les deux cas, le pouvoir politique se défend de toute ingérence. Pris en otage au milieu de ces polémiques, l'audiovisuel français aura bien du mal à faire croire à sa maturité.

(Lire page 24 les articles de JEAN-FRANÇOIS LACAN et de PIERRE-ANGEL GAY.)

## Le rapport du plan sur l'enseignement en l'an 2000

### 80 % au bac : à quel prix ?

L'objectif fixé par la loi d'orientation de mener « 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac » en l'an 2000 ne peut être atteint sans un considérable effort financier (évalué à 60 milliards de francs en dix ans) et, surtout, sans une profonde amélioration de l'efficacité du système scolaire. Telle est la conclusion de la commission Education, formation, recherche du X<sup>e</sup> Plan, présidée par M. René Rémond.

En décidant de « conduire l'ensemble d'une classe d'âge au

minimum au niveau du CAP ou du BEP, et 80 % au niveau du baccalauréat », le Parlement a fourni à la commission Education du Plan un beau sujet de réflexion. Troquant, en conséquence, son cadre quadriennal habituel pour une prospective à plus de dix ans, elle s'est efforcée de déterminer si cet objectif pouvait être atteint et à quelles conditions.

La réponse à la première question est nette : l'objectif des 80 % est irréaliste, à moins d'un effort financier considérable — et surtout d'une très sensible amélioration

de l'efficacité de notre système éducatif. Le coût des dépenses supplémentaires pour pouvoir accueillir près de 800 000 jeunes de plus dans l'enseignement secondaire et supérieur est estimé à près de 60 milliards de francs, soit 5 à 6 milliards par an (1).

FREDERIC GAUSSEN.  
(Lire la suite page 12.)

(1) Ce chiffre de 6 milliards correspond à l'effort supplémentaire effectivement consenti en 1989 et 1990. Mais jusqu'à présent les prévisions du gouvernement tablent sur 4 milliards seulement pour les deux années suivantes.

## Pour les Françaises de 50 à 70 ans

### Cancer du sein : un dépistage systématique et gratuit

Un dépistage systématique et gratuit du cancer du sein va être progressivement mis en place en France. Cette mesure, réclamée depuis longtemps par de nombreux spécialistes de la santé publique, devrait permettre chaque année d'éviter un millier de décès, moyennant un coût de 220 millions de francs environ. Les Françaises âgées de cinquante à soixante-dix ans subiraient ainsi une mammographie tous les trois ans.

Cette mesure, qui fera l'objet d'un prochain arrêté ministériel, devrait mettre un terme à l'incertitude qui prévalait jusqu'à présent dans ce domaine. Plus de la moitié des mammographies réalisées

aujourd'hui concernent en effet des femmes de moins de cinquante ans pour lesquelles on ne sait pas si un tel dépistage est utile.

Avec la collaboration de l'ensemble des radiologues français, les pouvoirs publics espèrent parvenir à réduire de près de 30 % la mortalité du plus fréquent et du plus meurtrier des cancers féminins. Chaque année, en France, près de 25 000 nouveaux cas sont en effet diagnostiqués, et 10 000 décès sont directement imputables au cancer du sein.

(Lire page 12 l'article de JEAN-YVES NAU.)

Prix : + 0,2 % en août

Sur les douze derniers mois, l'inflation a été de 3,4 %  
PAGE 27

Les conservateurs s'organisent en URSS

Création du Conseil uni de Russie  
PAGE 5

Les missiles au Proche-Orient

Jérusalem s'inquiète  
PAGE 7

Accord Air France-Lufthansa

Les deux compagnies aériennes renforcent leurs liens  
PAGE 27

Le « Décalogue » de Krzysztof Kieslowski à la Mostra de Venise

Un entretien avec le réalisateur  
PAGE 19

Le Monde

SANS VISA

Lodz, la mal-aimée

■ Escapes ■ La table ■ Jeux

Pages 15 à 18

Le sommaire complet se trouve page 32

PIERRE REY

Une saison chez Lacan

Il y a encore des livres inattendus. On ne les attendait pas et, soudain, ils sont là, ils s'installent dans l'époque, ils font date ou scandale, ils marquent un passage de frontière.

Catherine David / LE NOUVEL OBSERVATEUR



ROBERT LAFFONT  
des livres ouverts sur la vie

# Débats

## PARTI SOCIALISTE

### Simplifions!

par ROGER QUILLIOT (\*)

Le prochain congrès du PS n'est ni le congrès fondateur d'Epinsky, ni le congrès d'élargissement de Grenoble, ni, moins encore, le galop électoral de Metz. Les grandes échéances électorales sont derrière nous, gagnées largement comme la présidentielle, relativement comme les législatives.

Alors, pourquoi ce grand branle-bas où les écuries présidentielles se mettent en place? Il reste six ans d'ici à 1995 et François Mitterrand est en excellente santé. Si, ce qu'à Dieu ne plaise, il laissait le pouvoir demain, Michel Rocard serait, sans conteste, le mieux à même d'affronter le corps électoral. Dans deux, quatre ou six ans, échéance probable, le jeu serait à nouveau ouvert. Entre-temps, les élections législatives sont prévues, sauf dissolution, pour 1993.

Donc, parlons d'autre chose, en particulier de cette fin de siècle et du millénaire qui s'approche. Epinsky avait défini le cap nagueure, pour une période pleinement meublée par huit ans de pouvoir présidentiel et six ans de pouvoir législatif, soit plus que n'en connut jamais toute l'histoire du socialisme français. Tirons les leçons des victoires et des échecs, de l'épreuve (à tous les sens du mot) d'un pouvoir qui forme, use et corrige. Et fixons le cap pour la prochaine décennie.

N'ayant signé volontairement aucune contribution, je veux m'en tenir à poser quelques problèmes: l'Europe, à l'heure où Gorbatchev ébranle l'empire soviétique, où la Pologne se libère du joug communiste, garde-t-elle le même sens? Après des décennies d'équilibre de la terreur, nous entrons dans une période de déséquilibre créateur, où le meilleur comme le pire sont possibles. Quelle Europe donc pour ce monde en mouvement?

La France, elle aussi, change: l'évolution démographique pose, à terme, le problème des retraites;

la conjugaison du chômage et des progrès de la médecine, celui des différentes formes d'assurances sociales. Le système de protection sociale - le mot d'Etat-providence, caricatural, n'a jamais eu grand sens - est-il à repenser, et dans quels délais, étant admis que l'objectif demeure?

#### Quelle marge de manœuvre?

La croissance revient, mais le chômage s'installe. Les inégalités, qui étaient réduites, s'accroissent de nouveau: la tendance lourde est à valoriser les revenus du capital au détriment de ceux du travail; et, entre les travailleurs eux-mêmes, les revenus des travailleurs indépendants ou libéraux au détriment des salariés. Phénomène momentané ou durable, et justiciable de quels correctifs? La fiscalité, par exemple, qui doit, elle, tenir compte de l'environnement européen?

Nous avons admis que les grands équilibres sont d'utiles indicateurs de gestion; et nous serions mal venus de reprocher à Pierre Bérégovoy d'y garder l'œil. Mais ils ne sont jamais tous au vert: ainsi de l'inflation en Grande-Bretagne, du commerce extérieur aux USA. De quelle marge de manœuvre dispose-t-on pour agir efficacement sur le chômage?

Nous avons admis que le marché est un instrument de mesure irremplaçable des goûts et besoins du consommateur, et que le Plan, très différent par nature, est un acte d'organisation volontaire. Sont-ils ou non contradictoires? Le Plan et l'aménagement du territoire ont-ils encore un sens, et lequel? comment assurer le jeu régulier du marché contre monopoles et raiders?

Je pourrais poursuivre ainsi: faut-il ou non donner le droit de vote aux immigrés? Dans quel cadre et à quelle échéance? Quelle place accorder à l'écologie, que le marché ne prend pas plus en compte que les déviances? La protection de la nature ne rejoint-elle pas la protection des individus?

Le vrai problème n'est pas, pour un congrès et pour l'opinion qui en suit la préparation, la liste des questions mais la façon dont on les aborde. Les courants de pensée ne sauraient se confondre avec les écuries présidentielles. L'avenir d'un pays ne peut être l'enjeu d'un tournoi de champions. Ne pourrait-on confier à une commission préparatoire le soin de distinguer tous les points d'accord, qui ne prêtent pas à débat, et tous les sujets authentiques de débat: puis rédiger les questions et les alternatives qui s'offrent à nous?

#### La porte ouverte

Les militants se prononceraient en connaissance de cause: l'opinion aurait une chance de comprendre et de réfléchir; les courants se détermineraient utilement; et le choix des champions de demain pourrait coïncider avec les orientations ainsi déterminées. On éviterait peut-être les oppositions artificielles et les conflits de personnes canonisés en affrontements idéologiques. Car si, s'agissant de Socialisme et République, je perçois la cohérence jacobine et volontariste d'un projet qui n'est pas le mien, dans d'autres textes, je découvre plus de précautions et d'approximations que de clarté.

(\*) Sénateur (PS) du Puy-de-Dôme, maire de Clermont-Ferrand, ancien ministre.

Pour finir, le congrès serait bien inspiré de distinguer stratégie et tactique et de commencer par la stratégie. François Mitterrand a fait du PS un grand parti parce qu'il n'a jamais cessé d'ouvrir et de rassembler. Le PS est à gauche, sans doute - c'est une affaire de sensibilité - mais il doit demeurer ouvert aux évolutions du monde et de la société. Procéder par fédérations ou clubs interposés, par alliances, c'est affaire de circonstances et de partenaires. Ne décrétons pas d'avance que ceux-ci ou ceux-là ne peuvent être des nôtres, sinon nous n'aurions jamais accueilli ni Buron, ni Pissani, ni Martinet, ni Fiszbin. Et je continue à me réjouir de l'entrée au gouvernement de Durafour, Rausch ou Soisson.

La porte doit être ouverte en permanence, le dialogue engagé sans relâche avec tous ceux qui peuvent concourir aux mêmes objectifs. Tout le reste n'est que littérature ou ruse subalterne. Ni tabous, ni préjugés! Quelques principes forts, seulement, et beaucoup de sens pratique, se seraient-ce, par exemple, que pour servir utilement la tradition syndicale et pour l'inciter à suivre sa véritable pente, qui est de toujours lutter et de toujours négocier.

Simplifions donc ce congrès. Remettons à plus tard d'en dégriser toutes les conséquences tactiques. Abordons clairement la stratégie: sur nombre de points essentiels, l'accord ne fait pas de doute; nous les réaffirmerons; sur quelques points majeurs, débats au fond, librement, sous le regard des Français attentifs, qui, eux aussi, ont beaucoup appris de la crise et ne se paient plus guère de mots. Belle leçon de démocratie si nous la conduisons avec rigueur intellectuelle, sans des réalités et générosité dont la gauche se réclame sans en réclamer l'exclusivité.

## LYCÉES

### Colère d'un proviseur

«**D**EMAIN rentreront dans les lycées plus d'enseignants qu'il n'y avait d'élèves lorsque j'étais moi-même lycéen. C'est à peu près en ces termes que M. François-Henri de Vieux commentait « l'heure de vérité » d'Antenne 2 dont M. Koppin était l'invité. C'est avec raison qu'il rappelle, dans une formulation susceptible de frapper les esprits, la réalité de l'explosion scolaire au niveau du second degré.

Il défilait du même coup, mais probablement sans le savoir, les thèmes principaux de l'émission commençant: la montée des élèves, leur nombre par classe, le nombre de professeurs, leur recrutement: les élèves, les enseignants, pas un mot des autres catégories de personnel.

S'il y a tout lieu de s'étonner et de se réjouir du progrès de la scolarisation, inévitables il y a vingt ans, si le recrutement des professeurs est évidemment d'importance capitale, d'autres personnes que celles qui se trouvaient sur le plateau ce soir-là auraient pu évoquer l'incroyable effort déployé des personnels administratifs, de services, de santé, d'entretien et de direction.

On peut discuter du rendement pédagogique dans une classe de 35 élèves, mais quel chef d'entreprise ne révérait d'un accroissement de productivité de 50 % et plus? Je manque de chiffres précis à l'échelle nationale et l'on me permettra de prendre un exemple. Voici un lycée sûrement traité comme beaucoup d'autres: il comptait en 1978 à peine 1 100 élèves; il en a maintenant plus de 2 100. L'équipe de direction est restée la même: un proviseur et un adjoint, tout comme le nombre des conseillers principaux d'éducation: 3, comme encore l'équipe d'entretien et le personnel administratif. Le personnel de surveillance a, grosso modo, diminué de moitié. Pour une surface de locaux notablement agrandie, pour une demi-pension qui a plus que doublé, un personnel de service réduit de 35 à 26 personnes. M. Rocard peut se frotter les mains: le service public

sait secouer son monde et nombre de patrons peuvent baisser pavillon sur le champ de bataille de la productivité.

Nos lycées sont dirigés, gérés, entretenus par une poignée de stakhanovistes, mais vos enfants sont sans surveillance (même dans les établissements « ouverts »), ils déjeunent dans de mauvaises conditions, ils occupent, et souillent parfois, des locaux insuffisamment entretenus.

Lorsque j'étais lycéen, les proviseurs passaient pour des gens peu surmenés, disposant du temps nécessaire à l'approfondissement de leur culture personnelle. Je ne sais s'il est normal qu'aujourd'hui, bien loin de pouvoir lire, ils soient contraints de courir dans tous les sens et de toucher à tout, faute de personnel à qui déléguer des pouvoirs ou des responsabilités. Il est peut-être nécessaire, pour bien entrer dans l'Europe, de dispenser largement un enseignement diversifié des langues à tous les niveaux. Il me semble qu'il serait bon aussi de mieux enseigner l'hygiène, et d'habituer les jeunes au respect de locaux aussi propres que les sont, disons, ceux des pays avec lesquels nous prétendons concourir.

Quant à l'encadrement des élèves, c'est pour moi un sujet de vif étonnement que de voir avec quelle légèreté l'Etat dégarant systématiquement ses établissements. L'expérience d'un passé récent devrait inciter à quelque prudence. 2 200 élèves c'est presque deux fois et demie l'effectif d'un régiment de cavalerie. Est-il raisonnable de les laisser sans surveillance réelle? Croit-on qu'une poignée de fonctionnaires obéissant à l'Etat pourront tenter de modifier leurs mouvements en cas de tensions sociales? Ce serait illusion désolée.

On parle beaucoup de képis, de casques et de casquettes en ce moment, mais de nombreux lycées sont des bombes.

JEAN MOULLET,  
(proviseur).

## FRANCE

### Des régions pour 1993

par CHARLES MILLON (\*)

La région aura seulement vingt ans en 1992, alors que l'on fête le bicentenaire des départements cette année et que le fait communal remonte en réalité au Moyen Âge. La jeunesse de l'institution régionale, son origine « technocratique » et sa reconnaissance politique tardive sont des raisons pour certains de douter de la pérennité de la région. Mes convictions, la prédominance de la région Rhône-Alpes assumée depuis quelques mois, l'analyse faite de la nécessaire rénovation de l'action politique en France, m'invitent à croire, au contraire, que la région peut être le cadre d'une démocratie locale renouvelée permettant une insertion plus facile de la France dans l'espace européen.

Si la région française, à l'inverse d'une communauté autonome espagnole ou d'un Land allemand, n'a pas de compétence régionale ou simplement de gestion, elle dispose d'un atout majeur: elle est la collectivité prospective par excellence. La région n'existe qu'autour d'un projet commun à tout un territoire, projet dont elle est l'outil légitime. Les dernières enquêtes annuelles de l'Observatoire interrégional du politique sur le fait régional ont bien montré que les Français étaient conscients de l'utilité de la région, allant jusqu'à souhaiter un renforcement de ses pouvoirs.

Les régions exercent déjà les missions stratégiques pour structurer l'espace européen au quotidien: recherche, formation, développement économique, développement culturel, grands équipements structurants. Il faut être conscient que la concurrence européenne se fera largement au niveau des fonctions supérieures urbaines et que la France ne pourra aborder cette concurrence qu'en donnant à ses villes le substrat d'une économie régionale active. En Rhône-Alpes, il s'agit donc progressivement de constituer l'ossature urbaine du développement régional sur un véritable réseau intégré des villes, seul susceptible de compenser le handicap de taille par rapport aux métropoles régionales européennes. Ce type de considération me semble un peu négligé dans les réflexions en cours sur la taille des régions. Malheureusement, il me semble que l'Etat n'a pas encore clairement défini sa position par rapport à cette régionalisation des termes de l'aménagement du territoire national. A trop vouloir maîtriser de Paris, l'Etat risque de voir les initiatives locales se multiplier dans un certain désordre face à ses propres carences.

#### La troisième Europe

Il est, à l'évidence, nécessaire de faire évoluer l'organisation politique de l'Europe. Aujourd'hui deux Europe coexistent et une troisième, prometteuse, apparaît. L'Europe de la Commission de Bruxelles est jugée souvent trop technocratique, l'Europe politique du Conseil européen est trop souvent paralysée par les divisions nationales face aux réalités concrètes de l'unité européenne. L'Europe qui se construit par la coopération des régions des différentes nations européennes permet des avancées significatives.

La région s'inscrit de plus en plus naturellement dans le cadre européen. A Bruxelles, des bureaux permanents des régions européennes se multiplient. Des coopérations transfrontalières s'organisent sur toute la périphérie du territoire français. Au-delà de ces « relations de voisinage » se mettent en place, entre régions de taille comparable, des coopérations plus ambitieuses, intégrant l'ensemble de leurs domaines de compétence. Toutes ces initiatives se prennent sous l'œil, parfois inquiet, de l'Etat.

Or la construction de l'Europe des régions n'est pas contradictoire avec l'idée de nation. L'Europe politique, de la diplomatie, de la défense et de la monnaie ne se construit que par les Etats. L'identité de chacun de nous restera avant tout nationale. Mais cela ne doit pas empêcher de construire l'Europe des régions, l'Europe du quotidien, celle de l'éducation, de l'entreprise, de la culture et de la recherche. L'intérêt de l'Etat est bien, aujourd'hui, de soutenir ses régions, car elles seront « en première ligne » dans la construction de l'espace unique européen.

Pourquoi l'Etat ne reprendrait-il pas à son compte, à terme, l'idée développée naguère par le président Edgar Faure d'un Sénat européen des régions au sein des instances communautaires?

(\*) Président (UDF) de la région Rhône-Alpes.

## PRESSE

### Pourquoi Autant-Lara...

par GEORGES-MARC BENAMOU (\*)

LORSQUE cet été nous avons pensé consacrer un article à l'étrange M. Autant-Lara, nous étions à mille lieues d'imaginer qu'il connaîtrait ce retentissement. L'ancien cinéaste, doyen de l'Assemblée européenne, venait d'y prononcer son discours inaugural. Un discours fort, fascinant, mais pensé et pesé comme peut l'être l'idéologie fasciste. On y trouvait pêle-mêle tous les ingrédients: anti-américanisme, haine de l'argent, hygiénisme européen, ébauche d'antisémitisme... Il s'agissait alors pour *Globe* de réagir « journalistiquement » à l'événement.

Nous avons décidé de nous intéresser au singulier itinéraire de ce metteur en scène de la « Qualité française », pacifiste de gauche avant guerre, passé ensuite à l'extrême droite. Une sorte de reproduction contemporaine des dérapages idéologiques d'autrefois (Doriot, Déat ou Bergery). Nous avons donc mené l'enquête.

Au cours de cette enquête, notre journaliste demanda, comme il se devait, son point de vue à l'intéressé. Celui-ci, contre toute attente, accepta. Et l'entretien eut lieu - par téléphone - les 12 et 17 août: le résultat valait toutes les « enquêtes ». Tout était là, tout était parlant. Le vieux fasciste crulait. Tout l'antisémitisme ambiant savamment entretenu par le Front national se révélait sous sa forme aboutie, à vif. J'ai bien entendu décidé de publier ce texte. Je l'ai fait avec toutes les réserves, toutes les mises en garde nécessaires. Mais enfin, je l'ai fait, et cela pour plusieurs raisons:

1. Cette interview, qu'on le veuille ou non, était un irremplaçable document. Il apportait d'authentiques « informations » sur le trajet, les déviances et les délires d'une certaine sensibilité française.

2. La personnalité même de l'interviewé renforçait l'intérêt de ce texte. Claude Autant-Lara n'était-il pas à la fois député européen, doyen de l'Assemblée de Strasbourg, vice-président de l'Académie des beaux-arts et j'en passe? On a d'ailleurs ici ou là les journalistes qui vont dans des « asiles d'aliénés avec un micro comme pour traquer l'émurésie raciste ». Je ne savais pas, pour ma part, que le Parlement européen était un asile d'aliénés.

3. Le débat sur le fascisme français a très longtemps souffert de sa frilosité. Non-dits... Refoulements... Mauvaise conscience larvée... Cade-

vres dans les placards... Je suis, comme Bernard-Henri Lévy, comme Zeev Sternhell, de ceux qui pensent qu'il faut crever l'abcès. Je suis et serai toujours partisan de ce travail de la vérité. Assez d'hypocrisie. La maturité politique de la France est à ce prix.

4. Le Front national tournait autour de l'antisémitisme depuis des années, trouvant avec sa manie procédurière de médiocres artifices de langage pour parler de « l'anti-France », des « sidalques », des « cosmopolites », de « détails », de « Durafour criminel », on cheminaient vers l'ignoble. Cette fois, nous y sommes. Le Front national est là, en train de le dire. Et les timides réserves de Jean-Marie Le Pen ne font qu'une illusion. Mgr Gaillot l'a très bien dit: « Si le Front national parle de cette façon, cela doit nous ouvrir les yeux ».

5. J'ajouterais enfin que ce qu'il vient de dire à *Globe* Autant-Lara le dit depuis des années mais dans l'indifférence générale. Je connais des fous de cinéma qui n'en pouvaient plus de l'odieuse respectabilité d'un homme qui, depuis vingt ans, ne sortait de sa solitude amère que pour insulter les producteurs juifs d'Hollywood et d'ailleurs, cracher sur la « nouvelle vague » ou applaudir la mort de Truffaut. Le scandale a enfin éclaté, et j'ai envie de dire, comme Serge Daney qu'« il est triste que Truffaut ne soit plus là pour voir à quel point il avait raison, en 1954, lorsqu'il voyait en Autant-Lara le prototype du faux marxiste ».

Alors, publier ou pas publier? Depuis dix ans au moins (la publication, par Jean-François Revel dans *L'Express*, d'un autre entretien scandaleux avec Louis Darquier de Pellepoix, ancien commissaire aux questions juives de Vichy) traînait ce vieux débat éthique et journalistique. La réponse, c'est paradoxalement la France la plus jeune et la plus moderne de la droite libérale qui achève de la donner. De Léotard à ces jeunes députés RPR qui ont répondu à l'appel de la droite, se sont constitués une sorte d'intergroupe parlementaire antifasciste, elle a dit toute sa révolte.

Plus d'équivoque, plus de ruse avec sa propre mémoire. La vérité, ses zones d'ombre, ses symptômes les plus récurrents exhibés pour de bon. Ces « hérétiques », là, ne veulent plus du fantôme de Pétain dans le premier.

(\*) Directeur de *Globe*.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél.: (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur: (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant:  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs:  
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)  
Jacques Favet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:  
cent ans à compter de  
10 décembre 1944.

Capital social:  
620 000 F

Principaux associés de la société:

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général:  
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef:  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef:  
Claude Salas.

**Le Monde**  
**PUBLICITE**  
5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél: (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDPUB 286 136 F

**Le Monde**  
**TÉLÉMATIQUE**  
Composés 36-15 - TAPAZ LEMONDE  
ou 36-15 - TAPAZ LM

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN: 0395-2037

Reconnu comme journal de presse  
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

#### ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 480 F
9 mois	1 080 F	1 089 F	1 484 F	2 040 F
1 an	1 360 F	1 380 F	1 880 F	2 650 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE: pour tous renseignements

tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse: diffusions ou provinciaires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ: PARIS RP

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie: 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Localité: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_

Pays: \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

سكنا من الراحل



# Etranger

Le Monde 1 Samedi 16 septembre 1989 3

## AFRIQUE DU SUD : confirmé chef de l'Etat

### M. De Klerk veut être « le président de tous les Sud-Africains »

Après son élection, jeudi 14 septembre, à la présidence de la République sud-africaine, M. Frederik De Klerk a promis d'accorder aux Noirs un plus grand droit de regard sur la gestion des affaires du pays. Chef du Parti national (PN) au pouvoir depuis 1948, il a été élu sans surprise par un collège restreint de quatre-vingt-huit députés, en grande majorité blancs. Cette élection, acquise à l'unanimité, était attendue depuis la démission, le 14 août, de M. Pieter Botha.

M. De Klerk a promis d'accorder des droits politiques à la majorité noire : « Le

président de l'Etat sud-africain est le président de tous les Sud-Africains, et pas seulement de ceux qui sont représentés au Parlement », a-t-il déclaré après son élection. « Nous allons faire en sorte que, le plus vite possible, tous les Sud-Africains participent équitablement au processus de prise de décision dans le pays », a-t-il ajouté.

D'autre part, la police a annoncé avoir arrêté quarante-trois Noirs au cours d'une bagarre entre non-grévistes et piquets de grève dans une scierie à Lothair, dans le Transvaal. Au Cap, quelque mille écoliers ont manifesté, jeudi, devant le poste de

police de la cité métisse de Mitchells-Plain pour soutenir un officier de la police locale, le lieutenant Gregory Rockman, qui avait dénoncé la brutalité de la police anti-émeute.

La police sud-africaine a renoncé à utiliser le fonet contre les manifestants anti-apartheid parce que cette arme nuisait à son image de marque. « Le fonet est un instrument bien moins mortel ou dangereux que la matraque utilisée dans le monde entier, mais il a une très mauvaise réputation », a expliqué le porte-parole de la police. — (Reuter.)

## Un conservateur éclairé

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

S'il fallait caractériser d'un seul mot l'homme qui, à cinquante-trois ans, vient de prendre en mains les destinées de l'Afrique du Sud, l'adjectif « pragmatique » s'impose de toute évidence. Prudent et doué d'un certain flair, il peut s'adapter facilement à toutes les situations. Comme l'a écrit un journaliste local, M. Frederik De Klerk est « tout en rondour. Il n'a pas d'angles aigus, pas d'arêtes ou d'arcs de cercle. Rien ne lui colle à la peau ».

Un être difficile à cerner donc, peu de gens sachant véritablement ce qu'il pense. « F.W. », comme on l'appelle familièrement, reste une énigme, oscillant souvent les circonstances et les interlocuteurs entre le discours progressiste ou conservateur. Un caméléon qui sait s'adapter au terrain en utilisant à merveille ses talents de négociateur et son sens du dialogue.

Le président De Klerk n'est pas un ancien avocat pour rien. Discret, affable, calme, courtois, cet homme politique protège jalousement son jardin secret. Prototypique du centriste un brin conservateur, souvent à cheval entre deux courants, il a été qualifié d'opportuniste, attendant de savoir de quel côté le vent allait souffler pour prendre position. Une critique que son frère Wimpy, un libéral opposé aux nationalistes, rejette, le qualifiant d'homme droit, loyal et sincère. Ce qui n'a jamais empêché une certaine flexibilité qui, en dix-sept ans, lui a permis d'atteindre la plus haute marche de l'Etat.

Issu d'une famille de politiciens (son père Jan a été ministre pendant quinze ans avant d'être élu président du Sénat), M. Frederik De Klerk connaît toutes les

arcanes du pouvoir. Né à Johannesburg le 18 mars 1936, il est, dès son plus jeune âge, membre de la section des Jeunesses nationalistes. Avocat en 1961, il continuera de militer dans le parti jusqu'à son élection au Parlement en 1972. Ensuite, tout ira très vite. Six ans plus tard, il devient ministre et quatre ans après, il est à la tête du parti dans la province du Transvaal, la plus importante du pays. En dix ans donc, il s'est hissé au poste qui est le plus sûr tremplin pour accéder à la responsabilité suprême.

Son profil bas, son efficacité à trancher les situations difficiles ont fait un homme apprécié, notamment lorsqu'il s'est agi d'éviter la censure avec Andries Treurnicht, en 1982, à l'origine du parti conservateur. Il n'a pu empêcher cette rupture qui lui a cependant profité puisqu'il s'est retrouvé à la direction de la plus importante fédération. En 1984, il sera nommé ministre de l'éducation nationale. Il cumule ce poste avec celui de président du Conseil des ministres de l'assemblée blanche et de chef du groupe parlementaire de la majorité.

### Une carrière éclair

Une carrière éclair, menée en douceur sans véritables impairs et au cours de laquelle il s'est fait peu d'ennemis, ne se mettant jamais en avant. Il a esquivé les attaques de ses adversaires, notamment de ceux qui lui reprochaient d'être trop mou envers la droite qu'il a tenté de contenir tant bien que mal dans sa province et dans sa circonscription. Il n'a conservé son siège que de justesse lors des élections de mai 1987.

Certains ont interprété ce comportement modéré comme une

tendance naturelle au conservatisme. Un conservateur éclairé, peut-être, mais qui ne s'est jamais démarqué de la politique suivie par son prédécesseur. Beaucoup pensent qu'il sera, dans un style différent, le fidèle continuateur du président Botha. Ses détracteurs ajoutent ironiquement qu'une seule initiative le sépare en réalité, « P.W. » au lieu de « F.W. ».

Réformateur prudent, « F.W. », peu après son investiture à la tête



PANCHO

du parti, au début de février, s'est prononcé en faveur de « la fin de la domination blanche », mais les deux principes-clés de M. De Klerk sont « l'égalité pour tous » et « la sécurité de groupes ». Une notion de groupe culturel, sous-entendu raciale, à laquelle il est fermement attaché ainsi qu'à son corollaire : la division des domaines relatifs à chaque communauté raciale.

C'est, en réalité, une forme de séparation remodelée où la minorité blanche garde le contrôle — pour des raisons de sécurité —

tout en élargissant, sans aller jusqu'au suffrage universel, les droits des autres groupes raciaux. Ce que M. De Klerk appelle « une vue équilibrée qui permet de préserver l'identité de chaque communauté ».

Il n'a pas caché qu'il était en faveur du maintien de zones d'habitation et d'écoles séparées. Il a toujours indiqué que la déségrégation dans ces domaines signifiait « la chaos ».

### Des gens raisonnables

Le nouveau président est dans la droite ligne du Parti national, malgré une présentation séduisante de principes qui seront difficiles à traduire dans les actes. Partisan d'une évolution en douceur pour éviter des réactions brutales de la tribu blanche, sa tâche, du moins dans l'immédiat, consistera plus à faire survivre un système idéologique dépassé qu'à mettre en œuvre le projet d'une Afrique du Sud non raciale.

Ce qui, en revanche, devrait changer par rapport à M. Botha, est sans conteste le style, moins cassant, moins autoritaire, il sera moins lié à tout un système sécuritaire qui dominait jusqu'à présent le pouvoir. Ses talents de négociateur permettront-ils d'amener les dirigeants noirs, et surtout le Congrès national africain (ANC) à la table des négociations ?

Saura-t-il s'entourer d'économistes désireux de redresser la situation en ce domaine où il n'excellait guère ?

Une chose est sûre, le prudent et rusé M. De Klerk va devoir se découvrir, sortir de sa tranchée et avancer en terrain miné où il devra déployer tous ses talents d'homme de dialogue.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## NAMIBIE : le retour au pays du chef de la SWAPO

### M. Sam Nujoma lance un appel à la réconciliation nationale

Le chef de la SWAPO, M. Sam Nujoma, est rentré en Namibie le jeudi 14 septembre, après trente ans d'exil.

WINDHOEK  
de notre envoyé spécial

Assise, le regard perdu, une vieille dame, habillée aux couleurs de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), attend dans le hall de l'aéroport. Voilà presque trente ans qu'Helvi espère le retour de son fils. Aujourd'hui, il en a soixante et elle quatre-vingt-neuf. Trente ans de patience, jusqu'à ce 14 septembre 1989, jour des retrouvailles entre une mère et son fils, un leader et sa patrie.

Quand le Boeing-737 d'Ethiopian Airlines, piloté par des membres de la SWAPO, s'est immobilisé sur le tarmac, Helvi, toujours assise, a encore attendu une bonne vingtaine de minutes. « Le héros conquérant », comme le mouvement de libération a officiellement désigné Sam Nujoma, a baissé le sol et embrassé sa vieille mère. L'exil, « l'agonie de l'exil, cette longue solitude », comme il l'a décrit, est désormais terminé. Barbe blanche, costume sombre, les yeux toujours rieurs, enveloppé d'une grappe de journalistes, il n'a su que répéter : « Je suis heureux d'être de retour chez moi ».

Absorbé par les salutations et les acclamations des dirigeants de la SWAPO, puis par les poignées de mains aux diplomates, le « vieil homme », comme le désigne la direction de l'organisation nationaliste, a à peine eu le temps de regarder le ciel et le paysage. Six ans après son départ, en 1960, il avait fait une tentative de retour avortée. Les autorités sud-africaines l'avaient remis dans l'avion et officiellement interdit de séjour. Cette fois, c'est la bonne. La guerre de vingt-trois ans est terminée. Les « casques bleus » sont là, et les élections auront lieu dans deux mois.

M. Nujoma est revenu à temps, à la veille de la clôture des inscriptions sur les listes électorales, le 15 septembre : 678 000 Namibiens vont devoir décider de leur avenir politique et dire s'ils font confiance à cet ancien employé des chemins de fer pour conduire le pays vers l'indépendance.

Dix mille d'entre eux s'étaient massés devant les grilles de l'aéroport pour le retour de ce « grand fils de la Namibie », comme l'a présenté Hage Geingob, responsable de la campagne électorale. De longues heures d'attente pour tenter d'apercevoir M. Nujoma, dont la voiture a filé vers la capitale. D'importantes mesures de sécurité avaient été prises deux jours après l'assassinat d'Anton Lubowski, cadre blanc influent de la SWAPO. Le cortège a traversé Windhoek dans un concert de klaxon, les drapeaux tricolores —

bleu, rouge, vert, les couleurs de la SWAPO — brandis par les portières.

Le « combattant suprême » et son interminable suite ne se sont pas arrêtés. Direction Kaatuna, la township noire, à quelques kilomètres du centre ville. Là, ce fut le délire. Des milliers de gens couraient dans tous les sens pour venir saluer le « président Nujoma », un tourbillon humain à parcourir la cité. Une bouffée de fièvre et de joie s'est engouffrée dans les rues poussiéreuses. La Mercedes de M. Nujoma, entourée de gardes du corps, a eu toutes les peines du monde à se frayer un passage. Il est là, il est revenu pour de bon. La tutelle sud-africaine approche de sa fin.

### Le sort des prisonniers

En moins de deux heures, Kaatuna s'est apaisée. La vague de fond est retombée. M. Nujoma a retrouvé ses siens, renoué avec les vieux souvenirs et redécouvert un décor presque oublié. « Si je devais recommencer ma vie, sans aucun regret je la dévouerais une nouvelle fois à la cause de la liberté et de la souveraineté nationale », a annoncé cet homme qui, pendant trente ans, a été le président unique de la SWAPO.

Cette guerre, qui a fait plus de vingt mille morts, M. Sam Nujoma estime l'avoir « gagnée ». Il ne craint pas de dire : « Nous sommes libérés nous-mêmes », en dépit de l'échec de la guérilla et de la désastreuse tentative de prendre pied sur le territoire le jour même de l'entrée en vigueur de la résolution 435 des Nations unies, le 1<sup>er</sup> avril dernier. En attendant que l'histoire tranche, il a lancé un appel à la « réconciliation nationale ». Il est prêt au dialogue avec tous. Il veut oublier le passé, « le triste chapitre laissé derrière nous » et faire repartir la Namibie sur de nouvelles bases. Ce n'est pas si facile.

Jeudi matin, devant l'immeuble de l'ONU, des manifestants ont accusé M. Nujoma d'être un « meurtrier ». Ils ont réclamé que les « cinq cents » prisonniers des camps de la SWAPO soient libérés. Seuls un peu plus de deux cents d'entre eux ont regagné le territoire. Combien d'autres en reste-t-il ? Une commission des Nations unies est allée enquêter en Angola et en Zambie.

M. Sam Nujoma n'a pas véritablement répondu à cette question, de plus en plus embarrassante, concernant les prisonniers et les disparus dans les prisons du mouvement de libération. Un point noir qui sera au centre de la campagne électorale. Le passé est encore trop proche pour être oublié, et, après l'assassinat d'Anton Lubowski, la réconciliation nationale paraît mal engagée.

M. B.-R.

# CLAUDE DELARUE



## En attendant la guerre

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Violent, brûlant, et à contre-courant, ce livre marie la métaphore, le lyrisme et la métaphysique. Sans oublier l'amour et la chair. Ambitieux, certes, mais réussi.

Nicolas Bréhal / Le Figaro Magazine

Ce n'est pas la moindre de ses vertus d'avoir réussi à imposer un décor, une histoire, un style qui perdurent dans la mémoire, l'ultime page lue.

Gérard-Humbert Goury / Le Magazine littéraire

Editions du Seuil



## Afrique

SOUDAN : deux mois et demi après le coup d'Etat

### Le dialogue entre la junte au pouvoir et la rébellion sudiste est au point mort

Le divorce s'accroît entre la junte et la population affectée par le marasme économique dû en partie aux mesures autoritaires prises à l'encontre des commerçants pratiquement réduits à l'inactivité, aggravant ainsi la pénurie alimentaire. Pour tenter d'écarter une population qui semble leur échapper, les dirigeants de la junte viennent d'annoncer la création de « comités populaires de salut », qui seront chargés de superviser le fonctionnement des services publics, de la distribution des denrées de première nécessité et seront investis de larges pouvoirs dans les plus importants secteurs d'activité de la société.

Les militaires espèrent ainsi remplir le vide politique créé par l'interdiction des syndicats et unions professionnelles, tout en établissant l'ossature d'un « parti gouvernemental » dont les cadres proviendront de l'Organisation des Frères musulmans, qui, bien que dissoute, constitue le seul appui populaire au régime militaire.

De son côté, l'ancien président Némery, dont certains des partisans font partie du Conseil de la révolution, a dénoncé cette politique, déplorant l'alignement du nouveau régime sur les positions d'un « parti » qu'il n'a pas nommé, mais en qui tout le monde a reconnu le Front national islamique (FNI), théoriquement interdit.

S'agit-il d'une première lézarde au sein du pouvoir militaire entre les sympathisants du FNI et ceux de Némery ? Ce serait plutôt un premier coup de semence des autorités du Caire — sans l'autorisation desquelles l'ancien président soudanais ne peut s'exprimer publiquement — de plus en plus inquiet devant l'influence grandissante des islamistes à Khartoum, et les répercus-

Deux mois et demi après le coup d'Etat du 30 juin, la situation à Khartoum est loin d'être « normalisée ». Le couvre-feu demeure en vigueur — de 22 heures à 4 heures — et les arrestations arbitraires se poursuivent. Elles visent surtout les dirigeants des syndicats et des unions professionnelles susceptibles d'encadrer d'éventuelles manifestations contre le régime. L'« épuratoire » de l'administration et des services publics s'étend et a récemment atteint le corps des magistrats, dont une soixantaine ont été mis à pied.

sions négatives que celle-ci pourrait avoir sur la solution du problème du Sud qui demeure pour l'Egypte un objectif prioritaire.

#### Les exigences du colonel Garang

C'est d'ailleurs pour calmer les appréhensions des dirigeants égyptiens que les dirigeants de Khartoum viennent d'inaugurer en grande pompe une « conférence de paix » au sud du Soudan avec la participation d'une centaine de personnalités qui, à quelques exceptions près, partagent les thèses de la junte et du FNI. Invité à participer à ce forum, le colonel Garang a fait savoir qu'il ne pourrait se rendre à Khartoum tant que seraient maintenus le couvre-feu et l'état d'urgence imposés au reste du pays.

Il a également demandé la fin de l'interdiction touchant les syndicats, les unions professionnelles et les partis politiques « non sectaires », réclamant par la même occasion la libération de tous les prisonniers politiques n'ayant pas rompu dans des affaires de corruption, ainsi que l'élargissement de tous ceux qui ont été condamnés à des peines d'amputation conformément à la charia islamique, mais dont les sentences n'ont pas encore été exécutées.

Le ton méprisant de la réponse du colonel Garang semble indiquer que

depuis l'échec des pourparlers préliminaires qui ont eu lieu à Addis-Abeba, les 19 et 20 août, entre une délégation gouvernementale et les représentants de l'Armée populaire pour la libération du Soudan (APLS), ce dernier a perdu tout espoir de trouver un langage commun avec la junte de Khartoum qu'il estime condamnée à disparaître à plus ou moins longue échéance.

La réunion d'Addis-Abeba ne pouvait d'ailleurs aboutir dans la mesure où le colonel Garang avait, dans un discours fluide transmis par la radio de l'APLS le 15 août, lié le retour à la paix dans le pays à la démission de la junte et à la formation d'un gouvernement réunissant les forces démocratiques du pays, menaçant de « déclencher une grève générale et un soulèvement populaire » si le régime militaire n'acceptait pas ces conditions.

Le colonel Garang, après avoir observé un silence de près de quarante jours à la suite du coup d'Etat du 30 juin, avait mis fin aux supputations de ceux qui avaient vu dans ce silence l'existence d'un accord tacite avec la junte. « En fait, avait-il dit, il aurait été criminel et totalement irresponsable de notre part d'appuyer une dictature militaire, alors que nous avons passé les six années écoulées à combattre l'idée même de la dictature. »

Certes, avait ajouté le colonel Garang, nous ne refusons pas de négocier avec la junte, qui constitue pour l'instant le « gouvernement de facto de Khartoum », mais nous demandons pour commencer « un retour immédiat à la démocratie ». Le colonel avait souligné que ses représentants se rendraient à Addis-Abeba pour y parler au nom de « l'ensemble du peuple soudanais » et non des seuls habitants du sud du pays. Tout au long de son discours de la mi-août, le chef de l'APLS s'est posé en « soudanais à part entière », affirmant que les problèmes du Sud, auxquels la junte souhaite limiter les discussions, ne constituaient qu'une partie des difficultés du Soudan.

Dans ces conditions, il est peu probable que le colonel Garang puisse accepter la solution fédérale que la conférence de paix de Khartoum s'apprête à recommander, estimant qu'une telle mesure préparait la voie à la partition du Soudan qui, selon lui, constitue le « programme secret » de la junte, « totalement alignée sur les positions du Front national islamique ». Ce parti, dans le passé, a été le principal champion de la « fédéralisation » du pays en vue de faciliter l'application de la charia dans le nord.

Pour les observateurs à Khartoum, le véritable dialogue de sourds qui se poursuit depuis le 30 juin entre la junte et l'APLS dissimule en fait les préparatifs des deux côtés en vue d'une reprise des combats. De retour d'une récente visite à Bagdad, où il est allé chercher une aide militaire, le général El Bechir n'a d'ailleurs pas écarté une option militaire dans le Sud, « si son pouvoir y était acculé par la guérilla ».

JEAN GUEYRAS.

## Asie

AFGHANISTAN

### Libération du kinésithérapeute français Xavier Lemire

M. Xavier Lemire, le kinésithérapeute français blessé et capturé par les forces gouvernementales à Kaboul, a été libéré, jeudi 14 septembre, à Kaboul. M. Lemire, qui fait partie de l'organisation humanitaire Handicap international, avait été fait prisonnier dans le sud de l'Afghanistan au cours d'une ambassade tendue par des soldats aux motivations diverses. Son collègue, Patrick Gernigon, avait trouvé la mort au cours de l'attaque.

Après sa libération, M. Lemire, qui devait regagner Paris dimanche, a manifesté sa surprise devant l'issue de sa détention : « Je suis heureux d'être sorti, je suis un peu dépassé. J'ai appris ma libération il y a seulement une heure et demie. [...] Je veux rentrer et voir ma famille. » Les autorités afghanes ont indiqué que M. Lemire avait été libéré à la suite des demandes formulées par le président Mitterrand et le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar.

Le Quai d'Orsay a indiqué, dans un communiqué, que « M. Lemire rega-

gnera Paris accompagné du fonctionnaire du ministère des affaires étrangères envoyé en Afghanistan pour négocier cette libération ». « Celle-ci est intervenue grâce aux efforts déployés par le gouvernement français depuis le 14 août (date de sa capture). Les autorités françaises tiennent à marquer leur reconnaissance au prince Sadruddin Agha Khan et aux organismes des Nations unies pour le soutien qu'ils leur ont apporté. M. Roland Dumas a adressé un message de remerciements au ministre des affaires étrangères afghan. »

Pendant ce temps, sur le terrain, le commandant Massoud, chef de la résistance dans le nord de l'Afghanistan, a annoncé que ses hommes avaient réussi à couper la route entre Kaboul et la frontière soviétique via le tunnel de Salang, détruisant dix-neuf blindés, capturant sept postes gouvernementaux et paralysant par leurs attaques la base aérienne de Bagram. — (AFP, Reuters.)

CHINE

### Limogeage du gouverneur de la province de Hainan

La purge des dirigeants réformistes liés à l'ancien secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang, s'est poursuivie jeudi 14 septembre, avec le limogeage du gouverneur de la nouvelle province de Hainan, au sud-est du pays. M. Liang Xiang a été démis de toutes ses fonctions gouvernementales et dans le parti. Membre du PCC depuis cinquante-trois ans, il est accusé d'« avoir abusé de son pouvoir pour des gains personnels », d'« espérer de la corruption et de la népotisme. Il a été remplacé par un technocrate peu connu, M. Liu Jianfeng, ancien étudiant en URSS. Au même moment, des informations non confirmées ont fait

état d'attaques contre les gouverneurs de deux autres provinces méridionales, toutes deux au premier plan de la réforme et de l'ouverture, celles de Canton et du Fujian.

Ce limogeage, bien que présenté officiellement comme faisant partie de la campagne lancée par le régime contre la corruption, est évidemment politique. Il suit la récente « démission » du très libéral ministre de la culture Wang Meng. Il est annoncé alors que les forces de l'ordre renforcent leur implantation dans la capitale en préparation de la célébration du quarantième anniversaire du régime, le 1<sup>er</sup> octobre.

D'autre part, l'un des dissidents les plus recherchés par les autorités, M. Su Xiaokang — auteur de la série télévisée controversée *« L'Égérie du fleuve »* — est arrivé jeudi à Paris, après avoir fui la Chine via Hongkong. Selon des sources de Hongkong, deux anciens collaborateurs de M. Zhao Ziyang — MM. Zhang Gan et Song Yaomin —, ainsi que deux journalistes de l'hebdomadaire réformiste *World Economic Herald* et trois étudiants de Shanghai, seraient arrivés à Taiwan.

Enfin, en Grande-Bretagne, l'opposition travailliste a dénoncé la décision du gouvernement de Londres de vendre à la Chine des instruments de mesure et des radars pour ses avions de chasse et l'a accusé de violer l'embargo sur les ventes d'armes décidé le 6 juin dernier. À la suite du massacre de la place Tiananmen. Ce contrat — qui porte sur 30 millions de livres, selon le *Times* — ne contrevient pas à l'embargo, a affirmé un porte-parole du Foreign Office, lequel ne portait, selon lui, que sur du matériel « qui pouvait être utilisé dans la répression intérieure ». — (AFP, UPI, Reuters.)

#### BIBLIOGRAPHIE

##### La Chine en revue...

Le *Nouvel Observateur* aura été le premier à publier un ouvrage sur le « printemps de Pékin ». Mis en vente à l'occasion des cent jours marquant la répression du 4 juin, ce *Roman d'une révolution inachevée* (1) combine, sous la direction de Vincent Jouve, des articles déjà publiés avec des reportages et des documents plus récents et de nombreuses photos.

Un photographe blessé pendant la fusillade et qui se cache pour survivre raconte sa longue traque, des envoyés spéciaux égrènent leurs témoignages sur les acteurs et le déroulement du drame, l'écrivain Jean Rolin et du sinologue Jean-Luc Domenach donnent leur carnet de bord dans une Chine « normalisée ».

A travers ce pays ébranlé entre le *laogai* (camp de travail) et les *Marlboro* — pour reprendre l'image de Jean Rolin — des paysans encore calmes aux citadins abattus mais gardant un brin d'espoir et une rancoeur tenace, se dessine une nouvelle carte de Chine. Celle d'un pays divisé entre un retour au passé de la répression, du dogmatisme et de l'autarcie, et une population de plus en plus jeune, tournée vers l'avenir, l'initiative individuelle ou l'étranger.

La revue *Critique* (2) consacre son numéro de rentrée aux quarante ans du régime communiste. Comment la Chine en est-elle arrivée là et quelles sont ses perspectives. A travers l'évolution des gens, des villes et des campagnes, les changements culturels et de mentalité, la revue de Jean Fiel fournit un dossier exhaustif, remis à jour à la lumière des derniers événements.

P. de S.

(1) 192 p., 80 F, en vente en librairie.  
(2) Numéros 507-508, 74 F.

## Amériques

COLOMBIE : la lutte contre le trafic de drogue

### Polémique sur le rôle des conseillers américains et sur celui de mercenaires étrangers

BOGOTA  
de notre envoyé spécial

Les Etats-Unis ont-ils envoyé des conseillers militaires en Colombie pour lutter contre la Mafia de la drogue ? Le gouvernement du président Barco et l'ambassadeur américain le nient, mais la question revient de façon lancinante dans les milieux politiques et dans la presse. Elle a surgi de nouveau, jeudi 14 septembre, avec les déclarations du maire de la localité d'El Penol, à l'est de Medellín. Celui-ci circulait le 13 septembre dans sa région, quand il a rencontré un groupe de deux cents à trois cents policiers participant à une opération anti-Mafia. Il y avait parmi eux, dit-il, un homme aux allures de gringo, qui parlait plus ou moins bien espagnol ; on lui a certifié que d'autres soldats étrangers étaient sur les lieux.

Le ministre de la défense, le général Oscar Botero, a nié jeudi soir que des conseillers étrangers soient engagés dans les opérations militaires, et l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Thomas McNamara, a opposé le même démenti. Selon ce dernier, il n'y a actuellement sur le sol colombien qu'une trentaine de techniciens américains chargés du matériel (avions, hélicoptères, appareils de transmission), « offerts » récemment par le gouvernement Bush pour aider la Colombie à lutter contre les « narco ».

#### « Groupes d'autodéfense »

La polémique n'est pas près de s'éteindre. Elle est née de déclarations successives et contradictoires du Pentagone et de la Maison Blanche sur l'envoi de conseillers en Colombie au titre de l'aide militaire exceptionnelle de 65 millions de dollars accordée récemment par le gouvernement de Washington. Le débat a été lancé mercredi par les anciens présidents conservateurs Misael Pastrana et Belisario Betancur. Ces derniers ont adressé une lettre à M. Barco pour lui demander de dire la vérité au sujet des conseillers. Dans ce domaine, disent-ils, « on sait comment ça commence, mais pas comment ça finit ».

A s'en tenir aux déclarations faites à Washington et à Bogota, il ne saurait y avoir de conseillers militaires américains en Colombie puisque les Etats-Unis ne pourraient envoyer de tels renforts que si le

pays concerné le demandait, ce qui n'a pas été le cas. Mais les dénégations officielles se heurtent à un certain scepticisme dans la presse et les partis. Le thème se prête aux professions de foi nationalistes et aux formules à l'emporte-pièce, d'autant que le pays se trouve en campagne électorale. L'un des candidats libéraux à l'élection présidentielle de l'été prochain, M. Ernesto Samper, a déclaré en 1987 et en 1988 dans la région du Moyen-Magdalena pour entrainer des milices armées qui devaient opérer plus tard pour le compte de la Mafia. La question posée par les parlementaires de l'Union patriotique (communiste) est de savoir si le gouvernement était au courant de la présence de

tels instructeurs (cinq Israéliens et onze Brimamiques). La réponse du ministre de la défense, le général Botero, a choqué les députés. A l'en croire, l'armée et la police n'ont su la présence de tels mercenaires que par la presse.

Or tout indique que c'est grâce à l'entremise de certains officiers de renseignement que l'Association des éleveurs et cultivateurs du Moyen-Magdalena a pu recruter en 1987 des instructeurs israéliens et britanniques pour entraîner ces « groupes d'autodéfense » destinés à faire la chasse aux guérilleros communistes et dont les « narco » devaient servir par la suite pour leurs actions de terrorisme. Un député de l'Union patriotique, M. Hernan Motta, a porté une grave accusation contre le ministre de la défense. Il a affirmé que le chef des instructeurs israéliens, Yair Klein, avait eu des contacts au cours de son séjour en Colombie avec une entreprise privée de surveillance et de sécurité dont le principal actionnaire est le général Oscar Botero.

CHARLES VANHECKE.

ÉTATS-UNIS : 7 morts, 12 blessés

### Nouvelle tuerie au fusil d'assaut

Un ouvrier d'une imprimerie de Louisville (Kentucky) a fait irruption, jeudi 14 septembre, dans l'immeuble de la société Standard-Gravure avec un fusil d'assaut AK-47 et a aussitôt ouvert le feu, tuant sept personnes et en blessant une douzaine d'autres. Le meurtrier s'est ensuite donné le mort avec un pistolet. Selon la police, le forcené est un employé de Standard-Gravure qui bénéficiait d'un statut d'invalidité permanente, dont la nature n'a pas été précisée. Joseph Wesbecker, âgé de quarante-sept ans, était, selon l'un de ses collègues, totalement paranoïaque et pensait que tout le monde lui en voulait. Cinq des personnes blessées sont hospitalisées dans un état grave. L'immeuble a été évacué à la suite du massacre, et le quartier fermé par la police.

Il s'agit de la tuerie la plus grave perpétrée en un jour depuis celle de Stockton (Californie) le 17 janvier dernier. Un homme de vingt-quatre ans, lui aussi armé d'un fusil d'assaut, avait ouvert le feu dans la cour de récréation d'une école, tuant cinq enfants et en blessant vingt-neuf autres, avant de se suicider. Une polémique concernant la vente libre de ces fusils s'était alors développée entre le lobby des armuriers et des amateurs d'armes de la National Rifle Association et les partisans d'une interdiction pure et simple. A l'époque, le président George Bush s'était prononcé pour une limitation de la vente des engins assimilables aux armes de guerre et avait décidé de « suspendre temporairement » les importations de l'AK-47 (Kalachnikov) et autres fusils semi-automatiques (*Je Monde* du 22 mars). — (AFP, AP, Reuters.)

ALGÉRIE : la mise en place du multipartisme

### Les autorités légalisent le Front islamique

ALGER  
de notre correspondant

Le quotidien du soir *Al Massa*, publié en arabe, vient d'annoncer la reconnaissance du Front islamique de salut (FIS) comme parti politique par les autorités algériennes. Le journal cite le cheikh Zébad Benazouli, l'un des fondateurs du FIS, qui se réjouit de « l'heureuse nouvelle qui fait la joie de notre peuple musulman ». Le FIS avait déposé sa demande d'agrément le 22 août.

C'est à la veille du référendum du 23 février sur la nouvelle Constitution que la création du mouvement avait été annoncée par M. Ali Belhadj, imam de la mosquée Al-Summa de Bab-el-Oued, et par M. Abbassi Madani, un professeur de sociologie, porte-parole du Front. Le FIS, doté d'un programme inspiré du Coran et de la sunna, œuvre à « l'instauration d'une société islamique authentique » et se considère investi de « la mission de sauver le peuple algérien, l'humanité et la civilisation ». Si sa reconnaissance est confirmée officiellement, le FIS deviendra le premier parti islamiste pronant l'application de la charia (loi islamique) à pouvoir exercer ses activités légalement dans un pays arabe où le pluralisme politique est reconnu.

#### M. Merbah mis en cause

En Algérie, le Front islamique de salut serait le troisième parti — hormis le FLN — à obtenir sa reconnaissance officielle, après le Parti social-démocrate (PSD) en août, qui a déjà prévu de tenir son congrès en octobre, et le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS) en début de semaine. Le PAGS, issu du Parti communiste algérien (PCA), créé en 1935 et interdit en novembre 1962, a vu le jour en janvier 1966. Il est resté dans une semi-clandestinité tout au long de ces vingt-trois ans, recrutant surtout dans les milieux universitaires, dans les organisations de jeunes, chez les syndicalistes et les ouvriers.

La presse algérienne avait commencé à parler ouvertement du PAGS au lendemain des événements d'octobre. Très structuré, ce parti avait pris position lors du premier référendum du 3 novembre sur la Constitution en appelant à l'abstention. En revanche, il recommandait de voter « oui » à la nouvelle Constitution lors de la consultation populaire du 23 février. Il avait apporté un « soutien résolu » au gouvernement de M. Kasdi Merbah et vient de se prononcer pour un « soutien critique » à l'action du nouveau chef de gouvernement, M. Mouloud Hamrouche.

L'ancien chef du gouvernement, M. Merbah, « a reçu la sanction politique d'une gestion à contre-

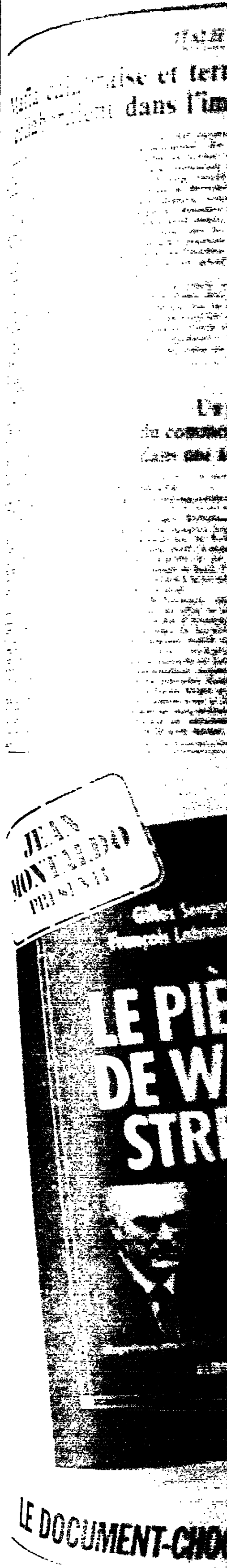
courant des réformes et des orientations du président », écrit le directeur d'Algérie *Actualités* dans son éditorial publié jeudi 14 septembre. M. Kamel Belkacem, qui dirige l'hebdomadaire le plus libre de ton de la presse algérienne, freine sans ménagement M. Kasdi Merbah.

En évoquant une « sévère mise en garde » qu'avait adressée à M. Merbah, le 29 mai en conseil des ministres, le chef de l'Etat, vivement préoccupé par les tergiversations « dans l'application des réformes et par la dégradation du climat social », M. Belkacem s'étonne que « dans une telle conjoncture, le staff du gouvernement Merbah [a]it rien trouvé de mieux à faire, alors que les pénuries se multipliaient à une cadence rapide aux mois de juillet et août, que d'aller réfléchir à une stratégie de redressement au bord du lac Léman, à Genève, durant vingt et un jours ». « Aux frais de qui ? », s'interroge l'éditorialiste, en soulignant que « l'allocation des devises a bien été supprimée pour les cadres de l'Etat ».

M. Belkacem, en veine de révélation, laisse entendre que « l'affaire du sucre (18 millions de dollars évaporés) et un mandat international lancé contre un intermédiaire algérien interdit de séjour en Algérie, en attendant les autres » n'a pas fini de livrer tous ses secrets ». « N'est-il pas exact que le projet de loi sur les sociétés d'économie mixte avait été saboté téléphoniquement auprès de l'Assemblée populaire nationale avant même sa présentation ? » ajoute-t-il.

« Le peuple, supposé souverain, avait-il conscience d'être au centre d'une mystification de la dernière heure, le jouet d'une manipulation criminelle puisqu'on le préparait par un blocage surnormal des institutions, de la Constitution et des réformes à se dresser contre la démocratie ? » se demande M. Belkacem, avant de poser la question : « Qui avait intérêt à ce que soit aggravé le dysfonctionnement de l'économie ? Le président de la République, initiateur de la seule Constitution qui restaure toutes les libertés et le pouvoir du peuple souverain, ou les comploteurs de tous bords qui tentent de saper ce qu'il y a de plus sacré dans ce pays : sa jeunesse en désarroi, offerte au gré des jeux politiques pour un nouvel holocauste ? »

« Les Algériens veulent maintenant un vrai gouvernement composé d'hommes et de femmes déterminés et capables d'aller jusqu'au bout, et très vite, des réformes économiques, politiques et sociales », estime le directeur d'Algérie *Actualités*, qui considère que « l'Algérie est revenue à la case départ d'après octobre ». FREDÉRIC FRITSCHER.



صلى الله عليه وسلم



## Europe

### ITALIE

## Mafia calabraise et terroristes palestiniens collaboraient dans l'importation d'armes

ROME  
de notre correspondant

« Noirs » ou « rouges », en matière de crimes, c'est connu, la Mafia n'a pas de préférences politiques. Ainsi, alors que la justice italienne, après huit ans d'enquête, vient d'établir formellement le lien qui unit la Cosa Nostra sicilienne à l'extrême droite (1), les policiers de l'anti terrorisme (UCIGOS) et les services de sécurité militaire (SISMI) ont mis à nu une étrange « alliance logistique » entre Mafia calabraise et terroristes palestiniens.

Selon les premiers éléments de l'enquête, révélée officiellement par le ministère de l'Intérieur, mercredi 13 septembre, une trentaine d'« étudiants » palestiniens en Italie, liés au Front palestinien de lutte populaire (PPSF), dont le quartier général est à Damas (Syrie), se seraient mis d'accord avec une « famille » mafieuse de Calabre pour acheminer des armes en Europe. Le communiqué précise qu'à l'issue de vingt-six perquisitions, conduites dans six grandes villes de la péninsule — notamment à Milan, à Padoue et à Reggio de Calabre — ont été saisis un puissant émetteur de radio, accompagné d'une notice technique portant l'estampille du Front populaire de libération (FPLP) de M. Georges Habbache, ainsi que des photos d'entraînement militaire.

Selon les enquêteurs, les Palestiniens identifiés, qui résident « légalement » en Italie, auraient passé un accord avec seize mafieux appartenant à un même clan, aux termes duquel, en échange d'une part de la cargaison, les Calabrais auraient accepté de prendre livraison, à la pointe sud de l'Italie, d'un stock d'armes en provenance du Proche-Orient. La police ajoute : « ne pas être encore en mesure de prouver que la filière a déjà fonctionné ». Mais on rappelle que certains crimes mafieux célèbres, comme l'assassinat du préfet sicilien Dalla Chiesa — et, par exemple, l'attaque du groupe Abou Nidal à l'aéroport de Rome en

1987 — ont été perpétrés avec des armes identiques : des kalachnikov fabriquées en Chine. On rappelle aussi qu'en septembre de la même année, un cargo rempli d'armes, en provenance de Beyrouth et battant pavillon libanais, avait été arraisonné par les douaniers italiens, une affaire qui avait abouti, début 1989, à l'émission, par la justice, de soixante-douze mandats d'arrêt dans les milieux de l'extrême droite internationale et du grand banditisme italien.

D'après la police, une nouvelle livraison d'armes était imminente. Pour la Mafia, pas de mystère. En revanche, les autorités s'interrogent sur l'utilisation finale du stock destiné aux « étudiants » palestiniens. Attentats en Italie ou ailleurs en

Europe ? A Rome, le représentant officiel de l'OLP, M. Nemer Hamad, a précisé que « le PPSF est un petit groupuscule, dont le siège est à Damas et dont les différences avec l'organisation de Yasser Arafat sont connues ».

Formé en 1967 et dirigé, depuis 1974, par Samir Goshua, le groupuscule, selon les services italiens de sécurité, compterait tout de même entre six cents et sept cents fedayins...

PATRICE CLAUDE.

### BELGIQUE

## Un proche du ministre du commerce extérieur est impliqué dans une affaire de fausses factures

BRUXELLES  
de notre correspondant

M. Robert Willermain, chef de cabinet du ministre belge du commerce extérieur, M. Robert Urbain, a été placé, jeudi 14 septembre, sous mandat d'arrêt. Il est inculpé de faux et usage de faux, d'escroquerie et d'infraction à la loi sur la tenue de la comptabilité.

M. Willermain, quarante-cinq ans, était en effet le patron d'une petite société d'information, Infotex, au siège de laquelle les enquêteurs auraient trouvé une série de documents compromettants (fausses factures en particulier). Il est notamment suspecté d'avoir détourné plusieurs dizaines de millions de francs belges au terme d'un obscur contrat avec le Zaïre pour la livraison de mini-ordinateurs. Cette arrestation est certainement liée à celle, le 26 août dernier, de Camille

Javeau, directeur d'un institut de sondage (INUSOP), suspecté lui aussi de détournement de fonds. Des contrats passés entre les deux sociétés ont en effet été retrouvés.

Si le ministère du commerce extérieur a déclaré que son chef de cabinet était poursuivi pour des faits qui n'avaient rien à voir avec ses fonctions politiques à Bruxelles, beaucoup estiment pourtant qu'une partie de l'argent détourné tant par Camille Javeau que par Robert Willermain, aurait pu être utilisée pour verser une rançon aux ravisseurs au Liban, qui a été libéré l'été dernier et ce, grâce à l'intervention directe du ministre du commerce extérieur. Des rumeurs circulent aussi sur le financement, grâce à ces fausses factures, de la campagne électorale de certains hommes politiques.

J.-A. F.

### URSS

## L'opposition conservatrice se regroupe dans un Conseil uni de Russie

M. Gorbatchev a rencontré au Kremlin, mercredi 13 septembre, les dirigeants des trois républiques baltes. M. Valjais, chef du PC d'Estonie, a déclaré ensuite à la télévision locale que M. Gorbatchev avait appuyé les mesures prises récemment par les trois républiques baltes pour accroître leur autonomie économique et que l'extension

de leurs droits politiques avait été également abordée, a rapporté un journaliste local, ajoutant que le secrétaire général « est de notre côté et comprend nos problèmes ». Cette rencontre était destinée à préparer la session du comité central du parti qui doit examiner, à partir de mardi prochain, le problème des nationalités.

MOSCOU  
de notre correspondant

Très affaiblie au sommet du parti par les limogeages successifs de l'année dernière, l'opposition conservatrice s'organise à la base. La Russie soviétique, le quotidien dans lequel elle s'exprime traditionnellement, vient ainsi d'indiquer que s'était tenu, les 8 et 9 septembre, à Sverdlovsk, dans l'Oural, le congrès constitutif d'un Conseil uni de Russie regroupant plus d'une vingtaine d'organisations « patriotiques russes ».

Le but de ce conseil est de regrouper « les organisations russes formelles et informelles, qui apportent, sur une base constitutionnelle, leur contribution au renforcement de la Russie comme noyau consolidateur de l'Union des républiques socialistes soviétiques (et à) la consolidation de l'Etat soviétique, historiquement constitué comme partie socialiste multinationale unique ».

L'objectif, en clair, est de s'opposer à l'affirmation nationale des quatre républiques qui, avec la Fédération de Russie, constituent l'URSS, de faire entendre une voix spécifiquement russe dans le concert nationaliste et de défendre le socialisme, c'est-à-dire, en l'occurrence, le statu quo. Un pas de plus — et décisif — a ainsi été franchi dans la formation d'une alliance qui se cherche depuis les tout débuts de la perestroïka entre les conservateurs de l'appareil et la droite nationaliste russe. Car, au-delà des apparences, tout conduit aujourd'hui à cette

convergence entre des hommes supposés défendre l'orthodoxie idéologique du régime et un courant profondément ramifié pour lequel les malheurs de la Russie ont commencé avec la révolution. Pour les premiers, cette idéologie marxiste, dont ils se contrefontent en réalité et dont ils ignorent le B.A.-BA, n'est en effet que le drapeau du combat pour le maintien d'un ordre socio-économique hors duquel ils ne seraient plus rien.

Pour les seconds, la révolution n'a été catastrophe absolue que jusqu'au moment où elle a produit Staline — c'est-à-dire à leurs yeux l'instrument, à travers l'URSS et le communisme, de la montée en puissance de la Russie sur la scène internationale. Pour les uns comme pour les autres, la perestroïka et M. Gorbatchev sont donc totalement détestables, puisqu'ils remettent en question, délibérément ou par engrenage, à la fois l'impérialisme russe, la russification des républiques constituant l'URSS, et l'ordre établi.

### Panslavisme contre occidentalisme

La convergence est d'autant plus forte que conservateurs et nationalistes russes en arrivent ainsi à communier dans le rejet de l'Occident et du libéralisme, vus à la fois comme la source du bolchevisme et le modèle des réformes entreprises par M. Gorbatchev. On retrouve ainsi dans l'actuelle recomposition de l'échiquier politique soviétique les deux forces qui ont toujours divisé la Russie : le panslavisme et l'occidentalisme.

### Les réfugiés est-allemands et la crise au sein du Pacte de Varsovie

## M. Gorbatchev se rendra à Berlin-Est pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de la RDA

M. Gorbatchev se rendra à Berlin-Est le 7 octobre prochain pour assister aux cérémonies du 40<sup>e</sup> anniversaire de la RDA. L'annonce de cette visite, jeudi 14 septembre par M. Egor Ligatchev, membre du bureau politique du PC soviétique qui se trouve actuellement en RDA, a naturellement été accueillie avec enthousiasme par les officiels est-allemands et l'agence ADN souligne « la gratitude et la joie » qu'a suscitées la nouvelle.

Le régime est-allemand, humilié par le retentissement médiatique de l'exode de ses ressortissants par la Hongrie, trouve en effet dans ce geste du numéro un soviétique un puissant réconfort. Il est probable cependant que cette visite de M. Gorbatchev n'a pas pour seul objet de flatter le personnel politique est-allemand et M. Ligatchev, tenant du conservatisme, est le seul responsable soviétique à dénoncer avec une telle véhémence et avec insistance la République fédérale pour la « campagne tendancieuse » qu'elle mène actuellement contre la RDA. Même l'agence TASS qui, il y a quelques jours, prenait le parti du régime est-allemand a trouvé jeudi un ton plus nuancé pour déplorer qu'existe actuellement un « triangle de tension » entre Berlin, Bonn et Budapest. L'agence officielle soviétique ajoute qu'il est préférable de régler le problème en organisant un « départ méthodique » des Allemands de l'Est désirant de partir, en ajoutant que la RDA souhaitait parvenir à un tel accord.

La venue à Berlin-Est de M. Gorbatchev témoigne incontestablement de son attachement à la pérennité de l'Etat est-allemand. Dans leurs entretiens de jeudi, MM. Ligatchev et Günther Mittag, membre du bureau politique du parti est-allemand, ont d'ailleurs souligné « avec insistance » que la RDA est « tous ceux qui tentent de mettre en question la souveraineté et l'indépendance de la RDA ». Moscou redoute apparemment un dérapage de l'affaire des réfugiés et une relance incontrôlée de la « question allemande ». Diverses déclarations faites ces derniers jours en RFA et émanant y compris de proches de la chancellerie sur « l'unité du peuple allemand » et la revendication d'auto-détermination indiquent en effet que la pente est glissante et que les craintes de Moscou ne sont pas infondées.

Mais les inquiétudes de M. Gorbatchev portent aussi sur l'immobilisme des dirigeants est-allemands et les réactions qu'il pourrait provoquer dans la population. Le quotidien ouest-allemand Die Welt public vendredi les conclusions d'un rapport des services secrets

ouest-allemands selon lequel M. Valentin Falin, chef du département international au comité central du PC soviétique, aurait fait part au Kremlin de ses craintes que « l'insatisfaction grandissante au sein de la population est-allemande ne conduise, au plus tard au début de l'année prochaine, à des manifestations de masse difficilement maîtrisables ». Dans cette optique, c'est la population est-allemande que la venue de L. Gorbatchev viserait à rassurer, ce qui ne peut aller sans critique ou pressions sur l'actuelle direction de Berlin-Est. L'absence et le mutisme de M. Honecker ajoutent depuis plusieurs semaines au malaise, même si les Allemands de l'Est sont régulièrement rassurés, comme ce fut le cas encore jeudi, sur l'état de santé de leur chef d'Etat et sa réapparition prochaine.

Depuis que les camps de réfugiés installés en Hongrie pour les Allemands de l'Est se sont vidés en début de semaine, cinq cents nouveaux candidats au départ se présentent à nouveau chaque jour dans le centre de Zugliget, laissé ouvert par les autorités hongroises. Malgré les attaques dont elle fait l'objet de la part de la RDA mais aussi de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, la Hongrie a réitéré son intention de ne pas céder aux pressions et de maintenir sa frontière ouverte. Elle a démenti les rumeurs selon lesquelles elle pourrait revenir sur cette mesure le 8 octobre, à l'occasion du quarantième anniversaire de la RDA. Selon des sources informées à Budapest, elle aurait informé Moscou de cette décision avant de la rendre publique. Les autorités hongroises ont reçu pour la seconde fois en deux jours le soutien du Vatican. Dans une lettre publiée jeudi, le premier ministre exprime d'autre part son désir de rétablir les relations avec le Saint-Siège, rompues depuis quarante ans.

C. T.

### 500 000 nouveaux Allemands de l'Ouest en 1989

Pour spectaculaire qu'il soit, l'actuel exode d'Allemands de l'Est vers la Hongrie, qui porte à ce jour sur moins de 15 000 personnes, ne représente qu'une très petite partie des réfugiés allemands ou d'origine allemande venant d'Europe de l'Est qu'aura accueillis cette année la République fédérale.

Le nombre de ceux qui sont arrivés de RDA double chaque année depuis trois ans, même si sur une plus longue période le mouvement connaît des hauts et des bas (avec une pointe en 1984 par exemple). 19 000 ressortissants est-allemands sont ainsi venus s'installer définitivement en République fédérale en 1987 (dont 12 000 munis d'une autorisation légale) ; ils ont été 40 000 en 1988 (dont 30 000 avec une autorisation légale) et 76 000 pour les huit premiers mois de 1989 (dont 60 000 avec autorisation légale). On s'attend à un total de 100 000 environ (les touristes de Hongrie compris) pour l'ensemble de l'année 1989.

A ces nouveaux venus de RDA, auxquels est immédiatement décerné un passeport ouest-allemand, il faut ajouter les 400 000 ressortissants polonais, soviétiques et, dans une moindre proportion, roumains de souche allemande qui sont arrivés cette année. Au total, c'est donc un demi-million de personnes pour le moins qui se prévoient de la nationalité allemande aux termes de la Constitution que la République fédérale aura accueillies en 1989.

BERNARD GUETTA.

**JEAN MONTALDO PRESENTE**

Gilles Senges  
François Labrouillière

# LE PIÈGE DE WALL STREET

ALBIN MICHEL

**LE DOCUMENT-CHOC DE LA RENTRÉE**

**Ashford**  
la véritable anglaise

montée main, finie main  
entièrement cousue tout  
autour elle résistera  
1500 F ailleurs.

Ashford vous  
les propose  
à partir de  
**699 F**

du 38 au 48 1/2

4, rue Gal-Lanrezec, Paris 17<sup>e</sup> - Tél. 48 88 98 66 - M<sup>o</sup> Étoile  
24, rue de Châteaudun, Paris 9<sup>e</sup> - Tél. 42 88 43 72 - M<sup>o</sup> N.D. de Lorette  
Ashford diffusion : 3, rue de la Bourse 59000 Lille - Tél. 20 78 10 51

## Europe

## POLOGNE

## Le Parlement européen demande aux gouvernements de la Communauté un effort plus conséquent

STRASBOURG  
Communautés européennes  
de notre envoyé spécial

Le Parlement européen souhaite que la Communauté apporte une aide importante à la Pologne sensiblement supérieure à celle jusqu'ici prévue. Jeudi 14 septembre, lors du débat consacré à la situation dans ce pays, M. Valéry Giscard d'Estaing, parlant au nom du groupe libéral, qu'il préside, a proposé un programme d'assistance détaillé, qui a été accueilli favorablement par les différentes formations de l'Assemblée.

M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission, chargé des relations extérieures, s'est cependant montré sceptique quant à la volonté des gouvernements des Douze ainsi que du reste de l'Occident de mobiliser les moyens nécessaires.

Après avoir séjourné à Budapest, M. Andriessen se rendra mardi à Varsovie au côté de M. Roland Dumas, pour signer l'accord de coopération récemment conclu entre la Pologne et la Communauté. Ce voyage sera l'occasion de s'entretenir avec les gouvernements hongrois et polonais de la forme et de l'ampleur du concours pouvant être apporté par la CEE à leur politique de réformes.

## Un fonds de modernisation

Les chiffres d'aide avancés jusqu'ici sont sans commune mesure avec les besoins immédiats et à moyen terme de la Pologne, estime M. Giscard d'Estaing. Pour financer les importations nécessaires à l'approvisionnement ainsi qu'à l'équipement de la Pologne, il préconise la création d'un fonds de modernisation par les partenaires occidentaux, qui y verseraient les paiements en devises correspondant à une partie (par exemple le tiers) des inté-

rets de la dette polonaise. C'est environ un milliard d'ECU, soit 7 milliards de francs, qui pourraient être ainsi récupérés chaque année par Varsovie. La contre-valeur de cet argent en zlotys financerait des prêts de modernisation aux entreprises polonaises.

La Communauté devrait offrir aux exportations polonaises un meilleur accès à son marché et, en allant au-delà des dispositions de l'accord de coopération qui est sur le point d'être signé, leur accorder progressivement les mêmes avantages qu'aux pays de l'AELE (Association européenne de libre échange). Cela traverserait, a souligné M. Giscard d'Estaing, la voie d'une «européanisation progressive de nos relations commerciales».

M. Horst Langes, député démocrate-chrétien allemand, a suggéré que la Commission et le conseil des ministres des Douze prennent sans attendre les dispositions nécessaires afin que le budget de la Communauté pour 1990 prévoie une aide

de 200 millions d'ECU (1,4 milliard de francs) en faveur de la Pologne et de 100 millions d'ECU (700 millions de francs) en faveur de la Hongrie. Un tiers de ces sommes pourrait servir de garantie à des prêts accordés à ces deux pays par la Banque européenne d'investissement.

## La discrétion des Occidentaux

M. Andriessen a rappelé, pour sa part, que la Communauté n'avait pas compétence en matière de dette, et que celle-ci avait précédemment été laissée en dehors du mandat donné par le sommet de l'Arche à la Communauté européenne pour coordonner l'aide occidentale à la Pologne. Mais, reconnaissant que «sans moyens supplémentaires l'action de la Communauté ne serait pas crédible», il a souhaité que les représentants des vingt-quatre pays industrialisés qui se retrouveront le 26 septembre à Bruxelles débattent du projet de M. Giscard d'Estaing,

et que des contacts soient pris avec les institutions internationales compétentes (Banque mondiale, FMI, Club de Paris).

Le vice-président de la Commission a observé avec inquiétude la discrétion des gouvernements occidentaux sur le sujet et a émis le vœu que la réunion du 26 septembre soit l'occasion de prendre des «décisions opérationnelles», notamment peut-être en matière d'aide à la formation. La Commission s'y prépare. Ses services réfléchissent aussi sur ce qui pourrait être le contenu d'un plan de développement à moyen terme de l'agriculture polonaise.

Enfin, le Parlement a adopté à une large majorité une résolution où il se félicite de l'attitude des autorités de Budapest envers les réfugiés de RDA, et demande aux Douze d'accorder à la Hongrie un soutien financier «destiné à l'accueil, l'encadrement et l'hébergement des réfugiés».

PHILIPPE LEMAITRE.

## Des interventions de MM. Dumas et Giscard d'Estaing

## L'Europe appelée à accroître son aide

(Suite de la page 1.)

M. Dumas doit se rendre les 18 et 19 septembre à Varsovie pour signer un accord commercial entre la CEE et la Pologne et pour discuter avec le gouvernement polonais de ses besoins et des moyens de les satisfaire. Le ministre français des affaires étrangères, qui ira aussi à Budapest, a précisé également qu'il avait suggéré à M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, d'accompagner lors d'un voyage ultérieur

Par ailleurs, il semble qu'une visite du chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, en Pologne, avant la fin de l'année, soit de nouveau à l'ordre du jour. M. Horst Teichsch, conseiller diplomatique du chancelier, est arrivé jeudi à Varsovie pour une reprise des négociations, apparemment, à la demande de Bonn, à la suite d'un entretien téléphonique entre M. Kohl et M. Mazowiecki, la veille du cinquantième anniversaire de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne nazie au début de ce

mois. Les derniers pourparlers, infructueux, avaient eu lieu en juin dernier dans la capitale de la RFA.

Dans les milieux diplomatiques, on estime que ces discussions, avec la venue au pouvoir d'un gouvernement à majorité non communiste en Pologne, ont cette fois «de grandes chances d'aboutir». Elles doivent également porter sur une aide économique de la République fédérale.

M. Mazowiecki avait récemment déclaré qu'il aspirait à ce que les relations entre Bonn et Varsovie soient à l'image de celles qui existent entre son pays et la France.

## Légère augmentation de l'assistance américaine

WASHINGTON  
de notre correspondant

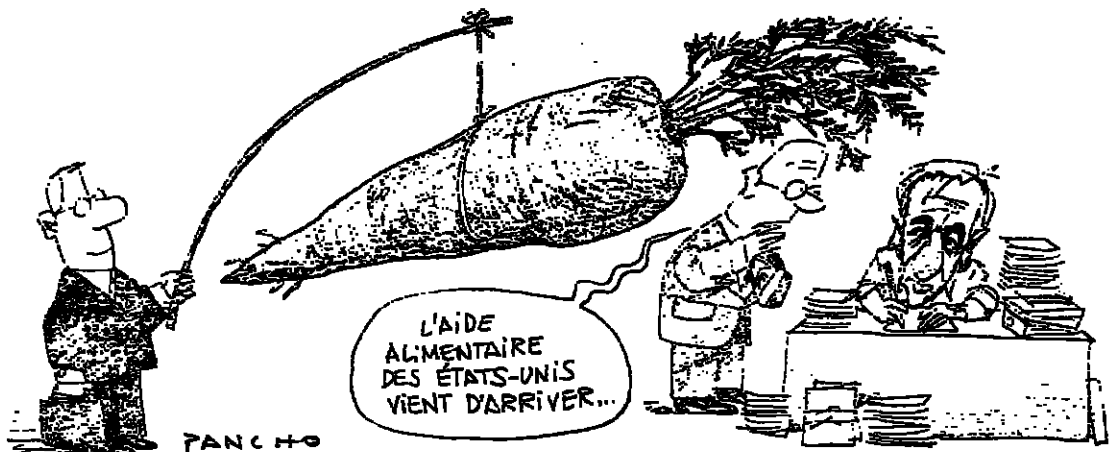
L'administration américaine a décidé de faire un petit effort supplémentaire en faveur de la Pologne — mais sans consentir pour l'instant le geste d'envergure réclamé par le Congrès et une bonne partie de la presse. Le président Bush a annoncé jeudi 14 septembre l'octroi d'une nouvelle aide alimentaire de 50 millions de dollars, s'ajoutant à une première aide alimentaire, également d'une valeur de 50 millions de dollars, qui avait été débloquée au début du mois d'août.

La mesure a été rendue publique quelques heures après que le *New York Times* eût affirmé que les hauts responsables de l'administration avaient décidé, lors d'une récente réunion du Conseil national de sécurité, de ne pas accroître pour l'instant l'aide financière américaine à Varsovie.

Lors de sa visite en Pologne, au mois de juillet, le président Bush avait offert à ses hôtes une aide de 119 millions de dollars — essentiellement pour favoriser le développement du secteur privé, ainsi que la protection de l'environnement.

Mais à cette époque, Solidarité n'avait pas encore pris en charge le gouvernement, qui semblait devoir rester pour longtemps aux mains des communistes. Depuis, un grand nombre de voix se sont élevées aux Etats-Unis pour inciter l'administration à prendre la mesure de l'enjeu et à saisir l'occasion historique qui se présente pour remettre fermement la Pologne sur les rails de la démocratie — une occasion dont ni M. Bush, au tout début de son mandat, ni à plus forte raison son prédécesseur Ronald Reagan n'auraient même pu rêver.

Des appels similaires ont été entendus au Congrès — particulière-



ment sensible aux pressions des Américains d'origine polonaise. Un sénateur démocrate vient en particulier d'annoncer le dépôt d'une proposition d'aide pour un montant de 2,25 milliards de dollars — essentiellement sous la forme d'une remise de la dette agricole de Varsovie à l'égard des Etats-Unis.

M. Robert Dole, le chef de file républicain au Sénat, est également revenu d'un récent voyage en Pologne convaincu qu'il fallait faire un effort supplémentaire. Et il y a une dizaine de jours, l'hebdomadaire *Time* conjurait le président Bush de faire preuve de clairvoyance — et rappelait, à titre de comparaison, le montant de l'aide gouvernementale américaine annuelle à Israël — 3 milliards de dollars, pour un pays dix fois moins peuplé.

## Prochaine visite de Walesa

La position de l'administration reste celle qu'elle avait exposée en substance M. Bush à Varsovie : les Polonais doivent commencer par «aider eux-mêmes», procéder aux réformes économiques nécessaires, et le reste, y compris l'assistance étrangère, suivra. Tout en admettant ce principe, les dirigeants de Solidarité se sont employés à expliquer aux pays occidentaux que la situation serait rapidement insupportable pour eux sans une aide vraiment substantielle et rapide.

L'administration américaine paraît commencer à se faire à cette idée. «La situation a changé», a reconnu jeudi le porte-parole du département d'Etat, et Washington envisage «sérieusement de nouvelles mesures». Peut-être le président Bush attend-il pour passer à l'action la venue de Lech Walesa aux Etats-Unis. Le président de Solidarité, accompagné d'un bon nombre de ses conseillers, devrait entreprendre une tournée américaine vers la mi-novembre.

JAN KRAUZE.

## Pour M. Jan Nowak, personnalité marquante de l'exil

## L'avenir reste incertain entre Allemagne et Russie

VARSOVIE  
de notre envoyée spéciale

«Je regarde autour de moi, et je me dis : mais où est donc le pouvoir communiste ?» Après deux semaines passées en Pologne — les premières depuis quarante-cinq ans — M. Jan Nowak s'étonne encore de la subite accélération des événements dans son pays d'origine. Cet homme, qui participa à l'insurrection de Varsovie, a influé de façon déterminante, pendant plus de vingt-cinq ans, sur l'opinion publique de son pays, par la bielle des émissions de Radio Free Europe, la station la plus écoutée en Pologne, dont il dirigeait depuis Munich les émissions en polonais : aujourd'hui installé à Washington, il reste l'un des personnalités polonaises qui comptent le plus à l'étranger et à, dit-on, l'oreille de l'administration Bush.

A soixante-cinq ans — il en paraît soixante — sa vivacité, son charme et sa lucidité ont séduit les Polonais, qui l'ont accueilli en véritable héros à son retour à Varsovie, où, invité par Lech Walesa, il s'est longuement entretenu avec les dirigeants de Solidarité.

M. Nowak a une vision inquiète du futur de la Pologne, prise entre deux géants, l'Allemagne, peut-être réunifiée, et la Russie. La Pologne devrait alors rechercher un rapprochement avec l'un des deux, en tant que «partenaire junior», pour éviter «le plus grand danger», celui de voir les deux géants se mettre d'accord sur son dos. Mais lequel choisir ? Tout en appelant de ses vœux une «authentique réconciliation» entre Allemands et Polonais, M. Nowak craint, «pour avoir vécu vingt-cinq ans en RFA», que le danger de l'expansionnisme allemand existe toujours. «J'ignore quelle sorte d'Allemagne nous aurons, nous a-t-il expliqué à la veille de son départ de Varsovie. Si cette Allemagne adopte la même attitude que les Etats-Unis, et tente de venir en aide aux autres plutôt que de se les approprier, ce n'est pas la même menace, alors la Pologne n'aura d'autre choix que de se tourner vers la Russie».

«En même temps, nous ne pouvons nier à l'Allemagne le droit de se réunifier : nous-mêmes avons été si longtemps divisés, poursuit Jan Nowak. Il faut espérer que le processus d'intégration européenne pousse l'Allemagne à abandonner toute velléité expansionniste, car ce

processus serait alors en danger : or les Allemands sont les grands bénéficiaires de l'intégration européenne».

Un homme comme M. Nowak ne peut donc qu'être troublé par certains aspects de l'activité allemande actuelle à l'égard de la Pologne : «Il y a quelques bien mauvais symptômes, dit-il : la RFA cherche à racheter la dette dans des conditions inquiétantes, par exemple en investissant uniquement dans les anciens territoires allemands, ou en formulant pour la minorité allemande des exigences qu'un Etat souverain ne peut pas accepter». En outre, le problème de la minorité allemande, que le ministre de l'intérieur polonais chiffrait la semaine dernière à deux mille cinq cents personnes, alors que la RFA l'estime à cent mille.

Il serait donc bon, suggère-t-il, que d'autres pays occidentaux se montrent également actifs à l'égard de la Pologne, afin de contrebalancer d'éventuels excès. «La France, de même que la Grande-Bretagne, a à un rôle très important à jouer», estime-t-il. De quelle manière ? «En fournissant des experts qui pourraient aider le gouvernement polonais à formuler son programme», des conseillers susceptibles de «former des cadres dans le domaine de la démocratie et de l'économie». Jan Nowak propose aussi la création d'une équipe internationale d'urgence de conseillers, qui aiderait notamment à l'élaboration d'un programme «réaliste et crédible» pour le FMI et la Banque mondiale. Cette assistance pourrait accompagner deux autres priorités pour la Pologne : «une aide alimentaire d'urgence et des crédits conditionnels à long terme».

Car, pour l'heure, le tout nouveau gouvernement formé par Solidarité a, selon M. Nowak, «trois ennemis : le temps — chaque jour compte, aucun retard n'est permis car la population est trop frustrée ; la situation économique, qui ne peut être transformée du jour au lendemain ; et la «béton», c'est-à-dire les durs du Parti communiste». Certains, d'après des confidences faites à M. Nowak par une source de la nomenklatura communiste, rêvent de créer une situation telle que «Walesa en arriverait à supplier Jaruzelski d'instaurer des mesures exceptionnelles». Mais, précise-t-il, c'est «une erreur de calcul. Car la nomenklatura va se diviser et le «béton» sera isolé».

SYLVIE KAUFFMANN.

## Diplomatie

## Selon la Maison Blanche

## Il n'y a pas urgence à un sommet soviéto-américain

Washington (AFP). — Le président Bush rencontrera M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, le jeudi 21 septembre à Washington, mais il n'est pas pressé d'avoir un sommet avec son homologue soviétique, M. Gorbatchev, a indiqué la Maison Blanche. M. Bush s'entretiendra avec M. Chevardnadze juste avant que celui-ci n'ait deux jours de discussions avec le secrétaire d'Etat, M. James Baker, à Jackson-Hole, dans le Wyoming, a confirmé le porte-parole de la présidence américaine, M. Martin Fitzwater. Le président américain espère avoir avec le ministre soviétique un «échange de vues fructueux» sur l'ensemble des relations américano-soviétiques, et il est «certainement désireux d'avoir un sommet avec le président Gorbatchev à tout moment que nous estimerons adéquat, à un moment où les deux parties auront une question substantielle à discuter. Mais il n'y a pas urgence. Il n'y a pas de raison pressante pour pousser à une rencontre si nous ne sommes pas prêts» à discuter de questions substantielles.

M. Fitzwater a conclu : «Les deux parties veulent avoir [un sommet] qui soit fixé de façon à effectuer de réels progrès dans leurs relations», tout en se refusant à «lier» la tenue d'un sommet à une question particulière, notamment à celle des armes chimiques.

## Le plan de paix de M. Moubarak divise les Israéliens et les Palestiniens

Le plan de paix Moubarak a fait l'effet d'un pavé dans la mare. Après avoir semé la discorde au sein du gouvernement israélien partagé sur la réponse à apporter aux propositions du président égyptien (le Monde du 13 septembre), l'initiative égyptienne a créé de profonds remous dans le camp palestinien.

Dès mardi 12 septembre, quatre organisations palestiniennes basées à Damas ont critiqué, dans des communiqués séparés, le plan en dix points de M. Moubarak concernant la tenue d'élections dans les territoires occupés, en soulignant qu'il était contraire «aux résolutions des sommets arabes qui ont rejeté la tenue d'élections sous l'occupation israélienne» et visait «à réactiver celui du premier ministre israélien Itzhak Shamir».

De son côté, l'OLP désavouait les déclarations de M. Bassam Abou Charif, proche conseiller de M. Yasser Arafat, selon lesquelles il était prêt à se rendre à Jérusalem ou à Tel-Aviv pour des discussions avec des Israéliens. Un porte-parole précisait à ce propos, dans un communiqué rendu public à Tunis, que M. Abou Charif n'était pas «habilité à faire de telles déclarations», ajoutant que celles-ci «ne reflètent pas les vues de la centrale palestinienne».

M. Bassam Abou Charif, qui avait eu, dimanche, à Londres, une rencontre informelle avec des responsables de communautés juives européennes, à l'initiative de M. David Suakind, président de la communauté juive de Belgique,

avait déclaré, lundi, dans un entretien avec Radio-France internationale, qu'il était «prêt à rencontrer immédiatement un membre du Parti travailliste israélien — M. Itzhak Rabin ou Mordechai Gour, par exemple, — pour discuter tous les détails du plan de paix égyptien à Jérusalem ou à Tel-Aviv».

Dans un communiqué publié jeudi à Tunis, le comité exécutif de l'OLP revenait sur cette affaire en rejetant implicitement le plan égyptien et en affirmant qu'il ne permettrait à quiconque de l'obliger à renoncer aux positions arrêtées par l'Organisation. La direction palestinienne réaffirme que les élections dans les territoires occupés ne peuvent avoir lieu qu'«après la fin de l'occupation israélienne, sous supervision internationale et comme partie du processus de paix globale dans la région».

On est loin ainsi, nous câble notre correspondant à Tunis, Michel Douré, des propositions égyptiennes, auxquelles le communiqué ne se réfère à aucun moment et qui prévoyaient, entre autres, «des pourparlers sur un règlement définitif dans un délai de trois ou cinq ans» suivant les élections et un retrait des forces israéliennes seulement dans les secteurs où se dérouleront les opérations de vote. Pour les dirigeants palestiniens, l'exemple de la solution en Namibie, «approuvée par les Etats-Unis», peut constituer «le point de départ d'une action qui briserait le gel politique que les Israéliens tentent d'imposer».

## L'Espagne soutient la demande turque d'adhésion à la CEE

Le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a affirmé, jeudi 14 septembre, que «l'Espagne a soutenu et soutiendra la vocation européenne de la Turquie», à l'occasion d'une visite officielle de deux jours à Madrid, de son collègue turc, M. Turgut Ozal.

La demande d'adhésion de la Turquie à la CEE est vue avec sympathie par l'Espagne, a déclaré M. Gonzalez au premier ministre turc. Dans un entretien publié le même jour par le quotidien madrilène *El País*, M. Ozal a affirmé que l'entrée de son pays dans la Communauté européenne n'était pas «une question de vie ou de mort».

«Nous savons que cette question n'est pas une course de 100 mètres mais un marathon», a-t-il ajouté. «Sur le plan politique, nous continuerons à avancer vers un système démocratique et libre», a indiqué le premier ministre turc.

Par ailleurs, le ministre turc de la Justice a annoncé jeudi à Ankara que son gouvernement avait décidé de commuer la peine de mort en détention à perpétuité, dans 13 des 49 articles du code pénal qui prévoient actuellement la peine capitale par pendaison. Ces 13 articles ne concernent ni les crimes de sang ni les délits qui mettent en danger l'Etat ou la société, a-t-on précisé au ministère de la Justice.

L'annonce de cette mesure gouvernementale intervient douze jours après la visite de M. Ozal à Strasbourg. — (AFP.)

**LE FAIT FRANÇAIS dans le monde**

**LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ**  
(Suite de la France 37 hebdomadaire)

Récompense, octroi des 43 pays d'immigration française. Dans le monde, les zones concernées sont les zones protégées à l'immigration des Etats membres (France, 2<sup>e</sup> zone internationale mondiale, Structure des Etats d'immigration française, notamment les 10 000 000, la zone internationale, conférence franco-allemande (10 national), ACTI (10 national) et la possible (URDF) Union des Etats de langue française : 43 national, 250 p. 98 F.

France chez l'étranger :

**MARTINOT DE PREUIL**  
49560 NEUIL-SPR-LAYON  
(Tonne 1 BOP, Les 2 tonnes 140 F franc)

صلى الله عليه وسلم



## Proche-Orient

### ISRAËL

#### Jérusalem s'inquiète de la « course aux missiles »

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Le scénario a des allures de cauchemar pour chef d'état-major israélien. « Imaginez un front arabe réunifié qui prend l'initiative de la guerre avec une volée de tirs de missiles. Premières cibles, nos bases aériennes, postes de communication et de commandement, puis les centres de mobilisation ; enfin quelques coups en milieu urbain pour affecter le moral de la population. L'objectif est simple : clouer nos avions au sol, ne serait-ce que quelques heures, semer un moment la confusion et le chaos dans la mobilisation d'une armée essentiellement composée de réservistes — juste le temps nécessaire pour, par exemple, reprendre le Golan. »

Pour Zeev Eytan, un des chercheurs du centre d'études stratégiques de l'université de Tel-Aviv, qui réfléchit ainsi à voix haute sur la tournure que pourrait prendre une prochaine guerre dans la région, l'exercice ne relève pas de la science-fiction. C'est de la prospective à court terme, une représentation

le binôme missile-tête chimique, ils ne seraient que chercher à parer au potentiel nucléaire d'Israël ; il s'agirait, en somme, de rechercher une manière d'équilibre de la dissuasion, concept assez conforme à la volonté syrienne d'obtenir la « parité stratégique » avec Israël.

Plus mobiles, plus précis, disposant de mécanismes de mise à feu plus rapide et, surtout, d'une portée sans cesse allongée, les missiles sol-sol à charge conventionnelle n'ont cependant cessé de se transformer. D'abord instruments, de dissuasion plutôt qu'offensifs, ils ont aujourd'hui le profil d'une arme de première frappe. Ce sont des engins de plus en plus perfectionnés — donc « d'utilisation plus tentante », disent les militaires — qui sont actuellement déployés dans la région.

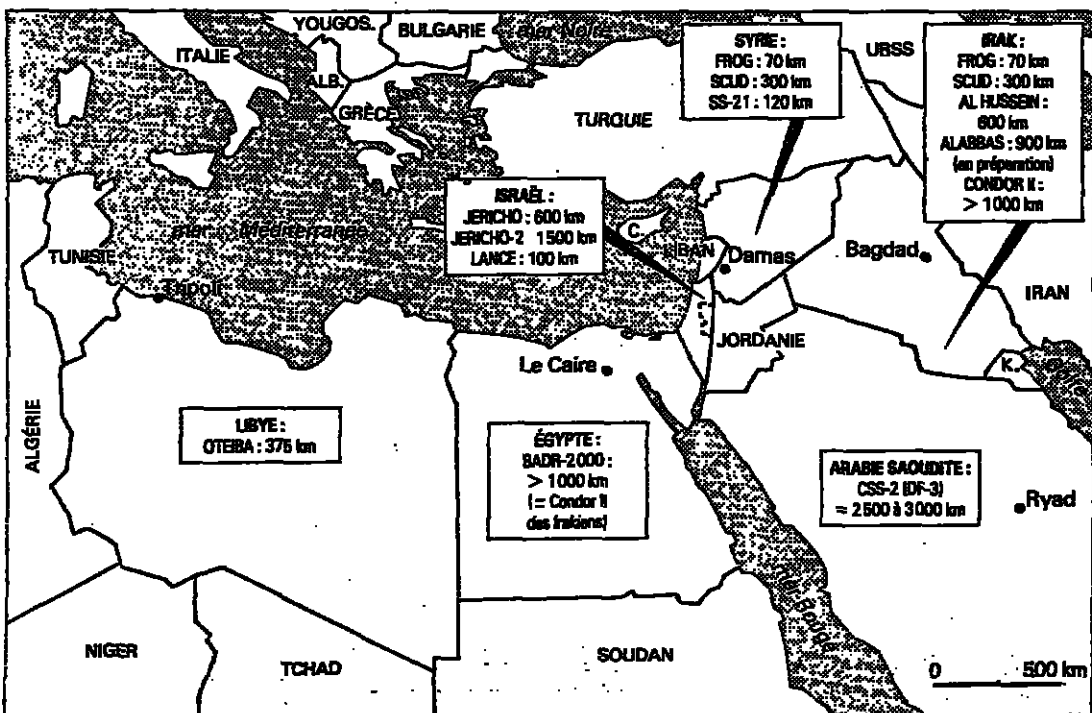
La Syrie dispose d'au moins trois types de missiles sol-sol d'origine soviétique : les « vieux » Frog (d'une portée de 70 km) et Scud (300 km, réputés pour leur imprécision) et les plus récents SS-21 (120 km, très précis, destinés aux cibles militaires). Les Syriens ont en vain demandé à l'URSS de leur

sophistiqué et peu précis, mais d'une portée de 2 500 à 3 000 km qui en fait une menace relative, pour Israël (voir le Monde du 27 mai 1988). La Libye se serait adressée au Brésil pour acheter le missile Otcha (375 km).

#### La série des Jéricho

Israël fait partie du club depuis qu'il a développé dans les années 60, initialement avec l'aide de la France, la série des Jéricho. Une première génération aurait produit des engins d'une portée de 600 km, et une seconde (Jéricho-2) des missiles pouvant dépasser les 1 500 km. Il faut y ajouter, selon la revue britannique *Jane's*, quelque cent cinquante missiles américains de type Lance (100 km). En plaçant sur orbite spatiale le satellite Ofek-1, il y a un an, Israël a prouvé sa grande maîtrise dans le domaine des fusées ; celle qui a lancé le satellite était vraisemblablement un dérivé du Jéricho-2.

De cet état des stocks, certains experts ont conclu que le Proche-Orient était entré dans une nouvelle



tion plausible de l'éventuel champ de bataille des années 90. Il s'agit d'évaluer l'impact stratégique de la dernière arme des arsenaux de la région : les missiles sol-sol.

Ils ont été largement utilisés durant la guerre irano-irakienne, avec, de part et d'autre, la même cible : les populations civiles. Le 17 août dernier, l'explosion qui a ébranlé le complexe militaro-industriel d'El Hillel, à une soixantaine de kilomètres au sud de Bagdad, où les ingénieurs irakiens préparent une prochaine génération de missiles, est venue rappeler la nouvelle donne stratégique : le missile sol-sol est l'arme que l'on convoite, celle dans laquelle on investit, qui, sur les cartes des stratégies, prend une place de première importance, comme si elle pouvait faire la différence dans la bataille de l'avenir. Le général Abaron Levran, autre spécialiste israélien, confiait récemment : « Je pense que le président du Golfe pourrait un jour nous concerner. » Il ajoutait : « Je n'en dors pas très bien. »

#### Fort densité d'engins balistiques

Car s'il est une région où l'on peut parler de véritable prolifération des missiles, c'est bien le Proche-Orient. Au moment où les Deux Grands s'emploient à bannir ce type d'armes du théâtre européen, elles fleurissent du golfe Persique à la Méditerranée. Caractéristique inquiétante : c'est une course aux armements que pratiquent personnellement. Elle échappe de plus en plus aux Deux Grands dans la mesure où la technologie des missiles est sans cesse mieux maîtrisée soit par les pays de la région eux-mêmes, soit par une nouvelle génération de fournisseurs, comme l'Argentine, le Brésil ou la Chine.

L'après de la course aux missiles est telle que le *Washington Post* en décrivait l'an passé un des circuits les plus aberrants : « Les États-Unis ont fourni à Israël de la technologie dans le domaine des missiles, savoir-faire que les Israéliens ont revendu à la Chine, laquelle a produit des missiles ensuite livrés à l'Arabie saoudite, pays ennemi d'Israël » (1).

Dans le jargon des experts, le Proche-Orient est devenu « une zone à forte densité d'engins balistiques ». C'est une région dont plus une seule capitale n'est, théoriquement, à l'abri d'un tir de missile et, notamment, de l'arme de destruction massive que constitue le couple missile-tête chimique. A l'heure actuelle, l'Irak, l'Iran, Israël, la Syrie, l'Arabie saoudite et, sans doute, la Libye possèdent des missiles de courte ou moyenne portée — les quatre premiers pays étant vraisemblablement capables de les coupler avec des armes chimiques de production locale. Argument avancé par les pays arabes : en développant

livrer le SS-23 (500 km, une précision à l'impact de 200 à 300 mètres), qui couvrirait à peu près l'ensemble du territoire israélien (et une bonne partie de l'autre ennemi voisin, l'Irak). Devant le refus des Soviétiques, les Syriens se sont adressés à Pékin pour obtenir le missile chinois M-9, une arme d'une portée de 600 km, qui ne serait pas encore tout à fait opérationnelle.

L'Irak possède aussi les Frog et les Scud. En réduisant la charge explosive transportée par la tête du missile, et en accroissant la capacité de ses réservoirs, les ingénieurs irakiens, sans doute très aidés par leurs collègues égyptiens, ont réussi à produire un dérivé du Scud dont la portée est passée de 300 à 600 km. Au cours de l'hiver 1988, ce missile, nommé Al Hussein, a été tiré à plusieurs dizaines d'exemplaires sur Téhéran. En préparation serait un deuxième dérivé du Scud, le missile Al Abbas, capable de frapper à 900 km de distance.

Parallèlement, les Irakiens, en coopération avec les Égyptiens, ont travaillé à la transformation d'un missile acquis auprès de l'Argentine, le Condor-2, afin d'en faire une arme d'une portée supérieure aux 1 000 km et apte à transporter une charge chimique. Les Égyptiens l'appellent le missile Badr-2000, et sa mise au point, à laquelle auraient aussi participé des spécialistes nord-coréens, se ferait dans la base d'El Hillel, où a eu lieu l'explosion du 17 août.

L'histoire de ce dernier engin fournit un bon exemple de la difficulté à enrayer la dissémination de la technologie des missiles. A l'origine, le Condor-2, selon des sources israéliennes, aurait été réalisé par les Argentins à l'aide de deux sociétés occidentales, la MBB (RFA) et l'italienne SNTA, une filiale de la Fiat. Si les pays occidentaux peuvent essayer d'interdire à leurs industriels de fournir des missiles balistiques à des États situés dans des zones de conflit, comme le Proche-Orient, le marché reste ouvert ailleurs, en Amérique latine par exemple, et rien n'empêche ensuite les pays arabes — ou autres — de s'adresser aux industriels brésiliens ou argentins.

En juin 1988, les États-Unis ont découvert une tentative d'exportation illégale de matériel ultra-sensible destiné à la réalisation du fameux Badr-2000. Elle impliquait des Égyptiens et des Américains. A la suite de quoi, l'administration américaine aurait fait pression sur l'Égypte pour qu'elle se dissocie du projet — ce qui serait aujourd'hui le cas, du moins à en croire certaines informations de presse.

Nouveau venu parmi les pays du Proche-Orient à posséder des missiles balistiques, l'Arabie saoudite s'est équipée en Chine. Elle a acquis le CSS-2 (encore appelé DF-21), un engin datant des années 60, peu

ère stratégique caractérisée par un élargissement du champ de bataille. Dès l'instant qu'ils ont des missiles capables de frapper Israël à partir de leur propre territoire, sans avoir à déplacer ni troupes ni avions, l'Irak et l'Arabie saoudite deviennent des pays de la zone d'affrontement, ou de « première ligne », au même titre que les seuls États voisins d'Israël.

Dans une étude publiée en mars dernier, le *Jane's Defence Weekly* assurait que l'équilibre des forces dans la région était en passe d'être bouleversé par les missiles. Ils compenseraient l'infériorité aérienne — qualitative — des pays arabes. Ils permettraient de réaliser un objectif que leurs chasseurs-bombardiers n'ont jamais pu atteindre au cours des derniers conflits : frapper les arrières israéliens.

Instruments de première frappe, les missiles peuvent être utilisés contre les bases aériennes, avec une efficacité que n'avaient pas les engins de la génération des années 60, qui, dans ce domaine, n'étaient pas compétitifs avec l'aviation. Ils peuvent être l'instrument d'une « guerre des villes » semblable à celle que se sont livrée l'Iran et l'Irak. Pour Israël, ce serait sans précédent : depuis la guerre de 1948, l'« arrière » n'a jamais été vraiment touché par les combats. Ils peuvent jouer un rôle purement défensif, dissuadant l'aviation israélienne de bombarder en profondeur le territoire de l'adversaire, les pays arabes ayant cette fois, avec leurs missiles, les moyens de la réplique.

Les experts sont à peu près tous d'accord : il n'y a pas encore de véritable défense antimissile. Les milieux militaires israéliens affirment d'ailleurs que l'ère des missiles n'a pas sensiblement modifié leur dispositif stratégique, dont la crédibilité, disent-ils, reste de nature à dissuader les pays arabes d'utiliser de telles armes. Le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, disait l'an passé au *Jerusalem Post* : « Notre capacité à frapper la Syrie en profondeur, et notamment les rampes de lancement syriennes, est largement supérieure à la capacité qu'ont les Syriens de frapper l'arrière israélien. Ce que nous ne possédons pas, c'est la capacité d'intercepter les missiles. »

Le projet de missile antimissile Arrow, que les Israéliens développent avec les États-Unis depuis 1986, n'est pas encore devenu un véritable programme. Entamées dans le cadre de la participation israélienne à l'initiative de défense stratégique américaine (SDI), les recherches ne devraient pas aboutir avant deux ou trois ans. D'ici là, la prolifération des missiles aura sans doute encore progressé.

ALAIN FRACHON.

(1) Israël a démenti avoir fourni à la Chine une aide technologique dans le domaine des missiles.

BRUMMELL BOUTIQUE  
Gilet uni pur lambswool.

- 30 % 395 F 274 F

BRUMMELL  
Chemise ville fantaisie, 70 % coton, 30 % polyester.

- 30 % 185 F 129 F

Echarpe uni pur lambswool (8 coloris).

- 40 % 160 F 95 F

Brummell

15 - 23 septembre

BR

# Politique

Les débats au sein de l'opposition

## M. Chirac peaufine les prochaines ripostes du RPR aux initiatives gouvernementales

M. Jacques Chirac a bien souligné, lors de l'université d'été de Saint-Cyprien des jeunes RPR, le samedi 9 septembre, et surtout le dimanche 10 septembre, à Canet-en-Roussillon, devant le PR et le CDS, sa volonté de se détacher davantage des mécanismes des partis pour mieux jouer le rôle de chef de l'opposition qu'il souhaite remplir de nouveau.

Le maire de Paris est conscient de la nécessité de remonter une pente qu'il n'a cessé de descendre depuis un an et demi. Et, notamment, de critiquer et de proposer, c'est-à-dire de rompre avec le comportement que lui-même et l'ensemble de l'opposition observaient depuis plusieurs mois.

Tirant profit de la carence de ses adversaires, M. Rocard a pu ainsi développer sans risque une politique suffisamment habile qui lui a assuré des scores flatteurs dans les sondages. M. Chirac s'emploie donc à définir les domaines sur lesquels il ripostera aux initiatives du gouvernement, soit qu'il intervienne lui-même soit qu'il en charge des parlementaires de son mouvement. De même, il poursuit l'élaboration des « valeurs », c'est-à-dire des thèmes et des propositions qu'il compte formuler pour donner à son opposition un contenu concret, une sorte de corps de doctrine et formuler des solutions alternatives à celles que choisit le gouvernement. M. Chirac commencera cet exposé dans un entretien avec un quotidien parisien du matin puis dans le *Monde*, sur la politique étrangère. Mais c'est aussi devant les parlementaires du RPR, réunis à partir du 29 septembre à Arcachon, que le député de la Corrèze fixera son attitude sur la politique générale. M. Balladur contestant, pour sa part, la conduite des affaires économiques et le projet de budget. A cette occasion, une innovation a été retenue : c'est M. Chirac, en effet, qui ouvrira le débat de politique générale dès le vendredi 29 septembre — alors que d'habitude il le concluait — et ce sont MM. Pons et Pasqua, présidents des deux groupes, qui interviendront *in fine*, le dimanche matin.

Parmi les thèmes que pourrait ainsi développer M. Chirac et que M. Alain Juppé et d'autres vont également évoquer, figurent ceux qualifiés par avance de « messages forts ». Il en est ainsi de celui que l'on énonce comme « le sentiment de l'appartenance nationale » de préférence à l'expression « identité nationale », dont la connotation chauviniste est trop marquée. Ce concept doit recouvrir à la fois la fierté d'être français et l'exaltation du rôle et de la puissance de la France dans le monde.

Un autre thème général concerne la justice, le progrès social et la lutte contre les inégalités. Il implique une critique de la notion de « partage » prônée par le président de la République et le premier ministre pour lui opposer celles, jugées plus dynamiques, de progrès par le développement et la responsabilité personnelles.

Le RPR réclamera aussi une plus grande souplesse économique, en demandant encore une réduction des dépenses de l'Etat, une baisse des impôts, la reprise des privatisations, etc.

### Pallier un « déficit de communication »

Un des souhaits de M. Chirac est d'éviter de voir l'opposition, et d'abord le RPR, donner le spectacle de divergences internes. Pour préparer les thèmes d'intervention de ses leaders, les projets sont élaborés par une sorte de cellule chargée des études et dont la responsabilité a été confiée à M. Maurice Ulrich, ancien directeur de cabinet de M. Chirac à l'hôtel Matignon. Parallèlement, le RPR, sous l'autorité de M. Michèle Alliot-Marie, réunit des commissions de travail où des experts et des parlementaires viennent dire notamment les attentes de l'opinion et de la base militante.

Si M. Juppé assure que le RPR est de nouveau en ordre de marche, si M. Chirac souhaite que l'opposition retrouve une véritable existence, bien des rouages doivent encore être révisés.

Ainsi, M. Chirac, qui estime avoir pâti d'un « déficit de communication », a-t-il décidé de renforcer ce secteur. Il a donc institué auprès de lui une Délégation générale à la communication, confiée à M. Jean-Pierre Teyssier (le *Monde* du 22 juillet 1989). Celui-ci, directement rattaché à M. Chirac, est chargé de la coordination des services suivants :

- Le conseiller chargé des relations avec la presse, M. Pierre Charon (1) ;

- La direction générale de l'information et de la communication de la Ville de Paris dont le responsable demeure M. Bernard Niquet ;

- Le service de presse et le secteur communication du RPR, avec M. Gerbaud et M. de Peretti ;

- Le secteur comprenant Radio-tour Eiffel, le mensuel *Ville de Paris* et le suivi du câble dans la capitale, confié à M. François Bonnemain ;

Cette organisation, tout comme le comportement récent de M. Chirac, soulignent que le maire de Paris et président du RPR entend dépasser ses fonctions statutaires pour mieux mettre en valeur son ambition de jouer un rôle éminent dans l'opposition tout entière et d'abord auprès de l'opinion publique.

ANDRÉ PASSERON.

(1) Né à Paris le 1<sup>er</sup> mars 1951, diplômé d'école supérieure de commerce, M. Pierre Charon adhère dès 1967 à l'Union des jeunes pour le progrès, le mouvement des jeunes gaullistes. En 1973, il entre au cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, et il y revient en 1986 comme conseiller du président puis directeur adjoint du cabinet. De 1981 à 1986, M. Charon entre à la direction de la communication du groupe Elf-Aquitaine et est l'assistant parlementaire de Marcel Dassault. Depuis 1988, il était directeur de la communication de France-Loto dont M. Teyssier était le président.

## Crise entre l'état-major du Front national et la fédération du Bas-Rhin

Le Front national n'a plus de dirigeants dans le Bas-Rhin. A l'exception de deux conseillers régionaux d'Alsace — M. France Daulard et M. Walter Krüger — sur les quatre que compte le mouvement d'extrême droite, tous les autres responsables de la fédération, parmi lesquels les conseillers municipaux, ont annoncé, jeudi 14 septembre à Strasbourg, leur démission, en « regrettant de ne plus pouvoir animer dans un climat de confiance et de sérénité ». Dans une lettre adressée la veille à M. Carl Lang, secrétaire général du mouvement, ces vingt-deux cadres départementaux, qui restent « adhérents de base » du Front, mettent en cause « les comportements et les méthodes de la direction du mouvement à l'égard de l'Alsace ».

M. Michel Feuilas, « patron » de la fédération depuis cinq ans et M. Robert Spieler, ancien député FN, de 1986 à 1988, sont parmi les démissionnaires. Depuis dix-huit mois, la tension est grande entre la direction nationale et les deux fédérations alsaciennes. Tout comme dans les Bouches-du-Rhône, M. Jean-Marie Le Pen avait fait de cette région un terrain de bataille privilégié depuis 1984. Les résultats électoraux n'ont pas tardé. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, le président du Front national avait réuni 22 % des voix en Alsace. Les dirigeants locaux ouvrent leurs portes aux nouveaux adhérents qui, selon eux, atteignent le chiffre d'un millier, auxquels s'ajouteraient deux fois plus de sympathisants.

### Une véritable provocation

L'euphorie présidentielle, cependant, ne dure pas car les cadres alsaciens se disent brimés par une direction parisienne qui, à les entendre, n'écoute aucune de leurs doléances ou de leurs propositions. Déjà mécontents à l'occasion des municipales de mars dernier, ils deviennent furieusement irrités quand M. France Daulard, conseiller régional, est imposé par M. Le Pen, sur la liste européenne d'extrême droite contre l'avis de la

fédération. M. Spieler rappelle que lui-même n'était pas candidat, mais il n'en considère pas moins que le choix de M. Daulard était « une véritable provocation » pour les Alsaciens. « Nous entendons rester maître chez nous », confie l'ancien député, qui ne veut pas passer sous la coupe de ceux qu'il appelle « les courtisans du président ».

Dans ce climat, les récentes insultes de M. Claude Autant-Lara n'ont fait qu'alourdir le contentieux. Déjà irrité par les excès verbaux de M. Le Pen, notamment « l'affaire du détail » des chambres à gaz, M. Spieler n'a pas goûté les termes utilisés par M. Autant-Lara. « C'est un provocateur », dit-il, « ce qu'on appelle une grande gueule ».

En le choisissant sur notre liste européenne, on savait que les dérapages seraient incontrôlables », M. Feuilas précise, pourtant que la démission en bloc des dirigeants du Bas-Rhin n'est pas liée aux considérations antisémites de l'ancien cinéaste. L'ex-secrétaire fédéral ne porte pas le conflit sur « le terrain idéologique à proprement parler », au sein de la direction nationale, mais il incrimine, lui-même, l'entourage de M. Le Pen, en ajoutant que le secrétaire général est « inexistant ».

Cette nouvelle crise, après celle des Bouches-du-Rhône qui est récente, met tout à la fois en évidence un problème manifeste de fonctionnement — la démocratie interne — et un choix de stratégie sur laquelle tous les cadres alsaciens ne sont pas forcément d'accord entre eux. Ainsi, M. Feuilas décline une certaine mollesse du mouvement « depuis le décès de Jean-Pierre Stirbois », l'ancien secrétaire général, mort accidentellement, mais M. Spieler se montre plutôt favorable à « une ouverture vers d'autres sensibilités » en gardant une dimension « identitaire » et il condamne « la radicalisation du discours à travers certains propos ».

« Les démissions ne m'inspirent aucune inquiétude », a déclaré M. Le Pen, jeudi à Strasbourg, en les apprenant. Le président du Front, qui siège assidument au Parlement européen, sa dernière tribune

politique, a ajouté : « Ils ont déjà choisi de se placer en dehors du mouvement avec leur slogan « Strasbourg d'abord ». Au même moment à Paris, le mouvement d'extrême droite indiquait : « Ceux des responsables de la fédération du Bas-Rhin qui ont annoncé à la presse leur démission ont violé les règles de fonctionnement du mouvement et la courtoisie la plus élémentaire. Etalant leurs prétendus griefs en public et au moment où un fais de plus, le Front national, attaqué de l'extérieur, ils ont délibérément ignoré leurs devoirs de militants et de responsables. Venu pour la plupart, en 1986, d'un groupuscule d'extrême-droite « Alsace Renouveau », ils entendaient se réserver l'exclusivité des candidatures aux élections. » Accusés d'avoir délaissé le Front national au profit d'une « formation autonome » baptisée « Strasbourg d'abord », ces réfractaires sont prévenus que de nouveaux responsables sont désignés « dans les meilleurs délais ».

OLIVIER BIFFAUD et JACQUES FONTIER.

● Au CNI : polémique entre MM. Briant et Féron. — M. Briant, secrétaire général du CNI, s'est déclaré favorable à « un conseil supérieur de l'opposition » tel que l'a proposé M. Alain Juppé (RPR). Invité à réagir aux déclarations du président du CNI, M. Jacques Féron, qui a annoncé le « gel » de ses relations avec lui (le *Monde* du 15 septembre), M. Briant a déclaré : « C'est un vieux monsieur très sympathique. J'aurais préféré qu'il choisisse une sortie plus digne. » Le général Lacaze, qui vient d'adhérer au Centre national des indépendants, y trouve, quant à lui, « les valeurs fondamentales de la patrie, de l'honneur et de l'intégrité nationale » et partage avec lui ses idées sur « la peine de mort pour les délits inacceptables, la fermeture face (...) à l'immigration, en particulier clandestine » et l'orientation vers une armée professionnelle, « ce qui n'implique pas nécessairement une armée de métier ».

## Défense

### Le gouvernement britannique n'a pas renoncé à un missile nucléaire commun avec la France

LONDRES de notre correspondant

La construction en commun, par la Grande-Bretagne et la France, d'un missile nucléaire sol-air destiné à équiper les bombardiers stratégiques des deux pays reste une « option sérieuse » au même titre que la solution américaine concurrente, a déclaré jeudi 14 septembre M. Tom King, ministre de la défense. M. King tenait une conférence de presse conjointe avec son homologue français, M. Jean-Pierre Chevènement, en visite pour trois jours en Grande-Bretagne.

Voilà deux ans que ce projet est régulièrement évoqué lors de chaque rencontre entre ministres de la défense britannique et française. L'affirmation de M. King ne correspond pas à ce qu'écrit depuis plusieurs mois la presse spécialisée britannique, qui cite, sans les identifier, de hauts responsables de l'armée de l'air selon lesquels la solution américaine est la seule qui réponde aux exigences de la RAF. M. King ne précise pas d'autre part, à quelle date une décision finale sera prise.

La RAF doit remplacer, d'ici au milieu des années 90, les bombes nucléaires WE-177 que ses pilotes seraient censés larguer au-dessus même de leurs cibles. Il avait été question, il y a deux ans, de construire pour ce faire une version allongée du missile nucléaire français existant ASMP (air-sol moyenne portée). Il s'agit d'un missile « à distance de sécurité » qui permet à l'avion porteur de faire demi-tour immédiatement après l'avoir largué. La portée de l'ASMP varie entre 100 et 350 kilomètres, selon l'altitude à laquelle il est tiré. Le projet franco-britannique consistait à allonger nettement celle-ci et à améliorer la précision du tir.

M. Chevènement a affirmé que les contacts se poursuivaient entre les spécialistes des deux pays, ce qui prouvait le maintien de l'intérêt britannique. L'impression, ici, est cependant qu'on s'achemine vers une coopération avec les Etats-Unis

pour le développement du missile américain SRAM-2.

Le ministre français a, d'autre part, indiqué que « des conversations étaient en cours » pour l'organisation d'exercices communs entre les armées des deux pays « dans les années à venir ». Il a enfin fait l'éloge de la coopération franco-britannique en matière de fournitures militaires. La politique d'achats croisés entretient actuellement un courant de 300 millions de francs dans chaque sens. Deux réunions sont prévues entre fournisseurs et acheteurs des deux pays, à Paris en décembre et à Londres au printemps prochain.

M. Chevènement devait achever sa visite vendredi en se rendant à la base de sous-marins nucléaires de Faslane, en Ecosse.

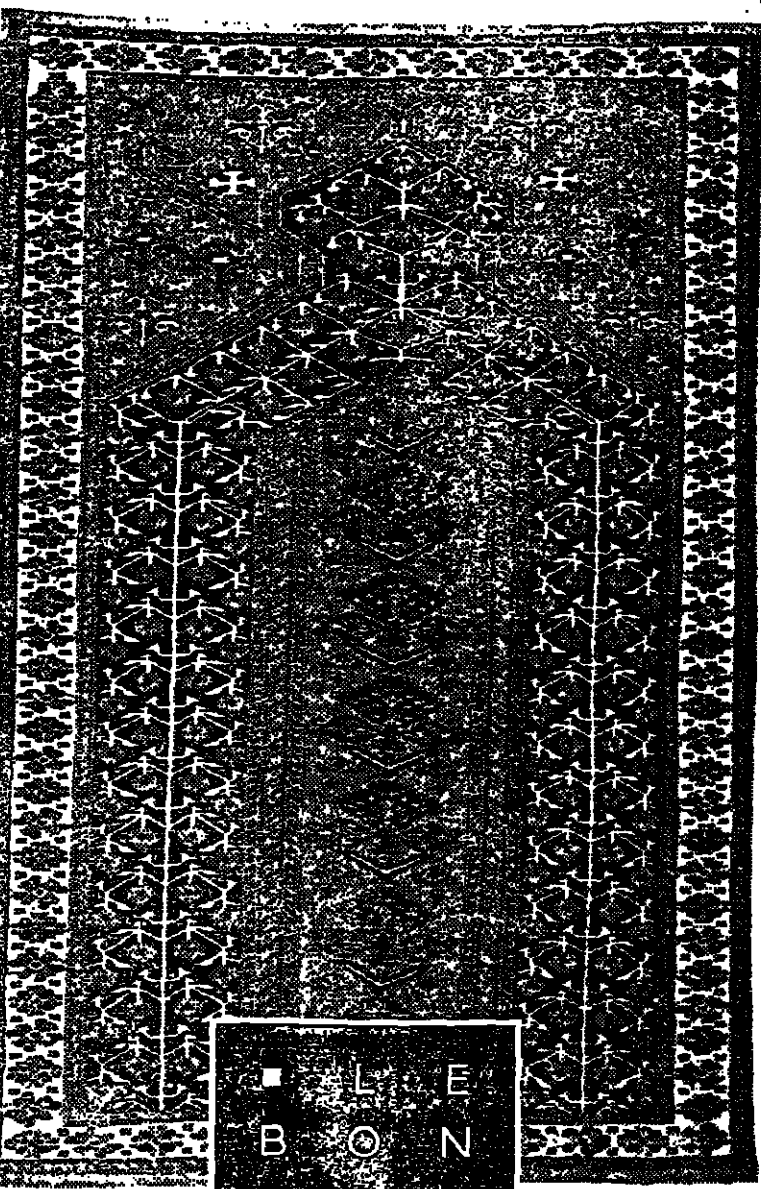
DOMINIQUE D'HOMBRES.

### Matra et Aérospatiale vont construire un missile de croisière

La délégation générale pour l'armement a confié à la société Matra, associée au groupe Aérospatiale, un contrat pour le développement du missile air-sol Apache à sous-munitions guidées séparément. Le montant de ce contrat serait de l'ordre de 2 milliards de francs. Il correspond à un programme, le MSO, soutenu d'autre part, par l'OTAN en Europe.

Mesurant 4,40 mètres de long et pesant 1 200 kilogrammes, le missile Apache est dit « stand-off », c'est-à-dire qu'il est tiré par un avion à distance de sécurité pour permettre à l'équipage de demeurer hors d'atteinte de la défense antiaérienne adverse. Il est propulsé par un turbo-réacteur. Il emporte 750 kilogrammes de sous-munitions spécialisées pour l'attaque de cibles terrestres à 100 kilomètres de portée, comme des pistes d'aviation, des infrastructures aéronautiques, des PC de commandement et de transmissions, des concentrations de blindés.

## Tapis persans, tapis de maître.



■ Au Bon Marché, nous avons une passion, celle des authentiques tapis d'Orient. Véritables chefs-d'œuvre d'élégance, ce sont d'incompréhensibles témoignages de la culture orientale dans tous ses fastes. Leurs motifs immortels ainsi que la riche palette de leurs teintes, des plus discrètes aux plus chatoyantes, font de chaque tapis une pièce d'art à l'écrit unique. Notre passion est également devenue une véritable vocation tant il est vrai que nous la vivons depuis plus d'un siècle. Afin de mieux la partager avec tous les amateurs de tapis d'Orient, nous présentons dans une galerie au 3<sup>e</sup> étage du magasin, une exposition exceptionnelle : « Tapis persans, Tapis de Maître ».

Cet immense palais d'Orient abritera ainsi des merveilles composées, aux couleurs les plus raffinées et aux textures les plus riches. Tapis anciens de Caucase, persans en soie, tapis de village aux subtils teintures végétales de Turquie et d'Afghanistan, autant d'éblouissantes invitations au voyage à la rencontre de peuples aux noms évocateurs : Kachgar, Bakhtiari, Shahsevan, Afshar, Turkmènes... Salon son habitude en début d'été, François OLLIVIER, notre expert, a lâché sa passion la conduire. Cette année en Iran, il a aussi eu l'occasion de découvrir et de rapporter les pièces les plus rares. Son expédition l'a mené dans le nord iranien où il a rejoint les campements Turkmènes, berceau de pièces somptueuses : Djal Ash (selle), Dja Narmaz (Tapis de prière) ainsi qu'une abondance de tapis utilisés pour la décoration de la jeune traditionnelle (tente). Qu'ils soient persans, turcs, afghans ou turkmènes, les tapis d'Orient du Bon Marché sont des pièces authentiques, façonnées par ceux qui détiennent les secrets et la mémoire de l'art oriental. C'est également le certificat d'origine, l'expertise, le nettoyage, le conseil, la restauration, la garde et la présentation à domicile. Le Bon Marché, c'est toute une équipe d'experts passionnés au service de la tradition. Crédit 3 mois sans frais à partir de 5 000 F d'achat. Remises non cumulables.

-20%

SUR LES TAPIS D'ORIENT EXPOSITION-VENTE JUSQU'AU 25 NOVEMBRE 89 - 3<sup>e</sup> ETAGE M<sup>e</sup> SEVRES BABYLONE 45.49.21.22

LE BON MARCHÉ  
RIVE GAUCHE

ALPHAPAGE LA



## Politique

et chez les socialistes

# Le PS ne doit pas « s'identifier à une gestion gouvernementale »

souligne M. Pierre Mauroy

Lors de la réunion hebdomadaire du bureau exécutif du PS, le 13 septembre, M. Mauroy a approuvé le plan emploi présenté par M. Michel Rocard. Cependant, M. Gérard Collomb, membre du secrétariat national, chargé des relations extérieures, a fait un exposé sur les syndicats, à l'occasion duquel il a observé que le coût du travail était plus bas en France que chez ses principaux concurrents, le faire baisser encore n'est peut-être pas la priorité du moment.

Le même jour, les députés socialistes membres de la commission des finances de l'Assemblée nationale, que préside M. Dominique Strauss-Kahn, se sont réunis pour discuter du projet de budget en présence de collaborateurs de M. Bérégovoy. Les échanges ont été « musclés ». Le fait que la baisse de l'impôt sur les sociétés ait été inscrite dans le plan emploi et soit devenue ainsi un engagement irréversible du gouvernement, avant même l'examen du projet par le Parlement, a choqué les commissaires socialistes.

M. Bérégovoy a répliqué jeudi, lors de son point de presse, en observant que les textes adoptés par le PS avant l'élection présidentielle de l'an dernier « prévoyaient explicitement les baisses de TVA et celle de l'impôt sur les sociétés » et que ces textes avaient été préparés par M. Strauss-Kahn. « Bien entendu, a ironisé M. Bérégovoy, ce qui a été adopté par une réunion importante du PS peut être modifié par une autre. Au congrès du PS, il y

aura peut-être une motion proposant d'alourdir l'impôt sur les sociétés, mais, tant que ce n'est pas fait, nous sommes dans la ligne ».

Ce débat entre M. Bérégovoy et M. Strauss-Kahn est aussi un débat entre l'un des principaux appuis de M. Fabius et l'un des principaux partisans de M. Jospin. Le poids du ministre de l'économie n'est pas étranger au fait que M. Fabius ait récusé, le week-end dernier, devant ses amis, un débat « pour ou contre le gouvernement ». L'attention du congrès devant, selon lui, se porter prioritairement sur la situation du parti et sur sa rénovation. A l'inverse, les jospinistes estiment que le congrès doit débattre de la politique gouvernementale. Leur allié, M. Mauroy, l'a réaffirmé jeudi lors d'une rencontre avec la presse.

« Ils vont être servis ! »

La « tâche du parti majoritaire », selon le premier secrétaire, est de « porter une appréciation sur l'action gouvernementale ». M. Mauroy a mis en cause M. Bérégovoy, partisan du dépôt par M. Fabius d'une motion distincte de celles de MM. Mauroy et Jospin. « Si Pierre Bérégovoy veut se « compter », qu'il n'aille pas le faire sur une politique de gauche, quand même ! s'est exclamé M. Mauroy. Qu'il le fasse sur sa politique économique, et on verra comment

La préparation du budget de 1990 continue à provoquer entre le Parti socialiste et le gouvernement un débat acerbe. M. Pierre Bérégovoy a répondu, jeudi 14 septembre, aux critiques des responsables socialistes, qui portent essentiellement sur l'absence de perspective de réforme fiscale à moyen terme et sur la baisse de l'impôt sur les sociétés. Les enjeux du prochain congrès du PS interfèrent dans ce débat. M. Bérégovoy est proche de M. Laurent Fabius, qui estime que le congrès ne peut se faire « pour ou contre le gouvernement », tandis que M. Pierre Mauroy et les amis de M. Lionel Jospin affirment, au contraire, que la politique gouvernementale ne peut pas ne pas être au cœur des préoccupations du parti majoritaire.

Les militants l'apprécient ! » Le premier secrétaire a indiqué que les socialistes proposeraient des amendements au projet de budget, qui ne les « satisfait » pas. Ce problème sera soulevé lors des journées d'étude parlementaires du PS, à la fin du mois.

Le Parti socialiste, selon M. Mauroy, ne doit pas « s'identifier à une gestion gouvernementale, mais au contraire, garder une distance, une hauteur de vues ». Ainsi, tout en considérant la formule du président de la République — « ni les privatisations, ni nationalisations » — comme « l'engagement du septennat », les socialistes, estime le premier secrétaire, peuvent très bien juger nécessaire, au-delà de ce terme, un « élargissement du secteur public ». Ils leur appartient, d'autre part, de mener le débat sur le partage des fruits de la croissance. « La pression que nous avons exercée a déjà eu un effet sur le gouvernement », a déclaré M. Mauroy.

Quant aux critiques formulées par les fabusiens contre la direc-

tion du parti, « ils vont être servis ! » a lancé le premier secrétaire. Elu à ce poste en mai 1988, M. Mauroy a souligné qu'il est, de tous, celui qui a le moins participé à la direction du PS, alors que les mitterrandistes, la détiennent depuis dix-huit ans et qu'ils l'ont exercée de façon hégémonique après le congrès de Metz, en 1979, où les rocardiens et les

• Mise en garde du FLNC. — Le Front de libération nationale de la Corse a lancé, jeudi 14 septembre à Bastia, « un solennel avertissement » aux « incriminés » du régime de Vichy, qui, « inconsciemment ou de façon délibérée, s'apprêtent à participer à une entreprise de déstabilisation sous couvert d'un prétendu nationalisme pur et dur ». « Pour s'opposer à notre progression politique, a précisé le communiqué du FLNC, le colonialisme et ses relais ne reculeront devant aucun stratagème. Leur tactique actuelle est manifeste : diviser pour régner. » L'organisation dissoute a donc demandé « à tous les nationalistes d'être mobilisés pour défendre les acquis d'une lutte organisée et participer à de nouvelles avancées », en affirmant qu'il « n'y a pas de moyen terme » et qu'il « s'agit de mesures qui sont de nature à renforcer les acquis politiques ».

mauroyistes étaient minoritaires. M. Mauroy estime que des réformes doivent être apportées au fonctionnement des instances dirigeantes. Il admet, d'autre part, que, si la synthèse entre fabusiens et jospinistes apparaît possible, comme il le réclame, à la mi-janvier, des « réajustements » seront nécessaires au niveau des postes de responsabilité nationaux et locaux, en faveur du président de l'Assemblée nationale et de ses amis.

M. Mauroy et les jospinistes n'ont donc qu'un mot d'ordre : préparer la réunification des mitterrandistes avant le congrès, de telle sorte qu'ils s'y présentent ensemble. S'ils n'y parviennent pas, le premier secrétaire laisse entendre qu'il pourrait agir de façon autonome par rapport à M. Jospin. En attendant, M. Michel Delebarre, « dau-

phin » de M. Mauroy, qui se présentait en « rénovateur » du parti et cherchait à se situer à mi-chemin de MM. Jospin et Fabius, se trouve contraint à une rigoureuse solidarité avec les jospinistes et mauroyistes. Aussi, la réunion que le ministre de l'équipement et celui de l'agriculture, M. Henri Nallet — proche de M. Jospin — organisent les 16 et 17 septembre à Gouvieux, dans l'Oise, risque-t-elle de ne pas avoir l'éclat initialement espéré. M. Jacques Mellick, ministre délégué à la mer, ami de M. Delebarre, mais partisan de M. Fabius, n'ira pas à Gouvieux. Or, M. Mellick, élu du Pas-de-Calais, représente une des plus grosses fédérations du PS, une fédération dont l'appui est nécessaire à M. Delebarre pour atteindre ses objectifs régionaux.

PATRICK JARREAU.

voit d'une économie productive avec un secteur industriel moderne, n'encourage le poujadisme ambiant ».

• Le PSU veut créer un « mouvement rouge-vert ». — La direction politique du Parti socialiste unifié vient d'adopter une contribution, présentée par M. Guy Laberit, confirmant la volonté de cette organisation de constituer en France « à la fin de l'année » un « mouvement rouge-vert ». Selon ce texte, le PSU renonce à « rejoindre le Parti vert » car les militants du PSU « ne considèrent pas que l'écologie soit le fondement unique d'un projet de transformation ». M. Laberit a toutefois précisé que les Verts demeureront « un partenaire naturel du nouveau mouvement rouge-vert » qui sera créé avec les anciens communistes de la nouvelle gauche.

## TIENS! UN NOUVEAU COMMUNICANT.

Les oreilles du nouveau communicant entendent toujours le signal sonore l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a l'esprit libre. Stockpage, un nouveau service Alphapage, conserve durant 24 h minimum tous les messages qui lui ont été envoyés.

Les yeux du nouveau communicant lui permettent de voir le signal lumineux l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant aime la souplesse d'Alphapage. Son inscription payée une fois pour toutes, il recevra sa facture d'abonnement tous les 2 mois.

Les doigts du nouveau communicant lui servent à taper 3614 code Alphapage sur son Minitel pour tout connaître sur les différents services Alphapage.

La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Au fond de lui, le nouveau communicant sait qu'il n'est jamais seul. Il a inscrit son numéro d'appel Alphapage sur sa carte de visite et peut ainsi être joint 24 h sur 24.

Sans être près de ses sous, le nouveau communicant ne désiste pas que les messages qu'il reçoit sur son Alphapage soient payés par celui qui les envoie par Minitel.

Chaque nouveau communicant a 2 pattes antérieures. Au total, cela fait déjà plus de 100 000 pattes antérieures réparties dans toute la France (soit 50 000 récepteurs Alphapage).

Alphapage, le secret du nouveau communicant vous donne la liste de ses distributeurs en tapant 3614 code Alphapage sur votre Minitel.

Stiguer Courcelle

TELECOM SYSTEMES MOBILES  
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES



## Politique

### La préparation des élections sénatoriales Aube : débandade à droite

TROYES  
de notre envoyée spéciale

Quel chahut dans le « bouchon de Champagne » ! Une fois n'est pas coutume, le cœur historique de Troyes est le théâtre d'une belle épopée : pas moins de huit candidats de l'opposition UDF-RPR se sont lancés à l'assaut des deux sièges de sénateurs de l'Aube, sans compter les quatre représentants de gauche qui « jouent ici les utilités ».

Dans ce département traditionnellement « raisonnable et bien élevé », cette situation désempare les grands électeurs, d'autant que les deux chefs de file du RPR et de l'UDF, MM. Robert Galley (RPR), député et maire de Troyes, et Bernard Laurent (UDF-CDS), sénateur et président du conseil général, ont bien du mal à maîtriser cette « débandade ».

M. Laurent a beau affirmer que l'assemblée départementale constitue « une bonne équipe », six conseillers généraux, dont trois vice-présidents, se présentent contre lui, à titre de candidats ou de suppléants. Quant à M. Galley qui dénonce cette « pagaille due aux ambitions personnelles », il ne peut que constater que ceux qu'il a poussés, hier, sur le jeu politique aubeois, se rebiffent aujourd'hui contre sa volonté. A croire, comme l'affirme un observateur de la scène politique aubeoise, que « les grands ne sont plus aussi grands ».

Le feu couve depuis les printemps dans la maison commune de l'UDF et du RPR, deux conseillers gé-

raux, MM. Jacques Rigaud (RPR) et Philippe Adnot (divers droite) ayant, de leur propre initiative, annoncé leur candidature : le premier entend « secouer le cocotier politique aubeois » tandis que le second affirme souhaiter « le renouvellement des hommes ».

En réalité, M. Adnot s'est avant tout présenté « pour punir » M. Laurent qui ne l'avait pas choisi comme suppléant, malgré un arrangement de longue date. Le président du conseil général et le maire de Troyes ont immédiatement réagi à ces manifestations d'indépendance en désignant officiellement, comme coéquipier de M. Laurent, M. Jacques Delhalle (RPR), adjoint au maire de Troyes, président de la commission des finances du conseil général.

Le choix de M. Delhalle, qui a siégé durant treize ans à l'Assemblée nationale en remplacement du maire de Troyes appelé au gouvernement, a ravivé la grogne au sein du RPR départemental, cette investiture ayant été accordée sur proposition d'une « instance locale » du mouvement qui ne s'est, en réalité, jamais réunie.

La désignation de ce fidèle lieutenant de M. Galley constitue, de surcroît, un désaveu pour l'autre sénateur sortant, M. Henri Portier (RPR), suppléant que M. Galley, candidat en 1980, était « allé chercher le 25 août pour le 25 septembre », comme le rappelle M. Anne-Marie Seltz, son assistante parlementaire. Le maire de Troyes avait alors choisi de conserver son

poste de ministre de la coopération, « sous la pression des chefs d'Etat africains », affirme-t-il aujourd'hui. Et M. Portier s'était déclaré prêt à se retirer si M. Galley s'était porté à nouveau candidat. Estimant ne pas avoir démenti, le sénateur trahi a choisi de se représenter, en dépit des pressions exercées tant localement que nationalement.

#### Fin de règne ?

Autre personnalité à se sentir abandonnée par M. Galley, M. Georges Royer (UDF-PR), vice-président du conseil général, qui a cru, à tort, avoir obtenu le soutien du maire de Troyes dans la compétition du 24 septembre, après avoir accepté de prendre sa suppléance à l'Assemblée nationale en 1988.

Un dernier farou se frotte toutefois les mains de voir ainsi « se ridiculiser une classe politique âgée et démotivée dont il n'y a plus grand chose à attendre ». Ancien député de l'Aube battu en 1981, ancien secrétaire d'Etat, M. Paul Granet (UDF-rad.), cinquante-huit ans, espère bien réussir, cette fois-ci, son come-back politique après une tentative avortée lors des dernières municipales. « Refusant tout maniement », l'ancien député avait, en effet, tenté, sans succès, de prendre la direction d'une liste d'ouverture à Troyes.

La tête, cette fois-ci, d'une « liste socioprofessionnelle », le conseiller général de Romilly-sur-Seine, qui préside également

l'Office public pour l'aménagement et la construction de l'Aube et le conseil d'administration de la Compagnie nationale du Rhône, n'attend pas « rouler des mécaniques » et se lance pleinement dans une bataille qu'il ne juge « pas de son niveau ». Il préfère rester « branché comme le faisait de l'histoire : les chasseurs ne lui tirent dessus que lorsqu'il sera descendu de sa branche ».

En attendant, rien ne l'empêche de faire une active campagne, ni de lancer quelques pierres sur « ceux qui s'accrochent à leur fauteuil ». Car M. Granet se pose volontiers en recours dans cette ambiance caractérisée, selon lui, par la « fin du règne » de M. Galley, le maire de Troyes étant « fragilisé » depuis son demi-échec des municipales où il n'a été réélu qu'au second tour et avec quatre cents voix d'avance. « C'est toujours dans les fins de règne que les convulsions sont les plus dures, où règlements de compte alternent avec crises-en-jambes », poursuit inflexiblement le président de l'OPAC qui accuse, dans la foulée, M. Laurent d'avoir transformé l'assemblée départementale en un « monument d'ennui ».

Laissant M. Granet « ronger son os », M. Laurent « aborde ces élections avec sérénité ». Il n'hésite pas à prédire qu'au lendemain de cette consultation « il ne se passera rien parce que toutes les mouches rentreront au panier ». Quant à M. Galley, il espère bien remettre de l'ordre dans l'opposition entre les deux tours. Voir...

V. DEVILLECHABROLLE.

### M. Méric annonce un nouveau régime des pensions pour les anciens combattants d'AFN

CLERMONT-FERRAND  
de notre correspondant

M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et victimes de guerre, s'est voulu rassurant lors de l'ouverture officielle, jeudi 14 septembre, à Clermont-Ferrand, du trente-huitième congrès de la Fédération des anciens combattants, prisonniers de guerre et combattants d'Algérie (FNACA).

En sa présence, M. Georges Lepeltier, président de la FNACA, avait exprimé ses vives inquiétudes relatives à la non-application des dispositions légales de 1953 qui régissent les régimes des pensions et des invalidités, lesquels doivent être actualisés en fonction de l'indice de la fonction publique mais sur la base de la référence 237 des catégories C et D.

Le secrétaire d'Etat a démontré que ce système n'offrait aucune garantie valable. La preuve en étant apportée par le fait que les anciens combattants avaient été pénalisés malgré une revalorisation de leurs pensions et retraites de 14,26 % durant le premier septennat de M. François Mitterrand. Selon lui, s'accrocher à l'indice 237 est déraisonnable car « lorsque cet indice est oublié les pensions et retraites le sont également ».

A Clermont-Ferrand, M. Méric a détaillé ce que devrait être le nouveau système actuellement à l'étude et qui sera soumis à concertation. Selon celui-ci, pensions et retraites devraient bénéficier de l'indice INSEE des traitements bruts de la fonction publique. Enfin, il a assuré les congressistes qu'il entend œuvrer en faveur des veuves de guerre et des anciens combattants d'Afrique du Nord.

J.-P. R.

### JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

ENCORE s'ils se taisaient ! S'ils ne feignaient pas de piasterner ! Mais ils parlent et ils parlent, fût-ce devant des salles à demi vides. Par l'intermédiaire de dirigeants fourbus de n'avoir rien à faire, la droite comateuse se donne à elle-même l'illusion qu'elle est convalescente.

Ils grimpent sur les tréteaux comme un acteur que nul sifflet ne rebute tant il ne peut se passer de l'odeur des planches. Qu'importe qu'ils récitent, et mal, *Tartuffe* en ayant annoncé *Mithridate*, un réflexe les possède, comme revient toujours à l'écure, branchant sur les mêmes ornières, le vieux cheval de frêne devenu aveugle.

Parce que c'était l'été finissant et que, à cette époque, sonne partout la cloche des universités politiques avant la rentrée des vraies, ils ont ôté leur cravate et ajusté leur sourire, ébouffés leurs cheveux et révisé leur profil, à la manière d'un obsédé qui, à intervalles fixes, pousse des cris pour qu'enfin on s'occupe de lui. Bien obligés. M. Chirac fait croire qu'il vise encore l'Elysée pour ne pas perdre la mairie de Paris et M. Léotard affiche une égale ambition pour gagner la présidence du groupe UDF à l'Assemblée nationale. Ce n'est plus de la vie politique, c'est de la réanimation, bientôt de l'échecement thérapeutique.

Au tour d'eux, les lieutenants s'efforcent de sauver les meubles, c'est-à-dire leur carrière. M. Pasqua ferait bien un coup d'Etat au RPR et M. Juppé se verrait assez en sauveur. M. Séguin parle. Les rénovateurs hésitent. M. Balladur pense. Le gouvernement est l'objet de toutes les convoitises sur un navire sans voiles ni moteur.

Pas anormal dans ces conditions que M. Méhaignerie se soit senti des ailes au point de revendiquer Matignon. Avec de tels rivaux, qui ne se croiraient leur égal ?

A ce spectacle, quoi d'étonnant ? L'harmonie, ou du moins l'ordre, ne règne que dans la prospérité, et la droite, y compris le centre, n'est riche, nationalement, que de ses revers. Les chefs incapables de mener leurs troupes à la victoire ne savent pas davantage organiser la réplique. Faut-il les regarder longtemps pour douter qu'ils incarnent une plausibilité et prompte revanche ?

En fait, c'est comme d'habitude, chaque camp attend que la victoire lui vienne de l'adversaire en escomptant de sa part des erreurs en plus grand nombre et plus lourdes. Sur ce terrain, la gauche n'est pas, pour la droite, si désespérante que cela, et sur tant de registres.

Si, à droite, on se bat pour retrouver du crédit, à gauche, c'est le problème inverse : comment préserver ce qu'il en reste ? Préservée en avoir (encore) grâce à des succès électoraux relativement récents, comment la gauche peut-elle préparer les (éventuels) suivants sans se discréditer de laisser voir tant d'appétits personnels ?

En même temps, comment peut-il en être autrement ? Au jour d'aujourd'hui, il n'est plus un parti en France qui puisse se targuer d'avoir un chef « naturel » : M. Marchais aurait dû passer la main depuis longtemps, M. Chirac ne croit plus en lui, M. Léotard se cherche, M. Mauroy n'ôte son gilet pare-balles que pour aller se coucher.

Mais on sait bien qu'il ne s'agit là que de l'apparence des choses. La question est moins d'avoir un chef qu'un candidat. Si l'opinion prend mal l'assaut des ambitions personnelles, c'est peut-être aussi qu'elle a un réflexe de bon goût : que l'ouverture de la succession lui paraît prématurée à propos

d'un homme solide sur ses pieds. Mais il ne faut pas méconnaître que c'est le système constitutionnel qui est à l'origine d'attitudes choquantes ou lassantes.

Il n'en irait sans doute pas de même si Charles de Gaulle n'avait pas fait voter par référendum en 1962 que le chef de l'Etat serait désormais élu au suffrage universel. A compter de ce jour, l'homme primait sur son parti, qui en devenait subsidiaire. (Accessoirement, pour les sommes qu'un tel scrutin exige, l'argent accroissait son poids sur le fonctionnement de la démocratie.)

Moins de vingt ans après, de Gaulle a gagné son pari : les partis sont sur la touche en attendant pire. Ils ne sont plus (aussi) un rassemblement d'idées (d'autant moins que le pays en est dépourvu), mais uniquement un appareil de conquête du pouvoir ; non plus pour faire triompher des idées, mais un homme, dont on peut craindre qu'il ne trouve son intérêt à en avoir le moins possible.

Lorsqu'en 1971 M. Mitterrand (relégué le Parti socialiste, il n'est pas question d'autre chose. Mais, comme il l'avait bâti de toutes pièces et pour son seul usage, nul ne pouvait contester qu'il en fût le chef, sauf M. Rocard, après qu'il s'y fit admettre, et qui eut longuement à se mordre les doigts de sa présomption.

## Chefs

DANS le principe, les rivalités personnelles n'ont pas de quoi choquer, puisque personne, ni à gauche ni à droite, n'a ou n'a plus de droit incontestable à se dire le candidat de l'évidence, pas même M. Rocard. Il y a inévitablement concours. C'est le contraire qui serait inadmissible. On ne voit pas pourquoi la démocratie devrait s'arrêter à la porte des partis. Le public peut être agacé de cet étalage de rivalités. Sur le principe, le public a tort.

Un tel concours se prépare ardemment et de longue main, comme pour tous ses pareils où s'affrontent de vrais étudiants. A cela près que les candidats-présidents sont contraints de bachoter aux yeux de tous, de révéler où ils cachent leurs antécédents et ce qu'elles contiennent.

Au fond, il y a un écrit (devant les partis) et un oral (devant le pays). Le pays n'a pas de part à l'écrit mais il en suit le déroulement et la correction. Cela pousse les candidats à un certain conformisme. A droite, on lorgne à gauche ; à gauche, à droite. Plus exactement au centre, puisqu'il ne faut tout de même pas exagérer.

L'idée, c'est de ne pas heurter cet examinateur d'un genre particulier qui a nom électeur. L'idée est-elle bonne ? C'est à voir. A force de ne pas vouloir heurter par des convictions trop affirmées, c'est l'ennui qui gagne l'auditoire.

Peu différents les uns des autres sur le fond, les candidats ne se distinguent que par la forme, dans le cas particulier le paraître : pas grand-chose. Mais il se répète à l'envi que c'est la bonne recette pour un enjeu dont chacun connaît la taille. C'est dire combien le public serait bien venu de prendre son mal en patience. Ce n'est pas demain la veille que

les partis pourront se soucier d'autre chose que de trouver un bon candidat pour le concours de président.

SPECIAL-COPAINS. Entendu par hasard et presque par surprise, le récit enregistré en disque compact chez EMI Pathé-Marconi du guitariste Pierre Laniau. Avec lui, point de ces espagnolades qui ont pour ainsi dire tué la guitare en même temps qu'elles la ressuscitaient et, dans le mauvais sens du terme, la vulgarisaient. Ce disque, sorti voilà quelques mois, est consacré à Erik Satie, dont les pièces pour piano (*Gymnopédies*, *Musiques intimes* et *secrètes*, *Premier prélude du Nazareen*, etc.) sont ici transcrites pour une guitare à dix cordes, qui est celle de Pierre Laniau. Ce dernier, grand voyageur, s'était produit l'an passé en Chine et en Corée du Sud. Il s'apprête à partir pour l'Indonésie, l'Inde et le Pakistan. En août dernier, il a joué au Musée Carnavalet, avec un programme où figuraient des musiciens de la Révolution qui composaient directement pour la guitare ou des instruments de même facture. Pierre Laniau organise aussi des concerts privés (tél. : 45-41-40-07).

P.S. : Faire de la peine à Vercors, immortal de dignité avec le *Silence de la mer*, est assurément un crime contre l'esprit. C'est pourquoi la lettre qu'il a écrite après le « Amateur » de la semaine dernière est ici reproduite entièrement, et sans y ajouter de réplique.

« Cher Monsieur, » Depuis vos premiers « Amateur » je les suis avec la plus grande sympathie et communion de pensée.

« Aussi comment aurais-je pu m'attendre à trouver, sous votre plume, des lignes qui m'ont fait sursauter et, après relecture et rerelecture, me laissent effarés ?

« Est-il possible que vous invitiez vos lecteurs à penser qu'après tout le drame inénarrable d'Auschwitz n'a été qu'une guerre de religion (qu'en somme un trop pieux Hitler n'a fait que guerroyer contre de trop pieux juifs) et que, chrétien ou juif, nul n'est en droit de s'en « arroger » (Dornasch) le lieu de commémoration ? Le plus abominable crime des temps modernes n'aurait-il pas été unique en sa nature ? Et la Shoah, n'eût-elle pas été la même si, au lieu de millions de juifs, Hitler avait fait méthodiquement gazer, parce que de race slave, ou tzigane ou berbère, les millions d'une autre communauté (et non parce que de religion orthodoxe, ou musulmane — ou juif) pour en purger la Terre ?

« Est-il possible que vous proposiez de ne plus distinguer cette communauté d'être gaziée en masse pour le seul fait d'être nés juifs, des morts d'épuisement pour faits de résistance ou de délit de droit commun ? Et de trouver ces Slaves bien encombrants de vouloir qu'on les laisse en silence pleurer leurs morts exterminés ? La signification terrifiante de cette diablerie vous échappe-t-elle donc que vous puissiez si tranquillement parler d'un « héritage morbide » ? Faut-il, pour en mesurer tout le venin — toujours présent et toujours virulent, — en avoir reçu en pleine face (comme moi en 1945) la foudroyante révélation ? Pour le subir ensuite, depuis quarante ans, comme un cauchemar obsédant ? Et ce cauchemar, si vous n'en comprenez pas la hantise, ne pourra-t-il bientôt plus être compris par personne ? Ce serait l'annonce d'un nouveau désastre.

« Excusez cette vivacité et croyez-moi votre dévoué.

» Vercors ».

RAINBOW CONCERTS PRESENTE

# Francis Cabrel

sarbacane tour

RTL

LE ZENITH

A PARTIR DU 15 SEPTEMBRE 89

CBS FRANCE

LOCATION : 3 FNAC - PAR TEL. 45.72.11.22  
RESERVATION MINITEL 36.15 Code RAINBOW PLUS

Pour Notre Six  
Nous Avons  
Ce Qu'il y a D

Notre Six  
entre M...

سكنا من الراحل

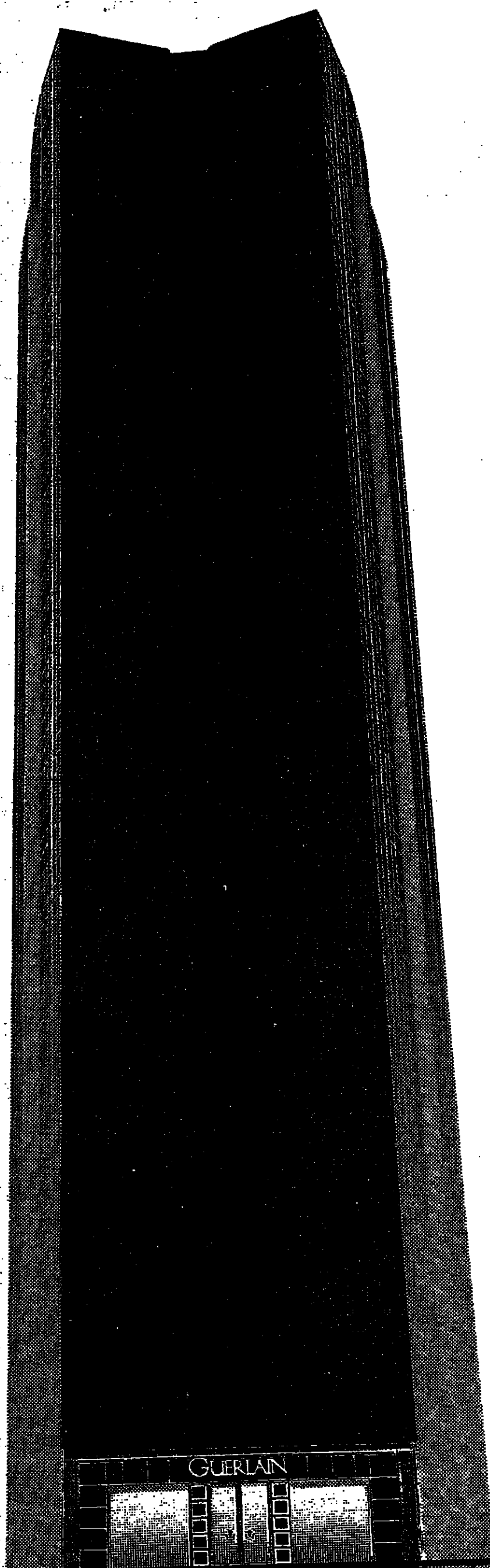


صحننا من الامل

... Le Monde • Samedi 16 septembre 1989 11

Pour Notre Sixième Magasin,  
Nous Avons Choisi  
Ce Qu'il y a De Plus Grand.

Nouveau Magasin Guerlain  
Centre Maine-Montparnasse.



  
**GUERLAIN**  
PARIS

Centre Maine-Montparnasse 75015 PARIS.  
68, avenue des Champs-Élysées 75008 PARIS. 2, place Vendôme 75001 PARIS.  
93, rue de Passy 75016 PARIS. 29, rue de Sèvres 75006 PARIS.  
35, rue Tronchet 75008 PARIS.

## Société

## MÉDECINE

Pour éviter un millier de décès chaque année en France

## Le cancer du sein sera dépisté gratuitement

Le dépistage gratuit du cancer du sein par examen radiographique va être mis en place rapidement dans différents départements et progressivement étendu à l'ensemble du territoire. Annonce jeudi 14 septembre aux onzièmes Journées de la Société française de sénologie, à Tours, cette mesure sera l'objet d'un prochain arrêté ministériel (1). Attendue depuis quelques années par les spécialistes de gynécologie et de cancérologie, elle devrait permettre d'éviter un millier de décès chaque année pour un coût de l'ordre de 200 millions de francs.

TOURS  
de notre envoyé spécial

Faut-il rappeler que le cancer du sein est le plus fréquent et le plus meurtrier des cancers féminins ? Chaque année en France, près de vingt-cinq mille nouveaux cas sont diagnostiqués, et cette lésion cancéreuse est directement à l'origine de dix mille décès. Or on sait, depuis plusieurs années, qu'un dépistage méthodique et régulier permet, en diagnostiquant la lésion bien avant qu'elle ne soit palpable par la femme ou son médecin, de réduire de 30 % la mortalité.

Les spécialistes s'accordent pour dire que le dépistage systématique par examen radiographique (ou mammographie) devrait être effectué au minimum tous les deux ou trois ans chez les femmes âgées de cinquante à soixante-dix ans. On observe toutefois encore certaines divergences dans les recommandations formulées par les organismes ou les équipes spécialisées. Ainsi, l'American Cancer Society préconise un examen tous les deux ans pour les femmes de trente-cinq à quarante ans, puis un examen annuel entre quarante et soixante-dix ans.

En France, la commission nationale du cancer propose deux à trois mammographies entre trente et quarante ans, puis une tous les trois ans ensuite. Evidemment, le coût de ce dépistage varie en fonction de la méthodologie retenue. On passerait ainsi en France d'un coût annuel de 1 milliard de francs (4,5 à 5,6 millions de mammographies à 200 F l'unité) avec la solution américaine, à 500 millions de francs (2,5 millions d'examen par an) avec la stratégie proposée par la commission nationale du cancer.

C'est la solution « minimum » qui a été retenue à l'échelon national : un cliché tous les trois ans pour les femmes âgées de cinquante à soixante-dix ans. Cette solution prévoit 1,12 million d'examen par an, soit une dépense d'environ 224 millions de francs et 1,4 acte par jour pour les trois mille deux cents radiologues français. Compte tenu des données établies et confirmées dans différents pays, on estime qu'un tel dépistage permettra de réduire de 30 % le nombre des morts c'est-à-dire que mille décès de femmes pourront être évités chaque année.

Critique collégiale  
des résultats

Plus qu'une incitation à la mammographie, c'est une réorganisation fondamentale du système que veut mettre en place les responsables du projet à la Caisse nationale d'assurance maladie. Paradoxalement, un nombre considérable de mammographies (un million neuf cent mille ont été pratiquées en 1988) est réalisé chaque année en France.

Dans 64 % des cas, ces mammographies sont réalisées à des fins de dépistage et dans 37 % des cas elles concernent des femmes de moins de cinquante ans pour lesquelles on ne sait pas de manière indiscutable si un tel dépistage est utile et bénéfique.

Cette situation est d'autant plus incohérente que des examens de dépistage sont pris en charge (au

tarif de 360 francs l'unité) par le budget maladie de la Sécurité sociale et qu'ils s'ajoutent à d'autres investigations dont la nécessité n'est nullement démontrée. « Il faut aussi rappeler qu'en France 60 % des femmes de plus de cinquante-cinq ans ne bénéficient dans ce domaine d'aucun suivi et que 80 % de celles qui sont atteintes d'un cancer du sein l'ont découvert elles-mêmes », remarque le professeur Jacques Lansac (CHU de Tours).

Le plan exposé devant les congressistes par le professeur Gérard Dubois (Caisse nationale d'assurance-maladie) exprime pour la première fois en France la volonté des pouvoirs publics et des responsables de la Sécurité sociale de mettre un terme à l'insécurité actuelle.

Après quelques récentes expériences lancées par des médecins de Lyon et de Strasbourg et grâce à la création l'an dernier d'un Fonds national de prévention (2), des projets seront prochainement lancés (Bordeaux, Rhône, Bouches-du-Rhône, Alpes-Maritimes, Sarthe) et directement financés par ce fonds. On assistera ensuite à une extension progressive de ce programme de dépistage qui aura pour corollaire la disparition du dépistage « sauvage » est totalement inadéquat d'aujourd'hui.

Dans les départements concernés, toutes les femmes de cinquante à soixante-neuf ans seront informées par les caisses départementales d'assurance-maladie de la possibilité qui leur est offerte de bénéficier tous les trois ans (et peut-être, bientôt, tous les deux ans) d'une mam-

mographie gratuite de dépistage. Cet examen pourra être pratiqué par tout radiologue, public ou privé, ayant donné son accord pour participer à ce programme.

A la différence de ce qui se pratique aujourd'hui, l'examen (un cliché « oblique externe » auquel d'autres clichés peuvent être ajoutés) sera remboursé au médecin sur la base de 220 F (et non plus de 360 F). Le radiologue s'engage, en outre, à faire relire le cliché à un autre spécialiste afin d'augmenter la fiabilité des résultats et l'efficacité du dépistage du cancer.

« Il s'agit d'un véritable bouleversement dans la tradition médicale française », souligne le professeur Dubois. D'abord, parce qu'on abandonne le principe sacro-saint de l'examen clinique pour effectuer d'emblée un dépistage radiologique à la recherche d'une lésion cancéreuse inaccessible à la palpation. Ensuite, parce qu'une profession aussi obstinée individualiste que la profession médicale commence à accepter le principe d'une critique collégiale des résultats.

JEAN-YVES NAU.

(1) Cet arrêté définit également des mesures concernant, dans certaines régions, le dépistage du cancer rectocolique, la prévention des affections dentaires, la prise en charge de certaines vaccinations, etc.

(2) Le Fonds national de prévention a été créé par la loi du 5 janvier 1988. Il a été mis en place par un décret daté du 19 mai dernier. Son montant révisé chaque année, a été fixé à 500 millions de francs pour l'année 1989.

Selon une étude américaine

## La séropositivité peut apparaître plusieurs mois après la contamination par le virus du sida

Un groupe de médecins américains publie dans le prochain numéro de l'hebdomadaire médical britannique *The Lancet* (daté 16 septembre) les résultats d'une étude mesurant la période pendant laquelle les tests de dépistage couramment utilisés ne permettent pas de mettre en évidence la contamination d'une personne par le virus du sida. Selon les conclusions de ces médecins, cette période atteint, dans la plupart des cas, six mois.

Pour effectuer cette étude, les quatorze médecins d'Atlanta ont mis en œuvre l'une des dernières et des plus prometteuses techniques de biologie moléculaire (technique PCR ou Polymérase Chain Reaction) qui permet d'amplifier et de mettre en évidence les traces infinitésimales d'un matériel génétique. Cette technique permet d'identifier la présence d'un seul virus dans une population de 10 000 à 100 000 cellules.

L'étude a porté sur des échantillons biologiques (sperme et cellules sanguines) recueillis entre 1984 et 1989 auprès de trente-neuf personnes (vingt-sept homosexuels masculins et douze malades hémophiles). Les résultats permettent de mettre en évidence les différentes périodes de l'infection : absence de virus, infection virale uniquement détectée par la technique PCR, infection établie par la méthode habituelle mettant en évidence la présence d'anticorps dirigés contre le virus (stade de la séropositivité).

J.-Y. N.

## ÉDUCATION

(Suite de la première page.)

La commission rappelle également que, compte tenu des départs massifs à la retraite, il faudra recruter d'ici à l'an 2000, 130 000 instituteurs et 180 000 enseignants du secondaire.

Mais ces estimations chiffrées ne tiennent pas compte des améliorations qualitatives nécessaires pour rendre le système plus performant. Selon les spécialistes, le taux d'accès au niveau du bac, qui a atteint 50 % cette année, ne peut pas dépasser naturellement 60 % à 65 % si l'échec scolaire conserve son ampleur actuelle dans l'enseignement élémentaire et au collège. Pour les auteurs du rapport, la conclusion est donc sans ambiguïté : un objectif purement quantitatif ne peut être atteint s'il ne s'accompagne pas d'une transformation en profondeur de notre enseignement. « Une évidence s'impose, écrivent-ils : ce serait faire fausse route que de se borner à accroître les moyens pour assurer l'extension du système à l'identique ».

Mais comment le modifier ? Pour répondre à cette question, la commission propose à la fois une méthode, quelques principes de base et de nombreuses mesures concrètes. La méthode consiste à considérer la formation dans son ensemble et non pas sous son seul aspect scolaire. La commission estime en particulier nécessaire de mieux articuler l'école et l'apprentissage, d'une part, la formation initiale et permanente, d'autre part. Ainsi le contenu des programmes et l'organisation des examens peuvent être sensiblement modifiés et allégés si la formation est conçue comme un processus continu, tout au long de la vie professionnelle.

Autonomie  
et décentralisation

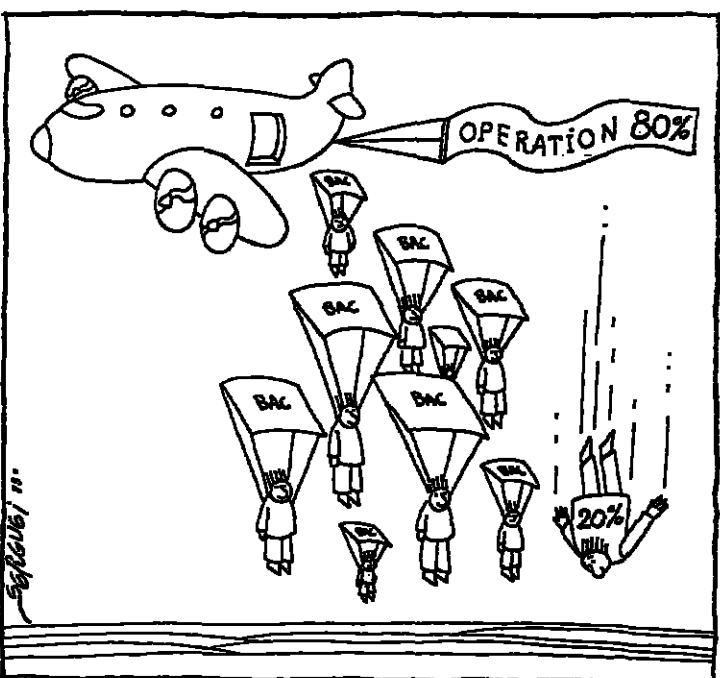
La commission estime que l'adaptation du système de formation doit s'inspirer des principes suivants : adaptation de l'enseignement à la diversité des élèves ; autonomie des établissements ; décentralisation. Ces idées-forces, l'ambition à faire notamment les propositions suivantes :

## PÉDAGOGIE PAR OBJECTIFS

Dans l'enseignement élémentaire, la commission approuve la réorganisation de la scolarité en cycles plurianuels prévue par la loi d'orientation, afin qu'il n'y ait plus d'identification entre l'âge des élèves et une classe avec un programme impératif. Elle souhaite que soit développée une « pédagogie par objectifs », permettant d'individualiser le cursus de chaque élève.

## ALLÈGÈMENT DES PROGRAMMES

## 80 % au bac : à quel prix ?



La commission plaide avec vigueur pour un allègement des programmes dans le primaire, et surtout le secondaire. « Elles constatent avec une grande inquiétude l'abandon récent du niveau d'exigence des programmes dans tout l'enseignement du second degré. Ce niveau lui paraît tout à fait excessif, irréaliste car hors d'atteinte de la très grande majorité des élèves. Il préconise d'ailleurs mal à l'enseignement supérieur dans la mesure où il conduit à sacrifier l'acquisition d'une méthode de travail à l'accumulation de connaissances mal assimilées. Sa seule justification paraît être la sélection. La commission souhaite qu'on en revienne à une conception plus saine : l'enseignement vise à donner aux élèves des connaissances de base et à inculquer des méthodes de travail ».

## PRIORITÉ AUX SCIENCES ET AUX LANGUES

Concernant les enseignements, la commission insiste sur deux priorités : développer considérablement les filières scientifiques (notamment pour permettre le recrutement massif de professeurs dans ces disciplines) en faisant passer le taux de bacheliers issus de ces sections de 42 % à 55 % ; mettre fortement l'accent sur les langues vivantes, en généralisant le début de l'apprentissage à l'école élémentaire. La commission souhaite que deux langues de la CEE soient apprises dans le secondaire et « qu'un certain équilibre soit assuré entre l'anglais, l'allemand, l'espagnol et l'italien ».

## BACCALAURÉAT PAR UNITÉS CAPITALISABLES

Considérant que l'organisation matérielle du baccalauréat devient

de plus en plus difficile et que la forme de cet examen ne permet ni de garantir une uniformité de niveau, ni d'évaluer les qualités personnelles des candidats, la commission suggère de le remplacer par un système « unités capitalisables », qui « permettrait de prendre en compte des cursus divers, tout en imposant, selon le profil que l'on souhaite dégager, un noyau d'acquis obligatoires (...), d'étaler sur tout le second cycle la préparation et le passage des épreuves et de réduire la fragilité que caractérise l'organisation actuelle des examens ».

## UN TRIMESTRE D'ORIENTATION À L'UNIVERSITÉ

Sans remettre en cause l'accès direct des bacheliers à l'Université, la commission, soucieuse de réduire les taux d'échec dans le premier cycle du supérieur, propose que « le premier trimestre, de nature pluridisciplinaire, soit un temps consacré à orienter et à sélectionner les étudiants ». Elle préconise que chaque baccalauréat ne donne accès qu'à « un faisceau de disciplines » déterminées.

## AUTONOMIE DES ÉTABLISSEMENTS

La commission insiste sur l'importance du « projet d'établissement » qui doit permettre à l'équipe éducative de se fixer des objectifs, en fonction de la population qu'elle accueille et de l'environnement. Elle

propose que le président du conseil d'administration ne soit pas le chef d'établissement, mais une personnalité extérieure élue, pour éviter une confusion des rôles. Le recrutement des chefs d'établissement devrait être précédé d'une épreuve en situation de responsabilité, pour évaluer « ses qualités d'organisation, d'animation et de relation ». Dans les universités, la commission propose que le président puisse être un professeur d'un autre établissement.

## POUR SUIVRE LA DÉCENTRALISATION

La commission demande que soit accru le processus de décentralisation. Elle suggère notamment que la région dispose, pour les lycées, d'une enveloppe de postes d'enseignants qu'elle pourrait affecter. Elle estime que les compétences des régions devraient être étendues dans l'enseignement supérieur, grâce notamment à des contrats États-régions-universités.

## GÉNÉRALISATION DE L'ÉVALUATION

L'évaluation des établissements et des élèves doit être systématique, pour mesurer les écarts entre les objectifs et les résultats. Destinée à la fois aux responsables administratifs, aux éducateurs, aux usagers et aux collectivités locales, elle doit être diversifiée et émaner d'organismes externes et internes, des équipes pédagogiques et des élèves eux-mêmes.

## L'ÉLARGISSEMENT DU CRÉDIT-FORMATION

La formule du crédit-formation, actuellement réservée aux jeunes sans qualification, doit être étendue pour devenir un « droit généralisé d'accès à la formation permanente ». Elle devrait d'autre part être gérée à l'échelon régional.

Cette insistance sur le crédit-formation reflète la crainte plus générale de la commission que l'objectif des 80 % « n'aboutisse à accentuer le fossé avec les 20 % restants, ce qui pourrait avoir de graves conséquences sociales. « Réduits à n'être plus qu'une minorité dont l'absence de qualification s'accompagnerait inévitablement d'une difficulté croissante à trouver un emploi et peut-être aussi du fait de l'appartenance à des minorités ethniques et culturelles, comment l'auraient-ils pas un sentiment d'exclusion ? écrit M. René Rémond. Il y a là un risque grave de fracture ; une éventualité que la France devienne une société duale ».

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

**RECTIFICATIF.** — Le nouveau directeur des études de l'école des Hautes études commerciales (HEC) est M. Jean-Marie de Leersnyder, et non M. Jean-Michel de Leersnyder, comme nous l'avons imprimé par erreur dans le Monde du 15 septembre.

## RELIGIONS

Dans une lettre aux évêques et supérieurs religieux français

## Le cardinal Ratzinger réclame des explications aux théologiens contestataires

Un certain nombre d'évêques et de supérieurs de congrégations et d'ordres religieux français viennent de recevoir une lettre du cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, en date du 12 juillet dernier. Elle a été transmise à chacun d'entre eux, le 1<sup>er</sup> septembre, par l'intermédiaire du cardinal Decourtray, archevêque de Lyon et président de la conférence des évêques de France.

Ce courrier exceptionnel a été adressé aux responsables hiérarchiques (les « ordinaires », c'est-à-dire les évêques et les supérieurs de congrégation) de 132 prêtres et religieux francophones qui, en février dernier, avaient envoyé à Rome une motion de solidarité avec plus de 170 théologiens d'Allemagne fédérale, des Pays-Bas, de Suisse et d'Autriche. Ces derniers sont les auteurs de la *Déclaration de Cologne* du 26 janvier, dénonçant l'« autoritarisme » du Vatican et la « mise sous tutelle » de l'Église catholique (le Monde du 26 février).

« La Congrégation pour la doctrine de la foi estime opportun », écrit le cardinal Ratzinger, que les ordinaires prennent contact, personnellement, avec leurs prêtres signataires respectifs, pour arriver à une clarification sur le motif de leur signature et sur leur orientation générale dans le domaine doctrinal. »

Par sa rédaction, le ton de cette lettre a créé une première surprise chez certains destinataires. Elle tranche avec le courrier plus conciliant adressé le 29 avril dernier au Père François Rollin, professeur à l'Institut catholique de Lyon, qui avait collecté ces signatures de théologiens français, parmi lesquels des noms aussi connus que Paul Valadier, Patrick Verspiere, chez les jésuites, Marie-Dominique Chenu, Jean-Pierre Lintanf, Claude Giffé, chez les dominicains, etc. Le préfet de la Congrégation romaine, manifestant une volonté de dialogue, avait accusé réception du mes-

Dialogue  
ou remise au pas ?

Cette lettre n'arrête pas le dialogue. Elle n'est pas à proprement parler un appel à distribuer des « coups de crosse ». Réputé pour pousser au-dessus des intermédiaires et pour s'adresser directement aux théologiens soupçonnés de désaccord doctrinal, le Vatican utilise cette fois le canal du président de la conférence épiscopale et des évêques français. Il respecte les règles de la collégialité définies par le dernier concile.

Mais la procédure engagée ne permet pas de savoir s'il s'agit d'une véritable invitation à poursuivre le dialogue ou d'un prétexte à une remise au pas. Plusieurs destinataires de cette lettre hésitent sur l'interprétation et plus encore sur les suites à lui donner. L'un d'entre eux, supérieur d'une province religieuse, a déjà retourné sa lettre à la Congrégation romaine doctrine, indiquant qu'il ne se plierait pas à la méthode proposée. Pour sa part, le cardinal Decourtray n'entend pas donner une importance démesurée à cette affaire. Sans attendre les consignes de Rome, il a déjà ouvert un dialogue avec cinq de ses contestataires lyonnais.

HENRI TINCO.



## Société

### POLICE

Accordant à M. Joxe un sursis jusqu'au 25 septembre

## La FASP espère obtenir pour les policiers une augmentation mensuelle de 600 francs

« Le compte n'y est pas », a déclaré M. Bernard Deleplace, jeudi 14 septembre, après une entrevue de près de trois heures avec M. Pierre Joxe. Capotant, le secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), organisation majoritaire engagée dans un mouvement revendicatif afin d'obtenir 600 F d'augmentation mensuelle « pour tous », accorde au ministre de l'intérieur jusqu'au 25 septembre, jour fixé pour une seconde rencontre. Entre-

temps, des négociations discrètes se poursuivront entre la Place Beauvau et l'Hôtel Matignon, où il semble acquis que, par un jeu de diverses primes, la revendication de la FASP devrait être satisfaite. Dans cette attente, les quelque deux cents membres de son conseil d'administration ont décidé, à l'unanimité moins une abstention, d'organiser des « pauses de réflexion » dans les commissariats et les services de police.

La FASP mène le jeu. Reçu plus brièvement par M. Joxe, le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) et le Syndicat des commissaires, majoritaires parmi les enquêteurs, inspecteurs et commissaires de police, semblent lui laisser la direction des opérations. Secrétaire général du SNAPC, M. Alain Brillet a vanté le « langage positif » du ministre, tout en soulignant qu'il n'avait pas « donné un seul chiffre ». Son collègue du Syndicat des commissaires s'est déclaré « satisfait des propositions générales » de M. Joxe, tout en attendant « des propositions concrètes ».

M. Deleplace, lui, connaît les chiffres et les mesures concrètes envisagées par le gouvernement. Mais il se tait et appelle ses adhérents à ne pas relâcher leur pression. Son silence vise à ne pas indisposer le gouvernement alors que les négociations vont continuer durant la semaine à venir : l'annonce prématurée de mesures en faveur des policiers serait sans doute maladroite au moment où le premier ministre engage une consultation avec tous les syndicats de la fonction publique. Pourtant, il semble d'ores et déjà acquis qu'en bout de course les policiers ne seront pas loin des 600 francs d'augmentation de leur salaire mensuel.

Comment cela se fait-il, alors que le ton était à la rupture il y a peu, M. Deleplace assurant ne pas comprendre le gouvernement Rocard (*le Monde* du 1<sup>er</sup> septembre) ? L'astuce de l'organisation syndicale a été de prendre le premier ministre au jeu de son propre discours : la FASP a avancé sa propre règle de trois, à l'image de celle avancée par M. Rocard (un tiers pour l'emploi, un tiers pour l'avenir, un tiers pour le pouvoir d'achat). « Un tiers pour la formation, un tiers pour la qualification, un tiers pour les rémunérations », a expliqué en écho la FASP à ses interlocuteurs. Deux « chantiers » viennent en effet d'être mis en œuvre dans la police nationale qui impliquent une exigence professionnelle supplémentaire : un contrat de formation plurisannuel très ambitieux (*le Monde* du 10 mars) et l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux gardiens de la paix.

En insistant sur cette imbrication d'une amélioration de la qualité du service public policier et d'une aug-

mentation des salaires, M. Deleplace a voulu effacer l'impression d'une simple surenchère corporatiste, motivée à la fois par la proximité des élections syndicales, qui commencent fin octobre, par la perspective d'un changement de la donne au sein de la FASP elle-même, avec la création, début 1990, d'un syndicat unique regroupant policiers parisiens, provinciaux et CRS, et enfin par les concessions faites en août aux gendarmes. Sa démarche a convaincu : le montage financier étudié par le gouvernement hier les augmentations au travail supplémentaire demandé aux policiers (une prime de qualification, une indemnité de sécurité), tout en y ajoutant la prime de croissance accordée à tous les fonctionnaires.

Cependant, les discussions achoppent encore autour de deux dossiers : celui des douze mille agents administratifs de la police nationale et celui d'une revalorisation du statut des gardiens de la paix, notamment aux échelons les plus bas, mais aussi pour ceux qui sont en fin de carrière. La FASP demande la création d'un échelon supplémentaire qui permettrait l'institution de « chefs d'équipe », émanant de la base policière, équivalentes des maréchaux des logis-chefs de la gendarmerie nationale.

### La transparence

En fait, l'agitation syndicale policière, qui inquiétait fort le président de la République lui-même, est entrée dans un complexe jeu de bilard dont l'enjeu dépasse les revendications salariales. Son résultat sera très certainement une accélération de la réflexion gouvernementale autour du concept de « sécurité intérieure ». Dans un partage des rôles implicite, et bien que M. Joxe ait sermonné les syndicats en réclamant une négociation « dans l'ordre », le ministre de l'intérieur et le secrétaire général de la FASP en ont profité pour faire avancer les réformes qui leur tenaient à cœur.

M. Joxe, fort mécontent en privé de la gestion « à court terme » de la crise « gendarmique », plaide pour une mise à plat de la répartition des rôles et des finances entre les diverses professions concourant à la sécurité intérieure : policiers, gendarmes, douaniers, gardiens de prison. Son obsession est le développement des polices privées, polices

municipales et sociétés de gardiennage, qui, selon lui, occupent l'espace laissé vacant par le manque de coordination au sein de l'Etat.

M. Deleplace, de son côté, rappelle qu'il exige depuis un an (*le Monde* du 5 novembre 1988) un « grand chantier de la fonction publique », faisant passer le métier avant la carrière et définissant un grand secteur de la « sécurité au sens large ». La conjonction de ces deux réflexions se traduit en 1990 par une loi d'orientation, dont l'enjeu dépassera la seule police nationale. Elle devrait aussi se traduire, au sein de cette dernière, par trois grands objectifs : l'unification des corps (les mesures actuellement négociées prévoient de rapprocher les inspecteurs en civil des officiers en tenue et des enquêteurs des gardiens), la territorialisation (trois expériences vont être menées autour d'un commandement et d'une gestion unifiée dans une région, un département et un arrondissement parisiens) et enfin la transparence.

Car l'opinion publique devrait aussi y trouver son compte : M. Joxe a en effet annoncé à la FASP qu'il était désormais converti à l'idée d'un Conseil supérieur des activités policières (CSAP), instance indépendante de contrôle et de transparence de l'institution qu'il refusait jusqu'ici. Le tout devrait être inscrit dans un « relevé des conclusions » exigé par la FASP, qui, une fois la négociation terminée, fera voter les policiers à la base, dans tous les services, sur l'acceptation de ces propositions.

EDWY PLENEL

● Le juge des référés rejette la demande de l'Union des syndicats catégoriels de la police (USC). — M<sup>re</sup> Huguette Le Foyer de Costé, premier vice-président du tribunal de Paris, a rejeté, jeudi soir 14 septembre, la demande en référé faite par l'USC et la société publicitaire AREP, qui estimaient le préfet de police de Paris et le ministre de l'intérieur responsables de voies de fait à leur égard. Cinq camions publicitaires portant des affiches de l'USC avaient été conduits à la fourrière sur ordre du préfet de police. Les camions ayant été restitués dans la journée du mercredi 13 septembre, le magistrat a déclaré que le trouble invoqué avait cessé et qu'il ne lui était donc plus possible de se prononcer.

### FAITS DIVERS

● Tentative de suicide dans les locaux de la South African Airways à Paris. — Un jeune Français, Manuel Laloup, s'est tiré une balle dans la tempe, à l'intérieur des bureaux de la compagnie aérienne sud-africaine à Paris, jeudi après-midi 14 septembre. Le jeune homme, qui avait pénétré, vers 14 h 30, dans les locaux de la South African Airways, rue de la Paix, a immédiatement sorti un revolver et demandé à entrer en contact téléphonique avec l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris. Après une conversation téléphonique d'une dizaine de minutes avec un diplomate de l'ambassade, le jeune homme, qui réclamait notamment à son interlocuteur la libération de Nelson Mandela, devait déclarer : « Tout est fini », puis se tirer une balle dans la tempe. Transporté dans un hôpital parisien, Manuel Laloup y a été admis dans un état jugé « très grave ».

● La police parisienne met fin à une affaire d'enlèvement d'enfant. — La brigade criminelle de la police judiciaire parisienne a arrêté, jeudi matin 14 septembre, un homme qui avait enlevé, mardi 12 septembre, un garçon âgé de trois ans, fils d'un homme d'affaires algérien. Khed Mohamedine, âgé de vingt-six ans, a été arrêté vers 9 heures, boulevard de Clichy, à Paris, alors qu'il venait de donner rendez-vous à la mère de l'enfant, dans une cabine téléphonique. L'enfant était à ses côtés. La ravisseur réclamait une rançon de 100 000 francs.

● RECTIFICATIF. — Dans la rubrique « Biscornaire », en page 16 du *Monde* du 15 septembre 1989, dans la note (1) en bas de l'article d'Antonin de Baecque, intitulé « Valmy, plus qu'une simple canonnade », il fallait lire « Jean-Paul Bataud, la démocratie en armes », etc.

M. P.

### JUSTICE

Cour d'assises de Paris

## Christian David condamné à quinze ans de réclusion

La cour d'assises de Paris, présidée par M. Maurice Colomb, a condamné, jeudi 14 septembre, Christian David, cinquante-huit ans, à la peine de quinze ans de réclusion criminelle en le déclarant coupable du meurtre du commissaire Maurice Guilbert et de tentative de meurtre de trois inspecteurs de police.

Le 2 février 1966, Christian David avait été interpellé dans un bar de la rue d'Armenille à Paris et invité à suivre les policiers, lorsqu'il avait ouvert le feu, tuant le commis-

saire et blessant deux inspecteurs avant de prendre la fuite. Réfugié au Brésil, il était arrêté en 1972 par la police brésilienne puis remis aux autorités judiciaires américaines. Condamné à vingt ans de prison pour trafic de drogue, il resta treize ans dans un pénitencier américain avant d'être extradé vers la France en 1985.

David nait formellement s'être trouvé en France à la date des faits, malgré les témoignages des policiers et celui d'une femme qui se livrait à la prostitution pour son compte. C'est en vain que ses avocats, M<sup>re</sup> Henri Juramy, Sophie Batais et Yvette Thomas-Giroud, avaient plaidé l'innocence en exploitant les faiblesses du dossier rendues plus criantes encore par l'ancienneté des faits.

Mais créer le doute était devenu une tâche difficile car, depuis deux ans, Christian David avait manifesté son refus d'être jugé en parvenant, à quatre reprises, à faire renvoyer ce procès à une autre session, soit en se blessant volontairement, soit en avançant divers objets. Très difficilement, il avait obtenu qu'il soit possible de faire la part entre les séquelles des tortures infligées au Brésil et une tendance à la simulation dénoncée par un psychiatre.

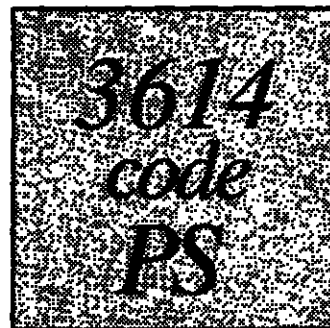
Christian David a écouté, en somnolant sur son fauteuil roulant, l'avocat général, Jean Abolivier, demander la réclusion criminelle à perpétuité avant de considérer que l'état de santé de David, son âge et l'ancienneté des faits pouvaient justifier une peine moins forte.

### Danièle Gilbert remise en liberté

Inculpée d'escroquerie et de publicité mensongère, et incarcérée depuis le 7 septembre à la maison d'arrêt de Nice, l'ancienne animatrice de télévision Danièle Gilbert a bénéficié, jeudi 14 septembre, d'une ordonnance de mise en liberté délivrée en sa faveur par M. Jean-Frédéric Murciano, juge d'instruction à Grasse. Le magistrat a signé cette ordonnance de mise en liberté après avoir reçu communication écrite des réquisitions du parquet de Grasse, qui, mercredi, s'était prononcé pour la mise en liberté de l'inculpée, sous réserve du versement d'une caution.

Le montant de cette caution a été fixé par le magistrat instructeur à un million de francs, somme dont la moitié a été versée dès jeudi par un proche de l'inculpée.

envie  
de PARLER  
d'aimer  
d'APPRENDRE  
de DÉMOCRATIE



1<sup>er</sup> DIRECT  
LE 19 SEPTEMBRE  
AVEC  
PIERRE MAUROY  
DE 18 H A 20 H

PS, on va loin ensemble!



## Loc

The first of these is the fact that the  
 Government has been unable to secure  
 the necessary funds to carry out its  
 policy. This is due to the fact that the  
 Government has been unable to secure the  
 necessary funds to carry out its policy.  
 The second of these is the fact that the  
 Government has been unable to secure the  
 necessary funds to carry out its policy.  
 The third of these is the fact that the  
 Government has been unable to secure the  
 necessary funds to carry out its policy.  
 The fourth of these is the fact that the  
 Government has been unable to secure the  
 necessary funds to carry out its policy.  
 The fifth of these is the fact that the  
 Government has been unable to secure the  
 necessary funds to carry out its policy.  
 The sixth of these is the fact that the  
 Government has been unable to secure the  
 necessary funds to carry out its policy.  
 The seventh of these is the fact that the  
 Government has been unable to secure the  
 necessary funds to carry out its policy.  
 The eighth of these is the fact that the  
 Government has been unable to secure the  
 necessary funds to carry out its policy.  
 The ninth of these is the fact that the  
 Government has been unable to secure the  
 necessary funds to carry out its policy.  
 The tenth of these is the fact that the  
 Government has been unable to secure the  
 necessary funds to carry out its policy.

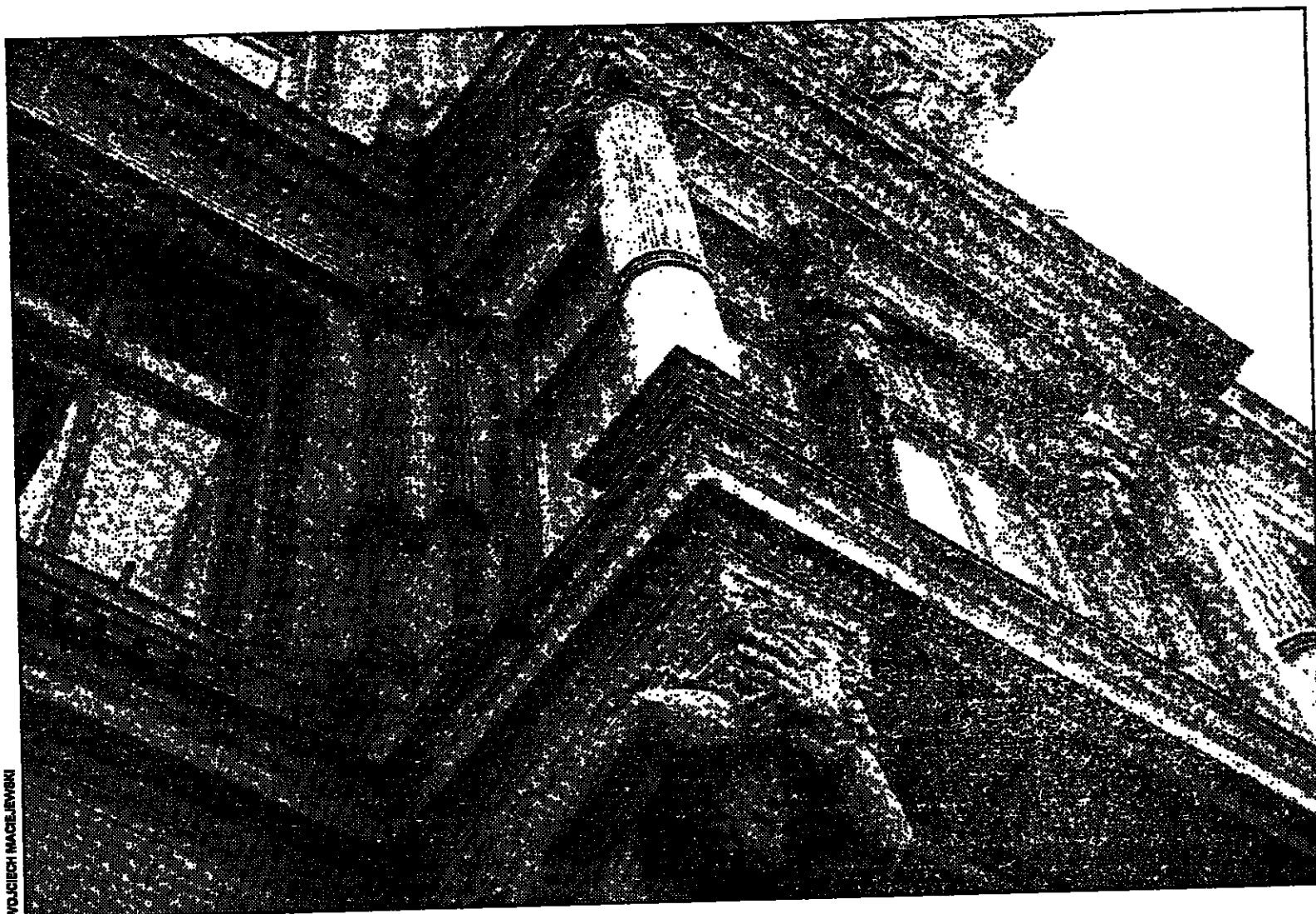
Die erste Hälfte des Jahres 1900 war für die deutsche Marine ein sehr erfolgreiches. Die Flotte hatte sich in der Nordsee und im Atlantik ausgedehnt und hatte die amerikanische Flotte in der Karibik besiegt. Die deutsche Marine hatte sich in der Nordsee und im Atlantik ausgedehnt und hatte die amerikanische Flotte in der Karibik besiegt.

هكذا من الأهل



# Le Monde SANS VISA

Beaucoup de gens en Pologne pensent qu'il aurait mieux valu que Lodz soit détruite pendant la guerre. Mais Lodz est restée debout. Visite de cette mal-aimée, deuxième ville du pays.



## Lodz, la mal-aimée

par Marie-France Calle

**L**ES Polonais n'aiment guère Lodz. Dans un pays où le diable et le Bon Dieu continuent de partager les esprits dans un manichéisme presque parfait, le surnom que certains donnent à la grande métropole industrielle en dit long : la « cité du mal ». Plus objectivement, on parle aussi de « Manchester polonaise ». La comparaison est justifiée : Lodz a poussé comme un champignon dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle grâce à l'industrie textile. Et comme toutes les villes européennes qui se sont développées à l'époque dans la frénésie du « capitalisme précoce », Lodz a subi les contrecoups d'une poussée démographique incontrôlée. Dans ce domaine, elle a même battu tous les records. Alors qu'entre 1850 et 1900 Lyon multipliait sa population par 5,5, Lodz comptait au tournant du siècle vingt fois plus d'habitants que cinquante ans auparavant.

Une architecture unique en Pologne témoigne aujourd'hui encore de cette croissance sauvage. Il s'agit du fameux complexe urbain propre aux villes industrielles du dix-neuvième siècle : les palais des riches patrons côtoient des usines belles comme des cathédrales et les locaux construits pour les ouvriers (maisons d'habitation communes, hôpitaux, écoles, etc.). Car la deuxième caractéristique de Lodz est qu'elle n'a pratiquement pas été détruite pendant la guerre. Elle fut, en effet, rattachée au Reich allemand dès l'invasion en 1939 et fut rebaptisée Litzmannstadt. On voit beaucoup de traces de balles sur les façades des maisons mais la plupart des bâtiments sont encore debout et s'ils sont délabrés, c'est parce que jamais personne n'a songé à élever l'architecture industrielle de Lodz au rang de patrimoine culturel.

C'est donc dans l'indifférence la plus totale que la deuxième ville de Pologne — du point de vue de la population, avec huit cent cinquante mille habitants — est en train de tomber en ruine. « Beaucoup de gens pensent qu'il aurait mieux valu que Lodz soit détruite pendant la guerre », explique le directeur du musée du textile.

Cela aurait-il effacé la honte étrange que les Polonais ont de cette ville ? Peut-être, mais plus prosaïquement, les habitants de Lodz pensent que la reconstruction de leur ville aurait fait partie du plan de reconstruction nationale après la guerre et qu'ils bénéficieraient ainsi d'un confort qui fait défaut aujourd'hui : « Dans certains quartiers, il n'y a pas de canalisations, les appartements sont insalubres, ils n'ont ni toilettes, ni eau courante », poursuit notre hôte.

Il suffit de passer le porche des immeubles anciens et de s'enfoncer dans les cours pour se convaincre de la vétusté des lieux. Fascinantes cours de Lodz ! Chacune d'elles est un village en soi. Les enfants y jouent devant les minuscules échoppes d'artisans, insoupçonnables de la rue, des chiens, des chats familiers détalent à l'approche des importuns.

### L'absence de l'intelligentsia

C'est vrai, Lodz est plus pauvre que les autres grandes métropoles polonaises : quand la viande manque à Varsovie, à Lodz c'est le pain qui fait défaut dans les boulangeries. Les queues se forment à 4 heures du matin pour les denrées de base... ou la vodka. On s'organise en famille, le père, la mère, les enfants se relaient jusqu'à l'ouverture des boutiques. Les plus fortunés se paient un stacz, un planton qui fait la queue à leur place pour 5 000 zlotys (le prix d'une bouteille de vodka).

« A Lodz, le niveau de vie est plus bas que dans d'autres villes », souligne Miroslaw Borusiewicz, sociologue employé au Musée de l'histoire de la ville. Cela s'explique en partie parce que les ouvriers du textile sont moins qualifiés que ceux de l'industrie lourde. Les salaires sont donc moins élevés. Il y a aussi beaucoup de main-d'œuvre féminine, mais cela a plutôt été un atout. Les autorités ont toujours fait des efforts de distribution à Lodz car il aurait été difficile d'écraser des grèves de femmes sans se rendre impopulaire.

Alors Lodz ville maudite ? Cité du « lumpenprolétariat » ? Pour comprendre l'aversion des Polonais pour Lodz, sans doute faut-il remonter à ses origines. Sans doute faut-il savoir aussi qu'il manque à la cité industrielle ce

qui fait l'orgueil de tout Polonais qui se respecte : l'intelligentsia. En fait, — c'est sans doute un raccourci trop simple que de le dire ainsi, qu'on nous pardonne, — les intellectuels polonais n'aiment guère le prolétariat et ce qui y ressemble. Et Lodz, c'est justement, dans sa nature même, dans son évolution, l'histoire d'un prolétariat qui s'est d'abord formé à la période du fameux « capitalisme précoce » et qui a persisté dans le cadre communiste après la guerre.

« Les intellectuels, les acteurs de théâtre ou de cinéma vont à Cracovie ou à Varsovie », explique Leszek, metteur en scène aux studios de production cinématographique de Lodz. Et Miroslaw Borusiewicz confirme : « Il n'y a pas d'élite intellectuelle à Lodz. La société n'en a pas besoin. Nous avons une excellente université, mais les étudiants ne restent pas. Ils vont à Varsovie ou à l'étranger. » Mais il ajoute après un silence : « Avec la nouvelle situation en Pologne, peut-être cela changera-t-il pour Lodz. Les investisseurs reviendront, ils créeront une élite économique et financière, et cela entraînera peut-être la formation d'une élite intellectuelle. »

Ce n'est qu'en 1821, date à laquelle le tsar de Russie — qui administrait la Pologne — lance un plan en faveur du développement industriel que Lodz prend son véritable essor. « A l'époque, Lodz était un tel trou que le tsar avait refusé de lui donner son nom comme l'avaient demandé les édités », raconte le directeur du Musée du textile. A l'instar des cités voisines qui avaient pris le nom de Konstantynow (du nom du tsar Constantin) ou Aleksandrow (de celui du tsar Alexandre), Lodz souhaitait en effet se faire appeler Mikolajow (de Nicolas). Le tsar refusa, et Lodz demeura Lodz. La ville comptait à l'époque 767 habitants.

C'est alors que se produisit le mouvement de population le plus extraordinaire, et que raconte admirablement Israël Joshua Singer (le frère du prix Nobel de littérature Isaac Bashevis Singer) dans son livre *Les Frères Ashkenazi* : « Le long des routes saboteuses qui mènent de Saxe et de Silésie en Pologne, une étrange procession de véhicules, de gens, d'objets et d'animaux se déployait à travers champs et forêts, villes et villages dévastés,

rasés par les guerres napoléoniennes... »

« De mémoire de Polonais, on n'avait jamais rien vu de pareil... Des hommes gras étaient confortablement installés dans les carioles les plus robustes, la pipe à la bouche, les joues rasées, des barbiches blondes dansant sous leurs mentons, des chaînes de montre bien installées sur leurs ventres. Leurs femmes, bien en chair elles aussi, portaient des bonnets, des bas de laine rouge et des sabots... C'étaient des tisserands allemands qui venaient s'installer en Pologne. » Lodz offrait deux avantages aux nouveaux industriels : l'eau y était abondante, et les paysans polonais, pauvres dans leur ensemble, fournissaient une excellente main-d'œuvre.

### Un petit déjeuner venu de Berlin

A cette époque, peu de juifs vivaient à Lodz. « Les quelques dizaines de juifs qui avaient le droit de vivre à Lodz étaient des tailleurs dont les paysans étaient indispensables aux non-juifs... » Ils investirent pourtant leurs économies et devinrent rapidement la deuxième force patronale de Lodz. En l'espace de quelques années, Lodz était devenue une « Terre promise ». Elle constituait surtout le plus extraordinaire creuset de religions et de traditions : il y avait les Allemands qui avaient apporté avec eux leurs techniques et leurs capitaux, les juifs, les Russes qui étaient des administrateurs envoyés par le gouvernement du tsar, les Polonais dont la plus grande part étaient des ouvriers, à l'exception de quelques médecins et professeurs.

A titre indicatif, on notera que, en 1857, la population de Lodz se répartissait comme suit : 43 % de Polonais, 41 % d'Allemands, 15 % de juifs et 3 % de Russes. Au niveau des confessions, en 1829, Lodz comptait 58 % de catholiques, 33 % de protestants et 9 % de juifs. En 1864, les proportions s'étaient modifiées en ce sens : il y avait 38,7 % de catholiques, 41 % de protestants et 19,6 % de juifs.

Deux personnalités ont particulièrement marqué le développement de la ville : l'Allemand Karl Scheibler et le juif Israël Kalmanowicz Poznanski. Tous deux ont laissé les constructions les plus

fabuleuses que l'on découvre au gré de la promenade. Le centre de Lodz témoigne aujourd'hui encore, bien malgré lui, d'une époque où le champagne coulait à flot chez les nouveaux riches, tandis que les ouvriers travaillaient dans des conditions très dures. Il existait notamment une exploitation éboulée de la main-d'œuvre enfantine. « Il était de bon ton de faire venir le petit déjeuner de Berlin et le dîner de Paris. »

Cette phrase caricaturale est de Wladislaw Reymont, écrivain qui vécut de 1867 à 1925 et qui est à la Pologne ce que Zola est à la France. En 1899, Reymont publie un roman-témoignage sur les conditions sociales à Lodz : *Ziemia Obiecana*, Terre promise. De cet ouvrage, Andrzej Wajda tira, en 1976, un très beau film du même titre que le livre. A noter que Wladislaw Reymont reçut le prix Nobel de littérature en 1924 pour une autre œuvre romanesque en quatre volumes consacrée aux paysans.

Mais revenons aux industriels de Lodz. Karl Scheibler était arrivé à Lodz en 1854. Très vite, il reconnut avec d'autres industriels la nécessité de relier Lodz à la ligne de chemin de fer Varsovie-Vienne. La jonction est inaugurée en grande pompe en novembre 1865. Les banques et autres

instituts de crédit font leur apparition. Les industriels qui traitent avec l'Europe occidentale pour l'achat des machines et de certaines matières premières attirent à Lodz le Crédit lyonnais, la Deutsche Bank, Fred Hut and Co-London. Quand éclate la première guerre mondiale, Lodz est devenu un extraordinaire centre industriel, stratégiquement bien placé entre l'Est et l'Ouest. La plupart des marchandises qui y sont fabriquées sont écoulées vers la Russie et la Chine, mais on importe la technologie et le coton de l'Ouest. « La guerre de Sécession a amené les industriels à développer leurs propres plantations de coton en Transcaucasie et jusqu'à Samarcande, en Asie centrale, les livraisons en provenance d'Amérique étant perturbées », raconte le directeur du Musée du textile.

Le développement tous azimuts de Lodz entraîne aussi quelques incongruités. C'est ainsi que les premiers tramways électriques font leur apparition en ville dès 1900 — ils seront mis en circulation à Varsovie en 1907 seulement — tandis que le projet de canalisations de l'Anglais William Lindley, présenté dès 1909, devra attendre 1924 avant d'être réalisé !

(Lire la suite page 16.)

### TUNISIE CONTACT

Le spécialiste de la Tunisie depuis 20 ans  
**LA TUNISIE EST NOTRE PASSION  
PARTAGEONS-LA**

**1 SEMAINE A L'HOTEL  
CLUB SANGHO SKANES**

A partir de 3 400 F tout compris Paris/Paris

Brochure complète Tunisie sur demande

### TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS  
Tél. : 42-96-02-25.

# ESCALES

## Cap sur le patrimoine

Les anciens Grecs compartaient sept merveilles dans le monde, qu'ils connaissent. Depuis, ces merveilles ont disparu mais les frontières du monde connu se sont étendues à la planète tout entière et le nombre des « merveilles » recensées s'est, de ce fait, considérablement accru.

Ainsi l'UNESCO qui, en 1972, a adopté une convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, a-t-elle inscrit à ce jour trois cent quinze monuments ou sites dont la disparition constituerait une perte irréparable pour l'humanité.

C'est la découverte approfondie de quelques-uns de ces lieux que PROCURE-VOYAGES (4, rue Madame, 75006 Paris, tél. : 45-48-63-30 et 10, rue de Suisse, 06000 Nice, 93-88-65-40), en collaboration avec l'UNESCO (une partie du prix de ces voyages est versée au

fonds du patrimoine mondial), a décidé de programmer cette année. Après Venise (un dernier voyage est organisé du 7 au 13 octobre), Istanbul et la Cappadoce, Varsovie, Auschwitz et Cracovie, cette exploration mettra le cap sur la Méditerranée avec, du 2 au 13 novembre, une grande croisière à bord du Danes, le plus beau bateau de Costa Croisières.

Au menu, la visite de plusieurs sites du patrimoine mondial (Venise, les bouches de Kotor, Jérusalem et Palmyre), mais aussi Delphes, Taormine et Pompéi. En compagnie de Georges Duby et d'André Miquel, professeurs au Collège de France, et d'un expert de l'UNESCO. Un tourisme ambitieux et de haut niveau qui mérite de retenir l'attention.

Douze jours partagés entre terre et mer avec, en alternance, les plaisirs de la croisière (détente, piscine, spectacles, cinéma, dîners de gala), la fièvre des escalas et des visites, les

parenthèses culturelles constituées par les conférences sur les cités, les civilisations et les religions de la Méditerranée, les évocations poétiques et les intermèdes musicaux, tel le concert dans le théâtre de Delphes. Sans oublier, PROCURE oblige, et pour ceux qui le désirent, les célébrations eucharistiques du dimanche.

Le prix de la croisière dépend du type de cabine choisie, de la situation dans le bateau et du nombre de personnes l'occupant. Cela va de 7 200 F pour une cabine intérieure des ponts inférieurs occupée par quatre personnes, à 17 480 F pour une cabine extérieure du pont supérieur occupée par deux personnes.

A quoi s'ajoutent le prix des excursions terrestres (1 550 F pour l'ensemble) et celui des acheminements pour gagner Venise et revenir de Villofranche. A signaler la possibilité d'un séjour préalable de deux jours et demi à Venise pour 2 430 F en pension complète.

Le prix de la croisière dépend du type de cabine choisie, de la situation dans le bateau et du nombre de personnes l'occupant. Cela va de 7 200 F pour une cabine intérieure des ponts inférieurs occupée par quatre personnes, à 17 480 F pour une cabine extérieure du pont supérieur occupée par deux personnes.

A quoi s'ajoutent le prix des excursions terrestres (1 550 F pour l'ensemble) et celui des acheminements pour gagner Venise et revenir de Villofranche. A signaler la possibilité d'un séjour préalable de deux jours et demi à Venise pour 2 430 F en pension complète.

## Cabourg au piano

Rentrée gastronomique et musicale pour les Hôtels Pullman qui composent des week-ends fins pour mélomanes : un dîner, un concert de musique de chambre, une nuit au Grand Hôtel de Cabourg. Et l'air du large. Le vendredi soir. Ce qui permet de rester sur place le week-end si l'on en a le loisir. D'ores et déjà le programme de l'année est établi, au rythme d'un concert par mois.

Récital de piano (les Romances sans paroles de Mendelssohn) le 29 septembre à 20 heures ; violoncelle et piano (Beethoven et Mendelssohn) le 20 octobre ; trios de Haydn et Schubert le 17 novembre. Le 8 décembre, le Grand Hôtel recevra France Clidat pour des œuvres de Chopin et de Liszt. Après une soirée de Noël avec flûtes à bec et clavier, le cycle se poursuivra avec un sextuor de Tchaïkovski le 26 janvier et un récital de jazz classique — « de Gershwin à Duke Ellington » — le 9 février. Soirée en souvenir de Marcel Proust le 16 mars à l'occasion de la publication en disque de l'œuvre intégrale de son ami Gabriel Fauré. Récital Mozart, au piano forte, le 6 avril, concert de musique ancienne le 18 mai et ensemble de cuivres le 22 juin.

Par personne : 295 F pour le concert et le dîner ; 530 F pour le concert, le dîner, la



chambre et le petit-déjeuner. Renseignements et réservations au Grand Hôtel, promenade Marcel-Proust, 14390 Cabourg. Tél. : 31-91-01-79.

## Baroque au Caire

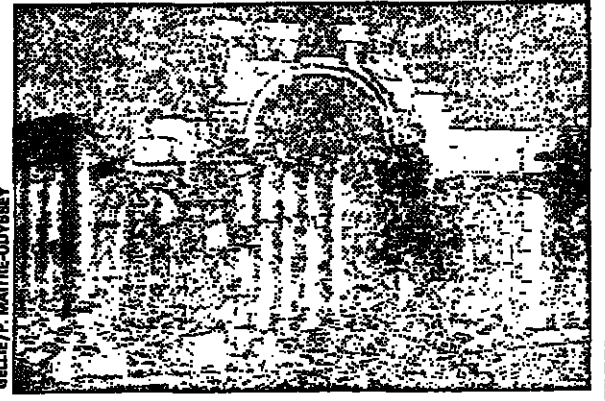
On peut faire valoir que Verdi compose *Aïda* pour l'inauguration de l'Opéra du Caire. Mais le baroque en ce lieu ? Aucun lien si ce n'est que la musique est universelle. Haendel, Vivaldi, Scarlatti et Pergolèse seront donc joués prochainement sous le ciel égyptien. Au nouvel Opéra du Caire d'abord, récemment reconstruit en marbre dans le style mauresque, puis à bord du bateau *Aïda II* qui remontera le Nil de Louxor à Assouan.

C'est bientôt, du 6 au 14 octobre. Il faut donc se décider rapidement, à partir d'un programme classique par les sites visités — tous les must égyptiens — et ori-

ginal par ces trois concerts. Le Caire, Karnak, Louxor, Thèbes, Esna, Edfou, Kom Ombo, Assouan avec la visite en falouque des îles Éléphantines et du mausolée de l'Agha Khan et, en option, une excursion au temple d'Abou-Simbel sont au nombre des premiers.

Pour les concerts, notons, à l'Opéra du Caire : des extraits de l'oratorio *David et Jonathas*, de Marc-Antoine Charpentier, et de *Jules César*, de Haendel, ainsi qu'une cantate de Vivaldi. Sur le bateau, un premier concert de musique religieuse (*Stabat Mater* de Pergolèse et de Vivaldi, *Salve Regina* de Scarlatti et un psaume de Monteverdi). Chants amoureux le lendemain soir.

Par personne : 9 660 F en chambre double, hôtel et bateau de luxe, tout compris. Ajouter 2 550 F si l'on veut passer, du 14 au 18, au bord de la mer Rouge, à Hurghada. S'adresser à Via Mundi, 71, rue Lamarck, 75018 Paris. Tél. : 42-62-46-30.



## Les eaux vives du Tyrol

L'ombre et le sandre, la truite arc-en-ciel et le saumon de fontaine naviguent dans les rivières et les lacs des montagnes tyroliennes. L'automne est, dans cette région, la meilleure saison pour la pêche à la mouche : « Après les mois d'été, les eaux sont claires et, contrairement au printemps, ne

Les réservations se font directement auprès des hôtels décrits dans la brochure, elle-même disponible à l'Office national autrichien du tourisme (47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-76-34).

Un premier rendez-vous avant le départ : le 7<sup>e</sup> Salon de la pêche de loisir, au parc des expositions de la porte de Versailles, le 15 septembre de 14 heures à 19 heures et les 16-17 septembre de 9 heures à 19 heures. Entrée : 45 F.

# Lodz, la mal-aimée

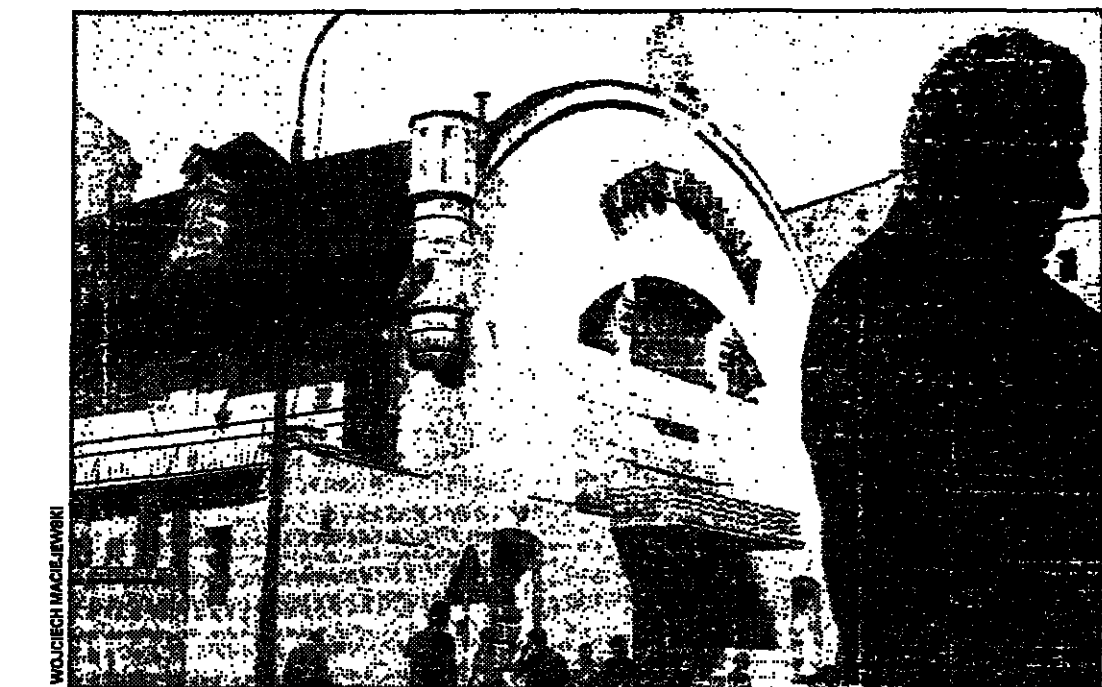
(Suite de la page 15.)

Au carrefour de la rue Ogrodowa et de la rue Zachodnia se trouve une bâtisse imposante et dont l'architecture est un curieux mélange de styles. C'est l'ancien palais d'Israël Kalmanowicz Poznański que le potentat commanda à l'architecte Hilary Majewski en 1890 et qu'il inaugura en grande pompe huit ans plus tard. On dit que l'architecte ayant demandé à l'industriel dans quel style il souhaitait bâtir sa demeure, ce der-

nier aurait répondu : « J'ai les moyens de me payer tous les styles ». Une autre légende court sur l'étendue de la richesse et le goût de l'apparat de Poznański. Il souhaitait recouvrir le sol de la salle de réception de roubles d'or. Mais il ne voulait pas manquer de respect au tsar et se trouvait de la sorte devant un dilemme : s'il tournait les pièces côté face, on marcherait sur le portrait du souverain, s'il les tournait côté pile, il aurait l'air de faire peu de cas du

tsar. Il décida d'aller le consulter à Moscou. La légende dit que le tsar lui conseilla de placer les roubles sur la tranche. Même le très riche Poznański ne pouvait supporter les frais d'un tel ordre... Il fit néanmoins construire quatre autres palais — plus modestes. L'un d'entre eux abrite aujourd'hui le Musée d'art plastique. En 1975, le Musée de l'histoire de la ville s'est installé dans le palais de la rue Ogrodowa.

Israël Poznański mourut le 29 avril 1900. Il ne vit donc pas les soulèvements ouvriers. En 1905, les premières révoltes éclatèrent en Russie et en Pologne. L'armée et la police les réprimèrent dans le sang. Les ouvriers les plus rebelles sont emprisonnés ou envoyés en Sibérie. En 1906, c'est l'année du « grand lock-out » à Lodz. Presque toutes les usines sont fermées, mais sept seulement en raison des grèves. De fait, la conjoncture économique était mauvaise et les stocks restaient invendus. Les patrons profitèrent donc des troubles pour fermer les usines et licencier les ouvriers dont ils n'avaient plus besoin. Cette grève qui avait éclaté de manière spontanée, sans aucune stratégie et en plein hiver, fut une véritable catastrophe pour les ouvriers de Lodz. Soixante-quinze mille d'entre eux furent mis à pied. La misère entraîna des conflits entre les communautés.



Ainsi, il y eut des pogroms organisés contre les petits commerçants et artisans juifs.

Lorsque éclata la première guerre mondiale, c'est le début de la fin pour Lodz. Les Allemands et les Russes occupent la ville tour à tour, pillant, volant les machines qui sont utilisées pour les armées. A la fin de la guerre, Lodz est

exsangue. La Pologne qui commence à exister politiquement essaie de ranimer l'industrie textile. En vain. Les investissements sont trop lourds à supporter et la Russie a cessé d'être un bon débouché pour les textiles polonais. C'est la crise de 1929. Dix ans plus tard, les nazis s'emparent de Lodz et annexent toute la voïvodie. C'est dans la région que

seront construits les premiers camps de concentration sur le sol polonais. Ironie de l'histoire, les nazis adorent le palais roccoco qu'a fait construire le vieux Poznański et y installent le gouvernement local. Après la guerre, Lodz fait office de capitale culturelle. Un rôle qui lui sied mal et qu'elle ne conservera que jusqu'en 1948.

MARIE-FRANCE CALLE.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'azur

06400 CANNES

**HOTEL LIGURE \*\*\*NN**  
5, rue Jean-Jaurès  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
A 150 mètres du Palais des congrès, climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### NICE

**HOTEL LA MALMAISON**  
Best Western \*\*\*NN  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
30 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-87-02-56 - Tél. 470418.  
Télécopie 93-16-17-99.

#### HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-88-39-60  
Plén centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.  
Tél. direct, minibar.

#### Paris

#### SORBONNE

**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

#### PROVENCE

MAUSSANE-LES-ALPILLES

As pied des Baux-de-Provence, VAL-BAUSSENS, hôtel \*\*\*  
Une grande maison provençale en pierre des Baux vous ouvrira ses portes : 21 chambres et conf., grill, piscine, prom. min. promenades à cheval, golf et tennis.  
122, avenue de la Vallée-des-Baux, 13520 MAUSSANE-LES-ALPILLES.  
Tél. : 90-54-38-90.

#### Grande-Bretagne

#### LONDRES

**EDEN FLAZA HOTEL**, 68 Queensgate, South Kensington, Londres SW 7.  
Tél. : 19-44-1-370-5111.  
Tél. : 916228, Fax : 370 6579.  
Hôtel moderne et accueillant près de Knightsbridge, Harrods, Hyde Park, musées.  
Prix : de £ 53 à £ 72 (petit déj. compris).

#### Italie

#### VENISE

**HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES \*\*\***  
Saint-Marc 1936  
Réservation : 193941/52-32-333  
Fax : 193941/52-03-721.  
Tél. : 41-1150 FENICE 1.

#### VÉRONE

**NOVO HOTEL ROSSI**  
Via Delle Coste, 2  
Près de la gare de PORTA NUOVA  
Réservation : 193945/57-82-79.  
Fax : 193945/57-82-79.  
Atmosphère intime, tout confort.

## Carnet de route

### Musées

A Lodz, ne pas manquer de visiter le Musée de l'histoire de la ville, le Musée du textile et le Musée d'art plastique. L'ancien palais Poznański, qui abrite le Musée de l'histoire de la ville, se trouve rue Ogrodowa 15. On y admirera notamment les vitraux aux riches couleurs, les meubles originaux tous marqués du P des Poznański, les peintures murales de Samuel Hirszenberg, qui fut également peintre à la cour de Munich. Le Musée du textile a été installé en 1960 dans « l'usine blanche », l'une des plus anciennes usines de Lodz fondée par le baron Ludwik Gayler entre 1828 et 1833. L'adresse n'a pas changé : Piotrkowska 282. On peut demander à voir dans la cour la première machine à vapeur utilisée à Lodz et qui fut introduite en 1839. Le Musée d'art plastique ne montre, hélas, faute de place, que

4 % des collections qu'il possède. Un peu à l'écart dans l'ancien palais qu'habitait l'un des fils Poznański, le musée a eu un destin digne de la Pologne : fondé en 1930, il contient de précieux tableaux de l'avant-garde lorsque éclata la guerre. Les nazis font chasser cette peinture « dégénérée ». Le musée y perd nombre d'œuvres précieuses, notamment un Picasso. Après la guerre, le musée est reconstruit, mais en 1949, les peintures d'avant-garde doivent laisser la place cette fois... aux œuvres du réalisme socialiste. Le directeur ressortira les précieuses toiles du dépôt six ans plus tard. Le peu que l'on voit aujourd'hui en vaut la peine : en particulier les œuvres de Wladislaw Strzemiński (1893-1952) et celles de Stanislaw Ignacy Witkacy, dit « Witkacy » (1885-1939). Les huiles de Witkacy présentent une particularité : le peintre notait de manière codée les sub-

tances qu'il avait absorbées avant de réaliser une œuvre (alcool et drogues multiples...). Cet artiste fascinant a été suicidé en 1939 lorsque la Pologne fut prise en tenaille entre les troupes allemandes et les troupes soviétiques.

Y aller. — Se rendre en Pologne ne présente aucune difficulté. Il existe un train direct Paris-Varsovie (1 000 francs environ AR). Le trajet dure 24 heures mais peut se révéler fort plaisant. En avion, vols quotidiens sur LOT et Air France (à partir de 2 775 francs). En voiture, il est prudent d'avoir toujours dans son coffre un jerrycan d'essence... et de faire le plein dès que l'occasion s'en présente. Les queues sont fort longues en ce moment aux stations lorsqu'elles sont ouvertes.

Hébergement. — L'hôtellerie est bonne, voire excellente dans les « Intercontinentaux » de Varsovie et Cracovie. Mais le prix des chambres

y est très élevé et le touriste occidental doit payer la sienne en devises (entre 300 et 800 francs par personne). On peut tout aussi bien se contenter d'hôtels « polonais ». Le confort y est souvent spartiate mais on peut régler la note en zlotys. On peut trouver à se loger chez l'habitant (de 70 à 110 francs par nuit et par personne). S'adresser aux bureaux de tourisme locaux.

Pour les étudiants, les cités universitaires des plus grandes villes sont transformées en centres d'hébergement du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août.

Pour les séjours en auberges de jeunesse, renseignements à Paris : F.U.A.J. 27, rue Pojol, Paris-XVIII<sup>e</sup>.

Pour tous renseignements sur le tourisme en Pologne, on peut contacter les bureaux ORBIS — l'Office du tourisme polonais — 49, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 47-42-07-42.



# LA TABLE

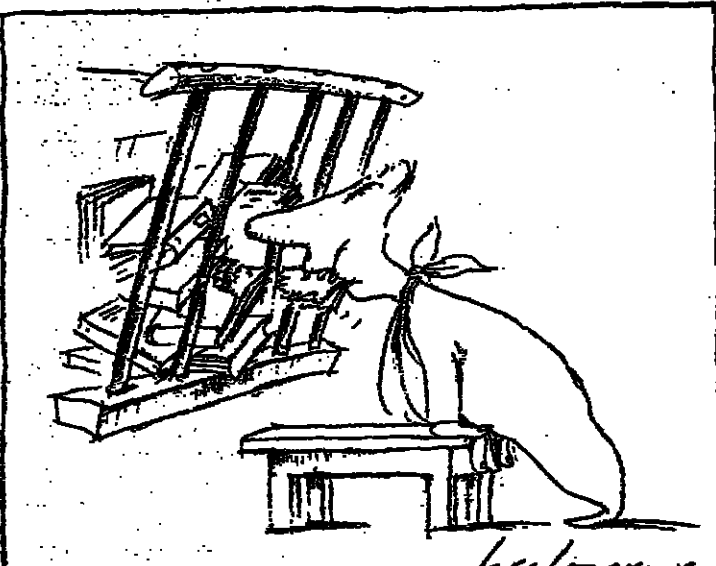
## Livres à déguster

**O**n ne s'attend plus manger, protestait un client d'une mangroire à la mode envahie par la sono ! Ne pourrait-on dire aussi, quelquefois, que l'on mange ce qu'on lit ?

L'Homme aux pâtes est un roman signé Michel Field (éditions Bataillon). Du Pirandello pimenté de Brancquino, un picaresque d'un œil qui m'a donné l'envie d'aller échantillonner les pastasciutta de la «mamma» Bassano (la Main à la pâte, 35, rue Saint-Honoré; tél. : 45-08-85-73). Mais qui m'expliquera la différence — si elle existe ! — entre tortelloni et tortellini, qui ont, nous dit l'auteur, « le même sens sans avoir la même dénotation » ?

En cet ouvrage, j'ai relevé une statistique de l'INSEE affirmant que 98,9 % des Français mangent des pâtes au moins une fois par semaine. Mais faudrait-il aussi qu'ils les dégustent, point tant comme un légume mais comme un « culture », comme le propose Michel Field, du moins comme une « amitié gourmande ». Il me plaît aussi de retrouver en ce livre un rappel de l'Art du bien-traiter (paru en 1674), où il est dit que « l'asperge croque sous la dent » : c'est l'ai dente découvert par la nouvelle cuisine !

Cette saga des pâtes n'aurait point sans leur coloration : jaune du safran, verte des épinards ou de feuilles de menthe, rouge des



tomates, noire des sécrétions de la seiche, ou bleue — l'auteur, citant Luigi Veronelli, propose le curacao bien, oubliant que bien avant guerre le cher Paul Reboux vantait ses pâtes au bleu de méthylène !

Laissant l'homme aux pastasciutta rêver de spaghetti au chocolat (amer, bien sûr ! et il cite ceux de Christian Constant, de Bernachon, d'Arosteguy !), j'ai en l'œil attiré par le titre d'un « polar » de la collection « Masque » : Congrès gastronomique. J'y lis que le vol-au-vent fut « inventé » par Carême. Soit ! Mais le vol-au-vent est une croûte ronde de pâte feuilletée, munie d'un couvercle de la même pâte et garnie, après cuisson, diversément. Le Larousse gastronomi-

que donne pour exemple : escalopes de homard, filets de volaille, quenelles, champignons avec sauce financière, charcutière, à la reine, etc. A la reine ? Mais alors allons voir à « bouchée à la reine » : croûte en feuilletage garnie d'un saumon en sauce à la reine, création pour Marie Leszczyńska, femme de Louis XV... C'est-à-dire bien avant le brave Antonin, né, lui, en 1783.

A l'heure où j'écris ce « papier », je n'ai pas les épreuves — que je n'ai pas encore entièrement lues — d'un ouvrage à paraître fin septembre chez Grasset : Antonin Carême, par Georges Bernier. Je ne sais s'il y fera allusion, mais il n'importe : ce sera un bon livre à... déguster !

LA REYNÈRE

## SEMAINE GOURMANDE

## MIETTES

### La Rôtisserie du Beaujolais

Rôtisserie, bien sûr, puisque la broche est là, sur laquelle tournent volailles, épaves d'agneau à l'os, rôti de veau, etc. Mais c'est incontestablement, style et ambiance, un bistrot. Et du Beaujolais, car la carte des vins, outre les dix crus chers aux Compagnons du Beaujolais (1), ne comporte que quelques blancs de la région et deux « pots » (comme on dit à Lyon), le rouge (41 F) et le blanc (46 F), servis frais comme au sortir des traboules.

Et la carte réjouit le plus difficile des gones : saucissons beurre (saucisson, rosette, saucisson de Lyon, sabodet), harangues pommes à l'huile (la tarrine sur table), hure sauce grichère, terrine du chef, avant l'andouillette sauce moutarde, le saucisson chaud et le sabodet rôti, au beaujolais bien sûr ! Sabodet, le mot vient de « sabot » parce que, autrefois, c'était, à Lyon, la forme de ce saucisson fait de tête et de langue de porc, couvrant et chair de porc non dégrainées. Ajoutez-y le morceau du boucher puis, avec les fromages, la carrelle de carot, et l'on se croirait presque rue du Garat, entre Sèvres et Rhône ! Et les fournisseurs ? Eh bien ! les charcuteries viennent de Sibilla à Lyon, de Jean-

Noël Laurent à Cercis, les fromages de la « Mère » Richard à Lyon. C'est dire que l'ambiance est chaleureuse, entretenue par l'excellent Alain Robert, le directeur, l'actif sommelier Jean-Claude Gérard et un bataillon de jeunes serveuses.

L'addition, selon l'appétit et la soif, oscille entre 120 et 200 F. Et seul un vol de canards, au-dessus de la broche dessinée, rappellera aux initiés que nous sommes ici en une populaire succursale d'an-fao : La Tour d'Argent. Merci à Claude Tarnai de nous avoir donné ce joujou. Où l'on sert jusqu'à minuit.

● LA RÔTISSERIE DU BEAUJOLAIS, 19, quai de la Tourneille 75005 Paris. Tél. : 43-54-17-47. Fermé lundi et mardi midi. CB.

(1) Un « fin » pourra regretter pourtant qu'il vienne du même vignoble, alors que l'on pourrait trouver sur place nombre de bons petits récoltants.

### Le Petit Laurent

Mais « drivée » naguère, cette gentille petite maison tente de se relever, ce qui doit être facile car Sylvain Pommier est un chef de

qualité. Pratiquant le poisson (mais avec trois plats carnés : suprême de pintadeau, charolais aux champignons des bois sur fondue de poireaux, rognon rôti au genévrier), ses entrées sont agréables : terrine d'aile de ris, saumon mariné à la badiane, salade de langoustines, moules et coques, avant le penché de poissons aux deux sauces, le pavé de saumon aux pleurottes, les filets de rouget poêlés beurre de poivre, etc. Avec d'excellents desserts.

Aux dîners, le menu à 165 F propose une entrée et un plat, un dessert (supplément fromage : 40 F). La soir, outre ce même dîner-menu « gourmand », la carte peut mener à des additions de 250 F, 300 F. Avec des vins de Loire (rouges de Saumur-Champigny, Chalon et Bourgueil, de 105 F à 115 F). Oui, dans le calme de ce quartier patricien, ce Petit Laurent deviendra grand.

● LE PETIT LAURENT, 38, rue de Valenciennes, 75007 Paris. Tél. : 45-48-79-64. Fermé samedi midi et dimanche. CB-DC-AD. Chiens acceptés.

### Jean de Chalosse

Jean de Chalosse ! C'est annoncer la couleur et rappeler que Jean-Charles Diehl est « de là-bas » ! La carte en témoigne plus encore. Installé joliment dans des murs un moment discrédités, Jean-Charles propose donc à ses amis le pot de saucisses échaudées d'Ustaritz marquées aux herbes, les confits de gelées et cours de canard, les truites Salmoris d'Aquitaine en tartare, le foie de canard (de Mugron) au torchon, avant des chiprons comme au Baccus, le merlan de ligne rôti aux légumes d'Espélette, le poulet fermier sauté basquaise, un « basque » de cochenilles aux lentilles vertes, une andouille cuite exceptionnelle, jusqu'aux fromages de brebis de Pierre Harymbet avec lesquels on peut goûter un Domaine du Tarricquet au verre. La crème brûlée est catalane.

Il y a certes des plats moins typés, des langoustines rôties à l'ail, le veau d'agneau, de la tarte fine aux pommes. Mais ce voyage dans le Sud-Ouest est bien passionnant. Soupers. Compter de 200 F à 250 F.

MARRAKECH EN CONCORDE 10-12 nov. 1989

Documentation et inscription : AIRCOM 93, rue de Monceau 75008 Paris. Tél. : 45-22-96-46. Téléc. : 64-37-80 F

● JEAN DE CHALOSSE, 10, rue de La Trémolle, 75008 Paris. Tél. : 47-23-53-53. Fermé samedi midi. Salon de 10 à 25 couverts. Parking : George-V. CB-AE.

### Le Dauphin à Toulon

Alain Biles sait jouer des épices et des saveurs de son coin avec brio. Ce qui donne ses raviolis d'escargots en bouillon d'ail doux, au velouté de courgettes au cerfeuil et crevettes, au saint-pierre rôti aux cébettes et coriandre fraîche, à la fricassée de sole et langoustes au muscadet et à l'orange, à la charlotte d'agneau au jus de basilic, au magret de canard au citron et abricots secs, une incontestable originalité.

La carte des vins fait aussi appel à la région (mais Baccus sait qu'il est cher, du Château Simorre aux crus du domaine Ott !), conduisant à des additions de 250 F, 300 F. Mais deux menus (choix intéressant d'entrées, plat, fromage et dessert) sont à 132 F et à 192 F.

● LE DAUPHIN, 21 bis, rue Jean-Jaurès, 83000 Toulon. Tél. : 94-93-12-07. Fermé samedi midi et dimanche. CB.

● Restauratrices. — Cuisinières. — Quatre dames de l'ARC prépareront, le 10 octobre prochain, un repas organisé par la Schlesinger Library de Boston, à l'Old City Hall de cette ville yankee. D'autre part, M<sup>me</sup> Grangier (du restaurant La Tour des pins, à Nîmes) et Mireille Lataillade (La Vieille Auberge, à Port-de-Lanne dans les Landes) viennent d'adhérer à l'ARC. Les amateurs connaissent déjà le magret au barbecue de cette dernière gentille auberge du dix-huitième siècle.

● Lecteurs contents. — Satisfait par exemple du Val Fleuri (à Lana-en-Vercors ; tél. : 76-95-41-08), oubliait des guides. Du restaurant Aux choux gourmands (rue des Halles, à Fontenay-le-Comte ; tél. : 51-69-55-82), d'ailleurs cité par le Bottin gourmand, à qui le Gault-Millau reproche une cuisine « obstinée classique ». Pour Le Val des fées (à Roussillon ; tél. : 90-05-64-98), dont la cuisine très « vauchusienne » est renommée, du tien de morue aux olives à la galette de riz au rastaout et au curry. A citer encore Le Restaurant du parc à Apremont-sur-Ailier (proche La Guerche), Le Château de Malaisy (à Fain-les-Montbard ; tél. : 80-89-45-54). Enfin, si vous passez par Châtel-Guyon (ou si vous suivez la cure), récompensez-vous en dégustant les fruits confits

et chocolats du Jardin des délices (17, rue Baraduc ; tél. : 73-86-07-91).

● Lecteurs pas mécontents. — Du Château de Violet à Poyrac-Minervois (mais je ne le trouve sur aucun guide !) et du Donjon à Ertout, pourtant membre des Châteaux et demeures de tradition. Egalement un lecteur fâché de la disparition, au Michelin, de La Petite Auberge (119 bis, rue Léon-Désoyer, à Saint-Germain-en-Laye ; tél. : 34-51-08-98). Et là on le comprend, car la cuisine modeste, sage et bonne du patron (et ses prix !) ne méritaient point cet ostracisme (que ne partageait ni le Gault-Millau ni le Bottin gourmand !).

## Aux quatre coins de France

**CHAMPAGNE D. de ppié.** Situé au Sud de Châlons, entièrement pour vous AMATEURS, profitez de nos caves spéciales : RÉDEMPTEURS brut mill. 1985 et blanc de blanc. Tarif sur demande à R.M. DUBOIS P. & F. (3), «Les Alambics» VENTUEIL, 51200 EPERNAY. 26-08-37.

**CHAMPAGNE CL. DUBOIS.** A la propriété LES ALMANACHES, VENTUEIL, 51200 EPERNAY. Tél. : 26-08-37. Via visée en France. Tarif sur demande. Cuvée 1982 du «Rédempteur». Médaille d'argent, concours sélection mondiale. MONTREAL 1986.



### Interpalpen-Hotel Tyrol. De toute chose la meilleure.

En plein milieu des majestueuses montagnes tyroliennes, sur le haut plateau de Seefeld, se trouve cet hôtel de grand standing international. Le cadre est constitué par des restaurants, des bars, des cafés et des salons au décor somptueux. Les appartements comprennent poêle en faïence, balcon, penderie, et sont très confortables.

INTERPALPEN-HOTEL TYROL, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

## RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

**VENISE A LOUER**  
Appartements luxueusement aménagés.  
SAN MARCO  
SÉJOUR MINIMUM : UNE SEMAINE  
Tél. : 193941/5228933  
Téléc. : 193941/5203721

**BOURGIGNON-JALLIEU 29 de LYON**  
VILLA 15 jumelle  
Dans le cadre « VERT VILLAGE », 3 ch., salon, séjour, s. de bain, 2 w.c., garage. 89 m<sup>2</sup> habitables sur 480 m<sup>2</sup> de terrain. A 5 commerces, école et bus.  
420 000 F  
Tél. 74-93-68-13.

## GASTRONOMIE

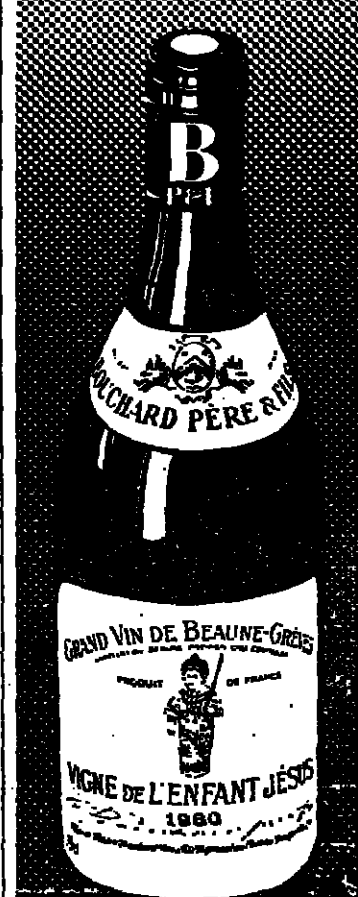
### POUR VOS DÉJEUNERS D'AFFAIRES DIEP à l'Opéra

Une clientèle française, qui connaît l'Asie... et aime s'y retrouver lors d'un repas, choisira sans hésiter « DIEP ». Le plus grand des restaurants avec trois cent cinquante places, dans un décor somptueux de maître et laque. Demandez à Lay DIEP de vous concocter votre repas, le choix est vaste, comme le restaurant ! Vous opterez soit pour la cuisine à la vapeur servie sur chariot, soit pour des plats plus exotiques, thaïlandais ou vietnamiens. Pour les plus pressés un « MENU EXPRESS » 68 à 78 F à déjeuner. Dans un cadre splendide vous ferez voyager. Connaître « DIEP », pour les Parisiens, n'est pas un secret, puisque sa famille est doublement installée dans la dernière création, avec sa courtoisie, son professionnalisme qui est exemplaire. Goûtez son bœuf bourguignon, saumon, servi bien frais, pour accompagner vos mets. Retrouvez l'ambiance de vos vacances, en découvrant « DIEP » et vous ne le regretterez pas.

28, rue Louis-le-Grand (2<sup>e</sup>). Tél. : 47-42-31-58 et 94-47, doublement installé dans le 8<sup>e</sup> arrondissement  
DIEP, 55, rue Pierre-Charron (8<sup>e</sup>). Tél. : 45-63-52-76.  
DIEP, 22, rue de Ponthieu (8<sup>e</sup>). Tél. : 42-56-23-96.  
Ces trois restaurants sont ouverts tous les jours

## 250 ans de grands vins

Domaines du Château de Beaune  
32 hectares dont 71 hectares de premiers et grands crus.  
**BOUCHARD PÈRE & FILS**  
Documentation LMF  
BOITE POSTALE 70  
21202 BEAUNE CEDEX  
Tél. : (80) 22.14.41  
TELEX : BOUCHARD 350 830 F



« A consommer avec modération »

# JEUX

## échecs

N° 1350

### SUS AU ROI

(Compte du monde, Stockholm (Suède), août 1950)  
Blancs : J. EHLVEST  
Noirs : E. VAGANIAN  
Défense française.

1. e4 e5  
2. f4 f5  
3. c3 c6  
4. d4 d5  
5. e3 e6  
6. f3 f6  
7. g3 g6  
8. h3 h6  
9. a3 a6  
10. b3 b6  
11. c4 c5  
12. d5 d4  
13. e6 e5  
14. f7 f6  
15. g6 g5  
16. h6 h5  
17. a4 a5  
18. b4 b5  
19. c5 c4  
20. d6 d5  
21. e7 e6  
22. f8 f7  
23. g7 g6  
24. h7 h6  
25. a5 a4  
26. b5 b4  
27. c6 c5  
28. d7 d6  
29. e8 e7  
30. f9 f8  
31. g8 g7  
32. h9 h8  
33. a6 a5  
34. b6 b5  
35. c7 c6  
36. d8 d7  
37. e9 e8  
38. f0 f9  
39. g9 g8  
40. h0 h9  
41. a7 a6  
42. b7 b6  
43. c8 c7  
44. d9 d8  
45. e0 e9  
46. f1 f0  
47. g0 g1  
48. h1 h0  
49. a8 a7  
50. b8 b7  
51. c9 c8  
52. d0 d9  
53. e1 e0  
54. f2 f1  
55. g1 g2  
56. h2 h1  
57. a9 a8  
58. b9 b7  
59. c0 c9  
60. d1 d0  
61. e2 e1  
62. f3 f2  
63. g2 g3  
64. h3 h2  
65. a0 a9  
66. b0 b8  
67. c1 c0  
68. d2 d1  
69. e3 e2  
70. f4 f3  
71. g3 g4  
72. h4 h3  
73. a1 a0  
74. b1 b9  
75. c2 c1  
76. d3 d2  
77. e4 e3  
78. f5 f4  
79. g4 g5  
80. h5 h4  
81. a2 a1  
82. b2 b0  
83. c3 c2  
84. d4 d3  
85. e5 e4  
86. f6 f5  
87. g5 g6  
88. h6 h5  
89. a3 a2  
90. b3 b1  
91. c4 c3  
92. d5 d4  
93. e6 e5  
94. f7 f6  
95. g6 g7  
96. h7 h6  
97. a4 a3  
98. b4 b2  
99. c5 c4  
100. d6 d5  
101. e7 e6  
102. f8 f7  
103. g7 g8  
104. h8 h7  
105. a5 a4  
106. b5 b3  
107. c6 c5  
108. d7 d6  
109. e8 e7  
110. f9 f8  
111. g8 g9  
112. h9 h8  
113. a6 a5  
114. b6 b4  
115. c7 c6  
116. d8 d7  
117. e9 e8  
118. f0 f9  
119. g9 g0  
120. h0 h9  
121. a7 a6  
122. b7 b5  
123. c8 c7  
124. d9 d8  
125. e0 e9  
126. f1 f0  
127. g0 g1  
128. h1 h0  
129. a8 a7  
130. b8 b6  
131. c9 c8  
132. d0 d9  
133. e1 e0  
134. f2 f1  
135. g1 g2  
136. h2 h1  
137. a9 a8  
138. b9 b7  
139. c0 c9  
140. d1 d0  
141. e2 e1  
142. f3 f2  
143. g2 g3  
144. h3 h2  
145. a0 a9  
146. b0 b8  
147. c1 c0  
148. d2 d1  
149. e3 e2  
150. f4 f3  
151. g3 g4  
152. h4 h3  
153. a1 a0  
154. b1 b9  
155. c2 c1  
156. d3 d2  
157. e4 e3  
158. f5 f4  
159. g4 g5  
160. h5 h4  
161. a2 a1  
162. b2 b0  
163. c3 c2  
164. d4 d3  
165. e5 e4  
166. f6 f5  
167. g5 g6  
168. h6 h5  
169. a3 a2  
170. b3 b1  
171. c4 c3  
172. d5 d4  
173. e6 e5  
174. f7 f6  
175. g6 g7  
176. h7 h6  
177. a4 a3  
178. b4 b2  
179. c5 c4  
180. d6 d5  
181. e7 e6  
182. f8 f7  
183. g7 g8  
184. h8 h7  
185. a5 a4  
186. b5 b3  
187. c6 c5  
188. d7 d6  
189. e8 e7  
190. f9 f8  
191. g8 g9  
192. h9 h8  
193. a6 a5  
194. b6 b4  
195. c7 c6  
196. d8 d7  
197. e9 e8  
198. f0 f9  
199. g9 g0  
200. h0 h9  
201. a7 a6  
202. b7 b5  
203. c8 c7  
204. d9 d8  
205. e0 e9  
206. f1 f0  
207. g0 g1  
208. h1 h0  
209. a8 a7  
210. b8 b6  
211. c9 c8  
212. d0 d9  
213. e1 e0  
214. f2 f1  
215. g1 g2  
216. h2 h1  
217. a9 a8  
218. b9 b7  
219. c0 c9  
220. d1 d0  
221. e2 e1  
222. f3 f2  
223. g2 g3  
224. h3 h2  
225. a0 a9  
226. b0 b8  
227. c1 c0  
228. d2 d1  
229. e3 e2  
230. f4 f3  
231. g3 g4  
232. h4 h3  
233. a1 a0  
234. b1 b9  
235. c2 c1  
236. d3 d2  
237. e4 e3  
238. f5 f4  
239. g4 g5  
240. h5 h4  
241. a2 a1  
242. b2 b0  
243. c3 c2  
244. d4 d3  
245. e5 e4  
246. f6 f5  
247. g5 g6  
248. h6 h5  
249. a3 a2  
250. b3 b1  
251. c4 c3  
252. d5 d4  
253. e6 e5  
254. f7 f6  
255. g6 g7  
256. h7 h6  
257. a4 a3  
258. b4 b2  
259. c5 c4  
260. d6 d5  
261. e7 e6  
262. f8 f7  
263. g7 g8  
264. h8 h7  
265. a5 a4  
266. b5 b3  
267. c6 c5  
268. d7 d6  
269. e8 e7  
270. f9 f8  
271. g8 g9  
272. h9 h8  
273. a6 a5  
274. b6 b4  
275. c7 c6  
276. d8 d7  
277. e9 e8  
278. f0 f9  
279. g9 g0  
280. h0 h9  
281. a7 a6  
282. b7 b5  
283. c8 c7  
284. d9 d8  
285. e0 e9  
286. f1 f0  
287. g0 g1  
288. h1 h0  
289. a8 a7  
290. b8 b6  
291. c9 c8  
292. d0 d9  
293. e1 e0  
294. f2 f1  
295. g1 g2  
296. h2 h1  
297. a9 a8  
298. b9 b7  
299. c0 c9  
300. d1 d0  
301. e2 e1  
302. f3 f2  
303. g2 g3  
304. h3 h2  
305. a0 a9  
306. b0 b8  
307. c1 c0  
308. d2 d1  
309. e3 e2  
310. f4 f3  
311. g3 g4  
312. h4 h3  
313. a1 a0  
314. b1 b9  
315. c2 c1  
316. d3 d2  
317. e4 e3  
318. f5 f4  
319. g4 g5  
320. h5 h4  
321. a2 a1  
322. b2 b0  
323. c3 c2  
324. d4 d3  
325. e5 e4  
326. f6 f5  
327. g5 g6  
328. h6 h5  
329. a3 a2  
330. b3 b1  
331. c4 c3  
332. d5 d4  
333. e6 e5  
334. f7 f6  
335. g6 g7  
336. h7 h6  
337. a4 a3  
338. b4 b2  
339. c5 c4  
340. d6 d5  
341. e7 e6  
342. f8 f7  
343. g7 g8  
344. h8 h7  
345. a5 a4  
346. b5 b3  
347. c6 c5  
348. d7 d6  
349. e8 e7  
350. f9 f8  
351. g8 g9  
352. h9 h8  
353. a6 a5  
354. b6 b4  
355. c7 c6  
356. d8 d7  
357. e9 e8  
358. f0 f9  
359. g9 g0  
360. h0 h9  
361. a7 a6  
362. b7 b5  
363. c8 c7  
364. d9 d8  
365. e0 e9  
366. f1 f0  
367. g0 g1  
368. h1 h0  
369. a8 a7  
370. b8 b6  
371. c9 c8  
372. d0 d9  
373. e1 e0  
374. f2 f1  
375. g1 g2  
376. h2 h1  
377. a9 a8  
378. b9 b7  
379. c0 c9  
380. d1 d0  
381. e2 e1  
382. f3 f2  
383. g2 g3  
384. h3 h2  
385. a0 a9  
386. b0 b8  
387. c1 c0  
388. d2 d1  
389. e3 e2  
390. f4 f3  
391. g3 g4  
392. h4 h3  
393. a1 a0  
394. b1 b9  
395. c2 c1  
396. d3 d2  
397. e4 e3  
398. f5 f4  
399. g4 g5  
400. h5 h4  
401. a2 a1  
402. b2 b0  
403. c3 c2  
404. d4 d3  
405. e5 e4  
406. f6 f5  
407. g5 g6  
408. h6 h5  
409. a3 a2  
410. b3 b1  
411. c4 c3  
412. d5 d4  
413. e6 e5  
414. f7 f6  
415. g6 g7  
416. h7 h6  
417. a4 a3  
418. b4 b2  
419. c5 c4  
420. d6 d5  
421. e7 e6  
422. f8 f7  
423. g7 g8  
424. h8 h7  
425. a5 a4  
426. b5 b3  
427. c6 c5  
428. d7 d6  
429. e8 e7  
430. f9 f8  
431. g8 g9  
432. h9 h8  
433. a6 a5  
434. b6 b4  
435. c7 c6  
436. d8 d7  
437. e9 e8  
438. f0 f9  
439. g9 g0  
440. h0 h9  
441. a7 a6  
442. b7 b5  
443. c8 c7  
444. d9 d8  
445. e0 e9  
446. f1 f0  
447. g0 g1  
448. h1 h0  
449. a8 a7  
450. b8 b6  
451. c9 c8  
452. d0 d9  
453. e1 e0  
454. f2 f1  
455. g1 g2  
456. h2 h1  
457. a9 a8  
458. b9 b7  
459. c0 c9  
460. d1 d0  
461. e2 e1  
462. f3 f2  
463. g2 g3  
464. h3 h2  
465. a0 a9  
466. b0 b8  
467. c1 c0  
468. d2 d1  
469. e3 e2  
470. f4 f3  
471. g3 g4  
472. h4 h3  
473. a1 a0  
474. b1 b9  
475. c2 c1  
476. d3 d2  
477. e4 e3  
478. f5 f4  
479. g4 g5  
480. h5 h4  
481. a2 a1  
482. b2 b0  
483. c3 c2  
484. d4 d3  
485. e5 e4  
486. f6 f5  
487. g5 g6  
488. h6 h5  
489. a3 a2  
490. b3 b1  
491. c4 c3  
492. d5 d4  
493. e6 e5  
494. f7 f6  
495. g6 g7  
496. h7 h6  
497. a4 a3  
498. b4 b2  
499. c5 c4  
500. d6 d5  
501. e7 e6  
502. f8 f7  
503. g7 g8  
504. h8 h7  
505. a5 a4  
506. b5 b3  
507. c6 c5  
508. d7 d6  
509. e8 e7  
510. f9 f8  
511. g8 g9  
512. h9 h8  
513. a6 a5  
514. b6 b4  
515. c7 c6  
516. d8 d7  
517. e9 e8  
518. f0 f9  
519. g9 g0  
520. h0 h9  
521. a7 a6  
522. b7 b5  
523. c8 c7  
524. d9 d8  
525. e0 e9  
526. f1 f0  
527. g0 g1  
528. h1 h0  
529. a8 a7  
530. b8 b6  
531. c9 c8  
532. d0 d9  
533. e1 e0  
534. f2 f1  
535. g1 g2  
536. h2 h1  
537. a9 a8  
538. b9 b7  
539. c0 c9  
540. d1 d0  
541. e2 e1  
542. f3 f2  
543. g2 g3  
544. h3 h2  
545. a0 a9  
546. b0 b8  
547. c1 c0  
548. d2 d1  
549. e3 e2  
550. f4 f3  
551. g3 g4  
552. h4 h3  
553. a1 a0  
554. b1 b9  
555. c2 c1  
556. d3 d2  
557. e4 e3  
558. f5 f4  
559. g4 g5  
560. h5 h4  
561. a2 a1  
562. b2 b0  
563. c3 c2  
564. d4 d3  
565. e5 e4  
566. f6 f5  
567. g5 g6  
568. h6 h5  
569. a3 a2  
570. b3 b1  
571. c4 c3  
572. d5 d4  
573. e6 e5  
574. f7 f6  
575. g6 g7  
576. h7 h6  
577. a4 a3  
578. b4 b2  
579. c5 c4  
580. d6 d5  
581. e7 e6  
582. f8 f7  
583. g7 g8  
584. h8 h7  
585. a5 a4  
586. b5 b3  
587. c6 c5  
588. d7 d6  
589. e8 e7  
590. f9 f8  
591. g8 g9  
592. h9 h8  
593. a6 a5  
594. b6 b4  
595. c7 c6  
596. d8 d7  
597. e9 e8  
598. f0 f9  
599. g9 g0  
600. h0 h9  
601. a7 a6  
602. b7 b5  
603. c8 c7  
604. d9 d8  
605. e0 e9  
606. f1 f0  
607. g0 g1  
608. h1 h0  
609. a8 a7  
610. b8 b6  
611. c9 c8  
612. d0 d9  
613. e1 e0  
614. f2 f1  
615. g1 g2  
616. h2 h1  
617. a9 a8  
618. b9 b7  
619. c0 c9  
620. d1 d0  
621. e2 e1  
622. f3 f2  
623. g2 g3  
624. h3 h2  
625. a0 a9  
626. b0 b8  
627. c1 c0  
628. d2 d1  
629. e3 e2  
630. f4 f3  
631. g3 g4  
632. h4 h3  
633. a1 a0  
634. b1 b9  
635. c2 c1  
636. d3 d2  
637. e4 e3  
638. f5 f4  
639. g4 g5  
640. h5 h4  
641. a2 a1  
642. b2 b0  
643. c3 c2  
644. d4 d3  
645. e5 e4  
646. f6 f5  
647. g5 g6  
648. h6 h5  
649. a3 a2  
650. b3 b1  
651. c4 c3  
652. d5 d4  
653. e6 e5  
654. f7 f6  
655. g6 g7  
656. h7 h6  
657. a4 a3  
658. b4 b2  
659. c5 c4  
660. d6 d5  
661. e7 e6  
662. f8 f7  
663. g7 g8  
664. h8 h7  
665. a5 a4  
666. b5 b3  
667. c6 c5  
668. d7 d6  
669. e8 e7  
670. f9 f8  
671. g8 g9  
672. h9 h8  
673. a6 a5  
674. b6 b4  
675. c7 c6  
676. d8 d7  
677. e9 e8  
678. f0 f9  
679. g9 g0  
680. h0 h9  
681. a7 a6  
682. b7 b5  
683. c8 c7  
684. d9 d8  
685. e0 e9  
686. f1 f0  
687. g0 g1  
688. h1 h0  
689. a8 a7  
690. b8 b6  
691. c9 c8  
692. d0 d9  
693. e1 e0  
694. f2 f1  
695. g1 g2  
696. h2 h1  
697. a9 a8  
698. b9 b7  
699. c0 c9  
700. d1 d0  
701. e2 e1  
702. f3 f2  
703. g2 g3  
704. h3 h2  
705. a0 a9  
706. b0 b8  
707. c1 c0  
708. d2 d1  
709. e3 e2  
710. f4 f3  
711. g3 g4  
712. h4 h3  
713. a1 a0  
714. b1 b9  
715. c2 c1  
716. d3 d2  
717. e4 e3  
718. f5 f4  
719. g4 g5  
720. h5 h4  
721. a2 a1  
722. b2 b0  
723. c3 c2  
724. d4 d3  
725. e5 e4  
726. f6 f5  
727. g5 g6  
728. h6 h5  
729. a3 a2  
730. b3 b1  
731. c4 c3  
732. d5 d4  
733. e6 e5  
734. f7 f6  
735. g6 g7  
736. h7 h6  
737. a4 a3  
738. b4 b2  
739. c5 c4  
740. d6 d5  
741. e7 e6  
742. f8 f7  
743. g7 g8  
744. h8 h7  
745. a5 a4  
746. b5 b3  
747. c6 c5  
748. d7 d6  
749. e8 e7  
750. f9 f8  
751. g8 g9  
752. h9 h8  
753. a6 a5  
754. b6 b4  
755. c7 c6  
756. d8 d7  
757. e9 e8  
758. f0 f9  
759. g9 g0  
760. h0 h9  
761. a7 a6  
762. b7 b5  
763. c8 c7  
764. d9 d8  
765. e0 e9  
766. f1 f0  
767. g0 g1  
768. h1 h0  
769. a8 a7  
770. b8 b6  
771. c9 c8  
772. d0 d9  
773. e1 e0  
774. f2 f1  
775. g1 g2  
776. h2 h1  
777. a9 a8  
778. b9 b7  
779. c0 c9  
780. d1 d0  
781. e2 e1  
782. f3 f2  
783. g2 g3  
784. h3 h2  
785. a0 a9  
786. b0 b8  
787. c1 c0  
788. d2 d1  
789. e3 e2  
790. f4 f3  
791. g3 g4  
792. h4 h3  
793. a1 a0  
794. b1 b9  
795. c2 c1  
796. d3 d2  
797. e4 e3  
798. f5 f4  
799. g4 g5  
800. h5 h4  
801. a2 a1  
802. b2 b0  
803. c3 c2  
804. d4 d3  
805. e5 e4  
806. f6 f5  
807. g5 g6  
808. h6 h5  
809. a3 a2  
810. b3 b1  
811. c4 c3  
812. d5 d4  
813. e6 e5  
814. f7 f6  
815. g6 g7  
816. h7 h6  
817. a4 a3  
818. b4 b2  
819. c5 c4  
820. d6 d5  
821. e7 e6  
822. f8 f7  
823. g7 g8  
824. h8 h7  
825. a5 a4  
826. b5 b3  
827. c6 c5  
828. d7 d6  
829. e8 e7  
830. f9 f8  
831. g8 g9  
832. h9 h8  
833. a6 a5  
834. b6 b4  
835. c7 c6  
836. d8 d7  
837. e9 e8  
838. f0 f9  
839. g9 g0  
840. h0 h9  
841. a7 a6  
842. b7 b5  
843. c8 c7  
844. d9 d8  
845. e0 e9  
846. f1 f0  
847. g0 g1  
848. h1 h0  
849. a8 a7  
850. b8 b6  
851. c9 c8  
852. d0 d9  
853. e1 e0  
854. f2 f1  
855. g1 g2  
856. h2 h1  
857. a9 a8  
858. b9 b7  
859. c0 c9  
860. d1 d0  
861. e2 e1  
862. f3 f2  
863. g2 g3  
864. h3 h2  
865. a0 a9  
866. b0 b8  
867. c1 c0  
868. d2 d1  
869. e3 e2  
870. f4 f3  
871. g3 g4  
872. h4 h3  
873. a1 a0  
874. b1 b9  
875. c2 c1  
876. d3 d2  
877. e4 e3  
878. f5 f4  
879. g4 g5  
880. h5 h4  
881. a2 a1  
882. b2 b0  
883. c3 c2  
884. d4 d3  
885. e5 e4  
886. f6 f5  
887. g5 g6  
888. h6 h5  
889. a3 a2  
890. b3 b1  
891. c4 c3  
892. d5 d4  
893. e6 e5  
894. f7 f6  
895. g6 g7  
896. h7 h6  
897. a4 a3  
898. b4 b2  
899. c5 c4  
900. d6 d5  
901. e7 e6  
902. f8 f7  
903. g7 g8  
904. h8 h7  
905. a5 a4  
906. b5 b3  
907. c6 c5  
908. d7 d6  
909. e8 e7  
910. f9 f8  
911. g8 g9  
912. h9 h8  
913. a6 a5  
914. b6 b4  
915. c7 c6  
916. d8 d7  
917. e9 e8  
918. f0 f9  
919. g9 g0  
920. h0 h9  
921. a7 a6  
922. b7 b5  
923. c8 c7  
924. d9 d8  
925. e0 e9  
926. f1 f0  
927. g0 g1  
928. h1 h0  
929. a8 a7  
930. b8 b6  
931. c9 c8  
932. d0 d9  
933. e1 e0  
934. f2 f1  
935. g1 g2  
936. h2 h1  
937. a9 a8  
938. b9 b7  
939. c0 c9  
940. d1 d0  
941. e2 e1  
942. f3 f2  
943. g2 g3  
944. h3 h2  
945. a0 a9  
946. b0 b8  
947. c1 c0  
948. d2 d1  
949. e3 e2  
950. f4 f3  
951. g3 g4  
952. h4 h3  
953. a1 a0  
954. b1 b9  
955. c2 c1  
956. d3 d2  
957. e4 e3  
958. f5 f4  
959. g4 g5  
960. h5 h4  
961. a2 a1  
962. b2 b0  
963. c3 c2  
964. d4 d3  
965. e5 e4  
966. f6 f5  
967. g5 g6  
968. h6 h5  
969. a3 a2  
970. b3 b1  
971. c4 c3  
972. d5 d4  
973. e6 e5  
974. f7 f6  
975. g6 g7  
976. h7 h6  
977. a4 a3  
978. b4 b2  
979. c5 c4  
980. d6 d5  
981. e7 e6  
982. f8 f7  
983. g7 g8  
984. h8 h7  
985. a5 a4  
986. b5 b3  
987. c6 c5  
988. d7 d6  
989. e8 e7  
990. f9 f8  
991. g8 g9  
992. h9 h8  
993. a6 a5  
994. b6 b4  
995. c7 c6  
996. d8 d7  
997. e9 e8  
998. f0 f9  
999. g9 g0  
1000. h0 h9

### NOTES

a) Une autre suite importante commence par 7. Cf3.  
b) Ou 7... cxd4; 8. Dxd7.  
c) On a longtemps poursuivi par 8. Cf3, Ch6; 9. Fd3 (menace 10. Fxh7+); 15; 10. exf6.

Tx6; 11. Fg5, Tf7; 12. Dh4 ou 12. Fx67.

d) A envisager est aussi 8... f5; 9. exf6, Tx6; 10. Dh5, g6; 11. Dd1, Da5; 12. Fd2 (Sax-Ehlvest, Reykjavik, 1988). Les Noirs craignent sans doute l'attaque 9. Dh5, h6 (si 9... Cg6?; 10. Cf3, g4; 11. Cg5, h6; 12. Cxf7 et si 9... Cf5; 10. Cf3); 10. Fxh6!

e) Avec la menace 10. Fxh7+.  
f) Ou 10. Dh5, Ch6; 11. a4, cxd4; 12. cxd4, Dd8; 13. Dd8, Tx6; 14. a5, Cg4; 15. Cd2, Cxd2; 16. Fxd2, Cg6 et les Noirs ne sont pas mal.

g) 11... cxd4 paraît bien meilleur. En bloquant le centre, les Noirs acceptent de subir une violente offensive sur l'aile-R.

h) Afin d'ouvrir à la T-R la colonne g.

i) 14... f4 a l'avantage de ne pas ouvrir la position.

j) 15... Cxf5 donne aux Blancs une terrible attaque: 16. Cg5, h6; 17. Fh5, Dd7; 18. Fg6 menaçant Ch7 et Fxh6.

k) Préférer donner la qualité plutôt que de tomber dans des variantes trop pénibles; par exemple, 16... Tf8; 17. Dg3, Cg6; 19. Cxg6, hxc6; 20. Fd3.

l) Menaçant 20. Fh5.

m) Menaçant 21. Ff6.

n) Une manière élégante et efficace d'ouvrir une colonne aux pièces lourdes des Blancs.

o) L'infiltration des T ne laisse aucun répit aux Noirs.

p) Si 30... g6?; 31. Fd5 mat.

q) Forcé.

r) 33. Rg3! gagnait tout de suite.

s) Si 37... Tb6+; 38. Ra2.

t) Une belle exécution.

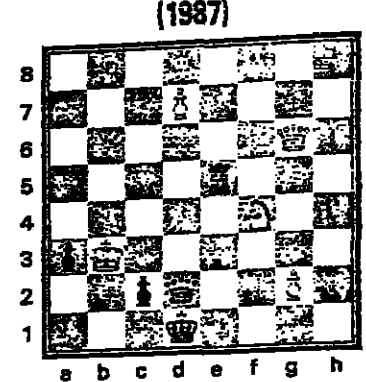
SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1349 D. DONOVAN (1939)

(Blancs : Rf4, Dd5, Tg7, Fg5, g6, c5. Noirs : Rh8, Dd7, Cf6 et g8, Fc6.)  
Si 1. Txg8+?; 2. Df7, Df8!; 3. Dxf8, pat.  
1. Dxf8+!; 2. Tx7! et les Noirs sont en zugzwang, Cf6 (si 2... Df8; 3. Tx8); 3. gxf6, Dxc5; 4. Th7+, Rg8; 5. f7+, Rf8; 6. Th8+ et les Blancs gagnent. Une T a dominé une D.

CLAUDE LEMOINE.

### ÉTUDE N° 1350

M. GROMOV ET V. KOZIREV (1987)



BLANCS (6) : Rb3, Dg6, Fd8, Cf4, Pd7, g2.  
NOIRS (5) : Rd1, Dd2, Td5, Pa3, c2.  
Les Blancs jouent et gagnent.

### Notes sur les enchères

Sud doit se contenter de déclarer seulement 3 Piques car, si Nord ne peut dire 4 Piques, il ne faut pas jouer la manche.

### Courrier des lecteurs</



## CINÉMA

46<sup>e</sup> Mostra de Venise

### Comme on se rencontre

- « La Femme de Rose Hill », d'Alain Tanner
- « Che ora è ? », d'Ettore Scola

Marcel (Roger Jendly), paysan dans le canton de Vaud, a trouvé une épouse sur catalogue par une agence. La maman de Marcel est sceptique, ce n'est pas bien de se marier avec une fille qui n'est pas d'ici. Julie (Marie Gaydu) est d'ailleurs, en effet, de l'ouest indien, noire et juive. Maman avait sûrement raison parce que Julie commence par demander à Marcel un petit temps de fiançailles, après le mariage, pour passer à l'acte.

Il faut dire que Marcel n'est pas le type le plus sexy du canton, ni le plus débauché (dans le style : « Je te donne deux semaines pour avoir envie de coucher avec moi », on doit trouver plus diplomate). Finalement, elle se donne à un autre plus avenant, Jean (Jean-Philippe Ecoffey), qui l'a prise en auto-stop et dont elle tombe éperdue.

C'est un beau sujet qu'a choisi Alain Tanner pour revenir en compétition à Venise avec *La Femme de Rose Hill*, même si l'idée du « beau sujet » lui déplaît. Passé le premier demi-heure, on s'ennuie malicieusement dans une trame tout à fait linéaire, dramatique et prévisible. Si le sens moral, l'esprit de révolte de l'auteur de *La Salamandre* et de *Charles mort ou vivant* restent intacts, ils ne sauvent pas ce scénario d'une relative platitude que le son doublé en studio contribue à rendre un peu plus irréel encore.

Aux antipodes, c'est-à-dire en Italie, à Civita Vecchia, Ettore Scola se pose une question éternelle : *Che*



Massimo Troisi et Marcello Mastroianni dans « Che ora è »

*ora è ?* (Quelle heure est-il ?), en effet pour ce cher Marcello (Mastroianni) qui vient voir son fils un après-midi de « perm » en dehors de la caserne ? Michele (Massimo Troisi) n'a pas les mêmes goûts que son père. Il n'aime pas l'idée d'avoir une voiture, un appartement sur la Piazza del Popolo, un avenir tracé par papa qui s'écroule (« Tu

n'aimes pas la fin du vingtième siècle ? ») et se montre indiscret au point de demander à la maîtresse de Michele (Anne Parillaud, excellente) si son fils est bien au lit.

Il n'est pas facile de se parler entre père et fils, où que ce soit dans le monde. Mais là, dans ce trou du bord de mer, dans ces manèges déserts et ces bistrotis pleins de

vapeurs, le malentendu prend une dimension théâtrale et tendre, avec deux comédiens qui méritent de partager le prix d'interprétation masculine, sous la baguette d'un Scola très en verve, en état de grâce, qui donne, le temps d'un film intime et retenu, sa dose d'humour nécessaire à la mélancolie.

MICHEL BRAUDEAU.

### Dix films de moins d'une heure

- Le « Décalogue », de Krzysztof Kieslowski

« Chaque jour un film de Kieslowski tu verras. S'il est un commandement auquel les festivaliers de Venise se sont soumis de bonne grâce, c'est bien celui qui leur enjoignait de découvrir les dix parties du Décalogue.

Comme depuis dix ans des auteurs, révisés pour tous au Festival de Cannes 1988 avec *Tu ne tueras point* (Prix du jury), Krzysztof Kieslowski s'est vu consacrer définitivement à Venise cette année comme l'un des grands du cinéma mondial avec la présentation complète du *Décalogue*, dix films de moins d'une heure réalisés pour la télévision polonaise, qui ne les programmera qu'en décembre prochain.

Écrits en collaboration avec un avocat, Krzysztof Piesiewicz, que le cinéaste avait connu en préparant un documentaire sur les procès de l'État d'urgence, ces dix épisodes furent tournés chacun en vingt jours pour un budget global de 5 millions de francs ! Les vingt-cinq rôles principaux sont tenus par les meilleurs comédiens du pays (ils sont tous magnifiques).

A la différence des *Comédies et proverbes*, de Rohmer, qui d'entrée de jeu annoncent le thème moral du récit, Kieslowski, malicieusement, se garde bien de donner un titre à ses paraboles filmées. Il égrène simplement les chiffres du générique *Décalogue 1, Décalogue 2*, etc., et a semé la panique sur la langue, où même les communistes italiens avouaient leur ignorance des dix commandements.

Ce mystère fait partie du propos du metteur en scène : piquer la curiosité des spectateurs, les faire s'interroger sur le contenu des films

tout en montrant qu'après six mille ans ces préceptes moraux et religieux, sans être remis en question sont enfreints tous les jours.

Chaque histoire donne un sentiment puissant de la réalité et frappe par la rigueur de sa démarche intellectuelle, gouvernée à la fois par le hasard et la nécessité. Krzysztof Kieslowski nous surprend sans cesse, ménage des effets de suspense tout en radiographiant les âmes. Cette rencontre singulière de Bergman et de Hitchcock produit des œuvres intenses, d'une nudité essentielle, qui sont aussi de véritables enquêtes psychologiques.

Pourquoi cette jeune femme kidnappée-t-elle sa petite sœur (*Décalogue 7* : « Tu ne voleras point... ») ? Un adolescent regarde par la fenêtre les fréquents ébats amoureux de sa voisine dans l'immeuble d'en face (*Décalogue 4* : « Tu ne commettras pas d'adultère... ») Dorothée attend le verdict d'un médecin sur les chances de survie de son mari pour garder ou

non l'enfant qu'elle attend d'un autre homme (*Décalogue 2* : « Tu ne jureras pas le nom de Dieu... »). Sofia, aujourd'hui professeur d'éthique, en refusant de mentir pendant la guerre, a pris le risque d'envoyer une enfant juive dans les camps. Celle-ci, devenue citoyenne américaine, vient lui rendre une visite (*Décalogue 8* : « Tu ne feras pas de faux témoignages... »).

Fuyant les jugements manichéens, maintenant sans cesse l'ambiguïté, Kieslowski laisse à chacun sa chance tout en jetant sur le monde un regard pessimiste. Avec la concision d'un moraliste classique, il nous propose en dix chapitres un traité moderne des passions. A quarante-huit ans, cet homme aux allures d'ingénieur ou de médecin avec ses lunettes d'écaïlle et son air sérieux reste un créateur mystérieux. Avec son sourire ironique et ses réponses laconiques, il s'adresse sans doute des interprétations divergentes que suscitent ses films, complexes comme la vie.

M. CL.

### Un entretien avec le réalisateur

### « Ce qui m'intéresse c'est l'homme »

« Votre dernier film avant le *Décalogue* était sans doute le plus politique de tous. Au contraire dans cette série sur les Dix commandements la politique est absente. Pourquoi ?

— Cela est lié à l'évolution de nos vies. Nous avons en Pologne de moins en moins d'espoir dans la politique. Nous n'y croyons plus. Quant à moi, je n'y trouve plus aucun intérêt. Et les hommes politiques qui prétendent tout savoir, tout expliquer, cela m'agace.

— Ce qui est frappant dans vos histoires c'est la quasi-absence de problèmes matériels chez vos personnages : mortifère, logement, etc.

— Je crois que les problèmes que vivent les Polonais sont tellement ennuyeux pour moi comme pour tous que je n'avais pas envie d'y toucher. Tout le monde est fatigué de voir sur les écrans ces pauvres Polonais ! Bien sûr, il y a des éléments présents à l'arrière-plan — comme la rareté de l'eau — mais ce sont des signaux sur lesquels nous n'insistons pas.

— Vos histoires ont une logique, inséparable et en même temps sont gouvernées par le hasard.

— Le hasard — ou le destin, peu importe le mot — m'a toujours frappé. Je sais le rôle qu'il a joué dans ma vie, et je suis obligé d'y penser lorsque j'écris des scénarios. Quand on s'interroge sur la vie de quelqu'un, on doit en chercher les sources, retrouver les mille fils qui conduisent au présent.

— Si nous sommes tous les trois ici pour cet entretien, notre interprète, vous et moi, c'est le résultat d'un en-

ments antérieurs. Tout, dans nos vies, nous a conduit à nous rencontrer à Venise aujourd'hui. Si on étudie les scénarios du *Décalogue*, on se rend compte qu'ils sont construits à partir de tels hasards. C'est par hasard que j'ai rencontré Piesiewicz, mon scénariste sans lequel je n'aurais peut-être pas tourné ce film. Mais bien sûr, chacun de nous a aussi un pouvoir de décision par rapport à ce hasard.

— Vous regardez vos personnages dans leur vérité mais sans impressionner le spectateur par des fausses pistes, des rebondissements inattendus.

— Ce qui m'intéresse essentiellement c'est l'homme. Mais ensuite il me faut à mon tour intéresser le public. Il me faut le captiver tout en lui parlant de ce qui me concerne en profondeur. Toute évolution psychologique d'une personne est un suspense. Je cherche à remonter au arrière pour expliquer les comportements actuels. On ne comprend pas, par exemple, pourquoi le médecin du *Décalogue 2* refuse d'aider la femme du mourant si on ne connaît pas son passé.

— Il faut arriver à expliquer pourquoi il doit se comporter ainsi ; quand un homme fait le mal il y a toujours des causes à sa conduite. Et je les cherche. Peut-être n'est-ce pas juste ? Peut-être faut-il juger en termes de bien et de mal ! Mais je ne le peux pas car je n'y crois pas.

— Dans le *Décalogue 1* (« Tu honoreras ton père et ta mère »), un père et son fils s'embrassent l'un l'autre qui leur insinue la soule de résistance de la glace. L'enfant mourra noyé en faisant du petit sur le lac gelé. Est-ce une punition d'ordre religieux ?

— C'est tout le problème de la définition de Dieu. On est habitué à voir en Dieu un brave vieillard avec une barbe, qui pardonne tout. Dans l'Ancien Testament, c'est un être cruel. Dans mon film, le père n'est peut-être pas puni parce qu'il ne croyait pas en Dieu, mais à cause de sa trop grande rationalité. Il y a là un conflit très actuel entre le rationnel et le spirituel. En accordant trop d'importance à la raison, nos contemporains ont perdu une dimension de la vie. *Décalogue 1* concerne la négation de Dieu par un substitut, un sentiment fort et exclusif qui nous possède tout entier. La meilleure expression de ce problème nous paraît être comme ici le conflit entre la clarté de la raison et l'obscurité de la foi.

— Vous défiez-vous comme agnostique ?

— Je crois qu'il y a des mystères, des zones secrètes dans chaque individu, qu'il faut préserver.

— Vos films sont dominés par le mensonge, la trahison, l'adultère.

— Je crois que les hommes sont avant tout gouvernés par les sentiments, la peur de mourir, la haine, l'amour, l'angoisse de la solitude. C'est plus important pour eux que d'être communistes ou d'appartenir à telle Église. Je préfère observer deux personnes enfermées dans une pièce et qui se mentent, que de filmer la politique des États ou la condition sociale. Plus je vieillis et plus m'intéresse ce qui se trouve au plus profond de nous.

Propos recueillis par MICHEL CIMENT.

## MUSIQUES

Rivalités entre Deutsche Grammophon et CBS

### Grandes manœuvres autour de l'héritage Karajan

Herbert von Karajan voyait grand et loin. Dans les dernières années de sa vie, il a réenregistré et filmé son répertoire pour le compte de Télémondial, sa propre société de production. Quatre-vingts films que CBS et DGG se disputent âprement.

Dans ses rêves les plus fous, Herbert von Karajan se voulait immortel. Les disques, les bandes de concert radiodiffusées ne lui suffisaient plus. Il fallait que les générations futures puissent le voir diriger. Monophonie, stéréophonie, quadriphonie, disque laser, vidéo : chaque nouveauté technologique lui avait fait remettre son ouvrage sur le métier, le temps ne devait pas avoir de prise sur son travail. Pour ses grandes interprétations, il exigeait le son le plus pur, l'image.

Au milieu des années 60, il avait convaincu le cinéaste français Henri-Georges Clouzot de mettre en scène sa lecture des symphonies de Beethoven, mais très vite il était parvenu à la conclusion qu'il devait lui-même se filmer, mettre en scène les opéras qu'il dirigeait, comme il imposait ses choix musicaux à ses solistes dociles.

A sa mort, il avait ainsi été le maître d'œuvre d'environ quatre-vingt films produits pour Télémondial, une société basée à Monte-Carlo et qu'il avait créée quelque temps après sa rupture avec le producteur allemand Leo Kirch, son associé — à parts égales — au sein de Cosmotel, une précédente société de production fondée en 1964. Du vivant de Karajan, la Deutsche Grammophon Gesellschaft publiait la bande son des films sous forme de disque compact en négociant les droits au coup par coup et le film lui-même sous forme de disque compact vidéo (CDV) en coproduction avec Télémondial.

Tout aurait pu continuer ainsi de nombreuses années si Karajan ne s'était intimement lié avec Aldo Moro, le patron de Sony, et si Gunther Breest, son vieil ami et producteur discographique, n'avait quitté la direction de DGG pour celle du département classique de CBS au moment où Sony s'en portait acqureur.

Polygram (regroupant entre autres les labels classiques de Philips, Decca et de la Deutsche Grammophon Gesellschaft) ayant signé un contrat d'exclusivité avec la firme munichoise Unitel se retrouvait à la tête du plus important catalogue d'opéras et de concert filmés. En prenant ses fonctions chez CBS,

Gunther Breest trouvait un catalogue audio clairsemé, puisqu'il avait réussi à attirer chez DGG des artistes aussi « vendeurs » que Leonard Bernstein, Rudolf Serkin et Vladimir Horowitz (CBS n'a plus que Murray Perahia, Michael Tilson Thomas, Jean-Pierre Rampal, Isaac Stern et Yo Yo Ma comme artistes exclusifs de renommée internationale), et un catalogue vidéo désespérément vide. Or les multinationales du disque ont placé de grands espoirs dans le CDV, même si, plus de six mois après son lancement officiel, le marché reste balbutiant.

Charge donc à Gunther Breest de trouver de nouveaux artistes, quitte à en débancher de la DGG (1) périodiquement — les milieux professionnels font état de transferts possibles : ce qui ne serait qu'un juste retour des choses, — et surtout de monter le plus rapidement possible un catalogue vidéo. CBS s'est donc mis sur les rangs pour acquérir le testament filmé de Karajan. La firme américano-japonaise ne manque pas d'atouts : une puissance financière considérable qui lui vient de ses fonds propres, de Sony, firme productrice de matériels hi-fi et co-inventeur — avec Philips — du CD et du CDV (qui a donc tout intérêt, stratégie économique oblige, à être aux deux bouts de la chaîne de production), et un instinct de survie l'obligeant à saisir une chance qui ne se reproduira plus. En signant un accord avec Télémondial, CBS-Sony aura la capacité de s'installer officiellement sur un marché solidement tenu par Polygram, ce qui lui laissera un peu de temps pour produire avec ses artistes vivants des productions vidéo originales.

Mais Deutsche Grammophon, dont la puissance s'est développée parallèlement à l'ascension du chef d'orchestre (avant l'arrivée de Karajan, l'éditeur allemand n'était qu'une maison de disques aux prétentions modestes, loin derrière EMI et Decca), peut se prévaloir d'un contrat d'exclusivité qui la lie à Karajan pour la commercialisation des enregistrements audio à l'époque où le chef engrangeait ses films et leur bande son, sans toujours les commercialiser (2).

Il y a là un vide juridique qui va faire la joie des émissaires chargés de défendre les intérêts de DGG face à l'assaut de CBS et qui va — jurisprudence oblige — profondément changer la teneur des contrats régissant les rapports entre artistes et éditeurs.

ALAIN LOMPECH et BÉNÉDICTE MATHIEU.

(1) Depuis le départ de Gunther Breest et son remplacement par Aman Perdersen, la Deutsche Grammophon Gesellschaft semble changer de politique artistique. Ces derniers mois ont été occupés par Gill Shaham (violoniste), Gerhard Oppitz, Maria José Pires, Lyla Zilberstein, Jean-Marc Luisada (piano), Matt Haimowitz (violoncelle). Des signatures qui privilégient l'artistique plutôt que le commercial.

(2) Ceux qui le sont mentionnent le copyright de la façon suivante : Enregistrement Deutsche Grammophon pour Télémondial.

### Claude Samuel directeur de la musique de Radio-France

Claude Samuel a été nommé directeur de la musique à Radio-France, mercredi 13 septembre. Agé de cinquante-huit ans, critique musical au *Point*, il occupait les fonctions de conseiller auprès du PDG de Radio-France, M. Jean Maheu. Claude Samuel sera notamment chargé de « créer une nouvelle dynamique dans l'ensemble des services musicaux ». Il remplace M. André Jouve qui est nommé inspecteur général à Radio-France, chargé des formations permanentes de la société.

■ Mort du chanteur Damasco Prado, créateur du mambo. — Le chanteur mexicain-cubain Damasco Prado est mort des suites d'une longue maladie jeudi 14 septembre à Mexico. Il était âgé de soixante-deux ans.

[Né à Cuba, Damasco Prado préféra s'installer à Mexico, où il lança en 1930 le rythme cubain du mambo, empruntant au jazz et à la musique afro-américaine. Rapidement reconnu dans le monde entier, grâce à son premier succès, *Mambo che rico mambo*, le chanteur effleura vingt tournées au Japon. La RFA lui acheta cent dix millions de disques.]

**ETOILE DE MOSCOU**  
Restaurant Spectacle russe  
ORCHESTRE, ATTRACTIONS RUSSES ET POLONAISES  
Une merveilleuse soirée!  
6, rue ARSENE HOUBAYE - Tél. 45.53.53.12  
FERME DIMANCHE

**automne 89**

Maison des Arts

ANATOLIOU / ISETTE MALIDOR  
PHILIPPE ADRIEN  
JANIS VIOLETTE  
JEAN-PIERRE SARRAZAC  
PIERRE-ETIENNE HEYMANN

## THÉÂTRE

Le 5<sup>e</sup> Festival  
européen de BloisMir Caravane  
achève son épopée

Après plus de quatre mois passés sur la route, de Moscou à Blois, la première caravane transeuropéenne du théâtre achève son périple.

« Une apothèse », le mot est du maire de Blois, Jack Lang, heureux d'accueillir dans sa ville les huit troupes de théâtre, cent cinquante acteurs, quatre chapiteaux et trente spectacles de Mir Caravane après qu'elle eut traversé par la route toute l'Europe, depuis Moscou et Leningrad en juin dernier (le Monde du 8 juillet), puis Varsovie, Prague, Berlin-Ouest, Copenhague, Berne, Lausanne et jusqu'à Blois où elle est arrivée le 6 septembre dernier.

Tous se souviendront de la présentation à Moscou de *Babylon*, spectacle du Footsbarn Travelling Theater (France) adapté du *Maitre et Marguerite* de Boulgakov, œuvre interdite en URSS par la censure jusqu'en 1988, de l'accueil des jeunes et des intellectuels parisiens qui n'avaient jamais, depuis la séparation de l'Europe en deux blocs, reçu de manifestations culturelles internationales, du retour en Pologne du Teatr Osmego Dnia, exilé depuis 1984 en raison de l'état de siège.

Au chapitre des anecdotes, comment oublier la présence en URSS, au sein de la caravane, d'une vingtaine d'hommes qui n'avaient rien à y faire, du passage par la route des frontières de l'URSS et de la Pologne, puis de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, sous les yeux de fonctionnaires établis par des dizaines de véhicules hétéroclites immatriculés dans tant de pays de l'Est et de l'Ouest ?

Voilà donc Mir Caravane à Blois, entre Halle aux grains et château, qui s'apprête à fêter son épopée, le samedi 16 septembre, en une journée et une nuit complètes de théâtre. L'occasion de retrouver ou de découvrir les clowns métaphysiques de la troupe tchèque Divadlo na Provasku (*Mariage*, à 16 h 30), la poésie, l'engagement total, la violence des Polonais d'Osmego Dnia (*Abysse*, à 18 heures) et le théâtre forain, cruel, outré de Footsbarn (*La Perle*, à 19 h 30).

En plein air et dans un « chapiteau » qui aurait perdu sa toile : le Ciré Perillos, une bande de Catalans volants qui théâtralise le cirque autour de femmes-vampires (*Volant*, 21 heures) ; dans la rue, un opéra inspiré du *Mariage de Figaro* qui a puisé ses rythmes, ses formes, certains de ses interprètes à Onagadougou où il a été créé en février dernier par la Compagnie du Hazzard de Blois, dirigée par Nicolas Peskine, l'artisan principal et patient de Mir Caravane (*Figaro* à 22 h 30) ; théâtre d'images et de sons avec la troupe d'origine argentine Nucleo, aujourd'hui installée en Italie (*Voci-furazione*, à minuit) puis événement en forme de happening — certains péonismes ont un sens — avec l'envasement du château de Chambord par l'admirable troupe soviétique Licedel dont les clowns et les mines sont devenus, vingt ans après leur association à Leningrad, de grandes stars en Union soviétique. C'est le groupe de musiques traditionnelles Svoya Igra qui fera le bal en un concert-voage dans les partitions folkloriques d'Union soviétique (à 3 heures).

Le Festival de Blois et le périple de Mir Caravane s'achèveront le dimanche 17 septembre par un spectacle créé à Berlin et rassemblant la totalité des artistes : *Odyssée*.

OLIVIER SCHMITT.  
\* Mir Caravane, Festival du théâtre européen, 8, rue du Lieutenant-Godineau, 41000 Blois. Tél. : 54-74-44-26. Le spectacle *Odyssée* sera repris le mercredi 20 septembre aux Tuileries, à Paris, à 21 heures.

« T'es beau quand tu souris, Frankenstein » de Jack Jacquine au Théâtre Essaïon

## Genève, berceau d'un monstre

Une pièce qui aurait pu avoir le mérite de nous rappeler la figure de Mary Shelley, qui à dix-huit ans inventa le mythe de Frankenstein. L'auteur est passé à côté d'un beau sujet.

T'es beau quand tu souris, Frankenstein ! Un peu chéquan, le ton de ce titre, mais comment résister au nom de Frankenstein ? Et comment ne pas espérer que l'auteur de cette nouvelle « variation », mettra fin à un malentendu ? A une injustice ?

Voici : un cinéaste américain, James Whale, tourne en 1931 et 1935 deux films, *Frankenstein* et *la Fiancée de Frankenstein*, qui sont de toute beauté. Poésie de l'image, mystère des mouvements, charge affective et onirique du maquillage et du jeu de l'acteur Boris Karloff dans le rôle du monstre créé par le docteur Frankenstein, tout cela forme deux chefs-d'œuvre qui vont hanter toutes les salles de cinéma du monde.

Les deux films se donnent comme des adaptations d'un roman de Mary Shelley, *Frankenstein*, paru en 1818 à Londres. Et voici l'injustice : les deux films, les deux monstres de Boris Karloff, répandus partout par un art populaire, vont éclipser carrément aux yeux des publics le roman de Mary Shelley, alors que ce roman, l'un des sommets de la littérature, est mille fois plus fort que les films.

Si les films de Whale avaient été nuls, ou même médiocres, ils n'auraient pas fait tort au livre de Mary Shelley. Mais non, ces films sont magnifiques, et ils ont, si l'on peut dire, « pris toute la place ». Mais, leur « charme » cinématographique mis à part, ils sont d'un propos très pauvre.

Par exemple le monstre du film fabriqué par Frankenstein, se présente comme une créature sauvage, fruste, aux gestes maladroits, capable tout juste d'articuler des grognements. Celui de Mary Shelley est un géant, puissant, agile, qui s'exprime

bien, et que a des échanges philosophiques soutenus avec le docteur Frankenstein car toute l'orientation du livre est le conflit de la créature qui se rebelle contre le créateur.

Mary Shelley, nous a montré d'abord comment le monstre, peu à peu, par ses propres moyens, parvient à lire, à écrire, dans la solitude puisque — c'est là la faute commise par Frankenstein — ce monstre fait peur à autrui. Il y a quelque chose de la solitude de Robinson Crusoé chez le monstre de Frankenstein.

Ce qui est irrésistible, c'est que ce roman d'une teneur spirituelle si haute, est en même temps un conte merveilleux, un bonheur incessant de lecture.

Glissade  
dans le sang

Une chose tout de même assez rare est que Mary Shelley a écrit son livre en grande partie à dix-sept ans, à la fin à dix-huit. Il existe une bonne édition française de *Frankenstein* chez Garnier-Flammarion.

Dans les premiers moments de la pièce de théâtre *T'es beau quand tu souris, Frankenstein*, nous sommes dans le laboratoire du fils de l'inventeur, et quelque un manque de tomber car il glisse sur du sang répandu par terre. A ce moment, le spectateur peut penser que les auteurs de la pièce connaissent un peu leur sujet, parce que cette glissade à première vue pourrait être le rappel d'un accident arrivé à la mère de Mary Shelley.

Celle-ci s'appelait Mary Wollstonecraft. Elle était écrivain aussi, elle avait trente-cinq ans en 1789, elle fut enthousiasmée par la Révolution française. En 1792, elle publia une *Défense des droits de la femme* qui fut aussitôt traduite en français, et elle s'embarqua pour la France, voulant suivre la Révolution de près, envoyant promener, dit-elle, ceux qui « jettent l'anathème sur des principes immuables sous le prétexte que certains des instruments de la Révolution française sont trop coupables ».

Mary Wollstonecraft ne quitta la France pour Londres qu'en avril

1795, après avoir réuni assez de « choses vues » et de documents pour écrire son témoignage sur la Révolution. La glissade dans le sang : des témoins ont rapporté avoir vu Mary Wollstonecraft glisser, place de la Révolution (place de la Concorde) dans du sang, près de la guillotine. Elle eut une réaction nerveuse sur le moment, et se ressaisit.

Un livre  
phénoménal

Lorsque Mary Shelley fut littéralement « enlevée », de nuit, à seize ans, par le poète Shelley, et emmenée en Suisse, elle emporta dans une caisse l'œuvre entière de sa mère et sa correspondance. Dans ces lettres, Mary Shelley pouvait lire des choses comme : « J'ai cru voir des yeux fous de rage braqués sur moi à travers les vitres, et des mains en sang qui me menaçaient. » Il y a des moments où le docteur Frankenstein a des peurs de ce genre.

Quant à la pièce intitulée *T'es beau quand tu souris, Frankenstein*, de Jack Jacquine, elle a le mérite de nous avoir donné l'occasion de rappeler la figure géniale de Mary Shelley, mais elle appartient, cette pièce, à ces entreprises déconçues devant lesquelles le critique dramatique super-répondant qu'était Gérard de Nerval avait deux attitudes au choix : ou bien il commençait par les mots : « Nous voudrions n'avoir pas vu... », suivait le titre de la pièce, ou bien il écrivait, après l'annonce du titre : « On regrette d'avoir consenti à l'entendre jusqu'au bout. »

Notons que le véritable événement théâtral, cette semaine, est la parution d'un livre phénoménal, le tome 1 des œuvres de Nerval dans la bibliothèque de la Pléiade. Car le théâtre a toujours été le rêve et les insomnies de Nerval, et la Pléiade, pour la première fois, publie les centaines de pages, passionnantes, qu'il a écrites sur le théâtre, pour le théâtre.

MICHEL COURNOT.

\* Théâtre Essaïon, 21 heures.

## PATRIMOINE

Un rapport des Monuments historiques

Exploiter  
le Val de Loire

En France on n'a pas de pétrole mais on a des monuments. Le long de la Loire en particulier. Il s'agit de les exploiter, affirme un rapport des Monuments historiques.

La France est en passe, cette année, de battre un record : celui du nombre de touristes étrangers ayant franchi nos frontières. Notre pays en a comptabilisé, à la fin du mois d'août, 34 millions. On en attend plus de 40 à 42 millions pour la fin de l'année. Une augmentation de près de 20 %.

C'est bien sûr Paris et la région parisienne qui se sont attirés la part du lion avec 12 millions de touristes. Qu'est-ce qui attire les visiteurs dans un endroit particulier ? Cette année les fêtes du Bicentenaire ont, très certainement, joué un rôle moteur. Mais de manière générale, l'agrandissement d'un littoral, un climat ensoleillé et la renommée des monuments historiques, sont déterminants.

Pourtant certaines zones géographiques, bien dotées dans ces domaines, sont à la traîne. Ainsi la vallée de la Loire : située à quelques heures de Paris, la douceur de son climat, la réputation de ses châteaux ne sont plus à faire. Elle ne reçoit cependant que 1,2 million de touristes pour une zone qui s'étend sur les deux rives du fleuve, de Gien, en amont d'Orléans, à Serrant, en aval d'Angers, sur 250 kilomètres de long.

Les responsables des Monuments historiques veulent faire de cette vallée « l'un des grands pôles du tourisme culturel de l'Europe », en mettant en valeur ses châteaux grâce à une politique d'animation, de promotion, de commercialisation et d'hébergement. Ces objectifs sont définis par un rapport du nouveau président de la Caisse des monuments historiques, Christian Géraudeau, présenté mardi 12 septembre à la presse.

Plusieurs propositions doivent permettre de doubler le chiffre des

visiteurs des abords de la Loire. D'abord « mettre au niveau les châteaux », c'est-à-dire soigner l'accueil, la signalisation et les circuits, ce qui conduit à adopter un schéma d'organisation de la vallée en plusieurs secteurs. Ils faciliteront l'information et la création de « pôles majeurs ». Les premiers d'entre eux seraient situés au voisinage de Chambord et de Blois, « portes » pour la vallée et introduction à la civilisation de la Renaissance. C'est là que devraient s'implanter les hôtels et leurs équipements annexes qui font, paraît-il, défaut.

Résister  
aux modes américaines

Des animations culturelles sont envisagées : créations de festivals et de musées autour des arts du seizième siècle. Faudra-t-il transférer, sur les bords de la Loire, le Musée de la Renaissance, actuellement logé au château d'Eu en Normandie ? La question est posée. Cet appareil culturel-touristique permettrait d'attirer la région hors saison et de drainer la cohorte des congressistes qui préfèrent pour l'instant le Midi de la France.

Le danger est grand, affirmeront les Cassandres, de voir se transformer cette paisible région en une sorte de Luna Park — filit culturel — à l'échelle de plusieurs départements. Les polémiques ne manquent pas de ressurgir. On se souvient de celles nées des projets d'aménagement du parc de Versailles et du pont du Gard. Jack Lang, intéressé au premier chef par cet éventuel aménagement — il est député et maire de Blois, — s'est voulu rassurant. Il a rappelé sa « méfiance à l'égard des grands investissements touristiques » et a indiqué qu'il ne voulait pas « sous prétexte de réaliser aux modes américaines, qu'on transforme nos monuments en capharnaüm ».

Si ces derniers échappent sans doute à ce destin, il faudrait être bien sûr que leur environnement soit protégé avec la même rigueur.

EMMANUEL DE ROUX.

A PARTIR DU 21 SEPTEMBRE

PETIT MONT-PARNASSE

LES HOMMES  
NAISSENT  
TOUS  
EGO

COTILLARD Cie

DRAME BURLESQUE

LOC. 43.22.77.74

AU FOYER DES 19 H. ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS

LOCATION OUVERTE

Après Londres et New York,  
Paris et le THEATRE DES MATHURINS  
créent l'événement !En choisissant d'être les PREMIERS à assister  
aux quinze premières représentations de notre spectacle :les Palmes  
de  
M. Schutz

Comédie gaie, tendre et scientifique de Jean-Noël FENWICK

Du 18 septembre au 2 octobre 1989,

bénéficiez d'une réduction de 60 %

sur le prix des meilleures places, soit 80 F au lieu de 200 F,

Téléphonez dès maintenant à Patricia HOSTEIN

au 42.65.62.46 de 12 heures à 20 heures pour vos réservations

Le THEATRE DES MATHURINS crée l'événement,  
soyez les PREMIERS !DU MARDI 12  
AU DIMANCHE 17  
SEPTEMBRE 1989  
DE 10 A 19 H  
GRANDE HALLE  
LA VILLETTE  
M<sup>e</sup> PORTE DE PANTIN16<sup>e</sup> SALON  
INTERNATIONAL  
DE LA

MUSIQUE

10.000 instruments  
plus de 800 marques  
françaises et étrangères  
l'édition musicale  
et les concerts du salonorganisation bernard becker blenheim  
22/24 rue du président wilson  
92300 levallois perret tél 47 56 60 00

la Villette la grande halle

صلى الله عليه وسلم











## CYCLISME

### Z, le signe de LeMond

Courtois par de nombreuses équipes, dont Toshiba et le groupe américain 7-Eleven, Greg LeMond a choisi la France. Dirigé par Roger Legay et épaulé par les principaux coureurs de l'actuelle formation Peugeot en vue de la solution, il roulera pour Z en 1990. Z, autrement dit Roger Zannier, un industriel séduit par le sport cycliste, qui fit d'une entreprise familiale une société aux dimensions européennes.

**R**OGER ZANNIER, quarante-cinq ans, président-directeur général de Z, qui vient d'engager Greg LeMond à prix d'or, est un gagnant. Depuis qu'il a créé en 1962, avec sa sœur Joëlle, l'entreprise de bonneterie dont la renommée dépasse maintenant les frontières de l'Hexagone, cet autodidacte ambitieux, natif de Saint-Chamond, comme le président Antoine Pinay et Alain Prost, vole de victoire en victoire.

Convaincu de la portée médiatique du cyclisme, il avait fait irruption dans le monde du vélo, en 1986, pour venir au secours de l'équipe Peugeot en difficulté. Les maillots de sa conception qu'il distribuait à ses coureurs portaient une énorme lettre Z sur fond jaune et bleu. C'est Zorro qui arrivait. Il devait permettre à la plus ancienne des marques de bicyclette, périodiquement à la recherche d'un commanditaire et longtemps à la remorque des pétroliers, BP ou Esso, de subsister pendant quatre ans.

Aujourd'hui, Z s'offre le routier le plus cher du monde, et c'est Greg LeMond, le joyeux cow-boy des montagnes Rocheuses, qui endosse la tenue de Zorro. Le montant du contrat, 5,5 millions de dollars, soit plus de 36 millions de francs pour une durée de trois ans, ne situe pas le champion américain parmi les cinq sportifs les mieux rémunérés du monde (1), mais il est exorbitant à l'échelle du cyclisme. Aucun coureur n'avait jamais obtenu de telles conditions. Bernard Hinault fait figure de gagnant-petit et Laurent Fignon d'enfant de chœur. Cela prouve au moins que Greg LeMond sait défendre ses intérêts et que la firme qui l'emploie a les reins solides.

Entreprise modeste à l'origine, elle possède maintenant la dimension internationale, avec, en France, un éventail de deux cents magasins. Son chiffre d'affaires a doublé ces trois dernières années pour atteindre 800 millions et, durant la même période, ses exportations ont effectué un bond identique. Il est difficile de mesurer les retombées d'une opération promotionnelle liée à la compétition cycliste, mais on ne peut nier qu'elle ait largement contribué à faire connaître Z au grand public.

Les performances de Peugeot, Comiliet, Casado ou Miller n'ont pas manqué d'attirer l'attention. Le double vainqueur du Tour de France et du championnat du monde, Roger Zannier passe la vitesse supérieure.

« Nous avons besoin d'une vedette, d'un vrai leader et d'un

gagnant, affirme cet homme d'action qui se retrouve d'une certaine manière en LeMond. Nous comptons sur lui pour remporter à nouveau le Tour de France et pour devenir le numéro un incontestable du cyclisme mondial. »

A ces arguments concrets s'ajoutent des considérations humaines, voire sentimentales. La séquence du champion américain serrant son fils dans les bras après son arrivée victorieuse sur les Champs-Élysées est conforme à l'image d'un spécialiste du vêtement d'enfant, et Roger Zannier ne cache pas qu'il a été sensible à ce détail.

Il est vrai que LeMond cumule les qualités d'un athlète exceptionnel et les vertus d'un personnage de contact. En cela, il représente un élément publicitaire de premier ordre. Cependant, Roger Zannier n'a défini aucune stratégie commerciale, du moins dans l'immédiat, en direction des États-Unis. Il s'attachera en priorité à développer son influence en Europe et à acquiescer à la position de force d'ici à 1992, l'Italie, l'Espagne et la Belgique étant ses principaux clients. Ces perspectives conditionneront naturellement le programme sportif du nouveau capitaine de l'équipe Z qui pourrait inscrire les grands tours nationaux à son calendrier, y compris le Giro et la Vuelta.

JACQUES AUGENDRE.

(1) Le boxeur américain Mike Tyson est le mieux payé. Sa part sur les bourses de ses championnats du monde est estimée à 22 millions de dollars (147 millions de francs) en 1988.

## GOLF

### Le trophée Lancôme



Déjà quatre fois vainqueur à Saint-Nom-la-Bretèche, l'Espagnol Severiano Ballesteros (ici en difficulté lors du dernier open de France à Chantilly) aura fort à faire pour défendre son titre. Pour son vingtième anniversaire, le trophée Lancôme, doté de 4,3 millions de francs, réunira, entre autres, jusqu'au dimanche 17 septembre, les quatre premiers joueurs du classement mondial : l'Australien Greg Norman, l'Espagnol Severiano Ballesteros, le Britannique Nick Faldo et l'Américain Curtis Strange.

## BASKET-BALL : début du championnat de France

### Une SOS pour sauver le Racing Paris

Le Championnat de France de basket débute ce week-end. En nationale 1A, le Comité des clubs de haut niveau a décidé de ne retenir aucune équipe tout en accordant deux accords à Roanne et Reims. Dix-huit clubs vont donc s'affronter, certains avec des finances modestes (Roanne le promu dispose d'un budget de 5 millions), d'autres respectueux de la santé, comme le CSP Limoges. Le Racing Paris Basket, avec une nouvelle structure juridique qui permet d'introduire un commanditaire, se lance dans la compétition avec retenue.

**L**e téléphone vient d'être installé, mais les meubles ne sont pas encore arrivés : George Fisher, l'homme qui a fait l'équipe de basket-ball d'Orthez, est en cours de déménagement. Depuis son arrivée à Paris au début du mois d'août, il vit sans sommeil, sans chaise, dans sa nouvelle résidence de la banlieue parisienne.

C'est le plus célèbre des entraîneurs américains en France repart pour de nouvelles aventures. Après huit ans comme entraîneur-joueur à Joffe, surtout après les dix années passées à Orthez, Fisher débarque dans la capitale comme entraîneur du Racing Paris Basket.

« Je connaissais vraiment mal la capitale, dit-il. J'avais donc cette envie de venir vivre à Paris. Pourtant, quand il a été décidé que je quitterais Orthez, à la fin de la saison dernière, je n'étais pas sûr de vouloir rester en France. J'avais reçu des propositions de Grèce, du Maccabi Tel-Aviv, du Real de Madrid... Mais, moi qui suis un homme de challenge, le défi que l'on m'a proposé à Paris m'a décidé. »

C'est le Racing Paris Basket repart cette saison avec de nouvelles structures, un nouvel entraîneur et un nouveau président. Le 11 mai dernier, la Société à objectif sportif (SOS) Racing Paris Basket a été créée. Il s'agit, selon les termes de la loi, d'une société anonyme dont la majorité des parts sont détenues par le club qui est à son origine, le Racing Club de France. Les 49 % restants appartenant à l'entreprise de travail intérimaire ADIA, qui était le sponsor de l'équipe de basket du Racing depuis trois ans. Le Racing Paris Basket est le premier club de basket-ball à adopter cette forme juridique. Une forme qui permet d'institutionnaliser la participation du principal commanditaire à la gestion du club. Le nouveau président du Racing Paris Basket est Christian Auvray, par ailleurs président-directeur général d'ADIA-France.

« La partie marketing de la gestion du club est désormais prise en charge par ADIA, explique Christian Auvray. Toute la gestion est traitée dans nos bureaux. La partie technique l'est au siège du club, qui se trouve au Racing Club de France. »

La filiale française d'ADIA (la maison mère est en Suisse, à Lausanne) a été créée en 1975. Son chiffre d'affaires sera de l'ordre de 3 milliards de francs en 1989, pour un budget publicitaire d'environ 25 millions de francs dans lequel le basket-ball ne représentera que 3 millions. Avec l'aide de la Ville de Paris et les recettes diverses, le budget du Racing Paris Basket sera cette saison d'environ 15 millions de francs, ce qui le situe, selon Christian Auvray, dans la moyenne des clubs français.

#### En attendant Jabbar

Il est vrai que les nouveaux dirigeants n'ont pas fait de folie. En dehors de George Fisher, ils ne sont offerts que le Limousin Emmanuel Schmitt, venu rejoindre Hervé Dubuisson et Eric Occaney dans l'équipe de la capitale. Un autre joueur reste à choisir : deux Américains et un Brésilien sont actuellement à l'essai.

De folie, le Racing a bien failli cependant en commettre une : des négociations ont été menées avec Kareem Abdul Jabbar, quarante-deux ans, le plus célèbre des basketteurs américains, pour le convaincre d'effectuer sa dernière saison à Paris. Les négociations n'ont abouti qu'à la possibilité que se réserve Jabbar de venir jouer éventuellement quelques rencontres en cours de saison.

Coup de pub ? « Pas seulement. Recevoir le basketteur le plus réputé du monde serait quelque chose de formidablement positif pour le basket français », affirme George Fisher. Quant à Christian Auvray, il a découvert qu'il était plus facile d'intéresser des partenaires commerciaux au recrutement de Jabbar qu'à une participation sur une année au financement d'un club.

En attendant Jabbar, qui ne viendra peut-être jamais, reste à recruter une équipe, qui a terminé douzième du championnat de France l'an dernier (après avoir perdu il est vrai tous les points marqués en début de saison pour des questions de nationalité et de naturalisation de joueurs). Pour Christian Auvray, le but est de remporter une Coupe d'Europe dans les années à venir.

Une optique continentale (ADIA est implanté dans la majorité des pays européens) qui se traduirait ces dernières années

par une clause dans le contrat liant le Racing Club de France à son sponsor, selon laquelle ce dernier pourrait se désengager en cas de non-qualification du club pour une Coupe d'Europe.

Vainqueur de la Coupe Korac avec Orthez en 1984, George Fisher sait ce qu'il lui reste à faire. Car il estime que l'équipe du Racing s'est affaiblie par rapport à l'an dernier et qu'elle se situe un ton en dessous de Limoges, Orthez ou Nantes. « Cette saison, l'objectif va être de créer un esprit de groupe, de communauté, estime l'entraîneur. Quand il existera, les résultats suivront. »

Ce qui enthousiasme aujourd'hui George Fisher, ce n'est pas tant de repartir à zéro que de s'attaquer à une tâche que beaucoup jugent insurmontable : créer une grande équipe de basket à Paris. « J'ai toujours entendu dire qu'il serait très difficile, voire impossible, de réussir cela à Paris, dit-il. Mais on ne m'a jamais expliqué pourquoi. Fisher espère ne jamais le découvrir. »

GILLES VAN KOTE.

## FOOTBALL : le championnat de deuxième division

### Fin de match à Bastia

La rencontre Bastia-Chamont comptant pour la dixième journée du championnat de France de deuxième division aura-t-elle lieu, samedi 16 septembre en Corse, sur le stade Armand-Cesari de Furiani ? Ce match sera-t-il le dernier de l'équipe professionnelle du Sporting Club de Bastia ? Un club qui, en 1978, disputait la finale européenne de l'UEFA et remportait en 1981 la Coupe de France.

BASTIA de notre correspondant

**E**N 1989, le football professionnel insulaire est en crise. Mais des questions qui, aux yeux de certains responsables « occultes » du club, pourraient aussi avoir l'avantage de provoquer un électrochoc décisif dans l'opinion et surtout chez des partenaires financiers, publics ou privés, dont le club a un besoin vital. Trois millions de francs : c'est le montant global du déficit laissé par l'équipe dirigeante sortante qui a démissionné le 10 juillet à quelques jours de la reprise du championnat de France.

Accusé de tous les maux du football insulaire, Pierre Fantoni regarde aujourd'hui ses successeurs se heurter à une situation d'où seule une réaction de sauvegarde provoquée par le souvenir de l'épopée européenne du SCB, peut encore les sortir.

La semaine dernière, les « dirigeants intermédiaires » et successeurs de Pierre Fantoni ont démissionné. Il y a trois jours, ils ont pris la tête d'un « conseil d'administration intérimaire » élargi à quatorze personnalités insulaires. Essentiellement composé de chefs d'entreprises commerciales locales et professions libérales, ce nouveau conseil d'administration accepterait de constituer un capital propre par autofinancement plafonné à 30 000 F par adhérent. Un principe qui ne serait officiel qu'à la condition que les collectivités locales, essentiellement la mairie de Bastia, le Conseil général de Haute-Corse et la région, acceptent de combler le « trou » actuel du SCB. Pour marquer leurs bonnes intentions et leur défiance des gestions passées, ces nouveaux responsables se sont adjoint le contrôle d'un comité de surveillance de cinq personnalités locales réputées au-dessus de tout soupçon.

Au-delà des similitudes évidentes de situation du SCB avec d'autres clubs de football du continent, le parcours cahoteux du Sporting de Bastia est peut-être typique de la situation insulaire dans son ensemble. Aujourd'hui, la Corse vit à l'heure des réactions critiques suscitées par les conclusions du rapport Prada, commandé par le premier ministre à la suite du conflit social dans la fonction publique du printemps dernier. Les uns réclament plus de spécificité, les autres condamnent l'excès de pouvoir de l'Etat, d'autres enfin souhaitent plus d'interventions financières de l'extérieur.

A l'époque de gloire du SCB, plus de 8 000 spectateurs apportaient leur contribution au club. Actuellement, moins d'un millier de supporters le soutiennent régulièrement. Chacun s'accorde à reconnaître qu'une grande partie du déficit financier du SCB est consécutive au manque à gagner consécutif aux suspensions répétées du stade Armand-Cesari à la suite des incidents provoqués par quelques supporters irascibles.

Au printemps, la Ligue nationale de football avait suspendu le stade Armand-Cesari pour trois matches en raison de violences survenues à la fin de la rencontre Bastia-Dijon, du 4 mars. Ces trois matches disputés à l'extérieur ont, selon certains, ruiné les chances de Bastia de disputer les barrages d'accès à la première division, et peut-être écarté définitivement le club de la compétition.

MICHEL CODACCIONI.

## LES HEURES DU STADE

### Athlétisme

Réunion de Talence (Gironde). — Décaathlon et pentathlon, samedi 16 et dimanche 17 septembre.  
Marathon international des Hauts-de-Seine. — Dimanche 17 septembre, 16 h de Puteaux.

### Automobilisme

Championnat du monde des rallyes. — Dixième manche de la saison à Perth (Australie), jusqu'au dimanche 17 septembre.  
Sport-prototypes. — Spa-Francorchamps (Belgique), dimanche 17 septembre.

### Basket-ball

Championnat de France. — Première journée, samedi 16 septembre.

### Football

Championnat de France. — Dixième journée, samedi 16 septembre.

### Golf

Trophée Lancôme. — A Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines) jusqu'au dimanche 17 septembre. (Canal +, le samedi 16 et le dimanche 17 à 15 h 30).

### Gymnastique

France-Bulgarie. — Toulouse, samedi 16 septembre.

### Haltérophilie

Championnats du monde et d'Europe. — A Athènes du

samedi 16 septembre au samedi 23 septembre.

### Karting

Championnat du monde. — Valence, jusqu'au dimanche 17 septembre.

### Motocyclisme

Championnat du monde de vitesse. — Grand Prix du Brésil à Gicania, dimanche 17 septembre. (Canal + à 22 h 25).

### Planche à voile

Championnat du monde. — Open B. — Majorque (Espagne), jusqu'au samedi 23 septembre.

### Rugby

Championnat de France. — Quatrième journée, dimanche 17 septembre.

### Salons

Aventure passion. — Porte de Versailles à Paris, du mercredi 19 au dimanche 24 septembre.

### Tennis

National. — Saint-Tropez, jusqu'au dimanche 17 septembre. (FR3, samedi à 14 h 55 et à 23 h 30, dimanche à 15 h 15).

Open Clarins. — Tournoi féminin du Racing Club de France, à la Croix-Catelan, du samedi 16 au dimanche 24 septembre.

### Volley-ball

Tournoi de France. Orléans, jusqu'au samedi 16 septembre. (A2 samedi à 14 h 30).

# Communication

La nomination des directeurs généraux des chaînes publiques

## Le parcours du combattant de M. Guilhaume

A Antenne 2

Jean-Michel Gaillard :  
un franc-tireur

La nomination inattendue de Jean-Michel Gaillard peut être appréciée de deux façons. L'une, pavlovienne, consiste à protester de voir ainsi promu un membre du PS. On peut, en effet, considérer que l'appartenance à ce mouvement politique interdit l'accès à certaines charges pendant la durée d'une législature dominée par les socialistes ; ce petit jeu peut durer longtemps, car l'expé-



rience montre que la droite, jusqu'à présent, n'a jamais hésité à placer les siens. L'autre réaction possible est d'évaluer une nomination sous l'angle de la compétence et des qualités personnelles du nommé. Au regard de la responsabilité gestionnaire qui lui est confiée, Jean-Michel Gaillard — conseiller référendaire à la Cour des comptes — répond aux canons de la compétence telle qu'elle est admise dans ce pays. Quant à la personnalité de cet ancien conseiller à l'Elysée, elle remplit d'aise ceux qui le connaissent et qui admirent au passage la subtilité révélée par un super-PDG que l'on surmonte déjà, dans les coulisses de la télé, « Superphénix ».

Car Jean-Michel Gaillard est avant tout un franc-tireur. Partisan, certes : militant socialiste, il est le produit d'une génération déchirée par la scission du congrès de Tours entre communistes et socialistes, et définitivement convaincu — depuis un voyage en URSS dont il revient vacciné contre les maladies infantiles et adultes du communisme

— des mérites de la social-démocratie. Membre d'un petit groupe d'élites socialistes au Quai d'Orsay, qu'il avait choisi à sa sortie de l'ENA, cet agrégé d'histoire y avait été repéré par Hubert Védrine, qui, devenu conseiller diplomatique à l'Elysée en 1981, en fit son adjoint.

Mais Jean-Michel Gaillard est profondément un anticommuniste, qui plus est créatif et imaginatif au point d'indisposer fortement la technocratie dyssenne. Celle-ci a fort mal toléré son indépendance d'esprit, au point de le conduire à quitter le château après une longue et éprouvante querelle. C'est à cela ne tienne : Jean-Michel Gaillard et quelques-uns de ses amis (les députés François Hollande et Jean-Yves Le Drian, l'avocat Jean-Pierre Mignard) s'en allèrent semer le désordre des idées au sein même du PS, en constituant le groupe des « transcourants », vite dénoncé comme porteur de « dérive droitière ». En fait, Jean-François Trans (leur pseudonyme commun) prêche, le premier, la rénovation de la vie politique, à commencer par celle du PS, jugé par lui sclérosé.

Jean-Michel Gaillard revint pourtant au château, au désespoir de ses ennemis élyséens, après la défaite électorale de 1986, et pour toute la durée de la cohabitation il fut chargé des relations avec la presse régionale, tâche dont il s'acquitta à la satisfaction de ses interlocuteurs, avant de reprendre la large et du champ.

Ses deux passions — l'histoire et l'éducation — l'ont conduit à écrire une somme biographique à son image, c'est-à-dire prolifique et brillante, sur Jules Ferry, et à s'investir à la télévision, avec Pierre Miquel, pour une série sur la France contemporaine, à Antenne 2.

Le voici aujourd'hui à pied d'œuvre, en première ligne, d'un secteur qui le passionne. Il reste à souhaiter qu'il puisse y donner sa mesure, et que son goût inné pour tout ce qui bouge continue de l'emporter sur le conformisme obligé de la technocratie dont il est issu.

J.-M. C.

M. Philippe Guilhaume, président commun d'Antenne 2 et de FR3, devait, vendredi 15 septembre, présenter aux personnels, puis rendre officiellement publics ses choix pour les principaux postes dirigeants de ces deux chaînes. Comme prévu, M. Jean-Michel Gaillard et M<sup>me</sup> Eve Ruggieri rejoignent Antenne 2, respectivement comme directeur général et directeur des programmes. Mais à FR3, M<sup>me</sup> Dominique Alduy sera la seule personnalité à être officiellement annoncée. M. Jean-Pierre Elkabbach ayant lui-même décliné l'offre qui lui était faite (le Monde du 15 septembre). Ces choix, dont M. Jacques Boutet, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), et M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre de la communication, avaient été informés la veille, suscitent déjà des réactions. Réservées dans les chaînes, critiques dans l'opposition communiste et RPR, aigres-douces au sein du parti et de « l'establishment » socialistes.

« Cet homme est un joueur. » A entendre professionnels et politiques, les choix arrêtés par le président Philippe Guilhaume en surprennent plus d'un. Ce proche de M. Jacques Chaban-Delmas, désigné à la surprise générale le 10 août dernier par le CSA, se révèle être, au dire de ses pairs, un redoutable tacticien. Quitte, parfois, à se prendre les pieds dans le tapis. Personne, apparemment, n'avait vu venir ces nominations qui suscitent beaucoup d'interrogations et irritent déjà. Témoignage d'indépendance ou, au contraire, d'allégeance ? Coup de génie improvisé ou, au contraire, parfaitement maîtrisé ? La démarche du président commun est, selon les versions, peu ou trop lisible, audacieuse ou risquée.

L'homme, il est vrai, ne fait rien comme les autres. Si tel nommé, il reçoit au siège de la Société française de production (SFP) — dont il n'a pas encore démissionné — de 7 heures du matin à minuit. Écoute les doléances, sollicite les avis, enregistre les candidatures, en suscite d'autres. Se fait établir, comme un véritable chasseur de têtes, des listes d'élites et d'universitaires, téléphone aux uns, oublie les autres, donne le tournis au Tout-Paris. Des collaborateurs, encore médusés, se souviennent avoir vu, en quelques heures, défilier dans un cabinet, Yves Mourou, Bernard Rapp, Bernard Pivot, Armand Jammot, des célébrités, des syndicalistes, des anonymes... Un habile écran de fumée ?

Mais cet homme d'opposition modérée multiple, en tout cas, les offres de collaboration à ce que l'establishment socialiste compte de professionnels de l'audiovisuel. On peut alors croire que sa stratégie est déjà fixée. Sachant sa nomination mal acceptée dans les allées du pouvoir, M. Guilhaume ne cherche-t-il pas à « tester » sur plus hautes autorités de l'Etat, à recevoir de l'Elysée, de Matignon ou des ministères concernés le signal qui lui indiquera le chemin à suivre pour que la hache de guerre soit enterrée ? En ce moment, en tout cas, le signal ne vient pas.

Une absence  
de directive politique

Devant ses proches et ses fidèles, le président de la République se montre ferme et déterminé. Pas question d'intervenir. Pas question de donner prise aux soupçons d'interventionnisme. « Je ne veux pas m'en mêler, dit-il à l'un de ses fidèles, ni le président ne m'a donné le plus petit indice sur leurs désirs ou leurs intentions », avoue aujourd'hui l'un de ces grands commis sollicités, alors prêt à sauter le pas. Mais faute de feu vert, il se retranche dans un mutisme dont M. Guilhaume se lasse... Ses appels du pied cessent. Premières incompréhensions. Premiers échecs.

Côté salubres, tout ne va pas non plus pour le mieux pour le président commun fraîchement nommé. Nombre de ceux sur lesquels il comptait vraiment refusent l'aventure. De Pierre Wiehn à Philippe Gildas, en passant par exemple, par deux des plus récentes défections, celles de Michel Thoulouze et Pierre Dumayet. Problèmes de salaire parfois, mais aussi problèmes de définition de poste et de partage des responsabilités, deux données importantes lorsqu'un vient du privé. « Très vite, raconte l'un d'eux, j'ai eu le sentiment que Philippe Guilhaume avait une idée sur tout, mais qu'il n'avait aucune intention de déléguer. » Ressurgissent ici les craintes à l'égard d'un homme qui a détruit l'organigramme de la SFP sans jamais arriver à le recréer.

Perfidie

« La perfidie est totale », s'exclame ce hiérarque du PS. Avec ces nominations, il « mouille » l'Elysée, qui n'y peut mais, désigne des gestionnaires pris hors du cadre mais qui l'enverra du front en cas de conflits sociaux. Il les « marque » avec des adjectifs qu'ils n'ont pas choisis. Les conflits sont inévitables que le président commun arbitre, tout-puissant. Et nous ne pouvons rien faire.

Les socialistes qui pouvaient espérer peser sur les délibérations des conseils d'administration des chaînes — qui doivent encore entériner les choix de M. Gaillard et de M<sup>me</sup> Alduy, destinés à devenir les directeurs généraux mandataires sociaux des chaînes — n'en ont plus guère la possibilité. Que dire lorsque l'un est un ancien de l'Elysée et l'autre ancienne collaboratrice du premier directeur de cabinet de M. Pierre Mauroy ? L'Elysée et le cabinet de M. Tasca partagent, jeudi, le même sentiment de fureur.

Reste que deux affaires, déjà, viennent ternir ce si bel ordonnance. Et font s'interroger sur les capacités du président Guilhaume à ne pas se contenter d'une politique de « coups » pour embrasser une gestion à plus long terme. Le parachutage de M. Gaillard à Antenne 2 a déjà suscité des réactions négatives — dans une chaîne plutôt anesthésiée, — et l'arrivée de M. Elkabbach à FR3 s'annonçait extrêmement périlleuse. Ne parlait-on pas déjà de menaces de démission spectaculaire de hauts responsables de la chaîne et d'un risque plus généralisé de déflagration ?

Avec l'aide de ces nominations surprises et à rebondissement, M. Guilhaume a déjà mis crûment en lumière les risques qu'il prenait.

PIERRE-ANGEL GAY.

A FR 3

M<sup>me</sup> Dominique Alduy :

Une « câblée » énergique

Energique. M<sup>me</sup> le directeur général de FR 3 n'est pas femme à se laisser impressionner facilement. A quarante-cinq ans, le regard et le verbe directs, Dominique Alduy a l'habitude de décider, et un caractère entier. Assez pour s'imposer dans les conseils masqués de la Caisse des dépôts, où elle est entrée en 1983, suivant ainsi le nouveau patron de la Caisse, Robert Lion, qu'elle côtoyait déjà de 1981 à 1983 au cabinet de Pierre Mauroy comme chargée de mission pour la politique sociale.

C'est à la Caisse qu'elle va découvrir la télévision, les subtilités des achats de droits ou des liaisons par satellite, en présidant depuis 1986 aux destinées de Communication Développement, filiale chargée des réseaux câblés. Dans ce secteur du câble aux pertes encore lourdes, son casque de cheveux bruns coupés court est vite devenu aussi familier que redouté : elle affronte sans ménagement les rivalités internes, les bras de fer avec l'administration des élus locaux, les récriminations des élus locaux. A leur contact, elle perfectionne un redoutable sens politique et une bonne connaissance des subtilités régionales, qui ne pourra être qu'un atout à la tête de FR 3.

Energique et politique, la diplômée de Sciences-Po, de Sciences-Eco et de l'université de Pennsylvanie est étiquetée à gauche. Mais elle est suffisamment politique, justement, pour

ne pas dépendre d'un courant de parti. De 1972 à 1981, sa carrière est placée sous le signe de l'urbanisme, d'abord au ministère de l'équipement, puis au secrétariat général des villes nouvelles et au Commissariat du Plan, tous lieux où s'ébauchent des réseaux de hauts fonction-



naires ambreux qui vont essaimer dans la république mitterrandienne. Femme du directeur général de l'Etablissement public de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (et donc belle-fille du sénateur, maire de Perpignan, M. Paul Alduy, ex-socialiste, devenu UDF), Dominique Alduy est une inconnue du grand public, mais pas de la gauche gestionnaire.

M.C.I.

Les réactions

• Au RPR : M. Jacques Baumel, au nom de l'Association nationale des téléspéctateurs, estime que « le pouvoir s'efforce de reprendre les rênes de l'audiovisuel public » et que les nouveaux promus « seront plus des responsables dociles que de bons administrateurs impartiaux ».

Secrétaire national chargé de la communication au RPR, M. Dominique Perben a déclaré pour sa part que « les nominations de deux militants socialistes aux postes de responsabilité à Antenne 2 et à FR3 manifesteront l'incorrigible volonté d'ingérence du pouvoir socialiste dans les médias, l'incroyable culot du gouvernement et son profond mépris pour les professionnels de l'audiovisuel et les téléspéctateurs ».

• Au Front national : Selon M. Bruno Mégret, député général du Front, « M. Guilhaume est l'otage du pouvoir ». Avec ces

nominations, l'Etat devient encore un peu plus socialiste et accroît la menace de totalitarisme larvé qu'il fait peser sur les Français.

• Au PCF : Pour M. Pierre Blotin, membre du bureau politique, « l'ensemble du service public se trouve de plus en plus placé sous la coupe du PS et de l'Elysée ». « Certains ont prétendu que M. Guilhaume était indépendant du PS. La réalité est bien différente », a ajouté M. Blotin, selon lequel il s'agit d'une « mainmise sur le service public de l'audiovisuel, réalisée par ce qu'il convient d'appeler « l'Etat PS ».

• Chez les jeunes giscardiens : « L'arrivée de Philippe Guilhaume, l'audiovisuel a eu sa chance au gratage. Mais avec ces nominations, il a perdu au tirage », a déclaré M. Richard Marchand, président des Jeunes pour la démocratie française.

Luttes de pouvoir au sein de la Cinq

MM. Berlusconi et Seydoux affrontent M. Hersant

Le conseil d'administration de la Cinq, qui devrait se tenir dans les prochains jours, risque d'avoir des conséquences spectaculaires sur l'avenir de la chaîne privée. De nombreuses sources concordantes affirment en effet que MM. Silvio Berlusconi et Jérôme Seydoux, aidés par de petits actionnaires de la chaîne, sont déterminés à réunir une majorité pour en dénouer avec M. Robert Hersant. Objectif de l'opération : obtenir un meilleur partage des responsabilités de gestion, aujourd'hui confisquées par le patron du Figaro, et peut-être même enlever la présidence de la Cinq à M. Hersant et la direction générale à son représentant, M. Philippe Ramond.

Si aucun des actionnaires de la chaîne ne voulait, avant le conseil d'administration, confirmer ou infirmer ces informations, l'atmosphère fébrile qui règne depuis vingt-quatre heures au sein de la chaîne révèle une évidente tension. On sait que MM. Seydoux et Berlusconi n'ont pas souscrit la dernière augmentation de capital (le Monde du 14 septembre) sans quelques arrière-pensées. Le PDG des Chargeurs a toujours affirmé qu'il n'accepterait de combler les lourdes pertes de la Cinq (1,7 milliard de francs en deux ans) qu'avec « des partenaires qui entendent et une direction compétente ». De son côté, M. Silvio Berlusconi s'est montré depuis quelques mois de plus en plus critique sur la gestion de la télévision privée et n'a pas cessé de réclamer le contrôle des achats de programmes et de la régie publicitaire.

Les observateurs ont noté que M. Jérôme Seydoux a singulièrement renforcé depuis quelques mois son équipe audiovisuelle. C'est ainsi que M. Philippe Chauvet, ancien directeur de la Mission câble, puis responsable du groupe Bouygues, et M. Bertrand Delcroix, ancien membre du cabinet de M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ont rejoint les Chargeurs.

Un trésor  
de guerre

Officiellement, il s'agit de préparer le lancement de la chaîne sportive sur le satellite TDF 1, dont M. Seydoux est actionnaire aux côtés d'Antenne 2 et de FR3. Mais il est fort possible que leur compétence soient aussi destinées à servir une nouvelle gestion de la Cinq.

Dans le même temps, MM. Seydoux et Berlusconi ont appris une

bonne nouvelle : le tribunal administratif de Paris vient de reconnaître leur droit à une indemnisation pour l'ancienne concession de la cinquième chaîne. Le gouvernement de M. Jacques Chirac avait en effet annulé par décret en 1986, la concession attribuée pour une durée de dix-huit ans aux deux hommes par le précédent gouvernement socialiste. Le recours introduit par les deux propriétaires devant la justice vient d'être couronné de succès et un expert est désigné pour évaluer le montant du préjudice. M. Berlusconi, qui possédait 40 % du capital de l'ancienne Cinq, s'est félicité de cette décision qui devrait, selon lui, lui rapporter quelque 3,7 milliards de francs. Avec un tel trésor de guerre, une offensive contre M. Hersant et une relance vigoureuse de la Cinq deviennent plus qu'envisageables.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

36 15  
I M

Le service télématique  
expert de l'emploi des cadres

Eve Ruggieri :  
à la découverte des talents neufs

Eve Ruggieri n'a pas accepté les nouvelles fonctions qui lui sont proposées à Antenne 2 sans regret. Entre autres, celui qui l'amène à rompre le lien très fort qui la tenait rive depuis plus de vingt ans à la Maison de la radio où de France-Culture à France-Inter en passant par France-Musique. Elle y a tout fait : l'assistant (elle fut l'assistante de José Artur), l'animation, la production, et, depuis août 1988, la direction des programmes d'Inter.

Consciente « des possibilités de production qu'il y a à la radio », Eve Ruggieri possède avant tout le goût du service public. A contre-courant des idées reçues et de la dictature de l'Audimat, animée par un seul leitmotiv — le respect des auditeurs — elle met en avant son attachement à la « grille » des maisons pour lesquelles elle a travaillé. Au mot « format », inévitable quand on parle aujourd'hui de la bande FM, elle oppose celui de « ton ». Comme pour marquer sa différence, par osmose avec France-Inter.

En 1979, par exemple, elle prend totalement la contrepied des émissions du matin fondées sur le rythme, les jeux, les invités, les tubes. A 9 heures, elle choisit la lenteur, la durée, le fauconnier et débute sans faiblir une heure de paroles racontant la vie de femmes puis d'hommes célèbres. Sa voix agace ou enchante — marquer sa différence ne peut se faire dans l'indifférence — mais le résultat est là : pendant neuf ans, elle prend la tête des sondages, à une heure où il est important en studio de ne pas entendre les transistors s'éteindre.

Directrice des programmes elle agit de même, elle remet « les pendules à l'heure » en faisant appel dans un premier temps aux

signatures « maison » Jacques Chancel, Pierre Bouteiller, José Artur, Claude Villers..., piliers depuis vingt ans de la Maison ronde, mais éparpillés çà et là. Puis, dans un deuxième temps, elle installe au sein de la dernière grille, un certain nombre de voix jeunes et nouvelles, qu'elle a testées cet été. A la télévision, où elle devient en 1981 conseillère pour la musique auprès du président d'Antenne 2, Pierre Desgouttes (après avoir, en 1980, remplacé Michel Drucker sur TF1 dans « Les rendez-vous du dimanche »), elle prend le parti défilé de s'intéresser davantage à la vie des musiciens qu'à la musique. Ce qui lui vaudra plus d'une controverse de la part des spécialistes. Mais qu'importe quelques anachronismes, si l'émission passe ! « Musiques au cœur » qu'elle anime sur A 2, également depuis 1981, entend avant tout vulgariser la musique. Sensibiliser serait son mot d'ordre. A ses détracteurs, qui critiquent le niveau de ses connaissances musicales, elle n'a jamais rappelé son premier prix de conservatoire de piano de Nice et son milieu familial versé dans la musique. Si, médiatiquement, Eve Ruggieri dérange — mi-femme sophistiquée mi-conteuse vedette populaire — elle n'en a pas moins acquis, professionnellement, un réel respect.

A Antenne 2, ses préoccupations à long terme seront sans nul doute tournées vers les problèmes de formation et la recherche de nouveaux talents. Mais une grille ne se construit pas en un jour. Elle sait déjà que les résultats ne seront peut-être payants qu'à la fin de son mandat et que certains l'attendront au détour de l'Audimat.

J.-M. DUMAY.

صكنا من الامم



**SONY**

**Valeo**  
Thermique Moteur

**GROUPE GENERALE DES EAUX**

**SEMA GROUP**  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
CONJUGUONS NOS TALENTS.

**Valeo**  
Protection commutation

**Primevère**

**ORGACONSEIL**

**Poulain**  
LES CHOCOLATS TRÈS CACAO

**digital**

**PARIBAS**

**SEEI**

**FSP**

**EXXON**  
CHEMICAL

**SES**

**ORKEN**

**HM**  
Conseil

**JEUMONT SCHNEIDER**

**Spie Batignolles**

**UN TREMPIN POUR VOTRE CARRIÈRE**

**FRAMATOME**

**AFL**

**SYSECA**  
SELECTION

**ETC**  
Philips Composants

**ORDIS**

**ALEXANDRE TIC S.A.**

**AXOME**

**amri**

**MSZ**

**MMS**

**INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE**

**prosys**

**BP**

**EGOR**

**cofreth**

**CETIM**

**RENAULT**

**sofresid**

**GROUPE PANISSOD S.A. RECRUTEMENT**

**WE**

**MOTOROLA SA**  
DIVISION COMMUNICATIONS

**Atlas Copco**

**DIGILOG**

**GROUPE DIGITONE**

**SAE**

**CARDIF**  
la signature française

**SELECTION**  
Reader's Digest

**IBM**

**BARTIN**

**STEIN HEURTEY**

**la maîtrise de l'énergie électrique**

**MERLIN GERIN**

**ATAT**  
LA DYNAMIQUE ATAT

**CHP**

**FRANCE TELECOM**  
UN AVENIR D'AVANCE

**SOURIAU**  
D'AVENIRCONNECTES

**Raymond Poulain**  
Consultants

**SODERHU**  
MEMBRE DE S.A.R.C.

**lgc**  
Consultants

**CECA**  
La Chaine de Spécialités

**ESSI**  
INGENIERIE

**COMES**

**ARCO**

**Le Monde**

*Mardi 19 daté mercredi 20 septembre*

**SUPPLÉMENT**

**ÉCONOMIE – EMPLOI – FORMATION**

**Recherche du deuxième emploi pour les jeunes diplômés**

**INGÉNIEURS, INFORMATIENS**

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX...**

*Ces entreprises vous proposent 32 pages d'offres d'emploi*

**Votre rendez-vous SECTEURS DE POINTE dans ce supplément**

**PILE SEPARÉE** diffusée avec le quotidien sans supplément de prix

**KAISER**

**L'AIR LIQUIDE**

**DECISION INTERNATIONAL**

**FR**  
FRANCE CABLES ET RADIO

**hp**  
HEWLETT PACKARD

**VKLIX**

**LABORATOIRES FOURNIER DIJON**

**BRIME**

**INSTITUT LAURE LANGUINI**

**SEXTANT**  
AVIONIQUE

**TELECOM PARIS**

**GEALSTHOM**  
AIR INDUSTRIE SYSTEMES

**ONOMA**

**THOMSON**

**SELECTION**

**INVEST**

## Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

### appartements ventes appartements ventes

3 <sup>e</sup> arrdt	9 <sup>e</sup> arrdt	10 <sup>e</sup> arrdt	11 <sup>e</sup> arrdt
<b>MARAIS EXCEPT.</b> Duplex. Très bel imm. caractère, arch. poutres appar. Sûr, 100 m <sup>2</sup> , 5 pièces, 41. RUE DES MARTYRS. Ven. Sam.-Dim., 14 h-17 h. 698 000 F. Céd. 48-04-08-02.	<b>M<sup>e</sup> ND-DE-LORETTE</b> Bon imm. s/square calme, 3 ch., entr., cuis. équipée, ch. central individ. 41. RUE DES MARTYRS. Ven. Sam.-Dim., 14 h-17 h.	<b>RÉPUBLIQUE HOTEL DES MARCHAUX.</b> Très beau 5 p., cuis. équipée, 118 m <sup>2</sup> , pers. Prix : 2 950 000 F. PASTORI, 42-55-50-50 ou 33-15-05-91-59.	<b>PARMENTIER</b> SUPERBE 2-3 P. DUPLEX fait à m. Très cosy avec balcon. Prix : 1 300 000 F. SÉCO - 48-88-43-43

## AGENDA IMMOBILIER

**25 APPARTEMENTS TRÈS SOIGNÉS**  
AU PIED DU TÉLÉPHÉRIQUE DE L'AIGUILLE DU MIDI  
**LE MORGANE**  
**A CHAMONIX MONT-BLANC**  
1035-4807m



RENSEIGNEMENTS  
ET VENTE

**Quiberon**  
Avec 11 500 F à la réservation  
289.000 F\*  
Avec piscine privée



Dans un beau domaine verdoyant, votre maison 2 pièces tout équipée, à proximité de Port-Naria, de la Grande Plage et des commerces.

Exclusif achat en sous-traitement et rattaché à 2 et 3 cabes.  
Financement personnalisé.  
Gestion locative assurée.

Bon documentation sur QUIBERON  
Nom \_\_\_\_\_  
Acrasse \_\_\_\_\_  
Tel. Dom. \_\_\_\_\_  
Tel. Bur. \_\_\_\_\_  
66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

**FERINEL**  
vacances

Imaginez un monde  
où toutes les offres d'emplois  
correspondent à  
votre vraie valeur.

**36 15**  
**TM**

Le service télématique  
expert de l'emploi des cadres

## ASSOCIATIONS

**Cours**  
L'ÉCOLE ET LA VILLE  
15, rue Desbordes-Desmoulins  
75001 Paris. Tél. : 42-61-72-96  
COURS A PETITS ÉLÈVES  
(4<sup>e</sup> à terminale)  
DES ENSEIGNANTS EXPÉRIENCÉS  
AUX MÉTHODES ADAPTÉES  
AUX BESOINS DE CHAQUE ÉLÈVE

**COURS D'ARABE**  
Journées, soir et samedi  
APAO 42-62-82-82

**LES ATELIERS D'ÉCRITURE**  
ELISABETH BING  
Documentation sur demande  
5, rue du Pont-de-Lodi  
75008 Paris - 46-34-11-95.

**ALPHA IV**, association  
alphabétisation travailleurs  
immigrés, cherche moniteurs  
bénévoles, expériences ou  
non, pour donner cours 1  
soir/semaine quart. Basile,  
A. C. 11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2



## SOMMAIRE

■ Avec une hausse des prix pour le mois d'août de 0,2 %, l'inflation en France a atteint 3,4 % en glissement annuel, tandis que les prix de la viande de bœuf flambent (lire ci-dessous). ■ Le conflit chez Peugeot se durcit et divers mouvements revendicatifs se

développent en Alsace (lire page 28). ■ Prévoyant 1700 suppressions d'emplois, le pétrolier britannique BP lance une restructuration de son secteur exploration-production (lire page 30). ■ Air France et Lufthansa se fiancent

pour faire face à la concurrence européenne et asiatique (lire ci-contre). ■ Après une progression en volume de 8,5 % en 1988, les échanges mondiaux de marchandises devraient à nouveau fortement augmenter cette année selon le GATT (lire page 29).

## TRANSPORTS

Face à la concurrence européenne et mondiale

### Les fiançailles d'Air France et de Lufthansa

M. Bernard Attali, président d'Air France, et M. Heinz Rahnau, président de la compagnie ouest-allemande Lufthansa, ont signé, le 15 septembre à Paris, un accord destiné à multiplier les coopérations et les dialogues entre directions générales et entre spécialistes des deux entreprises. Il concerne aussi bien la restauration aérienne que la formation des pilotes. Ces fiançailles sont une réponse aux alliances que cherche à nouer British Airways et aux menaces américaines et asiatiques.

Lufthansa sera bientôt logée dans l'aérogare numéro deux de l'aéroport Charles-de-Gaulle avec Air France. Elles tiendront d'harmoniser leurs politiques de flotte, afin de négocier ensemble avec les aviateurs et les motoristes.

Le rapprochement de leurs filiales spécialisées dans les ventes hors taxes est envisagé. Air France, qui ne dispose pas encore en propre d'une école de pilotes de ligne, enverra ses élèves-pilotes à Phoenix (Arizona), où le ciel toujours bleu a conduit Lufthansa à entraîner ses futurs navigants. Enfin, les deux compagnies veulent échanger leurs personnels. Chaque année, quatre ou cinq cadres de trente-cinq à quarante ans de l'une effectueront des stages de six mois chez l'autre, en profitant de cours de langues. Une quinzaine de jeunes cadres effectueront, au sein de la compagnie partenaire, un cycle d'informations générales d'une semaine. Des spécialistes visiteront régulièrement leurs homologues d'outre-Rhin.

#### Contre British Airways

Cet accord-cadre constitue la réponse stratégique de deux vieux compagnies à la frénésie de fusions et d'alliances qui agite le monde aéronautique mondial. Alors que le scandinave SAS se rapproche de l'américain Texas Air, Swissair d'une autre compagnie américaine, Delta Airlines, et Japan Air Lines d'Air New Zealand — chaque fois en termes de prises de participation — Air France et Lufthansa affirment leur préférence pour une formule de coopération qui permet aux associés de conserver leur personnalité, tout en travaillant de concert.

L'alliance signée le 15 septembre a d'autant plus de chances de durer qu'elle est conclue entre deux entreprises de taille voisine, animées par une même idéologie, fort éloignée du libéralisme. Air France dispose d'une flotte de 122 appareils, emploie 35 600 personnes et transporte chaque année 14,7 millions de passagers. Lufthansa dispose d'une flotte de 157 avions, emploie 40 600 personnes et transporte 19,3 millions de passagers. Toutes deux veulent reprendre l'initiative en Europe vis-à-vis de British Airways privatisée et musclée par le rachat de British Caledonian et qui cherche à prendre pied sur le continent en offrant au belge Sabena de lui servir de cheval de Troie. On peut dire, d'ores et déjà, que ces « fiançailles » officielles innovent singulièrement dans un monde aérien où il était surtout question jusqu'à présent de phagocytose le concurrent.

ALAIN FAUJAS.

+ 0,2 % en France au mois d'août

### La forte hausse du prix de la viande de bœuf est la conséquence des quotas laitiers européens

#### L'inflation s'établit à 3,4 % en rythme annuel

L'indice des prix à la consommation a progressé, en données provisoires, de 0,2 % en août, a annoncé l'INSEE le vendredi 15 septembre. Cette augmentation fait suite à une hausse de 0,3 % en juillet et de 0,1 % seulement en juin; la croissance de l'indice des prix exprimée en glissement annuel (août 1989 par rapport à août 1988) est ramencée à 3,4 % en août, contre 3,5 % en juillet et 3,6 % en juin.

Bien que le détail des composantes de l'indice des prix ne doive être connu que lors de la publication du résultat définitif, le 28 septembre, il est probable qu'en août comme en juillet ce sont les prix alimentaires qui ont entraîné l'indice à la hausse (ils avaient progressé de 0,5 % en juillet).

La hausse de certains tarifs publics (celle de 3 % des tabacs étrangers entrée en vigueur le 17 juillet, celle de 2,5 % du gaz intervenant au 5 août ainsi que, dans une moindre mesure, celle de 4,2 % des tarifs de la RATP survenue le 25 août) a également pesé sur l'indice des prix à la consommation le mois dernier.

En revanche, la baisse du prix du pétrole survenue au cours des derniers mois s'est poursuivie jusqu'aux premières semaines d'août et a certainement influencé l'indice de manière positive.

En France comme à l'étranger, l'été 1989 aura ainsi été marqué par un ralentissement de la hausse des prix, qui s'était accélérée dans de nombreux pays industriels en début d'année.

Le penchant des Français pour la viande rouge leur coûte cher, et l'inflation lancée par la profession bovine, « *Suivez le bœuf* », est pénible à leur porte-monnaie. Entre juillet 1988 et juillet 1989, le prix de la viande de gros bovin a progressé de plus de 9 %, et de près de 20 % si on se réfère aux dix-huit derniers mois. Quant au veau de boucherie, il a augmenté de 16 % au cours des douze mois écoulés. Le porc, le poulet et le bœuf ont de surcroît connu un un des hausses de prix variant de 6,8 % à 8,4 %. Cette flambée ne manque pas d'inquiéter le ministère de l'économie, des finances et du budget, toujours soucieux de protéger le panier de la ménagère.

Si le bœuf coûte cher, c'est en partie à cause des habitudes alimentaires des Français. Ils ont un faible pour l'arrière de l'animal, siège des meilleures parties, et rechignent à consommer l'avant du bovin qui, selon l'expression du ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, « nous reste sur les bras ». Le prix du bœuf à boucher (avant) n'a ainsi progressé que de 2,5 % en un an, restant plus abordable que le bœuf à griller (arrière).

Mais tout, loin s'en faut, n'est pas affaire de découpage. La forte tension enregistrée à l'été des bœufs et des grandes surfaces est le dernier contrepoint de la politique des quotas inaugurée en 1984 dans la CEE pour absorber les excédents laitiers, alors monstrueux. Ce coup d'arrêt à la « marée blanche » provo-

qua d'abord une chute sensible du marché de la viande. Entre la fin de 1983 et 1988, plus de 1,5 million de vaches laitières ont pris le chemin de l'abattoir, pesant ainsi sur les cours et décourageant les éleveurs de bêtes à viande « nobles », comme les races charolaise et limousine.

#### Le veau de lait vaut de l'or

La décapitation du cheptel a produit ses premiers effets courants 1988. Conséquence logique, mais sous-estimée, des abattements en nombre, les naissances de veaux de lait ont singulièrement diminué. La disparition brutale des stocks de poude de lait dont sont restés, fixés les veaux bien nés, a enfin obligé les éleveurs à se procurer une alimentation animale plus coûteuse. Voilà pourquoi le veau de lait vaut de l'or, ou presque.

Après les primes à l'abattage, faudra-t-il des primes à la reconstitution des troupeaux ? « Les éleveurs viennent de subir quatre années de baisse des prix. Ils n'ont pratiquement pas investi pendant cette période », déclarait M. Nallet le 12 septembre dans une interview à France-Sol. Il faut les inciter à produire des bêtes d'élevage. Sinon on trouvera de moins en moins de viande de bœuf, et son prix aura tendance à augmenter.

Hostiles à des importations de viande en provenance de pays tiers,

les professionnels plaident à mots couverts pour un déstockage communautaire afin d'enrayer la hausse « sans casser les prix ». Si les stocks français sont au plus bas (5 000 tonnes), il en va autrement des réserves de viande ouest-allemandes, qui atteignent 100 000 tonnes.

La responsabilité des bouchers et de la grande distribution reste à déterminer dans l'actuel mouvement des prix. Certains se bornent à remarquer que le commerce, petit ou grand, n'avait pas abaissé ses tarifs pendant la crise de 1984-1988. Il a en revanche engagé de bonne heure la valse des étiquettes à la hausse. « Quand les prix à la production s'effondraient, les prix de détail augmentaient déjà », a précisé M. Nallet le 14 septembre, rejetant toute responsabilité des éleveurs « qui ont décollé depuis quatre ans ».

Déstocker partiellement, relancer la production bovine, moderniser les structures par un partenariat accru entre éleveurs et transformateurs, sont autant de solutions possibles pour calmer le marché. On peut cependant s'interroger sur le manège manifeste de souplesse des décisions de Bruxelles en matière agricole, qui conduit à reporter d'un secteur sur l'autre le poids de l'ajustement de l'offre à la demande. Il faut d'ores et déjà s'interroger sur la manière d'éviter, bientôt, un retour aux excédents laitiers.

ERIC FOTTORINO.

## REPÈRES

### Prix à la consommation

#### Progression modérée dans la zone OCDE...

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,2 % en juillet dans les vingt-quatre pays industrialisés de l'OCDE, après avoir progressé de 0,3 % en juin. Ce ralentissement a eu pour effet de stabiliser à 5,2 % le rythme annuel d'inflation et ce pour le troisième mois consécutif, dans l'ensemble de la zone OCDE.

La moindre progression des prix des denrées alimentaires (+ 0,4 % en juillet contre + 0,5 % en juin) et surtout la diminution des prix de l'énergie (première baisse enregistrée depuis novembre 1988) succèdent à une croissance de + 0,4 % en juin, expliquant en grande partie ce résultat.

#### ... et en Suisse

Les prix à la consommation suisse ont augmenté de 0,3 % en août, soit une très légère accélération par rapport à juin et juillet (+ 0,2 %). En glissement annuel, le taux d'inflation se maintient toutefois à 3 %, rythme de croissance observé depuis mai dernier. Ce sont les secteurs instruction-loisirs (+ 3,4 %), chauffage et éclairage (+ 1,4 %), boissons et tabac (+ 1 %) qui ont connu en août les hausses les plus marquées par rapport au mois précédent. En revanche, dans les transports et télécommunications et l'alimentation, les prix ont reculé (respectivement - 0,3 % et - 1,3 %).

### Crédits

#### aux particuliers

#### Décélération au cours du premier semestre 1989

L'Association française des banques constate une décélération de la progression des crédits consentis aux ménages au cours du premier semestre 1989 par rapport à la même période de 1988. Le ralentissement est net pour les crédits de trésorerie affectés généralement à la consommation par les particuliers. La progression n'est que de + 8,5 % sur les six premiers mois de l'année contre + 22,3 % un an plus tôt. Les crédits à l'habitat se maintiennent également à un rythme de croissance de + 13,8 % pour le premier trimestre 1989 contre + 25,3 % pour l'année précédente. A noter : le crédit aux entreprises effleure pour sa part un rythme de

croissance soutenue dans ses composantes à court comme à moyen terme (respectivement + 21 % et + 25,1 % au premier semestre 1989).

### Prix de gros

#### Baisse en août en RFA

Les prix de gros ont baissé de 0,3 % au mois d'août en Allemagne fédérale par rapport à juillet. Ce recul ramène à 4,5 % la progression de l'indice des prix de gros sur 12 mois, contre + 5 % en juillet et + 5,5 % en juin.

La baisse des prix de gros en août a été particulièrement marquée pour certains produits comme le café (- 18 %). En revanche, des hausses sensibles ont été observées pour le fuel (+ 3,9 %), le matériel de bureau (+ 3,3 %) et le gazole (+ 2 %).

### Matières premières importées

#### Légère diminution du coût pour la France en août

Le prix des matières premières importées par la France, exprimé en francs, a diminué de 0,4 % en août par rapport à juillet, et a augmenté de 6,7 % par rapport à août 1988.

Le prix des matières premières alimentaires a baissé de 6,4 % en août par rapport à juillet, et de 23,2 % par rapport à la même période l'année précédente. Le prix des matières premières industrielles a pour sa part subi une hausse de 1 % entre juillet et août, mais une diminution de 4,8 % par rapport à août 1988.

Rien de tel qu'une ligne de crédit permanente pour faire le pont entre vos échéances et les règlements de vos clients.

30 jours

60 jours

## Créditable Professionnel

Supporter une charge exceptionnelle d'exploitation, exploiter une opportunité, financer un nouvel investissement : avec le Créditable Professionnel, vous disposez de l'outil qui vous permet de réagir immédiatement, chaque fois que vous en avez besoin. Avec le Créditable Professionnel, vous bénéficiez d'une source de financement souple et toujours disponible, spécialement adaptée à vos attentes. Garantie de maintien confirmée par écrit pour 2 ans minimum.



C'est gagner.

## EN BREF

● **AUTOMOBILE** : accord Fiat-Motorola dans l'électronique. — Les groupes italien Fiat et américain Motorola ont signé un accord de collaboration en vue de développer, pour l'Europe, des boîtiers électroniques pour le contrôle de l'injection. La production initiale sera de deux millions de pièces fabriquées par Fiat à Pavie et par Motorola en France, à Châtelleraut. Le marché de ces équipements se constitue un fort développement. Les systèmes d'injection vont en effet devenir obligatoires dans les moteurs, quelle que soit leur cylindrée, après l'adoption par la CEE de normes antipollution.

● **Vers un accord** Crédit foncier-Groupe Maisons familiales. — Le Crédit foncier de France (CFF) et le Groupe Maisons familiales (GMF) de Cambrai (Nord) ont annoncé, dans un communiqué, la recherche avant la fin de l'année des termes d'un accord de cession des activités immobilières de GMF à Foncier Habitat Participation, filiale intégrée du CFF. Les deux secteurs en cause sont la Carpi, ensemble de sociétés anonymes d'HLM, et Mari-gren immobilier, société de promotion immobilière d'appartements et de maisons individuelles « haut de gamme », en tout deux mille logements construits par an.

**I.T.S. Langues**

LES PROFESSEURS  
ENSEIGNENT  
LEUR LANGUE  
MATERNELLE

ANGLAIS - ESPAGNOL  
PORTUGAIS - BRÉSILIEN

NOTES OBJECTIFS : donner un enseignement de haute maîtrise de la langue ainsi que des codes propres au pays avec lequel il sera en relation.

## Économie

Malgré les appels de M. Jacques Calvet

### Les usines Peugeot de Mulhouse et de Sochaux s'installent dans la grève

Les appels de M. Jacques Calvet à la « solidarité », au « consensus » et à la « lucidité », lancés jeudi 14 septembre, au cours du journal de 20 heures sur Antenne 2, ne paraissent guère avoir atténué le mécontentement des grévistes de Mulhouse et de Sochaux. Le PDG de PSA n'observe pas, en effet, de « dégradation du climat social » dans son groupe.

A Sochaux, où la CFCTC s'est jointe au mouvement, la direction s'attendait, vendredi 15 septembre, à une aggravation des pertes de production. Les arrêts de travail se sont, pour la première fois, déclenchés dès la prise de l'équipe du matin, à 5 heures, et les responsables de l'établissement (23 000 salariés) constatent un maintien du nombre des grévistes (près d'un millier selon

eux). Ils estiment par ailleurs que la production, réduite à 40 % de la normale jeudi, devrait être encore inférieure le 15 septembre.

A Mulhouse, l'éventualité d'une sortie négociée du conflit s'éloigne. Il n'est plus question d'une rencontre syndicats-direction et l'occupation de la chaîne se poursuit. Le 15 septembre, les grévistes ont occupé les trois entrées de l'établissement — sans toutefois empêcher les non-grévistes d'y pénétrer — et annoncé « de nouvelles initiatives ». Ils ont accueilli aux cris de « Calvet démission ! » l'intervention télévisée de leur PDG.

L'attitude de M. Jacques Calvet a, d'autre part, été critiquée par M. Marc

Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, qui lui reproche de « ne pas vouloir discuter des salaires » alors que, pour M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, M. Calvet « est en train de se tromper de siècle ».

Alors que FO a lancé un mot d'ordre d'arrêt de travail d'une heure, vendredi, dans l'ensemble du groupe PSA, la fédération CGT de la métallurgie organise « une journée de riposte pour élever la lutte dans le groupe Peugeot-Citroën ».

Parallèlement à ce conflit, une grève a éclaté le 14 septembre dans les deux unités de production d'ECIA (équipements automobiles, filiale de PSA) d'Audincourt et de Beaulieu-Mandeure, près de Sochaux.

La 23<sup>e</sup> mesure du plan emploi

### Exonération permanente des charges sociales pour l'embauche des chômeurs de plus de cinquante ans

Contrairement à ce qui avait été annoncé, le plan emploi arrêté en conseil des ministres le 13 septembre ne comportait pas vingt-deux mais vingt-trois mesures. La dernière n'est pas la moins importante : l'embauche d'un chômeur de longue durée âgé de plus de cinquante ans sera totalement exonérée des charges sociales patronales pendant toute la durée du contrat de travail — c'est-à-dire de façon permanente.

consultation de M. Jean-Pierre Soisson, notamment, ravi de l'aubaine.

Concrètement, l'exonération permanente des charges sociales lors du recrutement d'un chômeur de plus de cinquante ans sera acquise si le bénéficiaire est inscrit à l'ANPE comme demandeur d'emploi depuis plus d'un an. Elle durera aussi longtemps que son nouveau contrat de travail et, pourquoi pas, jusqu'à son départ normal à l'âge de la retraite.

3 milliards de francs

Toutefois, la vingt-troisième mesure surprise a été adoptée à titre expérimental et fera l'objet d'une évaluation à l'issue d'une période de trois ans avant d'être renouvelée pour de nouveaux bénéficiaires. Il faut dire qu'elle coûtera cher. Environ 600 millions de francs, estime-t-on, pour la première année — où elle pourrait concerner de trente mille à quarante mille personnes — et jusqu'à 3 milliards de francs par an quand elle sera à plein régime. Actuellement, on compte en effet deux cent dix mille personnes qui correspondent aux critères et qui pourraient profiter de la disposition.

Quoi qu'il en soit, ce nouveau dispositif améliore nettement l'ensemble des formules arrêtées dans le cadre de la lutte contre l'exclusion et s'adresse à une population particulièrement sensible, les plus de cinquante ans, souvent victimes de licenciements de « permutation », où un jeune plus qualifié vient remplacer un salarié moins performant, et qui voient leur carrière professionnelle s'interrompre prématurément. Il s'agit d'inflechir des pratiques de gestion du personnel qui aboutissent à des drames sociaux et humains. Au nom de la théorie de la « discrimination positive », le gouvernement et, en l'occurrence, M. François Mitterrand, veulent introduire un avantage significatif qui rétablirait l'égalité des chances à l'embauche.

Spectaculaire, bien adaptée à une situation préoccupante, la mesure surprise du plan emploi 1989 pose cependant une série de questions de fond. Dès lors que l'on a accepté d'exonérer totalement des charges les employeurs de chômeurs de plus de cinquante ans, la pression va devenir forte sur les salariés « normaux » du même âge. D'autres situations délicates et à d'autres âges ayant déjà conduit à admettre des exonérations temporaires, il sera de plus en plus difficile de revenir sur ces avantages momentanés. En poussant la logique, c'est le poids des charges qui risque de devenir l'exception sur un type précis de salariés et pendant des périodes de plus en plus courtes.

ALAIN LEBEAUE.

#### Les réactions

Après l'annonce du plan emploi, arrêté en conseil des ministres le 13 septembre, les réactions des milieux professionnels et patronaux sont contradictoires. Avec M. Jean-Louis Girat, nouveau président de sa commission sociale, le CNPF se déclare « très déçu ». La CGPME et l'UPA (Union professionnelle artisanale) protestent contre ce qu'elles appellent « l'aggravation des contraintes dans l'utilisation des heures supplémentaires ». En revanche, le Centre national du commerce et l'Assemblée permanente des chambres de métiers (APCM) évoquent avec satisfaction la baisse du taux des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce. L'APCM parle même d'« avancées dans les diminutions des charges ».

Du côté syndical, les opinions sont également partagées. La CGT critique « la poursuite et l'accentuation » de mesures qui ont contribué à précariser l'emploi. La CGC parle de « solution de facilité » à propos des exonérations de charges et regrette l'absence de la formation. La CFCTC se prononce par un « oui, mais », les conséquences étant traitées sans les causes. FO reconnaît l'existence de « quelques éléments intéressants » mais exprime son scepticisme. Quant à la CFDT, elle s'avoue satisfaite, avec des réserves.

#### Le PDG appelle au « consensus »

Invité du journal de 20 heures d'Antenne 2 le 14 septembre, M. Jacques Calvet, PDG de PSA, a « nié tout à fait » qu'il existe « une dégradation du climat social » dans le groupe. « Je fais confiance aux travailleurs de PSA », a-t-il déclaré, car ils savent que si les choses ne vont pas bien, tout le monde va y perdre. Je suis stressé devant la perspective de maintenir tous les emplois et l'avenir du groupe. Nous devons arriver à la première place en Europe, c'est le seul moyen d'assurer, dans la durée, la pérennité, le développement de l'entreprise. Il faut penser à mettre le groupe en capacité de se battre contre les concurrents du Sud-Est asiatique et autres. Citant l'exemple des Japonais, M. Calvet a appelé les salariés à « faire preuve de solidarité, de consensus et de lucidité pour l'avenir ».

Le patron de PSA, qui se défend de pratiquer « un chantage », s'inquiète pour « l'entreprise, au moment où nous lançons la 605 » qui « fait un peu frémir nos concurrents allemands, c'est la première fois depuis longtemps ».

« Je ne suis pas du tout opposé à des augmentations (salariales), puisque je viens d'en décider une nouvelle (...) de 1,5 %, générale, qui a été annoncée il y a une dizaine de jours. Nous avons fait 1,2 % (d'augmentation) au printemps, 1,5 % maintenant. M. Calvet a indiqué que la hausse annuelle moyenne des salaires (infériorité, participation et individualisation non compris) était de 4,4 % pour 1989 ».

#### L'Alsace s'échauffe

MULHOUSE de notre envoyé spécial

Dix jours de grève aux usines Peugeot de Mulhouse et de Sochaux, débrayages chez Alsthom Turbine Gaz (ATG) de Belfort trois jours durant, blocage du centre Mercedes-France de Molsheim depuis le 14 septembre : en Alsace et alentours, région réputée fort calme du point de vue social, l'automne s'annonce chaud dans l'automobile.

Déclenchés indépendamment les uns des autres, ces conflits sont probablement liés à un contexte particulier : le taux de chômage de l'Alsace (6,3 %) est un des plus bas de l'Hexagone et les demandes d'emploi y ont reculé de 8 % en un an. Toutefois, ils paraissent également témoigner que, dans le secteur privé, les salariés sont de plus en plus sensibles aux questions salariales.

A travers ces grèves, les salariés alsaciens revendiquent ce qu'ils considèrent comme un dû : la contrepartie des efforts — en termes de rémunération et de charge de travail — qu'ils estiment avoir consentis. Leurs entreprises tournant au maximum de leurs capacités et la reprise économique ne présentant pas de signe d'essoufflement, ils considèrent que leur fiche de paie ne traduit pas ces éléments.

En outre, la proximité de l'Allemagne et de la Suisse, où vont chaque jour travailler nombre de frontaliers, vient renforcer ce sentiment de frustration car, dans ces deux pays, les rémunérations sont plus élevées.

A Belfort, ATG (980 salariés) a finalement repris le travail le 14 septembre après trois jours de grève non sans avoir obtenu la semaine précédente une hausse des salaires de 2,7 % sur l'année, à laquelle s'ajoute 1,5 % au titre des mesures individuelles. « Le compte n'y est pas », estime pourtant M. Daniel Brunet, délégué CGT.

Au centre de livraison de Mercedes-France, à Molsheim (Bas-Rhin), où les véhicules importés d'Allemagne sont mis en conformité avec les normes françaises, la majeure partie des 320 salariés réclame une augmentation uniforme de 800 F, en plus des 2,5 % d'augmentation générale déjà accordés, alors que chez Peugeot, on revendique une hausse de 500 à 1 500 F.

Ce malaise salarial a été encore accentué par le développement des heures supplémentaires que le gouvernement s'apprête d'ailleurs à encadrer plus strictement. Chez Peugeot, chez ATG comme chez Mercedes-France, le travail le

samedi, voire les jours fériés, est une pratique devenue courante. Or, cet allongement de la durée de travail représente un « bonus » sur la fiche de paie, est vécu comme un signe de la vigueur de l'activité de l'entreprise et donc de sa capacité à répondre aux revendications salariales.

Enfin, on peut relever à travers ces conflits une certaine « modestie » des organisations syndicales, très soucieuses de ne pas trop occuper le devant de la scène. A Peugeot-Mulhouse, il n'y a pas d'intersyndicale mais un « comité d'organisation » sans référence à quelque confédération que ce soit alors qu'à Belfort, la liste de revendications remise à la direction était rédigée en deux parties : « Le personnel d'ATG ».

JEAN-MICHEL NORMAND.

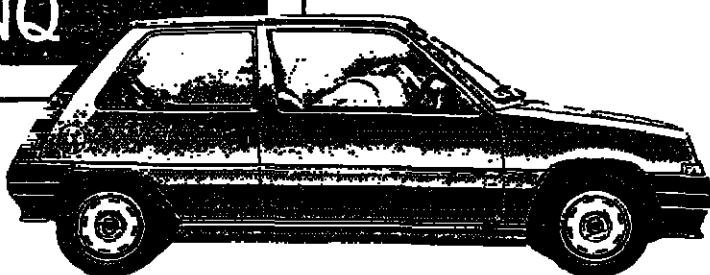
● « Grève totale » au centre principal des impôts du Rhône. — A l'issue d'un vote, qui est intervenu le jeudi 14 septembre lors d'une assemblée générale du personnel, l'intersyndicale des impôts de Lyon-la Part-Dieu, le centre le plus important du département, où travaillent mille personnes, a lancé un mot d'ordre de « grève totale et illimitée ». Une décision identique a été prise par le centre des impôts de Villefranche-sur-Saône, qui emploie cent vingt personnes.

REPRISE DE VOTRE VÉHICULE

# ARGUS

# +5000<sup>F</sup>

JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE  
POUR L'ACHAT D'UNE SUPERCINQ



Reprise Argus + 5000F de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault Supercinq. Conditions générales Argus. Diminué des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard. Offre réservée aux particuliers concernant les V.P. neufs.

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE

سكنا من الراحل



## Économie

La concertation  
Rocard-syndicat

La « prime  
de croissance »  
sera négociée  
avec M. Durafour

A l'issue de son entretien avec M. Michel Rocard, le jeudi 14 septembre, M. Marc Blondel a confirmé, comme nous l'avions annoncé (le Monde du 15 septembre) qu'une « prime de croissance » serait proposée aux fonctionnaires. Le secrétaire général de FO a indiqué que « les modalités n'avaient pas été précisées ni le montant » en ajoutant que « les limites sont proches » du chiffre de 1 000 francs. Pour M. Blondel, cette prime « ne peut se substituer aux accords salariaux » : il faut régler le contentieux salarial de 1989, revoir les décalages de carrière des fonctionnaires et ensuite discuter des fruits de la croissance. « Le premier ministre propose l'inverse », a noté M. Blondel.

« Je ne crois pas qu'il y ait de position de blocage », a affirmé M. Blondel pour qui « cela va dans le bon sens ». M. Rocard a également confirmé la délégation de FO l'ouverture de discussions avec M. Durafour sur un telletage du régime de l'intéressement dans le secteur privé. Il a confirmé à M. Jean Kaspar, reprenant ensuite à la tête d'une délégation de la CFDT, que des discussions s'ouvriraient sur la révision des classifications dans la fonction publique en commençant par les cadres de la catégorie B où le recroisement au niveau bas.

Quant à la date du débat parlementaire sur la cotisation sociale généralisée, dont le principe était déjà arrêté (le Monde du 2 septembre), elle est encore l'objet de discussions. M. Kaspar a souligné que la redistribution des fruits de la croissance — qui fera très prochainement négociée avec M. Durafour — devait intervenir « en plus » du maintien du pouvoir d'achat.

### COMMERCE INTERNATIONAL

Le rapport annuel du GATT

## La progression des échanges mondiaux devrait être aussi soutenue cette année qu'en 1988

Alors qu'elle avait été d'abord estimée à 5% pour 1988, la croissance du volume du commerce mondial des marchandises a finalement atteint 8,5% l'an dernier, un rythme presque deux fois plus rapide que celui de l'augmentation de la production (voir graphique).

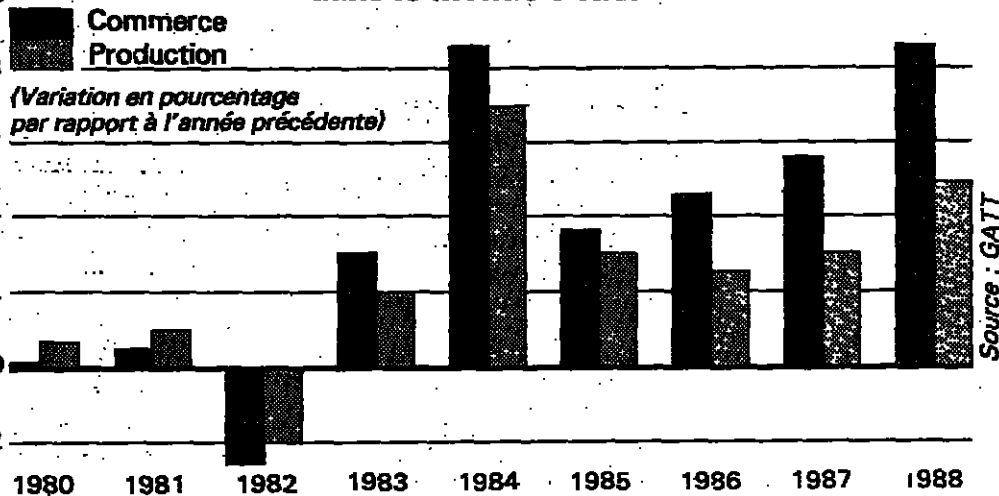
Le rapport annuel du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) prévoit que la croissance du commerce mondial se situera cette année entre 7% et 8%.

liards de dollars, contre 2 490 milliards en 1987. Cette forte augmentation, que le GATT attribue principalement à la croissance du volume des ventes, ainsi qu'à la légère dépréciation du dollar en 1988, est le fait de la plupart des pays industrialisés. Les pays en développement ont enregistré, pour leur part, une progression de leurs exportations plus faible que celle de leurs importations (15% contre 18%), et ce malgré le redressement du prix d'un grand nombre de

qui a permis au pays, « malgré le dynamisme persistant de ses exportations [...] de réduire le déséquilibre de sa balance des marchandises, pour la première fois depuis 1982 ». Inversement, les États-Unis ont enregistré une croissance de leurs exportations bien plus vive que celle de leurs importations (22% contre 7%).

Malgré les résultats de ces deux pays, le rapport du GATT s'interroge sur la portée du processus de réduction des grands déséquilibres

### Volume du commerce et de la production de marchandises dans le monde entier



ce qui pousse les experts du GATT à estimer que, au-delà d'une ou de deux années exceptionnelles pour les échanges commerciaux, l'économie mondiale est peut-être « entrée dans une période de cours de laquelle les taux moyens de croissance de la production et du commerce sur l'ensemble du cycle seront plus élevés qu'ils ne l'ont été depuis le début des difficultés économiques des dernières années 60 et des premières années 70 ».

La valeur totale des exportations de marchandises a progressé de 14% l'an dernier, pour atteindre le niveau sans précédent de 2 380 mil-

liards de dollars. A l'égard de ces pays, le GATT souligne qu'il « importe au plus haut point d'éviter les politiques qui auraient pour effet de [les] marginaliser encore plus » et que « dans les négociations commerciales, les pays industriels seraient bien avisés d'envisager la possibilité de tenir compte, dans leurs calculs de réciprocité, des avantages qu'eux-mêmes tireraient d'une croissance plus rapide dans les pays les moins avancés et les pays lourdement endettés ».

La hausse de 14,5% des ventes à l'étranger réalisées par les pays industrialisés — la valeur de leurs importations a augmenté de 13% — s'explique en grande partie par la poussée du commerce des biens d'équipement (signe du dynamisme de l'investissement productif), qui représente actuellement 30% des échanges mondiaux de marchandises, contre 24% en 1970 et même 22% en 1980 (en raison du poids relatif plus élevé des produits énergétiques).

Le rapport note qu'au Royaume-Uni et au Japon les importations de biens d'équipement se sont accrues en 1988 deux fois plus vite que l'investissement des entreprises. Il souligne également la progression globale des importations au Japon,

extérieurs. L'Allemagne fédérale n'a-t-elle pas encore accru l'an dernier son excédent commercial, la valeur de ses exportations (en hausse de 7,5%) atteignant le niveau record de 323 milliards de dollars? Ce résultat la classe au premier rang des exportateurs mondiaux, juste devant les États-Unis (322 milliards), le Japon (265 milliards) et la France (168 milliards).

A noter que celle-ci a reculé l'an dernier au cinquième rang des importateurs, alors qu'elle se classait quatrième en 1987.

F. L.

### AFFAIRES

## Framatome s'associe à Babcock and Wilcox dans le service nucléaire

Framatome et Babcock and Wilcox ont décidé d'unir leurs forces dans le service nucléaire sur le marché nord-américain. Jeudi 14 septembre, ils ont annoncé la création d'une filiale commune qu'ils détiendront à parts égales, dénommée B and W Nuclear Service Company (BWNSC) et qui sera de droit américain. Elle a pour objectif d'offrir une gamme complète de produits et services aux exploitants nord-américains de réacteurs à eau sous pression.

La nouvelle entité reprendra et poursuivra les activités de la division nucléaire de Babcock and Wilcox dans le domaine des services et de la maintenance nucléaire. Elle assurera la représentation et la distribution des services offerts par Framatome, tant en France qu'à l'étranger.

A l'avenir, elle développera de nouveaux produits et services grâce à des investissements conjoints et à la coordination de la recherche développement de Framatome et de Babcock and Wilcox. BWNSC emploiera dans l'immédiat les 750 salariés de la division de Babcock and Wilcox.

En 1987, Babcock and Wilcox et Framatome s'étaient déjà associés avec deux autres entreprises françaises (la Cogema et Uranium Pechiney) pour créer une société spécialisée dans la fourniture de combustibles pour les réacteurs américains à eau légère. C'Une nouvelle coopération est d'ailleurs en cours de discussion entre l'américain et Nuclear Power International (société commune à Framatome et Siemens créée en avril) pour l'étude et le développement de réacteurs à eau sous pression destinés au marché américain.

(Publicité)



## COURS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS : ÉCONOMIE ET STRATÉGIES

Dans le cadre de son département ÉCONOMIE et GESTION, le CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS et MÉTIERS organise un enseignement sous la direction des professeurs J. DONDOUX et N. CURIEN, qui présente les développements récents du secteur des télécommunications et analyse les liens entre technique, économie et stratégies.

Les cours auront lieu chaque mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 à partir du 11 octobre 1989.

Les inscriptions seront reçues au CNAM jusqu'au 30 septembre 1989 au : 292, rue St-Martin, 75003 PARIS - TEL : 40-27-23-09.

**FRANCE info**  
SUR FRANCE INFO  
TOUTES LES DEMI-HEURES  
Avec Jean-Pierre Gaillard et Christophe Baille  
Toute l'information économique et financière  
• A 7 h 57, la clôture des grands marchés  
TOKYO, WALL STREET, PARIS  
• La Bourse de Paris en direct  
• La vie des affaires  
De 6 heures à 1 heure du matin.

**L'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE A SON 4 PAGES**

**INSEE PREMIÈRE**  
l'essentiel en tête

*Si vous voulez...*

- être le premier informé
- avoir les chiffres qui font la une
- connaître les principaux résultats des enquêtes et études de l'INSEE

**ABONNEZ-VOUS A INSEE-PREMIÈRE**

**INSEE** institut national de la statistique et des études économiques

Je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE (1 an, 60 numéros: 400F (France), 475F (Étranger))

Nom ou raison sociale: \_\_\_\_\_

Activité: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Ci-joint, en règlement, la somme de: \_\_\_\_\_ F par: \_\_\_\_\_

☐ chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ mandat ☐ à l'ordre de l'INSEE

BULLETIN D'ABONNEMENT à retourner à: CNGP-INSEE, B.P. 2716, 93027 AMIENS CEDEX

**DISTRIBUTION**

**Intermarché**  
n° 1 français

Intermarché, groupement de commerçants indépendants, né il y a vingt ans de la scission de soixante-quinze adhérents des centres Leclerc, revendique désormais la première place dans la distribution française (devant les centres Leclerc et Carrefour) en annonçant, pour 1989, un chiffre d'affaires de 85 milliards de francs. Les « monstres », comme s'en est appelé eux-mêmes, en référence à leur publicité, les adhérents d'Intermarché, sont aujourd'hui 1 300, exploitant 1 828 points de vente et employant 50 000 personnes. A côté des mille trois cent vingt magasins de grande surface à l'enseigne « Intermarché », les adhérents exploitent six autres enseignes: Bricomarché, Station Marché, Restomarché, Vétomarché, Logimarché et Ecomarché. Cette dernière enseigne, qui ne compte encore que 120 unités, est celle de petites surfaces (moins de 400 m²) que M. Jean-Pierre Le Roch, président et fondateur du mouvement, aimerait multiplier jusqu'à 1 500 en 1992.

Enfin, Intermarché, déjà présent en Espagne avec trois Intermarchés près de Barcelone, envisage d'investir au Portugal et en Italie: il s'agit essentiellement de trouver des adhérents à l'étranger prêts à adopter la formule associative d'Intermarché.

Pour salles voir lignes programmes

**JUSQU'AU BOUT DU RÊVE**  
FIELD OF DREAMS

**SNYDER**

« Des films comme ça, vous n'en avez pas vu souvent... »  
« Une grâce inattendue... »  
7 A PARIS

« Courez voir JUSQU'AU BOUT DU RÊVE... on y frôle les frontières du paradis... »  
FFDA/JDD

« Un film d'évasion qui bascule dans le merveilleux... »  
LE QUOTIDIEN

« Le public applaudit... »  
LE MONDE

« Un film magique... »  
LE PARISIEN

« Un film émouvant... »  
PREMIÈRE

« Une histoire merveilleuse... »  
VSD

« Plein de charme et de raffinement... »  
STUDIO MAGAZINE

**KEVIN COSTNER**

UNE PRODUCTION GORDON COMPANY UN FILM DE PHIL ALDEN ROBINSON "JUSQU'AU BOUT DU RÊVE" ("FIELD OF DREAMS")  
KEVIN COSTNER, AMY MADIGAN, JAMES EARL JONES, RAY LIOTTA, BURT LANCASTER, DAPHNE LEUNG, "SHOLES" JOE DE WIT, KINSELLA  
MUSIQUE JAMES HORNOR, DIRECTION DE LA PHOTOGRAPHIE JOHN LINLEY, CHEF DÉCORATEUR DENNIS GASSNER, PRODUCTEUR EXÉCUTIF BRIAN FRANKISH  
PRODUCTEURS LAWRENCE GORDON ET CHARLES GORDON ADAPTE ET RÉALISE PAR PHIL ALDEN ROBINSON

## PARIS:

**PARIS, 14 septembre** ↓

صبرنا من الازل



## BOURSE DU 14 SEPTEMBRE

**Cours relevés  
à 17 h 34**

Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies	Compagnies
3620	C.I.E. 35 s.	3778	3785	3780	+ 0.40	280	Chenier	226	226	226	-	280	Chenier	226	226	226	-
1180	B.A.P. T.P.	1071	1071	1071	+ 0.40	130	Chenier	226	226	226	-	130	Chenier	226	226	226	-
2190	C.E.P. T.P.	1202	1202	1202	+ 0.40	90	Chenier	226	226	226	-	90	Chenier	226	226	226	-
1710	C.E.P. T.P.	1181	1181	1181	+ 0.40	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
2010	Phone-Pst.	2021	2024	2023	+ 0.10	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-
1710	St-Gabriel T.P.	1286	1286	1286	+ 0.71	2220	Chenier	226	226	226	-	2220	Chenier	226	226	226	-

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

14/04

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net		
Obligations			C.C. Fin. de C. Martin	220		Magnat S.A.	61 70		Vier	185	A.A.A.	111 61	103 52	France-Grenoble	258 07	267 53	Francisque Rénelle	177 52	174 04
Exp. 0.00 57 7	122 45	1 740	Chimie (B)	2000		Mediane Part.	433		Waters S.A.	815	Actia	248 22	242 55	France-Indes Sier	114 74	111 38	Francor	710 67	689 57
0.00 57 75 94	101 05	2 728	Chimie (B)	2000		Mitro (Dépôt)	145		Reun. de l'Inde		Actia	688 80	685 25	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
12.25 57 94	104 80	0 298	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes	434 83	463 25	Francis Planchon	253 73	252 47
10.25 57 94	102 87	0 736	Chimie (B)	2000		Chimie (B)	1182				Actia	685 25	680 12	France-Indes					

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 M. De Klerk confirmé comme chef de l'Etat sud-africain.	8 M. Chirac peaufine les prochaines ripostes du RPR aux initiatives gouvernementales.	12 Médecine : le cancer du sein dépisté gratuitement.	19 La 46 <sup>e</sup> Mostra de Venise.	27 Les prix en France : + 0,2 % en août.	Abonnements ..... 2	Tout sur la Bourse
4 Le Soudan deux mois et demi après le coup d'Etat.	9 Le débat entre le PS et le gouvernement.	13 Les revendications des syndicats de policiers.	20 La Mostra de Venise.	— Les fiançailles d'Air France et de Lufthansa.	Annonces classées ..... 25 et 26	3615 taping LEMONDE
5 M. Gorbatchev va se rendre à Berlin-Est.	10 La préparation des élections sénatoriales.	23 SPORTS : le championnat de France de basket-ball.	21 Le Festival de théâtre de Blois.	28 Les usines Peugeot de Mulhouse et Sochaux s'installent dans la grève.	Carnet ..... 14	Les offres d'emplois du Monde
6 Le Parlement européen et la situation en Pologne.	— « Le journal d'un amateur » par Philippe Boucher.	24 COMMUNICATION : la nomination des directeurs généraux des chaînes publiques.	— Un rapport des Monuments historiques sur la région des Pays de la Loire.	29 Le rapport annuel du GATT.	Loto, Loto sportif ..... 14	3615 taping LM
				30-31 Marchés financiers.	Météorologie ..... 14	
					Philatélie ..... 22	
					Radio-Télévision ..... 21	
					Spectacles ..... 21	

## L'OPA de Rupert Murdoch sur Metro Goldwyn Mayer

## Les films, nerf de la guerre audiovisuelle

Comme Wall Street le pressentait, M. Rupert Murdoch est bien le mystérieux investisseur qui vient de lancer une OPA sur Metro Goldwyn Mayer/United Artists (le Monde du 15 septembre). La proposition de 1,4 milliard de dollars (environ 9,2 milliards de francs) lancée par le propriétaire de la Fox est destinée à contraindre le groupe australien Quintex, qui devait racheter MGM/UA pour 1 milliard de dollars (le Monde du 4 avril).

Si M. Murdoch vient ainsi mettre à bas un accord avec Quintex qui devait prendre effet fin septembre, c'est parce que le magnat américain-australien de la presse et de la télévision sait trouver dans MGM/UA des trésors de pellicule. United Artists, à dans ses coffres plus de quatre mille longs métrages, dont des classiques comme *West Side Story*. Quant à MGM, son catalogue de films antérieurs à 1985 appartenait certes à l'American Time Warner. Mais certains de ces droits pourraient être exploités en commun, et depuis 1985 MGM a produit plusieurs films rentables. Enfin, MGM/UA a un catalogue vidéo de longs métrages inégalé dans le monde.

Or M. Murdoch a besoin de contrôler l'approvisionnement en images de deux de ses aventures les plus risquées, le réseau Fox et Sky Television. Aux Etats-Unis, le réseau de télévision Fox tente de s'implanter aux côtés des trois grands « networks » ABC, CBS et NBC. Mais il lui faut pour cela étendre sa programmation (actuellement limitée à quelques soirées par semaine) et sortir de l'image de « trash television » (télévision poubelle) que lui

ont accolée diverses émissions à scandale.

En Grande-Bretagne, M. Murdoch perd régulièrement l'argent avec ses chaînes par satellite groupées sur le satellite Astra, sous le nom de Sky Television. Après avoir rompu son accord avec Disney pour une chaîne enfants, Sky Television doit réviser à la baisse ses ambitions. Et elle devra surtout affronter au printemps prochain le concurrent BS2, qui a déjà fait une simple provision de films à Hollywood. Autant donc avoir des munitions, qui pourraient servir de base à une nouvelle chaîne de Sky consacrée aux « classiques du cinéma ».

Pour un groupe qui possède déjà un studio d'Hollywood, la Fox, et a souvent privilégié l'intégration verticale, MGM/UA est donc une cible de choix. S'il réussissait, M. Murdoch pourrait pourtant être amené à revendre des morceaux de l'empire MGM. Car le propriétaire actuel de 80 % des actions, le milliardaire Kirk Kerkorian, souhaiterait garder (ou racheter après l'OPA) la partie production télévisée, le siège du groupe et... son logo, le célèbre lion rugissant connu des cinéphiles du monde entier.

M. Kerkorian est un familier des ventes et sur le capital de sa société. Rachetant il y a vingt ans MGM, lui adjoignant United Artists en 1981, il revend MGM en 1985 avant de la racheter (sans son catalogue) deux ans plus tard. Aussi les milieux financiers restent-ils encore sceptiques sur le bouclage de l'opération, que M. Murdoch compterait financer par emprunts.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

## Selon l'agence soviétique TASS

## Israël a procédé à un nouvel essai de missile

Les porte-parole officiels à Jérusalem se sont refusés à commenter les informations de l'agence soviétique Tass selon lesquelles Israël a procédé dans la nuit du jeudi 14 septembre à un nouvel essai de son missile balistique Jericho-II. D'après Tass — citant « des informations du ministère soviétique de la défense » — le missile a fait une course « de quelque 1 300 km » pour retomber en Méditerranée à 400 km au nord de la ville libyenne de Benghazi.

De précédents tirs du même missile auraient eu lieu en mai 1987 et en janvier 1988. A plusieurs reprises, Moscou a dénoncé ces essais, estimant que le Jericho-II pouvait porter une charge nucléaire et menacer les régions sud de l'URSS.

(Voir l'article d'Alain Frachon, page 7.)

**GLOBE**  
DE SEPTEMBRE  
**LAGERFELD-INÈS**  
LES DESSOUS  
D'UNE  
DISPUTE

**TISSUS  
D'AMEUBLEMENT:  
LE TEST  
DES PRIX!**  
(Ou comment réaliser des économies de centaines de milliers de francs...)

► Notez les prix de beaux tissus actuels — Chintz, Jacquards, Toiles, etc. — dans des boutiques proposant des tissus « griffés ».  
► Comparez ces prix avec les prix Rodin, pour des tissus similaires (et parfois identiques) en stock.  
► Vous serez stupéfait de constater des différences de prix souvent énormes.  
► Des qualités et des dessins superbes, depuis 70 F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## De l'or en barres dans l'Atlantique

L'énorme trésor en or englouti le 12 septembre 1857 dans le naufrage du *Central America* commence à être remonté. Après plusieurs années de recherches dans les archives, le Columbus America Discovery Group, muni d'équipements très sophistiqués, repêcherait l'épave en 1987 à 320 kilomètres au large des côtes de Caroline du Sud. Avec le *Nemo*, un engin inhabité et télécommandé depuis le bateau de surface *Arctic Discoverer*, le groupe, actuellement, remonte de l'or en barres ou en pièces, venant de la ruée vers l'or qui avait drainé des foules vers la Californie.

Le *Central America*, un paquebot de luxe mu par des roues à aubes, venait de Californie lorsqu'il a été pris dans un cyclone tropical et a fait naufrage. Quatre cent vingt-trois personnes disparaissent dans la catastrophe (il y eut plus de cent cinquante survivants) ainsi que la fabuleuse cargaison. Personne ne peut dire le poids de l'or qui repose sur le fond de l'Atlantique à 2 400 mètres sous la surface. On ne peut donc évaluer le gisement. Mais le chiffre de 1 milliard de dollars (8,7 milliards de francs) ne semble pas exagéré. Le naufrage du *Central America* avait fait autant de bruit à son époque que celui du *Titanic* en 1912.

L'épave est dans les eaux internationales. Mais, prudent, le Columbus America Discovery Group s'est fait reconnaître en 1987 les droits sur la cargaison par un tribunal de Virginie. La groupe surveille le site par avion quand l'*Arctic Discoverer* n'y est pas et les US Coast Guards se tiennent prêts à intervenir si besoin est.

► Un ministre israélien a rencontré le cardinal Lustiger. — M. Moshe Shalev, ministre israélien de l'énergie, en visite officielle à Paris, s'est entretenu, jeudi 14 septembre, à l'archevêché de Paris, avec Mgr Lustiger pour lui dire combien le gouvernement israélien « apprécie » le travail réalisé par les cardinaux français, en vue du transfert du charbon d'Auschwitz.

Selon le ministre israélien, interrogé par *Jour J*, quotidien de la communauté juive de France, l'archevêque de Paris lui a répondu que « l'Eglise catholique est désireuse de trouver une solution rapide, mais celle-ci ne pourra être trouvée que dans une atmosphère de calme, loin de toute manifestation de violence ».

A B C D E F G

## Selon « l'Express »

## Plusieurs opérateurs suisses auraient acquis des actions de la Société générale lors du raid de M. Pébereau

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, ne semble pas parvenir à se débarrasser de l'affaire de la Société générale, ce raid boursier sur la banque privée lancée, avec son soutien, par M. Georges Pébereau, président de Marceau Investissements, au cours de l'été 1988. Au début de cette année, le ministre d'Etat avait promis que toute la vérité serait faite sur les conditions de cette opération. On en est encore loin. L'Express (daté 15-21 septembre) apporte de nouveaux éléments.

L'Express s'étonne tout d'abord de la différence d'appréciation entre les enquêteurs de la COB et les conclusions du collège de la COB. Le rapport estimait que tous les acheteurs de titres Société générale entre juin et octobre 1988 seraient « susceptibles » de relever du délit d'initié. Le collège de la COB n'a pas retenu cette approche, comme le confirmerait le communiqué de la COB du 1<sup>er</sup> août dernier — « rédigé en liaison étroite avec les services du ministère de l'économie ». Le collège avait alors estimé que les acheteurs qui avaient été informés du raid par M. Pébereau — dont M. Naouri, ancien directeur de cabinet du ministre (entre 1982 et 1986) — n'étaient pas des initiés.

Selon l'Express, le rapport de la COB ferait ensuite état d'un certain nombre de noms d'acheteurs d'actions de la Générale. L'hebdomadaire cite M. Geneviève Dalle (achat de 17 500 titres), épouse de M. François Dalle, président d'honneur de L'Oréal, et M. Jean-Pierre Peyraud, ex-directeur de la banque Rivaud (nom déjà révélé par le Point). Le magazine évoque également un certain M. Michel qui aurait passé, « en août 1988, depuis les îles Caicos, un ordre d'achat de 100 000 titres ». Plusieurs établissements suisses auraient également réalisé d'importantes opérations sur le titre, ainsi qu'une société de gestionnaire, américaine-honorisée Georges Soros, Quantum Fund SV.

Mais surtout, deux éléments risquent de gêner à nouveau M. Bérégovoy : les pébèreaux sur des achats de M. Jean-Charles Naouri et « l'évacuation, en quelques lignes, du rôle de l'homme d'affaires libanais Samir Trahouli, pourtant acheteur, de juin à septembre 1988, de plus de 500 000 titres de la Société générale ». A propos des achats de M. Naouri, la COB révélerait que M. Naouri a effectué ses achats pour son propre compte « dès le 22 juillet 1988, alors qu'Euris » (le fond d'investissement qu'il préside) ne commença ses achats que quatre jours plus tard.

M. Naouri aurait acheté à titre personnel entre le 22 juillet et le 10 août quelque 5850 actions, et réalisé, en les revendiquant entre la fin du mois d'août et décembre 1988,

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 septembre

Calme

Début de journée particulièrement calme rue Vivienne, avant la publication, en début d'après-midi, de cinq indicateurs économiques américains. Les valeurs françaises s'appréciaient en moyenne de 0,1 %.

M. Jacques Fournier invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

« Le grand jury RTL-le Monde » se déroulera dimanche 17 septembre à Nantes, où il se rendra par un TGV Atlantique spécial, avant l'inauguration officielle de cette nouvelle ligne le 20 septembre.

M. Jacques Fournier, président de la SNCF depuis 1988, sera l'invité de l'émission, qui se déroulera de 18 h 30 à 19 h 30 en direct dans la salle Jean-Yves de la nouvelle gare de Nantes-Sud.

M. Fournier, conseiller d'Etat, ancien secrétaire général du gouvernement et qui fut membre du comité directeur et du bureau exécutif du Parti socialiste et secrétaire général adjoint de l'Elysée en 1981, répondra aux questions d'André Passerone et d'Alain Tanguy du Monde, et de Jean-Yves Hollinger et de Guyfré Loquet de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

## Sur le vif

## Perles

Ce matin j'étais là, j'aurais aimé courir d'une main distraite tout en me caressant la tête : Qu'est-ce que je pourrais bien leur balancer aujourd'hui ? Et sur quoi je tombe ? Sur un prof adorable, un prof en Sorbonne qui, pour illustrer mon billet sur le CAPES, dont la moyenne a été ramenée à 8 sur 20, m'envoie quelques perles cueillies dans les rapports des jurys de ces dernières années. Les voici. Prédices d'une remarque amère et désabusée des correcteurs : la consultation de bons manuels destinés aux élèves de terminale éviterait l'étalage de l'ignorance dont font preuve la plupart des candidats. Ainsi, à propos de 1938 :

— Le gouvernement Blum est mené par une idéologie d'extrême droite ;

— Les soixante heures constituent une grande victoire en 36 ;

— Pierre Laval est à la tête du Front populaire ;

— La devise de la République, c'est Travail, Famille, Patrie.

E. I.

## L'extrême droite et l'affaire Autant-Lara

## Deux sons de cloche à « National-Hebdo »

« Juifs contre chrétiens, assez ! » Tel est le titre, pleine page, du magazine d'extrême-droite *National-Hebdo*, qui reproduit un chandellier à sept branches — symbole du culte israélite — brûlant une croix — symbole de la passion du Christ. L'hebdomadaire, qui se penche, dans sa dernière livraison, sur « Les dessous de l'affaire Globe », annonce aussi, à la « une », un article de M. Roland Gaucher intitulé : « Les Cauchons contre la carmel ».

Dans son éditorial, le directeur de la rédaction, membre du bureau politique du Front national, revient sur les récentes déclarations de M. Claude Autant-Lara en écrivant : « Les propos sur M. Veil, s'ils ont été tenus comme on les a rapportés, me choquent. Quand j'étais député européen, j'ai assez

brocardé M. Veil pour qu'on ne puisse pas me soupçonner d'indulgence à son égard. Mais, à dix-sept ans, elle a été expédiée à Auschwitz, lieu qui était plus proche de l'enfer que d'un palace cinq étoiles. Quiconque a vécu cela, s'il a eu la chance de s'en tirer, en restera marqué à vie ».

Dans sa chronique hebdomadaire, M. François Brigneau, éditeur, écrit pour sa part, au sujet des mêmes propos du cinéaste : « La forme aurait pu gagner en délicatesse. Mais sur le fond, Autant-Lara a raison. S'il y a eu extermination — ce qui est contesté par toute une école d'historiens sérieux, si sérieux qu'on leur refuse tout débat, — M. Veil y a heureusement échappé. Qu'y a-t-il d'injurieux et de condamnable à le constater ? »

## Édition Limitée

Chesterfield dans la pure tradition du XIX<sup>e</sup> siècle  
Du 15 septembre au 15 octobre 1989

Aura lieu une exposition de vente des 11 plus beaux modèles de canapés Chesterfield du XIX<sup>e</sup> siècle, répliques scrupuleuses de canapés

d'époque réalisées dans la plus pure tradition par des artisans.  
De 13 000 à 35 000 F, canapés 2 ou 3 places, nombreux coloris.



LA BOUTIQUE ÉCOISIAISE

Un rendez-vous très British 130, boulevard Diderot  
75012 Paris - Tél. 43 07 44 41

## Dépôt

KHANH

HOMMES

FEMMES

DES PRIX TOUJOURS AVANTAGEUX

DEPUIS 15 ANS, UNE ADRESSE A NE PAS MANQUER

FACE AU FORUM DES HALLES - MÉTRO, RER CHATELET-LES-HALLES

(sortie Pierre-Lescot) - parking Forum

Ouvert du lundi au samedi de 10 h 30 à 19 h, 6, rue Pierre-Lescot, 1<sup>er</sup> étage, 75001 PARIS

du 15 au 24 septembre 1989

## FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE ILE DE CHATOU

près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par  
le Syndicat National  
du Commerce de l'Antiquité  
et de l'Occasion.  
Tél. 47.70.88.78

Le numéro du « Monde »  
daté 15 septembre 1989  
a été tiré à 544 231 exemplaires

**relaxo**  
La relaxation  
totale

**CAPÉLOU**  
DISTRIBUTEUR  
37, Av. de la République 75011 PARIS  
Tél. 43.57.46.35 - Métro : PARMENTIER

## ENTRAÎNEMENT CARNEGIE

Expression Orale et Relations Humaines



## Sachez mieux communiquer

• Augmentez votre maîtrise en  
étranger, en réunion et en public.  
• Améliorez votre qualité de contact,  
votre influence, votre rayonnement.

## CONFÉRENCES D'INFORMATION

PARIS : 80 CHAMPS-ÉLYSÉES  
de 18h30 à 20h45  
19, 20, 21 et 22 Septembre  
de 18h30 à 19h15  
18, 19, 20, 25, 26 et 27 Septembre  
VERSAILLES :  
Mardi 27 Septembre  
Théâtre Palace, 1 Bd de la Reine  
Tél. (1) 39.54.02

Entraînements Dale Carnegie®  
Leader mondial de la Formation Carné-  
pensis en France par G. & D. Veyne  
2, Sq. Raymond 78150 Le Chesnay  
Tél. (1) 39.54.02

صلى الله عليه وسلم